

125 A
31

195

L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

1935 HANCAPO COF INT E F.

IMP. DE RAUWAT ET C^o. — DELTOMBE, GÉRANI.
Rue du Nord, 8.

L'EUROPE
PENDANT
LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE

PAR. M. CAPEFIGUE.



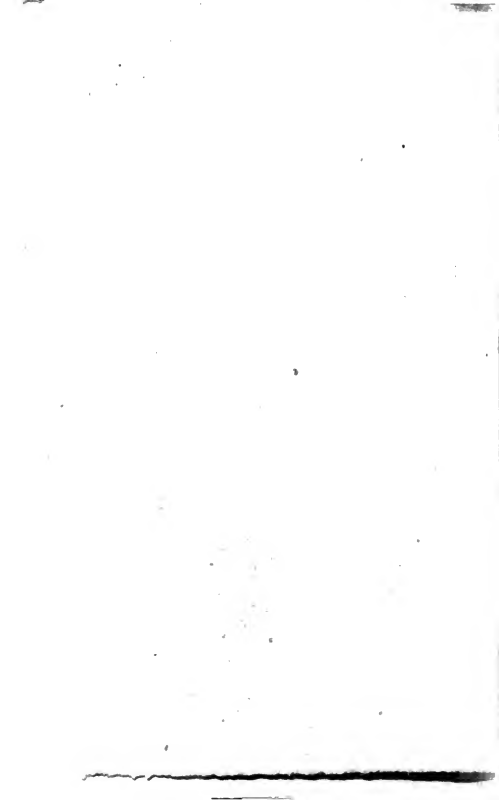
TOME VI.

Bruxelles.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE

HAUSMAN ET C^o.

1843



1.25.17.30

L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Tome VI

CHAPITRE LH.

LES GRANDES PUISSANCES LORS DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

L'Angleterre. — Ses craintes d'invasion. — Mesures politiques. — Les opinions en Irlande. — Révolte armée. — Répression. — Débarquement des Français. — Autriche. — Ménagement de la France. — Ambassade du général Bernadotte. — Insurrections des Viennois contre l'ambassadeur. — La Prusse. — Mécontentement du cabinet. — Note de M. Caillard. — Le corps germanique. — Développement du congrès de Rastadt. — Mécontentement de la Russie. — Armements. — L'Espagne. — Ambassade de l'amiral Truguet. — Disgrâce du prince de la Paix. — Négociations anglaises à Vienne, Berlin et Saint-Petersbourg.

Mai—septembre 1798.

Les choses audacieuses et grandes que les armées de France avaient accomplies, excitaient d'indicibles craintes en Angleterre, lorsque le peuple britannique

contemplant ces beaux régiments sous le drapeau tricolore, déployés depuis Saint-Malo jusqu'à Ostende : ces soldats avaient franchi des montagnes, pris des cités, traversé l'Italie en conquérants; l'Océan les arrêterait-il? Un bras de mer de sept lieues pouvait être enjambé par quarante mille hommes dans une nuit, tandis que l'armée navale livrerait bataille pour protéger le débarquement. A toutes les antiques époques, l'Angleterre avait été envahie : des couches de populations révélaient les invasions saxonnes et normandes; ce que des bandes de chevaliers avaient fait, cette glorieuse armée de France l'essayerait sans froncer le sourcil, sous un homme aussi intrépide que Bonaparte. Le ministère de M. Pitt dut donc présenter un bill pour la défense du territoire; l'opposition, soutenue par Shéridan, l'appuya par un noble mouvement de patriotisme : il s'agissait de préserver la vieille Angleterre d'une invasion conquérante. A ce point de vue, il n'y eut plus d'opposition; on ordonna un recensement de tous les hommes de 15 à 60 ans; la milice fut autorisée à s'incorporer dans la troupe de ligne; des dons volontaires vinrent grandir les ressources nationales, et toutes les côtes reçurent un formidable armement pour repousser l'ennemi. Mais ce qui rassura l'Angleterre, plus que toutes ces mesures de défense, ce fut la double victoire obtenue sur les flottes espagnole et hollandaise qui devaient appuyer l'invasion par un vaste développement de forces navales. Dès ce moment, la Grande-Bretagne n'eut plus à redouter dans son sein que l'es-

prit de révolte et de jacobinisme ardent et sérieux.

Cet esprit se manifestait au plus haut point en Irlande, où l'association des *Irlandais-unis* prenait ouvertement les armes. Dans ce triste pays, il y avait toujours eu deux sortes de résistance, l'une légitime comme un soupir de l'oppression, l'autre coupable comme une rébellion sociale, et presque toujours la révolte s'empare des gémissements du peuple à son profit. Tant que les Irlandais avaient demandé l'émancipation catholique, la liberté de leur culte, la réforme même du parlement, ils étaient dans leur droit; la plainte devint coupable le jour où les délégués de l'union irlandaise, Samuel Tow, O'Connor, Fitz-Gerald, vinrent solliciter des secours de la France et prirent ouvertement les armes contre l'Angleterre, la mère commune (1). Ardents patriotes sans doute, le

(1) Dans le temps actuel où l'Irlande se réveille, il est curieux de voir ce que se proposaient les *Irlandais-unis*.

Comité secret de la chambre des lords. (Jeuai, 9 août 1798.)

Interrogatoire d'Arthur O'Connor, ayant prêté serment.

« Quand êtes-vous devenu Irlandais-uni ? — Vers le mois de novembre 1796.

« Quand l'organisation militaire a-t-elle commencé ? — Vers le milieu de 1796.

« Étiez-vous membre du comité exécutif national ? — Oui, et j'ai continué de l'être depuis 1796 jusqu'en 1798.

« Quand ont commencé les communications avec la France ? — Avant que je fusse Irlandais-uni ; je erois que c'est au milieu de 1796, dans le même temps que l'organisation militaire fut formée.

« Quand fut-il convenu d'accepter l'offre de secours que faisait la France ? — J'ai oui dire qu'elle fut acceptée dans une assemblée

sang irlandais bouillonnait dans leurs veines, mais que venaient-ils chercher en France? quelles armées appelaient-ils sur leur malheureuse patrie?

Dans ces périls et ces trahisons, la guerre civile éclata; il y eut des villes prises, saccagées; la loi martiale, qui sauva plusieurs fois l'Angleterre, fut promulguée; M. Pitt chercha la force du gouvernement dans les anciennes lois et les coutumes de la conquête, si puissantes en Angleterre. L'Irlande était pour elle comme un pays occupé militairement; les nouveaux possesseurs, campés sur les terres des vaincus, formèrent une milice pour la défense mutuelle. A l'aide des troupes britanniques toutes protestantes, on vint facilement à bout de l'insurrection catholique; les cours martiales se montrèrent impla-

du comité exécutif, tenue dans l'été de 1796. J'ai eu connaissance de l'offre et de l'acceptation par mes confrères, membres du comité après que j'en fus moi-même devenu membre, et avant l'arrivée des Français dans la baie de Bantry.

« Les Irlandais-unis du nord étaient-ils décidés à s'insurger si les Français avaient débarqué? — Le directoire pensait qu'ils s'insurgeraient.

« Quand eut lieu la première communication de la part de la France, après l'expédition de la baie de Bantry? — La première, dont à ma connaissance je puisse parler, eut lieu en août 1797. Elle donnait avis qu'une flotte était mouillée dans le Texel, avec quinze mille hommes à bord, et que l'armement était destiné pour l'Irlande. Je fus arrêté et emprisonné quelques mois avant cette époque.

« Fut-il fait mention au comité exécutif irlandais de l'endroit où la descente était projetée? — Il n'en était pas mention dans la dépêche que j'ai vue.

« Y avait-il en quelque avis donné de l'invasion projetée à Bantry? — Oui, par un messager qui arriva ici vers novembre 1796.

cables jusqu'à l'arrivée du marquis de Cornwallis, nommé lord-lieutenant d'Irlande avec les pleins pouvoirs de pacification; les grands rebelles furent livrés au bourreau; Samuel Tow et lord Fitz-Gérald se donnèrent la mort dans les cachots, et l'union irlandaise, violemment dissoute par un acte du parlement et par la force militaire du régime de Cornwallis, ne fut plus qu'un souvenir sans force.

Cette insurrection de l'Irlande s'était spécialement appuyée sur la promesse de secours impuissants déjà lors de l'expédition du général Hoche. Il est rare que dans un plan conçu sur une trop vaste échelle, il n'y ait pas quelques détails qui manquent de manière à

« Y eut-il un agent nommé pour aller résider à Paris dans le printemps de 1797 ? — Oui, pendant que j'étais en prison; et une seconde personne fut envoyée dans le mois de juin suivant : je vis cette personne à son retour de France en Irlande, vers 1797. Elle rapporta qu'il n'y avait point d'armement prêt, mais que bientôt il y en aurait un. J'entendis dire que l'expédition aurait lieu quand la flotte française serait prête.

« Avez-vous ouï dire qu'il y ait eu quelques conversations à ce sujet entre des personnes de ce pays et le général Valence, avant le mois d'octobre 1796 ? — J'ai ouï dire qu'il y en avait eu; elles n'ont cependant conduit à rien de décisif.

« Y a-t-il eu quelques connexions avec les sociétés anglaises et écossaises ? — Toutes les connexions qui ont pu exister avec elles n'ont été qu'individuelles : le comité exécutif irlandais voulait les éloigner de ses affaires.

« Avez-vous connaissance que quelque emprunt ait été négocié avec la France ou l'Espagne ? — Des instructions furent données à l'agent pour négocier un emprunt d'un demi-million de livres sterling en France ou en Espagne, sur la sécurité du nouveau gouvernement irlandais. »

tout faire échouer. On ne peut nier que les projets du directoire sur l'Angleterre ne fussent largement conçus : une expédition de quarante mille hommes était destinée pour l'invasion ; afin de la seconder, les deux flottes de Hollande et d'Espagne venaient joindre l'escadre de Brest , et soixante vaisseaux de ligne paraîtraient en face des côtes de l'Angleterre ; en même temps l'insurrection d'Irlande devait éclater soutenue par deux divisions de Rochefort et de Dunkerque. Si toutes ces dispositions avaient réussi , la Grande-Bretagne était exposée à un fatal péril , car n'avait-elle pas aussi son parti jacobin appelant une convention nationale ? La destinée de ce plan n'était pas heureuse : les victoires navales délivraient l'Angleterre des flottes espagnole et hollandaise ; l'armée de Brest restait sans solde ; l'insurrection des Irlandais-unis était comprimée avant que les divisions françaises pussent mettre à la voile , et par un de ces désordres d'administration si fréquents à cette époque, le général Hardy, arrivé à Dunkerque pour prendre le commandement de la division d'Irlande, ne trouva pas mille francs en caisse pour les frais du départ ; il fut obligé d'attendre les ordres du directoire, tandis que le général Humbert mettait à la voile de Rochefort avec la division Savary. Cette petite troupe, abominablement mêlée de repris de justice, fit des prodiges en Irlande ; mais entourée , pressée par des forces immenses, elle fut contrainte de mettre bas les armes, et les trois-royaumes furent pour le moment à l'abri de toute entreprise de l'étranger.

Ces mesures de répression et de résistance avaient assez vivement préoccupé M. Pitt et le parlement pour détourner leurs yeux de toute autre affaire : il fallait pacifier l'Irlande et sauver l'Angleterre ; le plus grand pas était fait ; et ce fut à la faveur de cette préoccupation nationale, que les préparatifs de l'expédition d'Égypte purent s'accomplir, sans que le ministère de M. Pitt soupçonnât leur vraie destination, s'imaginant toujours que c'était pour appuyer un débarquement en Irlande ou sur les côtes de la Grande-Bretagne que ces dispositions étaient prises et que tous ces armements étaient faits.

Les escadres britanniques cinglèrent dans le canal, se répondirent par des signaux, afin d'éclairer les côtes ; il ne sortait pas un seul navire des ports de l'Océan qui ne fût poursuivi, harcelé par les flottes britanniques ; et la joie fut si grande à Londres d'être délivré de toute crainte, que M. Pitt en fit officiellement part à toutes ses légations, afin de renouveler un peu le crédit de l'Angleterre : « Seule puissance elle bravait la république française ; l'Espagne, la Hollande n'avaient plus de flottes ; l'escadre de Brest n'osait montrer ses couleurs ! » Quant aux mesures d'intérieur, l'Angleterre obtenait la prolongation de l'acte contre les assemblées et la liberté individuelle, l'*alien bill*, et par un admirable concours de toutes les forces sociales, jamais l'argent ne fut plus abondant et le crédit plus élevé. M. Pitt put dès lors jeter encore une fois ses regards attentifs sur l'Europe, et comme l'Éternel dans la *Jérusalem délivrée*, il dut

peser les forces, les faiblesses de chacun, prévoir la tendance et le caractère de chaque cabinet. De cet examen il résulta des appréciations fortes et considérables, dignes de la haute intelligence du premier ministre anglais.

L'Autriche avait signé avec enthousiasme ce traité de Campo-Formio qui lui livrait, avec les plus belles terres de Venise, la souveraineté de l'Adriatique. Bonaparte lui avait fait le plus riche don, et de là l'intimité loyalement établie entre le général et M. de Cobentzl. Bonaparte avait trop fait de confidences au ministre autrichien pour que celui-ci n'en profitât pas afin de grandir son ascendant; il avait même caressé l'opinion du général en lui rappelant que, puissant déjà par son courage et son génie, il devait briser, le premier, l'autorité directoriale dans cette France qu'il avait tant élevée. Aussitôt le traité de Campo-Formio, et pour donner plus de consistance aux liens nouveaux établis entre les deux gouvernements, le directoire se hâta de choisir un ambassadeur d'Autriche. Barras désigna le général Bernadotte (1), un des divisionnaires de la dernière armée d'Italie. Bernadotte, né aux Pyrénées, s'était rapidement élevé du rang de simple soldat à celui de général de division; sa famille, sans être noble, était d'une origine honnête et bourgeoise; s'il n'avait pas une éducation soignée, il possédait cet esprit vif, impétueux, rusé, qui appartient

(1) Charles-Jean Bernadotte, né à Pau dans le Béarn, en 1764, entra comme simple soldat, en 1780, dans le régiment d'infanterie royal-marine, où il était sous-officier à la révolution.

aux races gasconnes. Bernadotte aimait la république comme pensée et comme éducation; détaché un moment à l'armée d'Italie, il avait fait une certaine impression sur Bonaparte par un remarquable tact dans ses jugements sur les hommes et sur les événements politiques, et il le désigna pour porter les drapeaux autrichiens à Paris. Barras le prit en estime comme un intermédiaire éclairé entre le directoire et le général Bonaparte; méridional comme lui, ils purent causer avec la familiarité du même idiome, et de concert il fut désigné pour l'ambassade de Vienne et agréé par l'empereur et M. de Cobentzl.

Pour bien s'expliquer la situation des affaires à Vienne, il faut connaître les divers partis qui se divisaient le pouvoir, et le caractère de leur chef: L'empereur François II, prince royal, honnête, ne s'occupait d'affaires que pour faire pencher la balance entre les opinions qui partageaient le conseil. L'impératrice, princesse napolitaine, exerçait sur son esprit une haute et ardente influence. François II avait confiance en M. de Thugut, qui avait déployé une constante fermeté dans la dernière guerre; mais la position active de M. de Cobentzl dans le traité de Campo-Formio, son intimité avec Bonaparte, lui donnaient une importance nouvelle qui, n'ayant pas échappé à la sagacité de l'empereur, balançait le crédit de M. de Thugut. Quand Bernadotte reçut ses instructions de M. de Talleyrand, le ministre lui remit un précieux mémoire sur la cour de Vienne et les ressorts qu'il fallait faire jouer pour en dominer les opinions : le

ministre indiquait l'impératrice comme la tête influente et peu disposée pour M. de Thugut; c'était par son appui qu'on devait renverser le premier ministre et placer M. de Cobentzl au timon des affaires, véritable triomphe du parti français. Bernadotte était jeune, d'une figure distinguée; quoiqu'il n'eût pas reçu une grande instruction, il était poli, insinuant, spirituel, de manière à plaire dans une cour élégante. Il partit pour Vienne avec une certaine magnificence d'équipage, accompagné de deux secrétaires de légation, Gaudin, qui avait été premier secrétaire à Constantinople, et Villot-Fréville, chargé d'affaires en Toscane. Celui-ci connaissait parfaitement l'esprit et le personnel de la cour d'Autriche, car à Florence rien n'est ignoré de ce qui se fait à Vienne.

M. de Thugut, quoique prévenu d'avance des instructions de l'ambassadeur de France, l'accueillit avec une grande distinction (1) : le cabinet de Vienne

(1) Bernadotte manda au directoire dans sa correspondance chiffrée combien il avait été contrarié par les conches de l'impératrice, qui ne lui avaient point permis encore de se faire présenter à cette souveraine, et combien d'ailleurs il aurait pu à espérer de son appui tant que la cour de Naples redouterait l'influence ou les entreprises de la république : « Il fallait, avant tout, disait-il, rassurer l'impératrice à cet égard. Du reste, ajoutait-il, n'est-il pas étrange que quand la république française a, depuis plus d'un mois, un ambassadeur à Vienne, l'Empereur semble affecter de n'en point envoyer à Paris, tout en disant toujours qu'il y enverra le baron de Degelmann, qui ne bonge nullement. »

Dans ses premières conférences avec le principal ministre, M. de Thugut, Bernadotte lui fit sentir que le directoire verrait avec plaisir que, par réciprocité, la cour de Vienne envoyât un ambassadeur

avait besoin de temporiser, afin de prendre possession paisiblement de Venise, de la Dalmatie, de l'Illyrie et de s'emparer de Raguse. Bernadotte apportait avec lui la réputation d'un soldat loyal, et M. de Thugut, issu du peuple, n'avait aucune répugnance pour une fortune moins merveilleuse encore que la sienne. Sur le premier désir que Bernadotte manifesta de voir, par réciprocité, un ambassadeur autrichien résider à Paris, M. de Thugut répondit que ce désir avait été précisément prévenu, et que le baron Degelmann serait désigné avec la mission la plus confiante, la

à Paris. « Puisque, sans s'arrêter à la réciprocité d'étiquette, répondit Thugut, le gouvernement français n'a pas attendu la nomination d'un plénipotentiaire de l'Empereur, pour envoyer ici un ministre qualifié de sa part, je crois pouvoir vous donner l'assurance que cette nomination aura lieu incessamment, avant que la conclusion du congrès de Rastadt ait amené la paix de la France avec le chef de la confédération germanique, et rétabli entre eux la même amitié qu'entre votre république et le chef de la monarchie autrichienne. Le baron de Degelmann, ajouta-t-il, paraît désigné pour cette haute mission. Du reste, quels que soient les différends qui résultent des diverses interprétations du traité de Campo Formio, ma cour, poursuit Thugut, vient de donner une grande marque de satisfaction à un des principaux négociateurs qui l'a conclue : il a plu à Sa Majesté Impériale et Royale de conférer l'ordre de la Toison d'Or au marquis de Gallo, ci-devant ambassadeur de Naples à notre cour, et actuellement secrétaire d'État des affaires étrangères de Sa Majesté Sicilienne. L'Autriche, en effet, donne de fortes preuves de son amour pour la paix, et ce sentiment n'a pas même été ébranlé par la prise d'assaut du fort du Rhin, près de Manheim, qui a si fort affecté la cour de Bavière. Je puis même assurer que ma cour a conseillé à l'électeur palatin la plus grande modération à l'égard de la France. »

plus amicale, ne dissimulant pas néanmoins que depuis le traité de Campo-Formio, des événements étaient survenus de nature à provoquer quelques explications; et ceci s'entendait des affaires de Rome, de la Suisse et du Rhin démocratisé par Augereau.

En réponse à la première dépêche de l'ambassadeur, M. de Talleyrand le presse d'exécuter ses instructions pour ourdir une active intrigue contre M. de Thugut : « Il faut qu'il voie l'impératrice, qu'il lui remette un mémoire contre le premier ministre; s'il est renversé on promettra à l'impératrice toute protection pour Naples et sa famille. » L'impératrice, alors en couches, n'avait pu recevoir l'ambassadeur; mais dans l'apparat du jour de Pâques, fixé pour les relevailles, Bernadotte fut admis à l'audience de gala; il y déploya de l'esprit, une certaine tenue, et dans quelques mots adressés habilement à l'impératrice, il ne manqua pas de dire qu'il était heureux d'annoncer à Sa Majesté que tous les différends avec la cour de Naples étaient résolus par le directoire avec un grand empressement, comme témoignage de la bonne harmonie qui existait entre l'Autriche et la république française (1).

Quelques jours après, l'ambassadeur fit remettre à

(1) Le 8 avril, dimanche de Pâques, Bernadotte eut sa première audience de l'impératrice; dans le discours qu'il lui adressa, il dit « qu'il s'estimait d'autant plus heureux de lui rendre aujourd'hui ses devoirs, qu'il venait de recevoir l'ordre exprès du directoire d'assurer Sa Majesté qu'elle pouvait se tranquilliser absolument à l'égard de Naples. »

la souveraine un mémoire fort détaillé, écrit dans le même sens, avec cette insinuation adroite, que l'avènement du comte de Cobentzl pourrait encore resserrer les liens des trois cours de Naples, de Vienne et de Paris. C'était parler aux sentiments personnels de l'impératrice, qui communiqua cette note du général Bernadotte à François II et à M. de Thugut lui-même. Pour agir activement et en conséquence, on résolut un changement de ministère fictif, au moins, afin de satisfaire complètement la France, et ceci de concert avec le premier ministre. L'Autriche avait besoin de ne pas éveiller les soupçons. M. de Thugut, sans être absolument éloigné des affaires, reçut le titre de ministre des conférences avec une mission de Dalmatie, et M. de Cobentzl, rappelé de Rastadt, fut désigné pour le département des affaires étrangères : moins ce changement était réel, plus il fut annoncé avec publicité. On parlait haut, et on agissait tout bas dans un sens diamétralement opposé (1).

C'était à la bonne tenue, à la circonspection extrême du général Bernadotte, qu'on devait ce résultat : l'ambassadeur évitait de se montrer avec les insignes mar-

(1) « Sa Majesté a bien voulu se rendre aux prières répétées du baron de Thugut et le décharger gracieusement du ministère des affaires étrangères; elle a trouvé bon de confier la direction de ce département, jusqu'à nouvel ordre, à son ambassadeur auprès de la cour impériale de Saint-Petersbourg, le comte Louis de Cobentzl, et de nommer le baron de Thugut ministre de conférences, en le préposant en même temps, en qualité de son commissaire général et ministre plénipotentiaire, à tous les travaux qui concernent les nouvelles possessions en Italie, Dalmatie, Istrie et Albanie. »

quants de la république, capables de blesser les masses et les susceptibilités de la cour : à quoi ces démonstrations peuvent-elles servir dans la marche générale des affaires ? Il n'y a que les gens mal élevés qui prennent plaisir à heurter les coutumes établies, et à entrer en grosses bottes dans les salons. Ces ménagements, le parti révolutionnaire ne les comprenait pas à Paris, et l'on disait que notre ambassadeur à Vienne n'osait témoigner ni de la grandeur, ni de la force démocratique. Ces gazettes, envoyées à Bernadotte par ordre du directoire, lui faisaient une loi d'une certaine démonstration républicaine ; lui-même, au fond de l'âme, aimait cette république, sa maîtresse à lui, soldat, officier, général : il donna donc ordre à la légation de se parer des couleurs tricolores, et d'attacher un vaste drapeau destiné à couvrir de ses plis ondoyants toute la porte de son hôtel ; sur ce drapeau se voyaient les faisceaux de haches, le bonnet de la liberté, et cette inscription : *Liberté, égalité, république française*.

Une question de droit public assez grave est de savoir si un ambassadeur peut déployer les couleurs de son pays à l'extrémité de l'hôtel. Il semble que ce soit une affaire de police essentiellement locale ; il lui suffit, pour sa juridiction, d'indiquer que tel hôtel est l'ambassade d'un gouvernement ; à l'intérieur, où sa juridiction commence, il peut tout se permettre, écusson, drapeaux, couleurs. Ainsi n'était point interprété le droit des nations par la France, et l'étendard républicain fut arboré à l'étonnement de tous dans la capitale de François II.

Il faut connaître l'admirable peuple de Vienne, dévoué à ses empereurs, si paternels, si doux : l'Autriche autour de son souverain est moins un peuple qu'une famille dont le prince est le père. Voyez au Grabën cette voiture simple qui se dirige par Saint-Étienne sur le palais ; c'est la famille impériale, dans un équipage plus modeste que celui d'un simple banquier ; la population l'entoure, l'accueille par quelque chose de plus doux que des acclamations tumultueuses, par un sourire d'intelligence de l'enfant au père. Sous les beaux arbres du Prater, l'empereur à pied se promène, une longue canne à la main, se mêlant aux groupes du peuple joyeux qui valse aux airs chéris de Weber et de Strauss. Dans la dernière guerre, les Viennois avaient donné des preuves nobles et ardentes de leur dévouement à François II ; toute la jeunesse s'était levée pour son service et celui de la patrie, quand les Français s'avançaient au cœur de l'Autriche. Ces souvenirs-là, un gouvernement doit se garder de les éteindre au cœur du peuple ; ils forment son orgueil : l'anniversaire arrivait donc de cette sainte et patriotique journée ; la jeunesse de Vienne voulait, dans une fête solennelle, en rappeler la mémoire au son des fanfares. Alors Bernadotte éleva une double prétention : empêcher les joyeuses démonstrations populaires, déployer le drapeau tricolore pour célébrer dans l'ambassade le souvenir des victoires obtenues en Italie par les républicains. Le peuple de Vienne, informé de ces étranges prétentions du général Bernadotte, murmura d'impatience contre tant de

hauteur; bientôt l'insurrection éclata en rassemblements de faubourgs, qui marchèrent contre l'hôtel de l'ambassadeur; des pierres sont jetées aux vitres, on enfonce les portes, et sans respect même pour son caractère sacré, on l'insulte lui et sa légation, barricadés et décidés à soutenir un siège, comme cela s'était passé à Rome.

Cette émeute, ce n'était pas le gouvernement autrichien qui l'avait soulevée comme une tempête; mais peut-être la vit-il avec plaisir, comme un témoignage de patriotisme et d'affection pour l'empereur. Tant il y a qu'au premier symptôme d'agitation, quand le peuple grondait autour du palais, Bernadotte s'empressa d'adresser à M. de Thugut, encore chargé du portefeuille, une première note contre cette population fanatique, qui osait former un attroupement à la porte de son palais et l'insulter à coups de pierre (1).

(1) Je donne ici la série des notes que provoqua cette insurrection de Vienne :

Première note de Bernadotte à M. de Thugut (13 avril 1798).

« L'ambassadeur de la république française prévient M. de Thugut qu'au moment où il lui écrit, une populace fanatique ose former un attroupement devant la porte de son habitation. Les motifs qui animent ces attroupés ne peuvent pas être l'objet du plus léger doute, puisque plusieurs pierres ont été lancées contre les fenêtres de la maison qu'occupe l'ambassadeur. Profondément indigné de tant d'insolence, il prie M. de Thugut d'ordonner à l'instant les recherches nécessaires, pour que les auteurs du délit soient découverts et punis, de manière à ce que leur châtiment serve d'exemple. L'ambassadeur de la république française ne doute pas que ses réclamations ne soient accueillies avec tout l'empressement qu'elles

Sur cette note, le directeur de la police, comte de Pergen, se rendit à l'hôtel de l'ambassade. Tout en cherchant à calmer le peuple, il démontrait également à l'ambassadeur la nécessité d'une concession en abaissant le drapeau tricolore, pour ne point insulter

doivent inspirer, et que désormais la police ne soit assez vigilante pour prévenir toute scène semblable, qui ne pourrait se renouveler sans entraîner les conséquences les plus sérieuses, d'après l'intention très-ferme où est l'ambassadeur de repousser avec énergie jusqu'à la moindre insulte, à plus forte raison des excès aussi scandaleux. »

« P. S. M. de Thugut est prié de remarquer que l'on a beaucoup à se plaindre des agents de la police. Plusieurs, qui ont dit être employés par elle, ont été requis pour dissiper l'attroupement, et au lieu de remplir les intentions de l'ambassadeur, ils sont restés froids spectateurs de ces désordres révoltants. »

Deuxième note de Bernadotte.

« L'ambassadeur de la république française prévient de nouveau M. de Thugut que la frénésie du peuple est telle que toutes les vitres de la maison de France sont fracassées par les coups de pierres réunis que les émeutiers ne cessent de lancer ; il lui donne avis que l'attroupement est déjà porté à plus de trois mille personnes, et que les gardes, accourues dans les environs de la maison de France, loin de la protéger, restent spectatrices bénévoles du caprice et de la fureur du peuple ; leur inertie l'enconrage au contraire. L'ambassadeur ne peut se dispenser de croire que cette scène scandaleuse ne soit tolérée ou plutôt excitée par les autorités qui ne prennent aucune mesure pour la faire cesser. Il voit avec autant de regret que de peine, que la dignité du peuple français est blessée par l'insulte faite à l'ambassadeur, qui a vainement engagé la foule à se séparer et à rentrer dans ses habitations. A l'instant même où l'ambassadeur écrit, la fureur est telle que les portes sont enfoncées par les pierres qu'on y jette, et cela en présence des gardes. Le drapeau tricolore vient d'être arraché par le moyen de crochets



aux sentiments de cette journée. Le général Bernadotte s'y refusa; alors les clameurs recommencèrent avec plus d'irritation encore; des hommes hardis escaladèrent le balcon pour arracher le drapeau tricolore, bientôt brûlé sur la place du palais impérial;

par cette populace mutinée. L'ambassadeur, ne pouvant rester plus longtemps dans un pays où les lois les plus saintes sont violées, où les traités les plus sacrés sont foulés aux pieds, demande à M. de Thugut un passe-port pour se rendre en France avec toute la légation, à moins que M. de Thugut, réprouvant la violation du droit des gens, n'aime mieux faire proclamer dans les rues de Vienne, que le gouvernement autrichien, n'ayant pris aucune part aux insultes et outrages exercés contre la république française, les désavoue formellement et ordonne que les auteurs et complices soient recherchés et punis d'une manière exemplaire. A cette condition seule et sous l'obligation du gouvernement autrichien de remplacer le drapeau tricolore, et de le faire arborer par un officier civil ou militaire dans la maison de France, l'ambassadeur peut rester. M. de Thugut doit examiner que le temps presse, que les moments sont précieux, et qu'ainsi il doit à l'ambassadeur une réponse prompte et catégorique à tous les points de sa demande. L'ambassadeur observe de plus à M. de Thugut, que plusieurs personnes de la légation ont été obligées de mettre le sabre à la main pour se soustraire à la fureur du peuple. »

Troisième note de Bernadotte.

« L'ambassadeur de la république française prévient M. de Thugut que le tumulte et des excès de tout genre durent depuis cinq heures; qu'aucun officier public ne s'est encore présenté chez lui; qu'une populace effrénée est en possession de différentes parties de son habitation, où les séditieux fracassent tout ce qu'ils trouvent; que l'ambassadeur, les secrétaires de la légation, les citoyens et les officiers français qui se trouvent près de lui, sont obligés de se retirer dans un appartement où, avec les dispositions qui caractérisent des républicains, ils attendent l'événement.

l'hôtel de l'ambassade fut saccagé avec violence ; plus de cinquante mille âmes des beaux et grands faubourgs de Vienne étaient rassemblées, et ce ne fut qu'avec des charges de cuirassiers et la présence de quelques régiments de grenadiers, que le désordre

« L'ambassadeur ne peut plus rester dans une ville inhospitalière où l'on viole d'une manière si affreuse les principes qui lient les nations entre elles, le droit des gens consacré par le respect de tous les peuples civilisés ; il requiert le ministre des affaires étrangères de S. M. I. de lui envoyer les passe-ports nécessaires pour lui et pour tous les Français qui doivent s'éloigner avec lui. L'envoi de ce passe-port pourra être d'autant moins différé que la foule, prête à s'élanter dans l'appartement où les citoyens français l'attendent, n'a reculé qu'au moment où quelques domestiques se sont vus obligés de faire usage contre elle des armes à feu qui se trouvaient entre leurs mains.

« P. S. La dernière note que l'ambassadeur de la république française destine à M. de Thugut est assez marquante pour son objet, pour qu'il s'aperçoive que c'est la troisième qui lui aura été adressée, sans qu'aucune réponse ait suivi les deux premières. »

Réponse de M. de Thugut.

« C'est avec une peine infinie que le ministre des affaires étrangères a appris les désordres qui font le sujet des notes que le citoyen ambassadeur de la république française lui a adressées ce soir. Le ministre en fera un rapport exact à Sa Majesté Impériale, et il ne doute pas qu'elle n'en ressente un grand déplaisir. Le citoyen ambassadeur peut être persuadé qu'aucun moyen ne sera négligé pour que les événements de ce soir soient examinés selon toute la rigueur prescrite par la justice, et avec l'intérêt sincère que le gouvernement autrichien attachera toujours à cultiver l'amitié si heureusement rétablie entre les deux puissances. »

Lettre de Bernadotte à l'Empereur, portée par un de ses aides de camp (14 avril 1798).

« Sa Majesté Impériale ne peut manquer d'être instruite des

put être calmé. D'heure en heure Bernadotte envoyait des notes fières, hautaines au ministre des conférences. « Il ne pouvait douter que cette émeute ne fût suscitée par l'autorité municipale elle-même, qui ne prenait aucune mesure pour l'apaiser. L'ambassadeur ne resterait pas plus longtemps à Vienne; il

excès qui ont été commis contre l'ambassadeur de la république française. Trois notes successives ont été adressées par l'ambassadeur à M. le baron de Thugut, pour lui annoncer le commencement et le progrès du tumulte. Il a vu s'écouler, sans recevoir aucune réponse, tout le temps du danger, et ce n'est que sur les trois heures du matin qu'il a enfin reçu une note bien peu faite pour remplir son attente. Une conduite aussi extraordinaire met l'ambassadeur de la république française dans le cas d'engager Sa Majesté Impériale à se faire représenter les diverses notes qu'il a fait parvenir à son ministre des affaires étrangères. C'est à regret qu'il prie Sa Majesté d'observer, qu'au nombre de ses réclamations se trouve la demande de passe-ports dont il est forcé de faire usage, pour aller prendre les ordres du gouvernement auquel il a l'honneur d'appartenir; en s'éloignant de cette résidence, il emporte la certitude consolante de n'avoir rien négligé pour convaincre Sa Majesté Impériale des dispositions pacifiques et amicales que le gouvernement français entretient à son égard. Un autre motif de satisfaction existe pour lui dans la persuasion que Sa Majesté Impériale est profondément affligée de l'attentat dirigé contre le représentant d'un gouvernement ami, et que toutes les mesures que les convenances exigeaient auraient été prises sur-le-champ, si les intentions de Sa Majesté Impériale avaient été fidèlement remplies. L'ambassadeur espère que l'avenir confirmera cette opinion d'une manière éclatante, et qu'une juste réparation prouvera au directoire exécutif que Sa Majesté Impériale forme des vœux aussi sincères que lui pour le maintien de la bonne intelligence entre les deux nations. »

Réponse de M. de Colloredo.

« Le ministre du cabinet, comte de Colloredo, a l'honneur de

demandait ses passe-ports pour lui et sa légation, à moins que le cabinet autrichien ne fit hautement un désaveu et ne punit les meneurs. » Quelques instants après, une troisième note, en peignant la position désespérée de la légation, requérait M. de Thugut de faire délivrer sur-le-champ les passe-ports. Le ministre autrichien répondit un peu tardivement par l'expression de tous ses regrets des scènes malheureuses qui

faire savoir, par ordre de l'empereur, au citoyen ambassadeur de la république française, que Sa Majesté a appris avec un vif déplaisir les excès et désordres arrivés dans la nuit passée; que Sa Majesté en a été à peinc informée, que dès hier encore elle a donné elle-même ses ordres, tant au commandant des troupes qu'au ministre de la police, et que, connaissant leur zèle et leur exactitude, elle ne saurait douter qu'ils n'aient rempli ses intentions autant que les circonstances ont pu le permettre; que l'empereur désire que le citoyen ambassadeur n'insiste point sur les passe-ports demandés, que Sa Majesté s'en remet à lui-même de considérer tous les inconvénients qui résulteraient des bruits fâcheux d'une mésintelligence survenue entre les deux puissances, que son départ de Vienne ne manquerait pas de faire naître; que Sa Majesté a ordonné à M. le comte de Staurau et à M. le baron de Degelmann de se rendre dans la journée chez le citoyen ambassadeur, afin de chercher à éclaircir et vérifier tous les faits, et faire disparaître, à la satisfaction réciproque, tout juste motif de plainte de sa part. L'empereur, eu chargeant le soussigné de faire connaître ses sentiments au citoyen ambassadeur, a ordonné d'y ajouter l'assurance de sa résolution invariable d'entretenir avec soin et en toute occasion l'amitié et la bonne intelligence heureusement établies entre les deux puissances, résolution sur laquelle d'ailleurs la scrupuleuse ponctualité avec laquelle toutes les stipulations de Campo-Formio sont remplies de la part de Sa Majesté ne peut pas laisser le moindre doute.

« Le ministre du cabinet s'empresse d'offrir au citoyen ambassadeur l'expression de sa haute considération. »

venaient de se passer. « Aucun moyen ne serait négligé, disait-il, pour examiner, selon toutes les rigueurs prescrites, les événements de la soirée. » Des régiments se massèrent aux portes de l'ambassade pour la protéger contre de nouveaux attentats.

Dans la situation des rapports entre l'Autriche et la république française, cette démonstration, je le répète, ne déplaisait pas à la cour de Vienne, qui n'y voyait qu'un témoignage d'amour et de fidélité populaire envers le souverain. Néanmoins, à quelques mois de la paix, c'était fort sérieux, et lorsque l'ambassadeur, le lendemain, crut indispensable d'en porter ses plaintes à l'empereur par une note directement adressée, le comte de Colloredo, au nom de ce prince, se hâta d'exprimer tout son déplaisir des désordres et des excès qui s'étaient commis : l'empereur avait donné ses ordres au directeur de la police, au commandant des troupes; quant aux passe-ports demandés, on suppliait l'ambassadeur de réfléchir avant d'insister sur ce point : car que de difficultés allaient naître de cette démarche ! L'empereur envoyait auprès de Bernadotte le comte de Staurau et le baron de Degelmann pour s'enquérir des faits : « Sa résolution invariable, disait-il, était d'entretenir de bons rapports avec la France, ce qui résultait de la scrupuleuse ponctualité avec laquelle toutes les stipulations de Campo-Formio étaient tenues de sa part. » Ces notes, ces protestations un peu aigres dans sa pensée ne purent fléchir le général Bernadotte; il quitta Vienne le 15 avril avec toute sa légation, escorté par

un escadron de cavalerie. Une telle résolution, sans attendre les ordres de son gouvernement, était infiniment sérieuse : était-ce la guerre qui allait éclater violente, désordonnée ? Toutes les ambassades à Vienne, vivement agitées, déclarèrent unanimement que la faute était au général Bernadotte, parce qu'il n'était pas d'usage que le drapeau de la légation fût suspendu en dehors de l'hôtel de l'ambassade ; des courriers furent partout expédiés, car il y avait encore une fermentation de guerre en Europe.

Depuis que la cour de Berlin avait eu connaissance des articles secrets de Campo-Formio, son cabinet avait éprouvé un visible refroidissement pour la république française. Les dépêches du ministre Caillard à Berlin, disaient à M. de Talleyrand combien la position était changée : la bienveillance du comte de Haugwitz, du secrétaire M. Lombard, s'était sensiblement altérée à la suite de ce traité, et de quelle importance n'était-il pas de conserver la neutralité de la Prusse, puissance qui disposait de cent cinquante mille hommes sur un champ de bataille ! Ces mauvaises dispositions venaient surtout de ce que le traité de Campo-Formio atténuait les bases de la neutralité prussienne : qu'avait-il été stipulé à Bâle ? Que la Prusse serait la protectrice naturelle de tous les neutres, qui, dans la confédération germanique, voudraient chercher appui sous l'aigle noire, sorte d'agrandissement moral et matériel de la monarchie de Frédéric II au préjudice de l'Autriche ? Or, depuis le traité de Campo-Formio, les choses

étaient considérablement changées, à ce point que l'Autriche reprenait toute sa force dans les négociations allemandes ; on lui cédait même secrètement des fragments et des indemnités dans l'électorat de Bavière : pourquoi l'Autriche gardait-elle à Rastadt deux plénipotentiaires, le comte de Cobentzl et le comte de Lehrbach, si ce n'était pour ressaisir toute son importance dans la confédération ?

Tandis que la Prusse exprimait ses mécontentements à l'égard de la France, elle recevait de dures paroles de l'empereur de Russie, sur ce système de paix et de neutralité qui la liait à la république française : « Pourquoi refuser, lui disait-on, l'alliance que la Russie lui offrait avec loyauté dans une cause commune ? Quel intérêt avait porté la Prusse à se jeter aux bras du directoire exécutif, gouvernement sans foi, qui bouleversait Rome, la Suisse et l'Allemagne en pleine paix ? » On annonçait à Berlin la prochaine arrivée du prince Repnin, avec les pleins pouvoirs de l'empereur Paul. Afin d'arrêter la Prusse, à la veille d'une nouvelle coalition, le directoire désigna pour remplacer M. Caillard à Berlin l'abbé Sieyès, qui s'était fait remarquer à La Haye par sa sentencieuse correspondance. A Berlin, Sieyès devait plaire, car c'était un faiseur de philosophie, de science et d'érudition, comme un clerc du vieux régime, et par-dessus tout un diseur d'axiomes, et cela convient tant aux universités !

Dans cette incertitude touchant le maintien de la paix, l'Europe avait les yeux fixés sur le congrès de

Rastadt: si les destinées de l'Italie avaient été réglées par les traités d'Udine et de Campo-Formio, toutes les affaires d'Allemagne étaient renvoyées à la réunion de Rastadt. Il semblait d'abord que ces conférences devaient rester purement allemandes; néanmoins, il faut savoir, dans l'histoire diplomatique, que, par le congrès de Teschen, la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient simultanément garanti la constitution germanique, de sorte que chaque membre de la confédération pouvait recourir à ces trois puissances pour demander protection et appui. Ceci avait créé une grande importance au congrès de Rastadt et en même temps des difficultés considérables.

Les plénipotentiaires français, MM. Treilhard et Bonnier, s'étaient contentés de poser ce seul principe : « La république française aura pour limite la rive gauche du Rhin. » Sur ce point le directoire paraissait d'accord avec la Prusse, dans les stipulations secrètes de Bâle, et avec l'Autriche par le traité de Campo-Formio. Mais les petites puissances qu'on allait dépouiller, n'auraient-elles aucune compensation ? Ce système de compensation, la république française l'avait admis sur deux bases : la Prusse trouverait indemnité par des fragments de la Saxe ; l'Autriche, par le palatinat de Bavière. Quant aux petits États dépouillés, eh bien ! la sécularisation des évêchés en Allemagne et des autres fiefs ecclésiastiques serait une suffisante indemnité. Selon les plénipotentiaires français, aucune négociation ne dut s'ouvrir avant que la rive gauche du Rhin ne fût admise comme

frontière de France ; après avoir longtemps discuté cette base, elle fut adoptée par l'Autriche, la Prusse et l'empire ; mais, comme cette cession de territoire ébranlait la constitution générale de l'Allemagne, les princes dépouillés et ceux qui craignaient de l'être, s'empressèrent de recourir aux puissances garantes des stipulations de Teschen, à la Prusse, à l'Autriche, à la Russie surtout, car si les deux premiers cabinets, dans le but de s'arrondir par les indemnités, ne protégeaient plus l'intégralité des États germaniques, la Russie, tout à fait désintéressée dans cette cause, tiendrait à honneur de paraître la protectrice de l'Allemagne. L'électeur palatin de Bavière invoqua par une note expresse l'appui du cabinet de Pétersbourg.

Jusqu'ici paisible spectateur de la lutte, l'empereur Paul semblait fortement se dessiner contre cette influence de la république française qui menaçait tout. La mort de Catherine II avait un moment suspendu les préparatifs militaires de la Russie ; il fallait, avant d'agir, rattacher les vastes liens de l'empire, veiller à son immense administration dans le passage d'un règne à un autre, et la première année de l'avènement de Paul I^{er} s'était absorbée dans cette application attentive ; le midi de l'Europe était momentanément oublié. Depuis, le czar, fortement réveillé par la crise des souverainetés, avait compris la naturelle influence d'un empire qui possédait trois cent mille soldats. La Pologne était paisible, les guerres de Turquie et de Perse terminées, et la Suède dans son alliance. Main-

tenant l'Allemagne demandait l'appui de la Russie , garante du traité de Teschen : le czar ne pouvait la refuser contre une république turbulente , sans respect pour le diadème des empereurs ou des rois.

Afin de préparer cette grande levée de boucliers , Paul I^{er} dut s'assurer le concours et l'assistance de la Prusse et de l'Autriche , et c'est pourquoi il désigna le prince Repnin pour une ambassade extraordinaire à Berlin. Il s'agissait de savoir si , dans le cas d'une guerre générale , on pourrait compter sur le concours de la Prusse , et si elle prêterait la main à une coalition. La situation des esprits dans le nord de l'Allemagne le faisait peu espérer ; la Prusse n'avait rien à gagner dans une coalition contre la France : d'ailleurs , quel lot lui ferait-on ? Si à Vienne le comte de Rasumowsky assistait à la ratification du traité de Campo-Formio , avec sa sagacité instinctive , il voyait bien qu'au fond , ce traité ne serait jamais qu'une trêve , parce que l'esprit général de l'Autriche lui était opposé : le corps diplomatique n'avait-il pas assisté aux émeutes de Vienne grondant autour de Bernadotte ? Ce drapeau tricolore trainé dans les rues , ce soulèvement de cent mille âmes signalaient le peu de popularité du traité de Campo-Formio : à la première circonstance , il serait brisé. Le germe de la guerre était dans le congrès de Rastadt , et de là devait partir le premier signal d'une nouvelle résistance à la révolution française. Pour les esprits un peu habitués aux affaires , Rastadt n'était qu'une grande comédie ,

qu'un moyen dilatoire pour arriver à une situation plus nette dans un inévitable conflit.

Cet état des esprits et des cabinets n'échappait pas non plus à la haute sagacité de M. Pitt. L'Angleterre, à la tête du corps diplomatique le plus fort, le mieux informé de l'Europe, croyait le maintien de la paix impossible, et une coalition plus formidable que toutes les autres se formait d'elle-même avec d'immenses ressources. A Pétersbourg, il n'y avait rien à ajouter aux bonnes dispositions du czar, si ce n'est une stipulation de subsides; on aurait cent cinquante mille Russes à la disposition de l'alliance. A Vienne, on gardait encore le décorum après la signature si récente du traité de Campo-Formio; mais M. de Thugut, momentanément en disgrâce, reprendrait son influence au premier cri de l'Allemagne; on aurait l'empire dans la coalition, et de plus la haine des peuples contre la France : la jeunesse de Vienne ne l'avait-elle pas montré ?

A Berlin, la situation était plus difficile : ni le roi, ni le conseil ne voulaient la guerre; la méfiance entre les deux cours de Berlin et de Vienne était plus vive que jamais depuis les conventions secrètes de Bâle et de Campo-Formio, qui avaient révélé leurs desseins d'ambition. Toutefois, M. Pitt espérait beaucoup de l'influence de la Russie sur le jeune roi de Prusse, qui ne pourrait rester en arrière lorsque tout l'Europe s'ébranlerait pour une seule et même cause, contre un seul et même danger : comment la Prusse, placée en avant-garde contre la révolution française, resterait-

elle neutre quand la guerre retentirait autour d'elle ? Aurait-elle assez de mollesse pour ne prendre part à aucun des mouvements militaires que l'Europe préparait ? Le directoire n'avait rien respecté, et le cabinet de Berlin respecterait-il le directoire ?

CHAPITRE LIII.

ESPRIT ET DIPLOMATIE DU-DIRECTOIRE.

Modification du directoire. — Régicides conventionnels. — Tendances du gouvernement intérieur. — Mœurs. — Habitudes. — Barras. — Rewbell. — Lareveillère. — Les deux nouveaux directeurs Merlin, Treilhard. — Négociations d'argent. — Agiotage. — Diplomatie de corruption. — Affaire des États-Unis. — Des villes hanséatiques. — Emprunt en Hollande, — à Gènes, — à la Cisalpine. — L'Espagne. — Ambassade de l'amiral Truguet. — Démission du prince de la Paix. — Le Portugal. — Naples. — Esprit général de la diplomatie. — Inquiétude sur l'Autriche. — Rapport secret de M. de Talleyrand.

Octobre 1797—juin 1798.

Quelques mois à peine s'étaient écoulés depuis le traité de Campo-Formio, et déjà les affaires générales de l'Europe prenaient une attitude inquiétante pour la continuation de la paix. Nul esprit un peu sérieux, un peu pénétrant, en France, ne croyait à la possibilité de continuer des relations pacifiques avec les grandes monarchies; la tendance du pouvoir était pour cela en trop vive hostilité de principes et d'idées avec

l'ordre européen. Pour que les bons rapports se maintiennent entre les souverainetés, il ne faut pas qu'il existe des antipathies profondes, des antagonismes violents d'idées et de formes, et l'on venait de voir à Vienne éclater ces hostilités, qu'en vain les gouvernements avaient voulu comprimer par la convention de Campo-Formio. A juger même l'esprit du directoire, qui pouvait jamais croire à une paix profonde, durable, avec les gouvernements monarchiques : chacun des directeurs portait à son front le stigmate de conventionnel et de régicide ; on semblait s'imposer le devoir de ne pas choisir d'autres noms : Barras, Rewbell, Lareveillère-Lépeaux, étaient de vieux appuis de la Montagne, avec des nuances plus ou moins jacobines. Quand Carnot et Barthélemy avaient quitté le directoire, qui avait-on choisi pour les remplacer ? François de Neufchâteau, puis Merlin de Douai et Treilhard (1), tous conventionnels, régicides, légistes, disputeurs, comme Rewbell était avocat fiscal, et apportant dans les affaires de l'extérieur un esprit étroitement démocratique et une sorte d'insolence mal-apprise.

Barras, néanmoins, plaisait généralement à l'Europe ; il était brusque, emporté, mais au demeurant esclave de sa parole, assez spirituel pour tout comprendre, assez corrompu pour toujours transiger, et surtout assez assoupli aux événements pour ne pas

(1) François de Neufchâteau, appelé au directoire avec Merlin après le 18 fructidor, fut bientôt remplacé par Treilhard (mai 1798).

s'y heurter la tête. D'ailleurs, Barras avait un salon parfaitement composé, avec une compagnie au moins élégante, si elle n'était pas toujours probe et triée par la vertu. Au Luxembourg, on avait une table presque royale, chaque jour un couvert de trente-six personnes, et les gastronomes remarquaient avec joie le retour des quatre potages de saison, les quatre relevés de poisson, de volaille et d'agneau, les six entrées de Grimod de la Reynière, les quatre beaux entremets de pâtés, de perdrix rouges, de jambon glacé, d'écrevisses et de truffes; les huit plats de rôti, etc., etc. Barras ne dédaignait pas de rectifier lui-même le menu de son ci-devant maître d'hôtel, et il ajoute à l'une de ces cartes : « Il y a trop de poisson, ôtez les goujons; qu'on n'oublie pas de mettre des coussins sur les sièges des citoyennes Tallien, Talma, Bonaparte, Hainguerlot et Mirande (1) » (c'étaient les dames habituées du lieu). Arrivait-il un ambassadeur? Barras lui offrait sa meute et ses chasses comme un souverain; voulait-il courir un cerf? on partait à toute guide pour Grosbois, délicieuse retraite avec un vaste parc, parfaitement giboyeux. Barras faisait tout cela sans que ses collègues pussent dire un mot; n'était-il pas le soldat du directoire, le thermidorien à cheval? Quand un de ces avocats faisait de l'opposition, il le menaçait en véritable marin: or, tôt ou tard les affaires passent aux mains de ceux qui ont la parole haute et le courage. Avec un train aussi magnifique et ses ha-

(1) Ce menu cst en manuscrit autographe.

bitudes prodigues, il fallait beaucoup d'argent à Barras, des louis d'or, des quadruples, des florins de toutes parts et de toutes sortes.

Rewbell, caractère brusque et alsacien, ne manquait pas d'un certain tact et d'une rude volonté en affaires; fort intéressé, il ne dépensait pas avec les grandes formes de Barras. Comme les vieux juifs du moyen âge, on disait, peut-être à tort, qu'il empilait ses écus; et sous prétexte de simplicité républicaine, il s'abstenait de semer son or : cela se voit en tous les temps et chez beaucoup de rustres. Rewbell, au reste, rusé négociateur, avait quelque goût pour les affaires étrangères; il connaissait parfaitement l'Allemagne et les petits intérêts qui s'y disputaient la domination politique.

Lareveillère-Lépeaux était dans toutes ses joies de voir le pape captif et les prêtres persécutés selon ses vues; il prêchait lui-même son culte pastoral, et Barras l'annulait en le raillant, sûr de le trouver derrière lui pour son vote. Merlin et Treilhard s'occupaient de législation, de décrets et des finances surtout profondément altérées.

Il se trouvait qu'après les plus odieux pillages en Italie, en Suisse, en Allemagne, le gouvernement était sans argent, sans crédit, possesseur d'un milliard de biens nationaux, d'un vaste revenu d'impôts, et cependant toujours obéré, en présence des deux conseils qui votaient des lois de timbre, d'hypothèques, d'enregistrement, de dixième de guerre. On était en perpétuel déficit, sans pouvoir emprunter quelques

millions, en leur assignant même les revenus spéciaux. Savez-vous à quoi s'était réduit en définitive le prêt de quatre-vingts millions, offert par la banque de Paris pour l'expédition d'Angleterre ? à un peu plus de dix-huit millions, avec 30 p. c. de commission, et deux revenus considérables spécialement affectés au paiement de l'intérêt à 6 p. c. ! Ces nécessités financières appelaient autour du directoire une multitude d'agiateurs, de courtiers d'argent, de brocanteurs de créances, comme autour des fils de famille endettés ou des mauvais payeurs ; tous cherchaient à faire les meilleures opérations possibles avec l'aide et le crédit des directeurs. M. de Talleyrand était merveilleusement propre à seconder cette tendance : son principe était qu'on ne pouvait être en ce monde quelque chose qu'avec de la fortune ; il cherchait de l'argent de toutes mains, et il se présentait si facilement l'occasion d'en acquérir. Les petits cabinets de l'Europe savaient qu'on devait négocier à Paris avec les poches pleines et ils y venaient ainsi ; à peine débottés, les ministres de cour se voyaient entourés d'intermédiaires officieux proposant le crédit d'un directeur, l'appui d'un ministre ; avec quelques milliers de louis et des diamants, on pouvait obtenir et acheter des négociations politiques et commerciales. Indépendamment de ces intrigues, il y avait des transactions d'argent plus sérieuses et qui résultaient des besoins mêmes de la république ; le revenu du trésor ne suffisant pas pour payer les services de l'administration et de l'armée, il fallait donc les faire payer par l'étranger, là, au

moyen d'un emprunt forcé, garanti par le gouvernement; ici, par une levée de denrées et des dons qu'on appelait volontaires, quoique l'on employât presque toujours la contrainte.

Cette situation d'intrigues et d'agiotage à Paris ne se révéla jamais mieux que dans les négociations des envoyés américains avec M. de Talleyrand (1). Dès le

(1) Je dois donner quelques pièces significatives de cette étrange négociation avec les États-Unis.

Lettre des envoyés des États-Unis à M. de Talleyrand.

« Citoyen ministre,

« Les États-Unis de l'Amérique désirant terminer leurs différends entre eux et la république française, et rétablir l'harmonie, la bonne intelligence, et les relations de commerce et d'amitié qui ont si heureusement subsisté depuis le commencement de leur connexion politique jusqu'à ces derniers temps, le président a nommé, et de l'avis et consentement du sénat, a appointé, nous les soussignés, conjointement et séparément, envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires auprès de la république française, à l'effet de remplir ces grands objets. Étant venus à Paris, en conséquence de cette nomination et dans ces vues, nous désirons, citoyen ministre, nous rendre chez vous à l'heure qu'il vous plaira fixer pour vous présenter la copie de nos lettres de créance; et tandis que nous manifestons notre désir sincère et ardent du rétablissement de l'harmonie et de l'amitié entre les deux républiques, nous nous flattons que vous voudrez bien concourir à l'accomplissement de cet événement désirable.

« Nous vous prions d'agréer les assurances de notre parfaite estime et considération.

« Paris, 6 octobre, dans la 22^e année de l'indépendance américaine.

« CHARLES COPESWORTH PINCKNEY, JOHN MARSHALL, ELBRIDGE GERRY. »

commencement de la grande guerre de la révolution , les États-Unis d'Amérique avaient hautement déclaré leur neutralité; le nom illustre de George Washington couvrit de son éclat la déclaration du mois d'avril 1793, qui prononça le respect du pavillon neutre. Cependant les choses n'étaient point restées là : les États-Unis formaient une république, mais une république forte,

Pleins pouvoirs de MM. Pinckney, Marshall et Gerry, envoyés en France.

« John Adams, président des États-Unis d'Amérique, à tous ceux que ces présentes intéresseront, salut.

« *Savoir faisons*, qu'afin de terminer tous différends entre les États-Unis d'Amérique et la république française, et de rétablir et de confirmer une harmonie parfaite et une bonne intelligence, ainsi que les relations de commerce et d'amitié entre les deux pays, et reposant une confiance particulière dans l'intégrité, la prudence et les talents de Charles Cotesworth Pinckney, John Marshall, et Elbridge Gerry, conjointement et séparément, envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires des États-Unis auprès de la république française, donnant et accordant par les présentes, à eux et à chacun d'eux, plein pouvoir et autorité, et aussi commandement général et spécial, pour et au nom des États-Unis, se rendre et conférer avec les ministres, commissaires ou députés de la république française, munis des mêmes pleins pouvoirs, soit séparément, soit conjointement, et de traiter, consulter et négocier avec eux, au sujet de toutes les réclamations, et de tous les objets et causes de différends qui subsistent entre les États-Unis et la république française, afin d'y satisfaire et mettre fin d'une manière juste et équitable, et de même touchant le commerce général entre les États-Unis et la France, et tous autres domaines de la république française; et de conclure et de signer tout traité ou traités, convention ou conventions, sur ce qui est expliqué ci-dessus; en le transmettant au président des États-Unis d'Amérique, pour sa

régulière, et ce n'était pas ainsi que la comprenaient les révolutionnaires en France; ils voulaient soulever un parti d'unité jacobine aux États-Unis contre le parti fédératif. Les envoyés brissotins, Genet, Fauchet et Adet, sans respect pour la vénérable puissance de Washington, voulurent la renverser à la tête des unitaires. Ceci amena le rapprochement des États-Unis et de l'Angleterre.

ratification finale, de l'avis et consentement des États-Unis, si cet avis et consentement est accordé.

« En foi de quoi j'ai fait apposer aux présentes le sceau des États-Unis.

« Fait de ma main, dans la ville de Philadelphie, le 22^e jour de juin, dans l'année de Notre Seigneur 1797, et de l'indépendance des États-Unis la 21^e.

« JOHN ADAMS. »

Extrait d'une dépêche des envoyés des États-Unis à leur gouvernement (22 octobre).

« ...Dans la matinée du 18 octobre, M. W..., de la maison de..., se rendit chez le général Pinckney, et l'informa qu'un M. X..., qui était à Paris et que le général avait vu, était un personnage qui jouissait d'un grand crédit et d'une grande réputation..., et que nous pouvions avoir une grande confiance en lui. Dans la soirée du même jour, M. X. passa chez le général Pinckney, et après quelques moments de conversation, il lui dit à l'oreille qu'il avait à lui communiquer un message de M. de Talleyrand lorsqu'il aurait le loisir de l'entendre. Le général Pinckney se retira aussitôt avec lui dans une autre chambre, et lorsqu'ils furent seuls, M. X. dit qu'il était chargé d'une affaire dans laquelle il était un peu novice; qu'il avait connu M. de Talleyrand et qu'il était sûr qu'il avait beaucoup de considération pour l'Amérique et ses citoyens, et qu'il désirait fort qu'on pût effectuer une réconciliation avec la France; que, pour y parvenir, il était prêt, si on le jugeait à propos, de suggérer confidentiellement un plan, que M. de Talleyrand espérait pouvoir

Chose curieuse ! il se fit un traité d'alliance entre la mère patrie et les anciennes colonies révoltées. Le directoire, pour se venger, proscrivit les neutres ; et foulant aux pieds les vieux principes qu'avait toujours défendus le cabinet de Versailles, il rentra tout à fait dans la maxime anglaise , à savoir : Que le pavillon ne couvre plus la marchandise. En vain M. Adams

remplir ce but. Le général Pinckney dit qu'il serait fort aise d'apprendre ce que c'était que ce plan. M. X. répéta que le directoire, et surtout deux de ses membres, étaient excessivement irrités de quelques passages du discours du président et désiraient qu'ils fussent adoucis, et que cette mesure devait nécessairement précéder notre réception ; qu'outre cela, une somme d'argent était demandée pour la bourse du directoire et des ministres, laquelle somme serait à la disposition de M. de Talleyrand ; et qu'on insisterait aussi sur un emprunt. M. X. dit que, si nous consentions à ces mesures, M. de Talleyrand ne doutait pas que tous nos différends avec la France ne pussent être accommodés. »

Extrait d'une dépêche des envoyés des États-Unis à leur gouvernement (29 octobre 1797).

« ...M. X. passe encore chez nous. Il dit que M. de Talleyrand était extrêmement empressé de nous être utile, et avait prié qu'il fût fait encore un effort pour nous engager à le mettre en état de nous rendre service... Le résultat de sa proposition fut, que si nous voulions payer, par forme de gratification (ce fut son expression), la somme d'argent demandée pour usage privé, le directoire ne nous recevrait pas, mais qu'il nous permettrait de rester à Paris comme nous y étions alors, et que nous serions reçus par M. de Talleyrand, jusqu'à ce qu'un de nous pût aller en Amérique et consulter notre gouvernement au sujet de l'emprunt. C'était de cette manière, dit-il, que le ministre de Portugal avait traité. Nous lui demandâmes si, en même temps, le directoire ordonnerait que les propriétés américaines qui n'étaient pas encore passées dans les mains

envoya-t-il M. Pinckney pour arranger le différend auprès de la nation française ; on ne voulut ni le recevoir, ni l'écouter par écrit. Barras adressa même des paroles injurieuses à cette nation « naguère esclave, et que la France avait émancipée. » Telle était la tendance du directoire, ne ménageant rien, ni royauté, ni république, et prenant plaisir à se créer des ennemis.

des équipages et armateurs de corsaires, fussent rendues ? il dit explicitement que le directoire ne le ferait pas... Nous lui demandâmes s'ils arrêteraient les déprédations ultérieures sur notre commerce ? Il dit qu'il n'en ferait rien, mais que M. de Talleyrand observait que nous ne pouvions pas éprouver beaucoup de mal de plus à cet égard, parce que l'hiver approchait, et qu'on ne pouvait pas faire beaucoup de prises de plus. Nous lui dîmes que la France avait pris par violence sur l'Amérique pour plus de quinze millions de piastres, et nous avait traités, sous tous les rapports, comme ennemis, en retour de l'amitié que nous lui avions témoignée ; que nous étions venus pour tâcher de rétablir l'harmonie entre les deux nations, et d'obtenir des compensations pour les torts que nos compatriotes avaient éprouvés, et qu'au lieu de cette compensation on nous disait que, si nous voulions payer douze cent mille livres, on pourrait nous permettre de rester à Paris, ce qui nous procurerait pour tout avantage de voir les comédies et les opéras de Paris pendant l'hiver, et d'avoir le temps de demander à notre pays d'épuiser ses ressources en faveur de la France, dont les déprédations continueraient. Il exposa encore que par cette marche nous empêcherions qu'une guerre ne se déclarât, et que peut-être dans cinq ou six mois le pouvoir serait dans d'autres mains... »

Le ministre des relations extérieures à M. Gerry, envoyé des États-Unis.

« Paris, le 13 prairial an vi.

« J'ai reçu, monsieur, votre lettre d'hier. Vous m'informez :

La politique brusque, grossière, vous réussit tant qu'on vous croit fort; mais supposez un moment de faiblesse, alors tous vous accablent; ce temps n'était pas encore arrivé pour le directoire : l'Italie était conquise, l'Angleterre avait demandé à traiter, on négociait avec l'Autriche, et ce fut alors que M. Adams résolut de reprendre les négociations avec la France. Il envoya trois négociateurs à Paris, les généraux Pinckney et Marshall, et M. Gerry. La latitude de

1^o Que la gazette présentée contient toutes les négociations informées communiquées par les envoyés à leur gouvernement; 2^o Que les personnes dont il est question n'ont produit à votre connaissance aucune autorisation, aucun document de quelque espèce que ce fût, qui les accréditât; 3^o que trois des individus mentionnés (c'est-à-dire dans l'ordre où je les ai placés, W., X., Y.) sont des étrangers, et le quatrième (c'est-à-dire Z.), n'a agi que comme messenger et interprète.

« Quoique je sente toute votre répugnance à nommer ces individus, je dois vous prier instamment de la subordonner à l'importance de l'objet. Venillez donc bien, 1^o ou me donner leurs noms par écrit, ou les communiquer confidentiellement au porteur; 2^o nommer la femme que M. Pinckney cite; 3^o me dire si aucun des citoyens attachés à mes travaux et autorisés par moi à voir les envoyés, ont dit un mot qui eût le moindre rapport avec la proposition choquante qui a été faite par X et Y, de remettre une somme quelconque pour une distribution corruptrice. »

Réponse de M. Gerry.

« Paris, le 3 juin 1798 (16 prairial an vi).

« Citoyen ministre,

« On m'a remis votre lettre du 13 prairial, dans laquelle, après avoir résumé partie de la mienne, du 31 mai, vous me pressez de céder immédiatement à l'importance de l'objet, et 1^o de vous

leurs pouvoirs était grande, considérable; mais ils n'avaient pas prévu l'incident pécuniaire qui allait s'élever : avec une intelligence plus approfondie de l'esprit du directoire et des besoins intimes de la république, ils l'auraient fait entrer en première ligne.

M. de Talleyrand avait cherché refuge aux États-Unis dans le temps de la terreur, et les envoyés de l'union américaine le trouvaient aux relations exté-

donner par écrit, ou de communiquer confidentiellement au porteur les noms des personnes désignées par les lettres W., X., Y., Z. ; 2^o de nommer la femme citée par M. Pinckney ; 3^o de déclarer si aucun des citoyens attachés à vos travaux et autorisés par vous à voir les envoyés, ont dit un mot qui eût le moindre rapport avec la proposition choquante qui a été faite par X. et Y., de remettre une somme quelconque pour une distribution corruptrice.

« Quant aux personnes désignées par X., Y., Z., je vous adresserai leurs noms dans un papier revêtu de mon sceau et de ma signature, et vous m'assurez qu'ils ne seront point publiés comme venant de moi, quoique cette mesure ne me paraisse pas nécessaire pour les découvrir tous, et que Z. m'apprenne qu'il s'est fait connaître de lui-même. Mais W. ne m'ayant jamais dit un mot relatif à X. ou à aucune partie de nos communications, je présume que l'inconvenance manifeste qu'il y aurait de ma part à m'appuyer sur un oui-dire, est une excuse suffisante pour omettre son nom.

« Je ne puis vous donner le nom d'aucune dame, car pas une n'a eu de communications politiques avec moi, depuis mon arrivée à Paris.

« Quant aux citoyens attachés à vos travaux, et autorisés par vous à voir les envoyés dans vos communications officielles, je ne puis me souvenir d'un mot d'aucun d'eux, qui eût le moindre rapport avec les propositions faites par X. et Y., dans leurs négociations informelles, de payer de l'argent pour des distributions corruptrices.

« Agrérez, je vous prie, citoyen ministre, etc., etc. »

rieures, circonstance d'un excellent augure pour les négociations. Mais tout aussitôt une difficulté fut soulevée : les envoyés avaient demandé un rendez-vous au ministre, qui les accueillit avec politesse, mais froidement, sans leur promettre même une audience du directoire ; le ministre déclara qu'il préparait en ce moment un travail complet sur les relations entre les États-Unis et la république, de manière à les bien fixer avant d'ouvrir les négociations sérieuses. Le soir, les envoyés américains reçurent la visite d'un agent secret de M. de Talleyrand : c'était M. Bellami de Hambourg ; avait-il des pouvoirs ou agissait-il de lui-même ? Sans doute, le ministre ne se faisait pas toujours grand scrupule dans les questions d'argent et de cadeaux diplomatiques ; mais souvent aussi les agents vont plus loin que leurs instructions. L'intermédiaire proposait, avant toute négociation avec le directoire, de révoquer certains passages du discours de M. Adams, et de verser au trésor quarante-huit millions, qui ne seraient que le rendu du prêt, d'à peu près la même somme, fait par Louis XVI aux Américains. Enfin, une petite *douceur* de cinquante mille livres sterling (un million deux cent mille francs) devait être accordée à M. de Talleyrand, qui la destinait à un partage entre lui et Barras. Ces révélations résultent du passage textuel des dépêches diplomatiques des plénipotentiaires américains à Paris, répondant « qu'ils étaient sans pouvoirs pour stipuler de pareilles indemnités. »

Diverses conférences s'engagèrent sur cette base,

et les envoyés des États-Unis en rendirent fidèlement compte à leur gouvernement. Plusieurs fois provoqués sur les questions pécuniaires, ils répétèrent au négociateur « qu'ils étaient sans argent et sans pouvoirs. » On les repoussa impitoyablement; le directoire déclara immédiatement de bonne prise tous les neutres qui portaient des marchandises anglaises, et le pavillon fut dénationalisé. Les principes du droit maritime de la Grande-Bretagne furent proclamés hautement par la France qui les avait toujours combattus. On s'attendait à la guerre entre les États-Unis et le cabinet anglais; mais le commandement des troupes une fois confié à Washington, un traité d'alliance fut conclu entre les deux peuples.

Alors, à la confusion de M. de Talleyrand et du directoire, ces dépêches de M. Pinckney, communiquées à la presse anglaise, révélèrent les détails de l'étrange négociation poursuivie à Paris, et ceci éclata comme un coup de tonnerre. Si la corruption existait réellement, on espérait néanmoins la démentir; mais les dépêches donnaient des détails si précis et si nets, que l'opinion publique se souleva tout entière. M. de Talleyrand se vit forcé de demander des explications à M. Gerry, resté à Paris, et le somma de désigner les agents indiqués seulement par des lettres initiales dans les dépêches. M. Gerry les nomma; ils étaient tous amis intimes de M. de Talleyrand, et en tête le banquier de Hambourg, dont j'ai parlé. Cette affaire laissa de fâcheuses impressions sur le directoire et le ministre. Toute relation fut rompue, et l'Angleterre

profita de la position déplorable que la France s'était faite aux États-Unis.

Comme il fallait incessamment des ressources, on se tournait donc de droite et de gauche dans ce système de rançonnement universel au profit de l'avidie république. Les trois grandes villes de l'Elbe, Hambourg, Brème et Lubeck, à l'aide de leur vieille neutralité, avaient acquis des richesses immenses, conservées avec ordre et régularité depuis des siècles. Les révolutionnaires semblaient aimer beaucoup les cités de banque; ils avaient rançonné Francfort, Amsterdam; l'Elbe pouvait-il longtemps leur échapper, et la banque du nord de l'Allemagne ne payerait-elle pas aussi sa rançon? Le ministre à Hambourg était depuis quatre ans M. Reinhard, le même que nous avons vu vieillard dans le salon de M. de Talleyrand, compatriote de Rewbell, mais avec plus de formes et une politique un peu moins brutale. Hambourg, ville neutre, était devenue une cité véritablement politique : à côté des émigrés, on voyait une société philanthropique, composée de tous les réfugiés jacobins d'Irlande, de Hollande, d'Angleterre, et ceux-ci formaient et soutenaient le parti français à Hambourg, afin d'y préparer une révolution à la manière de la république batave. Le directoire adjoignit à M. Reinhard le conventionnel Léonard Bourdon, lié avec Barras, comme Reinhard l'était avec Rewbell. C'était une mission digne d'un fervent montagnard, que de remuer le patriotisme de ces réfugiés; et quand les choses furent prêtes, le ministre de France reçut

l'ordre de demander au sénat de Hambourg un prêt de douze millions de livres, et la possession du port de Cuxhaven, à l'embouchure de l'Elbe, dans l'objet de fermer le fleuve au pavillon britannique.

Qui pouvait excuser de telles mesures ? était-on en guerre avec Hambourg ? Cette cité ne demeurait-elle pas constamment ville libre hanséatique ? et de quel droit l'imposait-on à douze millions ? Ces considérations n'arrêtèrent point le directoire. Si les villes hanséatiques n'acquittèrent point cette contribution, c'est qu'elles ne pouvaient y être contraintes par la violence militaire ; le pouvoir de l'insatiable république ne s'étendait pas jusque-là ; elle devait passer sur la neutralité danoise pour arriver à Brème, à Lubeck, à Hambourg, les trois sœurs de la vieille hanse teutonique, telles qu'on les voit réunies sous la triple couronne, dans les tableaux de Holbein.

Cette coutume d'imposer arbitrairement des emprunts et des subsides aux puissances indépendantes et neutres, s'étendait à plus forte raison aux républiques amies, et qui devaient leur existence au directoire. Avait-on à se gêner avec la démocratie batave ou cisalpine ? On les avait créées libres, et pouvaient-elles avoir trop de reconnaissance pour de si grands services ? On demandait quelques millions en prêts ou dons à Gènes, à Milan, à La Haye, partout où les florins étaient si abondants ; et ces corps législatifs, ou directoires de nouvelle création, étaient fort empressés d'accéder aux ordres de la république mère et fondatrice : les alliances avec la France coûtaient

fort cher, et la liberté se faisait acheter au prix de l'or ! Le même système était tenu à Turin, à Florence : on avait une manière de rançonnement à l'égal des pirates d'Alger et des corsaires barbaresques. M. Pinckney l'avait écrit à son gouvernement ; et ceci se révélait à chaque acte de la cour directoriale, où toute négociation se résumait en argent. La république protectrice, mais nécessiteuse, suivait un peu ses caprices pour ses filles les plus chéries : au premier mot de commandement, une révolution éclatait dans la magistrature des républiques batave ou cisalpine ; on avait partout des biens d'émigrés, des confiscations de douanes, des mines abondantes, à ce point que les mines d'alun de la république romaine furent louées cinq cent mille pistoles au profit du directoire.

Cette action diplomatique et financière, la France l'étendait surtout aux alliés timides que la peur avait rattachés à la révolution, et, en tête, à l'Espagne. Le crédit du prince de la Paix s'était élevé incessamment, et nul ne pouvait lui disputer l'influence absolue sur l'esprit du roi, caractère si affaibli. Mais animé parfois d'un sentiment patriotique, le prince de la Paix, poussé à bout, ne correspondait plus aussi exactement aux caprices, aux exigences du directoire ; s'il n'avait pas la force de rompre avec la république française, parce qu'il savait bien l'impuissance des armées et des forces de son pouvoir, il ne voulait pas non plus capricieusement obéir aux moindres injonctions de ce gouvernement qui ne laissait rien à la volonté et à l'honneur de ses alliés.

Cette situation complexe, l'Angleterre la savait bien, et tout en faisant une guerre violente à la marine, au commerce espagnol, elle offrait secrètement des subsides à Madrid pour entraîner cette cour à une guerre nationale. Le directoire exigeait que la flotte espagnole de Cadix, composée de vingt-deux vaisseaux de ligne, vint joindre la grande escadre de Brest, et le roi répondait que Cadix était bloqué par des forces britanniques plus considérables, et qu'on allait exposer son armada dans un combat inégal. La même incertitude se manifestait en ce qui touchait les rapports de l'Espagne avec le Portugal : le directoire avait exigé du prince de la Paix des menaces de guerre, des démonstrations belliqueuses sur la frontière des Algarves, et l'Espagne n'avait rien fait ; loin de là, même, la plupart des avis reçus à Lisbonne venaient de Madrid, et l'Angleterre savait par cette voie les affaires de France avec une certaine exactitude.

Dans ces circonstances, le directoire se résolut à briser la toute-puissance du prince de la Paix. C'était sa constante politique : toutes les fois qu'un premier ministre, un favori de cour cessait d'être dans ses intérêts, il multipliait les efforts pour le renverser ; ce que Bernadotte avait essayé à Vienne contre M. de Thugut, l'amiral Truguet (1) fut chargé de le réaliser

(1) Laurent-Jean-François Truguet, fils d'un capitaine du port de Toulon, d'abord garde-marine, devint lieutenant de vaisseau en 1779, major en 1786, après avoir fait la campagne de l'Inde sous M. de Suffren, puis contre-amiral en 1789.

à Madrid contre le prince de la Paix, et ici avec bien plus d'éléments de succès. L'ambassade de M. de Pérignon à Madrid avait produit l'alliance intime des deux cours de France et d'Espagne, le renouvellement du pacte de famille; après le rappel de M. de Pérignon, il n'y avait plus à Madrid qu'un chargé d'affaires. L'amiral Truguet, nommé ambassadeur en titre, eut une double mission : renverser le pouvoir du prince de la Paix, exiger ensuite que l'escadre d'Espagne sortit du port de Cadix pour se joindre à la flotte de Brest. L'amiral n'était point un esprit vulgaire : avec des formes un peu brusques, il avait reçu la bonne éducation des officiers rouges, car, major de la marine sous le bailli de Suffren, il était aussi bien dans un salon qu'à bord d'un navire de guerre, et c'est ce qu'il fallait à Madrid. Présenté dans le palais d'Aranjuez, il parvint à plaire au roi, à la reine des Espagnes, et bien qu'il gardât certaines formes de démocratie, commandées par le directoire, il les corrigeait par ses paroles éminemment distinguées. Le discours dont il accompagna la présentation de ses lettres de créance est empreint d'un caractère de franchise respectueuse (1); s'il parle fièrement de sa république, il s'exprime avec dignité

(1) *Discours de l'amiral Truguet le 11 février 1798.*

« Sire, le directoire exécutif de la république française, désirant maintenir et continuer de plus en plus l'alliance qui unit nos deux nations, m'a choisi pour ambassadeur auprès de Votre Majesté. La garantie de cette alliance, sire, repose sur nos intérêts communs, autant que sur nos engagements sacrés et solennels; elle se

sur les vertus et la loyauté de la royale famille de Charles IV.

A peine installé dans son ambassade à Madrid, l'amiral Truguet travaille hardiment contre le prince de la Paix pour briser sa fortune. Le favori, espérant conjurer l'orage, avait nommé le banquier Cabarus, le père de M^{me} Tallien, ambassadeur à Paris, car

trouve aussi dans les vertus de Votre Majesté, et dans les talents des hommes d'État dont elle a su s'entourer.

« Après avoir conquis la paix continentale par une suite de triomphes, un seul ennemi nous reste à vaincre : cet ennemi est le vôtre, sire ; il est celui de l'Europe, dont il n'a cessé de troubler le repos ; il est celui de l'humanité entière, dont chaque jour il outrage les lois les plus saintes. C'est aux efforts réunis des deux puissances alliées qu'il appartient de punir son affreux machiavélisme, ou réprimer sa rapace ambition.

« Je ne souillerai point cette cérémonie auguste, sire, en prononçant devant vous le nom de ces transfuges, qui vont partout traînant le désespoir de n'avoir pu consommer la ruine de leur patrie. Je ne vous parlerai point de ces traîtres, dont les machinations plus perfides encore ont servi sourdement le parti anglais. Le gouvernement de la république en a reconnu dans son sein même ; il les a chassés et punis. Sans doute aussi Votre Majesté fera justice de tous ceux qui lui seront signalés, car ils sont les ennemis de son trône aussi bien que de la république.

« Amitié sincère et dévouement loyal à ses alliés, valeur généreuse contre ses ennemis armés, mépris et châtimement pour les traîtres ; voilà, sire, les sentiments du peuple français et de son gouvernement : il les réclame, il les attend de la part de ses alliés.

« Le directoire exécutif, sire, ne pouvait choisir pour ambassadeur de la république auprès de Votre Majesté un citoyen français plus pénétré que moi d'estime pour la généreuse et brave nation espagnole, plus pénétré de respect pour les vertus personnelles de Votre Majesté. »

M^{me} Tallien n'avait-elle pas le plus doux ascendant sur Barras ? Mais la question était trop importante pour qu'elle pût se résoudre par une influence de femme, et l'amiral Truguet reçut ordre de porter aux relations extérieures, à Madrid, M. de Saavédra, alors secrétaire d'État des finances, chef du parti tout dévoué à la France. Les paroles de l'ambassadeur devinrent si impérieuses, que le roi Charles IV, malgré sa vive amitié pour le favori, dut céder au moins publiquement (1) : le prince de la Paix quitta le ministère et le commandement des gardes du corps ; M. de Saavédra prit le portefeuille en vertu d'un édit royal, et l'amiral put annoncer cette révolution de palais au directoire. Dès que le nouveau ministre fut nommé, on vit immédiatement toute l'action française dans les moindres actes du cabinet. Un ordre royal prohiba l'introduction de toutes les marchandises des manufactures anglaises, ainsi que cela s'était fait en France dans les jours de colère du directoire. Quelques émigrés s'étaient réfugiés en Espagne, l'amiral Truguet en demanda impérativement l'expulsion, sans distinguer même les nobles familles qui depuis Louis XIV avaient reçu la grandesse comme témoignage de ser-

(1) Charles IV écrivit au prince de la Paix :

« Ce n'est qu'avec la plus grande répugnance que je cède enfin aux sollicitations réitérées que vous m'avez faites, pour obtenir la permission de vous retirer du ministère. Vous n'en continuerez pas moins de jouir à ma cour de tous les honneurs qui vous ont été accordés, et moi, le roi, je conserverai une reconnaissance éternelle pour tous les services que vous m'avez rendus. »

vices et d'alliance entre les deux nations : on vit un prince de Poix, un duc de Pienne, un Saint-Simon, naguère couverts devant le roi, forcés de quitter l'Espagne, et la rigueur fut poussée si loin, que le gouvernement espagnol ordonna de visiter tous les palais de Madrid, afin d'y rechercher les émigrés. Allons ! nobles gentilshommes, reprenez le bâton blanc de l'exil ; allez tendre la main de nation en nation ; ceux qui vous ont proscrits, les usurpateurs de vos biens, ne veulent pas vous laisser une pierre pour reposer la tête. Et c'est un Bourbon qui exécute ces ordres !

Au lieu de M. Cabarus, qui tenait l'ambassade espagnole à Paris, le roi d'Espagne désigna le chevalier d'Azzara, qui avait joué un rôle si actif à Bâle et à Rome dans les négociations favorables à la république française. Cet ambassadeur, si porté pour l'alliance, fut accueilli d'autant plus somptueusement par le directoire, qu'il voulait le charger de finir les affaires du Portugal, fort mal engagées par le chevalier d'Aranjo, alors enfermé au Temple. La situation de la cour de Lisbonne n'était pas aussi simple que celle de l'Espagne, fatalement abaissée devant la révolution. Deux influences disputaient énergiquement le pouvoir au palais de Belem : l'Angleterre occupait Lisbonne par ses flottes, et lord Saint-Vincent se déployait dans le Tage avec dix-huit vaisseaux de ligne ; puis le comte de Waldeck et sir Ch. Stuart y commandaient une armée anglo-portugaise, à laquelle étaient venus se joindre trois régiments d'émigrés français, appelés à soutenir l'indépendance du Portugal.

Le directoire n'ignorait pas cette situation, et néanmoins le chevalier d'Aranjo était venu à Paris pour négocier, avec beaucoup d'or et des diamants du Brésil à foison. Il avait agi, sans doute, fort maladroitement; et comme c'était au temps où les envoyés des États-Unis avaient divulgué déjà une honteuse négociation, le directoire crut indispensable, par respect pour la pudeur publique, de faire arrêter le chevalier d'Aranjo. On lui prit les six millions dont il était porteur, ce qui excita une vive protestation de tout le corps diplomatique alors à Paris. Le directoire répondit qu'il avait fait arrêter le chevalier d'Aranjo, non point en sa qualité d'ambassadeur, mais comme simple particulier, car il avait violé outrageusement son caractère sacré. A cette insolente manière d'agir, la cour de Lisbonne dut répondre en manifestant son indignation profonde, et le premier ministre, le comte de Pinto, négocia plus activement encore avec l'Angleterre une alliance politique et commerciale. Toutefois, le voyage du chevalier d'Azzara fut un nouveau prétexte pour engager des négociations entre le Portugal et la république française : n'était-ce pas le chevalier d'Azzara qui avait traité au nom du pape Pie VI pour apaiser Bonaparte et son armée victorieuse? Ce rôle lui était encore destiné, afin d'amener un rapprochement entre la politique du vieux palais monacal de Maffra et les démocratiques exigences des cinq rois du Luxembourg.

A Vienne, on avait obtenu le renvoi, au moins simulé, du baron de Thugut; en Espagne, le prince

de la Paix était en disgrâce; on travaillait à Lisbonne pour amener le remplacement du comte de Pinto, et à Naples, toute la politique du directoire était dirigée contre un homme de cœur, le chevalier Acton. Acton sortait d'une famille irlandaise réfugiée en France, et que la fortune avait élevée à Naples; esprit de témérité et de hardiesse, il s'était rallié avec un dévouement extrême aux opinions de la reine, si fière, si digne, à cette archiduchesse, sœur de Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse, à cette noble Caroline de Naples, qui ne voulut point fléchir même dans la disgrâce. A côté de la reine de Naples brillait la plus poétique, la plus adorable des femmes, miss Harte, devenue lady Hamilton, par son mariage avec Williams Hamilton, le savant, le naturaliste intrépide, qui vingt fois avait visité le Vésuve, et qui était alors ambassadeur britannique à Naples. Quelle était l'origine de cette magicienne à la baguette d'or qui traînait l'intrépide Nelson à ses pieds comme l'Armide de Torquato dans son palais enchanté? On l'ignorait; elle s'était nommée d'abord Emma Lyon, si belle, si gracieuse à dix-huit ans qu'elle servait de modèle à tous les peintres; on la voit encore reproduite en Vénus, en Cléopâtre, en Phryné, dans les toiles de Romney. Cet artiste l'eût épousée si, femme ambitieuse déjà, elle n'avait fixé son regard sur le chevalier Greville, de l'antique famille de Warwick, le neveu de sir Williams Hamilton. Fou d'elle, Greville était prêt à l'épouser, lorsque l'oncle, comme dans un drame, vint l'en empêcher par la menace et l'autorité

domestique ; alors sir Williams vit lui-même Emma, et telle fut sa fascination, que l'ambassadeur tomba à ses pieds comme enivré, et la pauvre artiste devint pairesse d'Angleterre. Dans les fêtes de Pouzzoles, de l'île d'Ischia, de Portici, on ne parla plus que de lady Hamilton ; peintres, statuaires, savants, l'entouraient, et toujours puissante d'imagination, elle les charmait tour à tour par une imitation de l'antique, si sévère, si puissante, qu'on aurait dit un camée : tantôt en Juive de Sicile, tantôt en Hélène ou en Aspasia, elle ravissait la cour. La reine Marie-Caroline se prit d'une si vive tendresse pour elle, qu'elle ne voulut pas d'autre compagne ; la même chambre les reçut, souvent la même couche, et sans cesse réunies, elles donnaient simultanément leurs ordres, ainsi que deux sœurs, au ministre Acton, leur confident, esprit fin et national, comme Nelson, l'amant heureux et aimé.

La politique du directoire était de briser cette puissante association d'Acton, de la reine, de lady Hamilton, qui plaçait Naples sous la prépondérance de la Grande-Bretagne. La phraséologie de M. Garat, l'envoyé, avait mal réussi auprès de cette noble cour, et la reine était décidée à la guerre, quand le temps serait venu, et en cela secondée par Ferdinand, le roi des lazzaroni, qui déjà avait refusé le renvoi du ministre Acton aux instances du directoire. Depuis la création de la république romaine, le territoire de Naples était menacé, et par une armée d'invasion et par les principes de démocratie qui fermentaient dans les

classes mitoyennes de bourgeois et de savants. Pour donner une certaine unité à la résistance, le général Mack venait d'arriver à Naples, avec sa renommée d'officier organisateur. Mack, déjà désigné pour commander l'armée du pape, passait maintenant à Naples avec la même mission; général de confiance et de police, il avait ordre de déclarer à la cour des Deux-Siciles que le temps était venu de se préparer à tous les événements; qu'on devait porter l'armée napolitaine à cinquante mille hommes, car, au premier moment, la guerre pourrait se déclarer, et il fallait être prêt pour un coup de main : à quoi la neutralité timide, obéissante, de la cour de Naples lui avait-elle servi dans la dernière guerre? L'expérience ne devait-elle pas l'éclairer sur le seul parti à prendre, et lui conseiller d'agir avec vigueur de concert avec la cour d'Autriche? Mais il fallait avant tout de la prudence et des ménagements (1).

La mission du général Mack à Naples et l'émeute de Vienne contre l'ambassadeur Bernadotte avaient inspiré de sérieuses préoccupations au directoire exécutif. Le premier mouvement avait été la colère; il fut

(1) *Naples, 4 juin 1798.*

« La cour de Naples, en invitant ses sujets à regarder les Français pour leurs bons amis, continue avec beaucoup d'activité ses levées et ses préparatifs, comme si elle craignait toujours de voir recommencer la guerre. Un édit royal ordonne l'énumération de tous les couvents d'hommes et de femmes, et les oblige à entretenir un soldat en raison de cinq individus. Les prêtres séculiers qui ont plus de mille ducats de revenu sont aussi tenus d'équiper et d'entretenir un soldat. On assure que cette espèce de réquisition four-

question de contremander sur-le-champ l'expédition d'Égypte et d'attaquer l'Autriche; mais après ce premier entrainement on se calma; et ceci tint à la fois à des causes extérieures et à la politique intérieure. Dans un mémoire fort étendu, M. de Talleyrand exposa la situation de l'Europe, prête à former une nouvelle coalition au moindre prétexte: à Petersbourg, on ne parlait que de guerre; à Londres, de nouveaux armemens se préparaient. Dans cette circonstance, combien n'était-il pas essentiel de garder la pleine neutralité de la Prusse et de l'Autriche, et de ne pas entraîner l'Allemagne entière à la guerre par la rupture du congrès de Rastadt? M. de Talleyrand proposait donc de dissimuler les griefs: loin de renvoyer Bernadotte à Vienne, en exigeant des satisfactions impératives, il fallait lui donner une autre ambassade, celle de La Haye, par exemple, et l'on caresserait ainsi l'amour-propre du cabinet autrichien en lui faisant une certaine concession sur un acte mal réfléchi de l'ambassadeur, car le général Bernadotte avait agi avec trop de précipitation et de brusquerie, comme un véritable soldat.

nira douze mille hommes qui ne coûteront rien au roi. Les barons du royaume sont chargés de l'entretien d'un corps de cavalerie. On ne connaît pas le nombre des troupes déjà levées. La cour, afin de pouvoir en augmenter le nombre à volonté, vient de publier un édit de réquisition, par lequel on prendra un homme sur cinq. Quant aux moyens de payer tant de troupes, on a d'abord le produit de la dernière réquisition d'argenterie, qui a donné quarante-huit millions de ducats; ensuite on imposera fortement les autres propriétés. »

Le directoire eut également à considérer la question intérieure : le trésor de la république était épuisé; on avait emprunté aux alliés tout ce qu'on pouvait : or, comment se procurer de nouvelles ressources pour une guerre générale? La Suisse, l'Italie, les bords du Rhin, qui en seraient essentiellement le théâtre, avaient vu passer les colonnes républicaines, qui, comme un tourbillon dévastateur, avaient laissé peu de choses derrière elles. Enfin, venait la considération personnelle de Bonaparte : si l'on contremandait l'expédition d'Égypte, il fallait de toute nécessité lui assurer le commandement de l'armée, la direction supérieure dans la guerre; victorieuse de l'ennemi, que ferait-on de cette épée? Serait-il possible de lui arracher les grands prestiges de la vaillance et du génie? Bonaparte avait plus d'une fois parlé en maître : il le serait en effet s'il parvenait à dissoudre la coalition et à ramener une fois encore la victoire et la paix sur la patrie. Il fallait donc dissimuler avec l'Autriche, et donner l'ordre à la belle flotte de Toulon d'appareiller pour sa destination mystérieuse, si l'on ne voulait avoir un dictateur tout armé dans la république asservie.

CHAPITRE LIV.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE JUSQU'À LA DESTRUCTION DE LA FLOTTE FRANÇAISE.

Départ du port de Toulon. — But de l'expédition. — Malte.
— Intrigues. — Négociations. — Causes de la capitulation. — Bonaparte à Malte. — Organisation de l'île. — Traversée de la flotte. — Débarquement. — Alexandrie. — Nelson. — Ses courses dans la Méditerranée. — Séjour à Naples. — Plaintes de l'armée d'Égypte. — Le désert. — Le Caire. — Batailles d'Égypte. — Destruction de la flotte française dans la rade d'Aboukir.

Mai—août 1798.

Aucun spectacle au monde n'est comparable à la rade de Toulon au mois de mai, lorsqu'une grande flotte appareille : qu'on s'imagine une mer bleue, ceinte de hautes montagnes brûlées, comme un brillant saphir enchâssé dans l'or ; çà et là des milliers de canots se jouant au milieu des eaux comme les dauphins qui saluent le soleil ; les vaisseaux de haut bord qui sillonnent les vagues écumeuses, les canons qui font

retentir l'air de leurs salves joyeuses, les voiles qui s'enflent majestueusement au vent du mistral, les adieux que se jettent les matelots, les fanfares que les échos des caps et des rochers portent jusqu'aux bouquets d'orangers des jardins d'Hyères; tout, jusqu'aux forçats du bagne, prend un air rayonnant et glorieux, car ces hommes sont enthousiastes des vaisseaux auxquels ils travaillent la chaîne au pied; c'est leur œuvre, leur orgueil. Le 19 mai, ce spectacle apparaissait dans toute sa magnificence: au vingt et unième coup de canon du fort de la Malgue, treize vaisseaux de ligne, six frégates, de petits navires de guerre, et quatre cents bâtiments de transport mettaient à la voile se dirigeant vers le goulet de la rade. C'étaient des cris de triomphe, des chants d'enthousiasme; les signaux se croisaient entre l'amiral Brueys (1), vieux marin, et les contre-amiraux Villeneuve, Decrès, Ducayla; à bord de *l'Orient* était Bonaparte avec son état-major, les officiers supérieurs et les savants; sur les autres bâtiments, 53,800 hommes de vieilles troupes, les braves divisions d'Italie, pleines de joie, d'espérance, car leur chef leur parle de leurs glorieux souvenirs. Il les avait prises dénuées de tout dans la rivière de Gênes, et ne leur avait-il pas donné en pillage l'Italie et ses riches cités, ses plantureuses campagnes? Aujourd'hui, il promettait à chacun six arpents de terre à leur retour, la gloire au delà des

(1) L'amiral Brueys, d'une ancienne famille noble d'Uzès, né vers 1750, entra fort jeune dans la marine, et en avait parcouru tous les grades.

mers, le bien-être en France, et ces promesses furent accueillies par des acclamations retentissantes, car on se faisait les plus riantes idées sur l'abondance, la grandeur, la fertilité de l'Égypte.

Cette flotte magnifique (1) longea la rivière de Gènes, bel amphithéâtre d'oliviers et d'orangers, et l'armée put saluer de loin le premier théâtre de ses victoires. A mesure qu'on passait devant un port, il en sortait quelques divisions de convoi qui se joignaient à l'expédition du général Bonaparte, jusqu'à Civita-Vecchia. Poussée par un doux vent de terre, la flotte prit la direction de Sicile et se présenta tout à coup devant Malte.

(1) État de la flotte partie de Toulon pour l'Égypte.

Brucys; vice-amiral, Decrès; Villeneuve, Ducaÿla, contre-amiraux; Dumanoir, chef de division, commandant le convoi; Gantheaume, chef d'état-major.

Vaisseaux de ligne.

	Canons.	Capitaines.
Orient	120	Casa-Bianca.
Guillaume-Tell	80	Saunier.
Tonnant	80	Dupetit-Thouars.
Franklin	80	Gillet.
Aquilon	74	Thevenard aîné.
Généreux	74	Lejoille.
Mercure	74	Lalonde.
Heureux	74	Étienne jeune.
Guerrier	74	Trulet aîné.
Timoléon	74	Trulet jeune.
Peuple Souverain	74	Racors.
Conquérant	74	d'Albarade.
Spartiate	74	Emerillau.

Lorsque le vent est bon, une traversée de quinze heures vous conduit de Girgente ou de Syracuse à Malte, l'île merveilleuse, sort d'avant-poste de l'Orient. Aujourd'hui les bâtiments à vapeur vous y mènent en huit heures. C'est une station indispensable pour le voyage d'Égypte. Malte, bien défendue, est imprenable, mais depuis longtemps les esprits, travaillés par d'habiles manœuvres, allaient saluer la domination française; d'indignes chevaliers trahissaient la noble croix qu'ils portaient sur leur poitrine; dans les salons de Barras, au milieu des courtisanes enivrées, ils oubliaient, comme les Templiers, ces ribauds d'autrefois, la sainte et grande institution qui les faisait les défenseurs de la chrétienté. Venise avait péri, folle fille épuisée de débauches; Malte, sa sœur, se livrait aux

Frégates.

	Canons.	Capitaines.
Diane	40	Peyret.
Justice	40	Villeneuve.
Junon	40	Pourquier.
Artémise	40	Standelet.
Alceste	40	Barrey.
Fortune	36	Marchand.

Bricks.

	Canons.	Capitaines.
Corcyre	14	Reinaud.
Lodi	12	Sennequier.

Flûtes.

Dubois, Causse, Sensible, Muiron, Carrère, Léoben, Mantoue, Montenotte.

caresses grossières des hommes d'armes et mourait sous leurs étreintes de fer. Les grands meneurs de cette négociation étaient le secrétaire d'ambassade Poussielgue, le commandeur Dolomieu, et Boresdon de Ransigat : que vouliez-vous que fit le grand maître, pauvre vieillard succombant sous le poids de sa lourde épée ? Tout était donc prêt pour la trahison, quand la flotte française arriva : il n'y eut ni combat, ni résistance, comme purent le dire des bulletins mensongers ; citadelle, murailles, tout fut livré par la félonie.

Les ombres des grands maîtres souverains de l'ordre durent avoir la rougeur au front, lorsque ces indignes stipulations furent consenties ! Les fils de ces nobles défenseurs de la chrétienté à Rhodes vendirent, comme des Juifs, leur titre, leur honneur, sans tirer l'épée ; mais ils furent tristement punis de leur lâcheté ! Les barbares pénétrèrent dans l'île comme l'auraient fait les janissaires de Mahomet II, sans respect pour les arts et les monuments ; ces chasses d'or, ces reliquaires, ils s'en emparent ; ces missels de l'école byzantine sont dépouillés de leurs pierreries ; les douze apôtres d'argent sont fondus ; la lampe d'or qui brûlait dans le sanctuaire et pesait dix mille onces, magnifique ouvrage florentin, est convertie en lingots. Bonaparte n'a de faveur que pour les Juifs et les Grecs, classes abaissées qu'il élève à l'égalité des nobles. Honte éternelle à ceux qui vendirent la patrie pour quelques soupers licencieux du comte de Barras, indignes gentilshommes de la langue de France ! ils

préparèrent la domination des Anglais, et celle-là pèse et dure (1).

Le gouvernement de Malte fut confié militairement au général Vaubois, et l'administration civile à un parleur fort élégant de l'assemblée constituante, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, que l'ordre avait longtemps chargé de sa défense. Il fallait que toutes les trahisons se réunissent dans ces fatales journées ! Quelques jours après, la flotte mettait à la voile pour sa destination de l'Égypte. La traversée fut belle, on eut une mer admirable au milieu de ces eaux de l'Archipel ; on

(1) « Le 12 juin 1798, fut signée à bord de *l'Orient* la capitulation par laquelle les chevaliers remirent à l'armée française la ville et les forts de Malte avec les îles qui en dépendent, renonçant, en faveur de la république, à leurs droits de propriété et de souveraineté. En retour, on promit au grand maître de demander pour lui une principauté équivalente. On s'engageait à lui faire une pension de trois cent mille francs et à lui payer tout de suite deux années, et cependant le grand maître ne parut pas dans la signature de la convention ; aucun article n'en réserva la ratification ni au grand maître, ni au gouvernement de la république française.

« Bonaparte fit son entrée à Malte le lendemain ; il trouva intacts le trésor de Saint-Jean, toute l'argenterie de l'hôpital et des églises de l'ordre, dont toutes les pièces, bientôt brisées, furent converties en lingots. Deux vaisseaux de guerre, une frégate, quatre galères, douze mille pièces de canon, quinze mille milliers de poudre et quarante mille fusils, furent les trophées de cette conquête. »

Voici une lettre lâche et pitoyable du grand maître Homspetch au général Bonaparte :

« Citoyen général, je ne puis trop vous exprimer les sentiments dont je suis pénétré pour votre prévenance et votre générosité. Toute l'Europe vous admire, mais personne plus que moi. J'aurais mis le plus grand empressement à aller vous offrir les prémices de

salua Candie, qui s'offre comme une vaste carène de vaisseau, et laissant à gauche Chypre la grecque, on aperçut les murailles d'Alexandrie. Durant ces longues veilles de hord, lorsque la nuit était splendide et la fraîcheur admirable, les soldats aimaient à s'entretenir des merveilles de l'Égypte; on se peignait cette terre comme un pays enchanteur, et jamais le général en chef ne les avait trompés. N'était-ce pas lui qui les avait arrachés des pays incultes, dans les montagnes des Basses-Alpes, pour les jeter dans les plaines riantes du Milanais et sur la riche Italie? Il en serait

ma reconnaissance, si, par une délicatesse qui n'avait pour objet que de ne rien faire qui pût rappeler aux Maltais ma personne et leur ancien gouvernement, je ne me fusse déterminé à éviter toute occasion de me montrer au public. Mais quels que soient les ménagements que m'imposent les circonstances, je n'en serai pas moins le sincère admirateur des hautes qualités qui vous distinguent. »

Ordre du général en chef de l'armée.

« Au quartier général de Malte, le 23 prairial, an vi de la république (12 juin 1798).

« Il est défendu aux prêtres latins d'officier dans l'église qui appartient aux Grecs. Les messes que les prêtres latins ont coutume de dire dans les églises grecques, seront dites dans les autres églises de la place. Il sera accordé protection aux Juifs qui voudraient établir des synagogues. Le général commandant remercie les Grecs de la bonne conduite qu'ils ont tenue pendant le siège. Tous les Grecs des îles de Malte et de Goza, et ceux des départements d'Ithaque, Coreyre et de la mer Egée, qui conserveraient des relations quelconques avec la Russie, seront condamnés à mort. Tous les navires grecs qui naviguent sous le pavillon russe, s'ils sont pris par les vaisseaux français, seront coulés bas. »

« Signé : BONAPARTE. »

ainsi pour l'Égypte, on allait trouver des richesses enfouies, des cités d'or et de pierreries, dans ce pays de fées.

On s'imagine donc si le premier cri de terre fut poussé avec enthousiasme ! Hélas ! le désabusement vint après : lorsque les premières colonnes eurent aperçu Alexandrie, ses rues sales, ses maisons de brique et de boue, ces champs déserts et brûlés, le prisme tomba tout d'un coup. Pour s'en convaincre, il faut lire les premières correspondances des généraux, des officiers ; il s'y révèle une douleur immense. Combien ils regrettent la vieille patrie ! l'un le sol de France, l'autre l'Italie, ce beau jardin ; tous ont le désespoir dans l'âme, la mort au cœur : reverront-ils jamais leur terre natale, si joyeuse, si animée ? Ici, en Égypte, un soleil éternel sur des sables éternels, la soif, la faim, la chaleur étouffante, la perspective des maladies, point de vin, de rhum, ni d'eau-de-vie : il devient évident pour le soldat que les beautés de l'Égypte sont une fiction des érudits, qui, dans leur amour classique de l'antiquité, ont jeté l'armée dans des périls de mort ; ce n'est pas la bataille qu'elle craint : que peuvent être pour les soldats d'Italie quelques charges de Mameluks au cimeterre brillant ou quelques Arabes au fusil long et mince, qu'ils déchargent en se dérochant ? Ce qu'il faut redouter, ce sont les privations, l'ennui, le découragement, dans cette terre maudite. Que l'énergie du général en chef est admirable pour calmer ces cris de rage et de sombre désespoir ! Lui, né en Corse, qui a passé son enfance à

gravir les rochers couverts de salamandres à Corte et à Ajaccio, ne craint pas le soleil qui brûle; son teint basané est à l'abri des feux ardents (1).

Le plus curieux bonheur pour cette flotte qui a porté César et sa fortune, c'est que durant sa lente navigation sur la Méditerranée, elle n'a pas rencontré une seule voile anglaise; elle s'est pourtant déployée sans cacher ses mouvements; après avoir côtoyé l'Italie, la Sicile, elle s'est arrêtée à Malte, et nul navire n'a paru encore dans la Méditerranée pour engager fièrement le combat : quelle est la cause de ce retard? D'où vient que la Méditerranée, si pleine d'escadres anglaises, est maintenant libre de tous vaisseaux ennemis? C'est que la Grande-Bretagne, menacée par l'expédition des côtes d'Océan, était

(1) Cette tristesse d'impression respire dans toutes les lettres venues d'Égypte :

Lettre du général Dupuis.

« Après vingt jours d'une marche des plus pénibles dans les déserts, nous sommes enfin arrivés au grand Caire. Me voilà donc, mon ami, revêtu d'une nouvelle dignité, que je n'ai pu refuser. Le commandement du Caire était trop beau pour moi... Le Caire est abominable; les rues y respirent la peste par les immondices; le peuple est affreux et abruti; je prends de la peine comme un cheval... Ah! qu'il me tarde de revoir la Ligurie!... »

Lettre du général Savary.

« Nous vivons ici beaucoup plus mal que nous n'avons jamais vécu de la vie. Pas une goutte de vin ni d'eau-de-vie; il y a un siècle que nous en avons le plus grand besoin; toute l'armée a la diarrhée à force de boire de l'eau. Pour Dieu, du vin, de l'eau-de-vie, du rhum ! »

tout occupée à se défendre : soixante vaisseaux de ligne croisaient dans la Manche ; trente-deux autres, aux ordres de lord Saint-Vincent, se déployaient dans le Tage ou en face du port de Cadix, pour surveiller le détroit et l'escadre espagnole.

A Londres, on croyait que l'expédition française, destinée à conquérir l'Angleterre, se développerait dans les vastes proportions d'un projet immense : d'abord, pensait-on, l'escadre de Toulon, avec une armée de débarquement, cinglerait vers Cadix ; là, débloquent la flotte espagnole, elle se joindrait à elle, et ces quarante vaisseaux viendraient appuyer la flotte de Brest, ce qui promettait une force énorme pour opérer le débarquement. Ainsi la connaissance de l'expédition d'Égypte n'était point parvenue à

Lettre de Tallien à sa femme, de Rosette.

« Rien de plus triste que la vie que nous menons ici ; nous manquons de tout. Depuis cinq jours je n'ai pas fermé l'œil ; je suis couché sur le carreau ; les mouches, les fourmis, les punaises, les cousins, tous les insectes nous dévorent, et vingt fois par jour je regrette notre charmante chaumière. Je t'assure que si j'ai le bonheur de revoir le sol de ma patrie, ce sera pour ne le quitter jamais. Parmi les quarante mille Français qui sont ici, il n'y en a pas quatre qui pensent autrement. Adieu, ma bonne Thérèse, les larmes inondent mon papier. »

Lettre de M. Séchy, capitaine-adjutant à l'état-major du général en chef, à M. Doucet de Pontécoulant.

« Je dors en vous écrivant, je suis excédé de fatigue ; vous ne pouvez vous faire une idée de ce que nous éprouvons ; si nous revenons de cette expédition, nous mériterions bien le paradis. A bord des bâtiments, nous regrettons la France. En Égypte, je crois que nous regretterons les vaisseaux. »

Londres ; jamais secret n'avait été plus profondément gardé ; le directeur Barras lui-même, je le répète, avait copié de sa main les ordres du jour et les arrêtés de nomination pour les officiers de l'armée. Les premières nouvelles de la flotte de Toulon vinrent par le Portugal et l'Espagne : on apprit que, sortie du port, elle se dirigeait vers l'Orient. Aussitôt lord Saint-Vincent choisit parmi ses officiers généraux le plus intrépide, le plus éminent, Horatio Nelson, avec ordre d'attaquer hardiment l'escadre au pavillon tricolore.

L'étranger qui visite l'église de Saint-Paul, à Londres, y admire un magnifique mausolée, décoré d'une statue en pied représentant un marin, jeune encore, quoique déjà mutilé ; cette statue est celle d'Horatio Nelson, nom que le matelot anglais célèbre dans ses hymnes du soir. Né dans le comté de Norfolk, fils d'un simple ministre anglican, Nelson était marin à douze ans et faisait le tour du monde à quinze ; puis il commandait un cutter dans la Tamise ; capitaine de frégate à peine jeune homme, il navigua partout avec une intrépidité de caractère remarquable, et avec cela une douceur indicible de manières, une certaine bonhomie de rapports, un enthousiasme d'amour et de gloire impossible à décrire. Ce fut comme commandant le vaisseau de ligne *l'Agamemnon* que Nelson salua pour la première fois Naples et sa baie magnifique ; il vit là cette lady Hamilton, la belle magicienne qui le créa un héros ; loin d'énervier son courage, l'impétueuse Emma lui rappela tout ce que

l'Angleterre attendait de lui ; Horatio se sépara d'elle l'âme en feu, et vint rejoindre l'escadre de Samuel Hood dans la Méditerranée. Il fut grand de courage en Corse ; une large cicatrice sillonna son beau visage et lui fit perdre un œil. Dans la bataille navale livrée par l'amiral Jervis (lord Saint-Vincent) à la flotte espagnole, Nelson donna des marques de valeur si brillantes, qu'il reçut le titre de vice-amiral. Il paya bientôt ce nouvel honneur, et à l'attaque de Ténériffe, il eut le bras droit fracassé. Malgré tout, le noble chevalier de lady Hamilton lui écrivait comme le plus tendre amant, comme le plus respectueux des paladins.

Devant Cadix, Horatio prit le commandement d'une division de 14 vaisseaux de ligne (1) que lui confia

(1) *État de la flotte de l'amiral Nelson.*

	Canons.	
Vanguard	74	} vice-amir.. Nelson. capitaine, E. Berry.
Orion	74	
Culloden	74	Sir J. Saumarez.
Swiftsure	74	Trowbridge.
Zealous	74	Hallowed.
Bellerophon	74	Hood.
Audacious	74	Derby.
Alexander	74	Gould.
Theseus	74	Ball.
Majesty	74	Miller.
Defence	74	Westcott.
Minotaur	74	Peyton.
Goliath	74	Lewis.
Leander	50	Foley.
		Thompson.

En outre cinq ou six frégates et d'autres petits navires.

lord Saint-Vincent, et pénétra dans la Méditerranée. Alors, comme un guetteur de prise, il accourt vers Toulon; l'escadre de France avait quitté la rade depuis quinze jours; le voici sur les côtes d'Italie, mais il n'aperçoit nulle voile, nulle flamme, nul drapeau tricolore. A Naples, il s'arrête quelques jours; le héros est encore aux genoux de la belle lady Hamilton; il cherche, il interroge : « Où se trouve l'escadre française ? » On l'a vue dans la direction de l'est. Devant Malte, le drapeau républicain flotte; l'île est au pouvoir des Français, qui cinglent vers Alexandrie. Cinq jours avant l'escadre française, Nelson déploie sa flotte aux bouches du Nil; il veut en vain se mettre en communication avec la terre, on lui refuse tout, car on le croit ennemi. Il fait alors venir le consul anglais à bord : « A-t-on des nouvelles de l'escadre française ? » On ne l'a point vue. Que signifie cela ? Se serait-elle portée autre part ? aurait-elle trompé sa vigilance ? Nelson quitte la baie d'Alexandrie plein de doute et d'hésitation, et le voilà de nouveau à sillonner la Méditerranée.

Pendant cet intervalle, le débarquement de l'armée républicaine s'accomplit silencieusement : nulle joie, nulle gaieté dans les régiments; en vain les érudits appellent l'attention des officiers vers la colonne de Pompée ou l'aiguille de Cléopâtre, tous jettent à peine un regard sur ces souvenirs de l'antiquité. Les chercheurs d'inscriptions, les savants s'efforcent à déchiffrer un passé mystérieux dans les hiéroglyphes; mais que peut y trouver le soldat, fatigué de chaleur, ex-

ténué de soif ? Alexandrie n'offrait aucune ressource. Au milieu d'une population misérable, le Cophte, primitive génération de l'Égypte, le chrétien syriaque, étaient comme esclaves; l'Arabe (fellah) cultivateur ou petit propriétaire, avait bien peu de ressources d'argent; le Mameluk caracolait au désert comme ennemi : où étaient les pièces d'or, les richesses promises par le général en chef (1) ? La seule monnaie consistait en quelques paras et en sequins altérés par l'avidité des pachas.

La possession d'Alexandrie n'était rien, pour l'expédition d'Égypte, que le port d'un grand empire. Avec des peintures grandioses on exaltait le Caire et les bords fertiles du Nil, le grenier de l'Italie sous les

(1) Bonaparte s'empresse de s'adresser aux populations pour inspirer la confiance.

« A Alexandrie, le 24 messidor an vi républicain, le... du mois de muharrem, l'an de l'hégire 1213.

« Bonaparte, membre de l'Institut national, général en chef de l'armée française.

« Depuis assez longtemps les beys qui gouvernent l'Égypte insultent à la nation française et couvrent ses négociants d'avanies; l'heure de leur châtement est arrivée.

« Depuis longtemps ee ramassis d'esclaves achetés dans le Canase et la Géorgie tyrannise la plus belle partie du monde; mais Dieu, de qui tout dépend, a ordonné que leur empire finit.

« Peuples de l'Égypte, on dira que je viens pour détruire votre religion; ne le croyez pas! Répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs, et que je respecte, plus que les Mameluks, Dieu, son prophète et l'Alcoran. Dites-leur que tous les hommes sont égaux devant Dieu; la sagesse, les talents et les vertus mettent seuls de la différence entre eux.

« Or quelle sagesse, quels talents, quelles vertus distinguent les

Romains. Deux routes étaient ouvertes : la côte, pour aller prendre le Nil par Rosette, puis la voie du désert, terre désolée, sable mouvant que le grand cataclysme a jeté là comme un vieux lit de quelque fleuve immense ou d'une mer desséchée. Ce désert de trente lieues n'était coupé que par quelques misérables villages et de rares oasis ; le vent qui souffle est chaud comme la fournaise de Daniel ; là, point d'eau, nul ombrage, du sable qui brûle les pieds, les mains, les yeux ; çà et là des colonnes posées indiquent la route aux caravanes du désert. Cette traversée d'Alexandrie au Caire fut marquée par une constante tristesse, un caractère de sombre désespoir, que l'armée française n'avait jamais eu dans ses plus rudes campagnes. La

Mameluks, pour qu'ils aient exclusivement tout ce qui rend la vie aimable et double ?

« Cadis, cheiks, imans, dites au peuple que nous sommes amis des vrais musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape qui disait qu'il fallait faire la guerre aux musulmans ? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte, parce que ces insensés croyaient que Dieu voulait qu'ils fissent la guerre aux musulmans ? N'est-ce pas nous qui avons été dans tous les siècles les amis du Grand Seigneur (que Dieu accomplisse ses desirs) et l'ennemi de ses ennemis ? Les Mameluks au contraire ne se sont-ils pas révoltés contre l'autorité du Grand Seigneur, qu'ils méconnaissent encore ? Ils ne suivent que leurs caprices.

« Trois fois heureux ceux qui seront avec nous ! ils prospéreront dans leur fortune et leur rang. Heureux ceux qui seront neutres ! ils auront le temps d'apprendre à nous connaître, et ils se rangeront avec nous. Mais malheur ! trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour les Mameluks et combattront contre nous ! il n'y aura pas d'espérance pour eux, ils périront.

« Signé : BONAPARTE. »

soif, plus terrible que la faim, dévorait les entrailles ; nul chant, nulle joyeuse parole ; l'empreinte de la douleur poignante sur ces visages de vieux soldats, trempés de sueur, puis le soleil tombant d'aplomb sur ces baïonnettes qui reflétaient une lumière aveuglante ! Que de sinistres présages dans le cœur des soldats ! Ils avaient espéré une terre féconde, et ils trouvaient l'aridité partout. Imaginez l'Arabe qui rêve, la tête appuyée sur son cheval, les cascades jaillissantes sous les orangers, les citronniers, les palmiers, et qui se réveille haletant sur le sable ; ainsi était cette armée silencieuse, lorsque enfin le Nil parut devant elle.

Ceux qui avaient lu dans Savary, Volney, la description du Nil et de sa merveilleuse fertilité, ne durent pas être surpris du grand spectacle déployé devant leurs yeux, de ces plantations si riches, de ces jardins si cultivés, où rampent les pastèques, les melons savoureux ; de ces riches plaines de blé, prairies ondoyantes, à travers mille canaux serpentant de toutes parts ; de ces puisaragues qui, mues par les ânes et les chameaux, montaient les vases de bois jusqu'au faite des puits, et répandaient partout une eau abondante. L'inondation avait été bonne cette année, les poètes arabes l'avaient chantée dans leurs vers. Les soldats exténués, trempés de sueur, se jetèrent tout habillés dans le Nil aux eaux bienfaisantes, sans s'étonner du croassement des crocodiles ; l'eau fut distribuée comme si c'était la manne de Dieu, ou la source du rocher de Moïse : Israël vit enfin la terre promise ! Au Nil, l'armée trouva également la flottille, conduite par

des pilotes arabes; on se battait sur le rivage; mais pour les soldats d'Italie, c'étaient des jeux d'enfants que ces quelques coups de fusil échangés avec les Arabes du désert?

Pour se faire enfin une juste idée de cette marche de l'armée jusqu'au Caire, il faut lire le rapport secret que le général en chef adressa au directoire, et qui fut intercepté par les escadres anglaises. L'armée avait quitté Alexandrie sous les grands feux de l'été; la traversée du désert avait duré trois jours, au milieu de toutes les privations; le courage des soldats était au-dessus de tout éloge; le chirurgien Larrey (1), admirable de dévouement, avait soutenu le moral du soldat par des traits d'héroïsme; enfin on avait vu le Nil à Ramanieh. Le général Dugua, venu par Rosette, avait rejoint l'armée principale, à ce moment, et pour la

(1) Je l'ai mieux connu que tout autre ce digne et vertueux homme, dans un récent voyage d'Italie. Jean-Dominique Larrey, né en 1766, à Beaudean, près de Baguères de Bigorre, resta orphelin encore enfant, et dut à son oncle Alexis Larrey, chirurgien distingué de Toulouse, sa première éducation médicale. A vingt-deux ans, il vint à Paris disputer dans un concours public un des emplois de chirurgien auxiliaire de la marine royale. Nommé chirurgien-major, il partit de Brest en 1788, pour les colonies, à bord de *la Vigilante*. En 1792, chirurgien aide-major attaché à l'armée du Rhin, il devint professeur d'anatomie à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, puis chirurgien-major de l'armée d'Italie, et désigné enfin comme chirurgien en chef de l'armée d'Égypte. Bonaparte disait, dans son rapport, de M. Larrey : « Il nous a rendu, au milieu du désert, les plus grands services par son activité et son zèle. C'est l'officier de santé que je connaisse le plus fait pour être à la tête des ambulances d'une armée. »

première fois, les Mameluks avaient apparu, caracolant autour des divisions, riche et belle milice couverte d'or et d'argent, armée des meilleures carabines et pistolets des fabriques anglaises. Les Mameluks attaquèrent la division Desaix, tumultueusement, sans ordre. Desaix leur envoya quelques volées de canons; ils se dispersèrent. A Chebreïss, village sur le Nil, et que l'inondation couvre de ses eaux, on aperçut encore la brillante cavalerie, et cette fois, guidée par le cimeterre étincelant de Mourad-Bey. Comme le général n'avait pas de cavalerie, il divisa son armée en échiquier, chaque division par bataillons carrés, les bagages au centre, l'artillerie dans l'intervalle des bataillons, et les Mameluks voltigèrent en vain auprès de ces masses immobiles qui leur envoyaient des feux de peloton à bout portant. On vit tourbillonner autour des baïonnettes ces magnifiques cavaliers, essayant à coups de cimeterre de se faire jour dans cette muraille de fer, et le noble compagnon des batailles, le cheval du désert, naguère frémissant d'impatience, l'œil en feu, roulait avec son maître dans la poussière brûlante.

On avait marché pendant huit jours dans un des climats les plus chauds du monde; les pyramides étaient apparues pour donner plus de grandeur à ces souffrances du soldat. Au-devant du Caire, dans la position d'Embabeh, les beys s'étaient retranchés avec toutes leurs forces, Mourad à leur tête. Ce fut encore une bataille d'infanterie, des feux de file et de peloton, à droite, à gauche, au milieu de ces belles char-

ges de Mameluks. A la suite de cette bataille on était entré au Caire, ville de plus de trois cent mille habitants, la plus vilaine populace du monde. Les Mameluks étaient seuls riches et heureux dans le pays ; et le général en chef, lui-même en ce moment découragé, faisait dans son bulletin le plus triste tableau de l'Égypte.

Ce n'était plus cette terre que l'imagination s'était reproduite si fertile, si abondante, comme les contrées des contes arabes : les maisons étaient hideuses ; on pouvait difficilement trouver un peuple plus abruti ; les habitations étaient construites avec de la boue, et on ne connaissait même pas l'usage des moulins.

Pouvait-on faire quelque chose de l'Égypte ? Bonaparte croyait cependant qu'avec son sol si fécond, une terre abondamment pourvue, il serait facile d'y fonder une magnifique colonie pour la France.

Tout était triste pourtant autour de lui ; jamais peut-être armée n'avait été plus démoralisée que ces divisions qui virent les minarets du Caire ; jetées loin de la patrie, sur un sol barbare, autour d'une population sale, déguenillée, quel espoir leur restait-il ? En vain Bonaparte cherchait à relever le moral du soldat par les poétiques et grandes images ; partout il ne trouvait que des cœurs sans énergie, parce que, accablée de privations, l'armée ne songeait plus qu'à sa propre existence. Cette armée, qui avait vu les plus beaux pays du monde, l'Italie et l'Allemagne, était abandonnée sur une terre maudite. Le découragement

était si complet, si universel, que Bonaparte promit plus d'une fois aux soldats de les ramener dans la patrie, avec cette flotte dont on apercevait les mâts d'Alexandrie; lui-même écrivait à son frère Joseph que dans deux mois il serait de retour en Europe : « Ce pays, ajoutait-il néanmoins, est abondant en toutes choses, mais il n'y a pas d'argent (1). » Le général en demandait au directoire avec insistance, et c'était pour la première fois que Bonaparte se trouvait dans cette position d'abaissement. Jusqu'à présent n'était-ce pas lui qui avait jeté des poignées d'or au directoire? Paris s'était enrichi de ses contributions de guerre, de la splendeur de ses conquêtes, et maintenant il tendait la main à la mère patrie, au nom de son armée impuissante, découragée.

Cet aspect de l'Égypte l'a tellement abattu, qu'on

(1) *Lettre de Bonaparte à son frère Joseph* (28 juillet 1798).

« Tu verras dans les papiers publics la relation des batailles et de la conquête de l'Égypte, qui a été assez disputée pour ajouter une feuille à la gloire de cette armée. L'Égypte est le pays le plus riche en blé, riz, légumes, viande, qui existe sur la terre. La barbarie est à son comble; il n'y a pas d'argent, pas même pour solder la troupe. Je puis être en France dans deux mois. Fais en sorte que j'aie une campagne à mon arrivée, soit près de Paris, soit en Bourgogne. Je compte y passer l'hiver. »

Lettres interceptées.

« Je erois que nous nous sommes bien trompés sur cette entreprise si belle et tant vantée. Je erois même qu'en réussissant à soumettre l'Égypte, nous aurions bien de la peine à tirer de cette opération tout le fruit qu'on en attendait. Nous trouvons partout beaucoup de résistance et surtout de trahison... Cette Égypte si

le voit absorbé dans cette seule pensée de retourner au plus vite à Paris, le centre du mouvement politique; il le dit à ses généraux pour relever leur moral : on laissera garnison au Caire, à Alexandrie, à Rosette, et les divisions seront ramenées en Europe; ses idées de colonisation s'affaiblissent. Les savants sont l'objet de la colère et des railleries des soldats : ils ont trompé le général avec leurs idées d'antiquailles, leurs pyramides, leurs sphinx, leurs hiéroglyphes. S'ils le veulent, qu'ils aillent rôder autour de la statue de Memnon, admirer les zodiaques, visiter les pyramides, pour disserter sur les pharaons ensevelis depuis des siècles; tout cela intéresse peu le soldat, qui ne retrouve plus les richesses d'Italie et d'Allemagne.

Les premiers actes de Bonaparte ne révèlent aucun désir de possession longue et permanente; s'il a dé-

vantée ne vaut pas sa réputation. L'endroit le plus sauvage et le plus agreste de la France est mille fois plus beau. Rien de si triste, de si misérable, de si malsain qu'Alexandrie, ce port le plus commerçant de l'Égypte. Figure-toi un amas de colombiers vilains et mal bâtis, et tu auras une idée juste des palais d'Alexandrie. »

« C'est après une marche très-fatigante, sans pain pour manger ni eau pour boire, que l'armée est arrivée au Caire. J'ai regretté bien souvent, mon cher Miot, que ton amitié pour moi se soit portée à me mettre de cette expédition. J'ai vu assassiner plusieurs de mes camarades, et au milieu de tant d'événements extraordinaires, mon existence est une énigme pour moi. »

« ... Je ne sais dans quel temps j'aurai le bonheur de vous revoir: je me repens bien d'être venu; mais il n'est plus temps, je me résigne à la volonté suprême... Aussitôt que les circonstances le permettront, je franchirai tous les obstacles pour rentrer dans ma patrie. »

claré qu'il venait délivrer l'Égypte du joug des beys et des Mameluks, il suit à l'égard du peuple le système habituel d'exactions et de pillages; il impose les villages, les riches, les cheiks, sans même respecter les caravanes de la Mecque qui vont traverser le désert. A quoi lui servent ces proclamations d'une indifférence et d'un matérialisme grossier, dans lesquelles il se vante d'avoir chassé le pape et dépouillé Malte pour plaire au Grand Seigneur et aux véritables musulmans? Je ne sache rien de plus froidement philosophique que ces adresses à ses soldats, où il leur dit de respecter la superstition des muftis, comme ils ont respecté celle des prêtres en Italie : quel est donc cet homme qui prend en pitié les croyances du peuple, et les confond toutes dans une dédaigneuse générosité? Le temps arrivera où de plus hautes idées viendront rayonner à son front : lorsqu'il voudra reconstruire la société, il saura qu'il lui faut une grande foi, et son pouvoir aura besoin de la sanction des pontifes. Jusqu'ici toute l'administration de Bonaparte sur l'Égypte se borne à frapper des contributions de guerre, à préparer des mesures de police sanglantes, implacables; les Français deviennent au moins aussi pesants que les Mameluks sur l'Égypte abaissée!

Pour ceux qui rêvent la France, l'Italie, les belles cités de Florence, de Milan, les bords du Rbin, Gênes la superbe, Rome, Venise, une terrible nouvelle arrive comme un coup de foudre : la flotte d'Alexandrie vient d'être détruite par l'amiral Nelson. On était sous le soleil du Caire au 6 août; l'estafette qui traversa le

désert fut pour l'armée comme ce cavalier de la mort dont parle l'Écriture; il se fit un craquement dans tous les os, un brisement dans tous les cœurs : il n'y a plus de flottes, plus de moyens de retour ! la mer les sépare de la patrie, la mer que domine un orgueilleux ennemi !

Comment la flotte ne s'était-elle pas précautionnée contre cette triste fatalité de destruction ? L'avis de l'amiral Brueys avait été, une fois le débarquement opéré, de s'en revenir à Malte ou à Toulon, pour y chercher des vivres, des moyens de guerre ; le ministre de la marine, Pléville-le-Peley, n'avait-il pas annoncé que les Anglais viendraient en force pour briser l'élite de la marine de France ? qui avait donc empêché l'amiral Brueys de mettre à la voile ? Il faut le dire : c'était le général Bonaparte lui-même. Plein d'idées politiques et militaires, pénétré de la pensée qu'il pourrait surgir quelque événement à Paris d'une nature considérable, il voulait pouvoir quitter l'Égypte avec ses divisions les plus dévouées ; et d'ailleurs ce qu'il avait vu de ce pays l'avait profondément découragé ; ses rêves s'étaient évanouis ; le souvenir d'Alexandre ne le dominait pas tellement qu'il pût méconnaître la réalité d'une position sans issue. En vain l'amiral Brueys lui avait remontré que le port d'Alexandrie n'avait pas assez de fond pour recevoir une grande escadre de vaisseaux de haut bord (1) ; le général lui

(1) *Lettre du vice-amiral Brueys au ministre de la marine*
(interceptée).

« ... Il est fâcheux qu'il n'y ait pas un port où une escadre puisse

avait ordonné de demeurer dans la rade d'Aboukir jusqu'à la saison des tempêtes. L'amiral Brueys était, de sa nature, courtisan; ses instructions d'ailleurs le plaçaient sous l'influence du général en chef; il lui devait obéissance même pour ce qui touchait la marine.

Horatio Nelson, après quelques jours de station à Naples aux genoux de lady Hamilton, l'enchanteresse, avait repris la mer, inquiet, tourmenté, mécontent d'avoir si mal rempli la mission de surveillance et de gloire que lui avait confiée son amiral lord Saint-Vincent. A Messine, il apprit l'arrivée de Bonaparte en Égypte, et la situation de la flotte française dans la rade d'Aboukir; il dépêcha quelques bâtiments légers pour la reconnaître, et du rivage, l'amiral Brueys put voir une frégate au pavillon anglais qui déployait ses voiles auprès de la flotte, comme si elle venait la compter bâtiment par bâtiment. Nelson, désormais renseigné sur la force et la position de l'escadre de l'amiral Brueys, fit des signes de ralliement, et bien-

entrer. Mais le port vieux tant vanté est fermé par des récifs hors de l'eau et sous l'eau, lesquels forment des passages fort étroits de vingt-trois, vingt-cinq ou trente pieds. La mer y est ordinairement élevée, et vous voyez qu'un vaisseau de 74 serait fort exposé; il serait brisé un quart d'heure après y avoir touché. J'ai offert pour satisfaire au désir du général en chef, dix mille franes au pilote du pays qui ferait entrer l'escadre, mais aucun n'a voulu se charger que d'un bâtiment qui tirerait au plus vingt pieds d'eau. J'espère néanmoins qu'on trouvera un passage dans lequel nos 74 pourront rester; mais ce ne peut être le fruit que de beaucoup de soins et de peines... Néanmoins la sortie sera toujours très-difficile et très-longue, et dès lors une escadre y sera toujours mal placée. »

tôt les vigies de terre annoncèrent sous le ciel pur de l'Égypte la flotte ennemie. L'amiral Brueys attendait si peu les Anglais, que préparant une fête à l'armée de terre, on peignait les vaisseaux de belles couleurs; le cuisinier de chaque navire allumait les hauts fourneaux pour la bonne chère, lorsque le bruit fut unanime sur les hunes; les matelots de quart crièrent : « L'ennemi ! sept, huit, douze, quatorze vaisseaux de haut bord ! » L'amiral Brueys convoqua immédiatement un conseil de guerre pour arrêter les dispositions du combat.

Il était onze heures du matin ; les équipages semblaient pleins d'ardeur ; l'ennemi était encore environ à sept lieues. Les officiers délibérèrent ; deux questions furent posées dans ce conseil solennel par de braves capitaines, qui le soir devaient recevoir la mort : irait-on au-devant de l'ennemi, sous voiles, pour offrir une bataille navale, ou bien l'attendrait-on dans la rade d'Aboukir, en se faisant soutenir par les batteries de terre ? Le premier mode avait l'avantage d'une attaque soudaine, impétueuse, avec une artillerie supérieure à celle des Anglais ; toutefois, l'amiral fit remarquer que les vaisseaux n'ayant que la moitié de leur équipage, le combat sous voiles ne pouvait avantageusement s'engager ; plus de deux mille marins étaient sur la flottille du Nil ; le combat à l'embossage fut donc préféré, car chaque navire devenait alors une citadelle, que la bravoure des matelots défendrait à l'abordage. La ligne du combat fut formée avec assez d'art pour profiter de tous les se-

cours de la terre, de l'appui des soldats et des batteries; mais ce qu'on ne s'explique pas, c'est que le premier vaisseau de ligne par la droite fût assez loin de la côte pour être doublé, et qu'on n'eût pas pris la précaution de protéger ce vide par quelque carcasse de navire coulé bas, de manière à rendre la passe impraticable; c'était donner à Nelson la première idée de son audacieuse et brillante manœuvre.

Cette escadre anglaise s'avanceit à pleines voiles; le temps était calme, l'eau pure, et Horatio Nelson, l'œil attentif sur l'escadre de l'amiral Brueys, avait improvisé sa magnifique attaque. L'embossage n'était pas complet dès que la ligne pouvait être doublée et coupée; la manœuvre de Nelson dut se résumer précisément à doubler par la droite l'escadre républicaine, et le vaisseau *le Culloden* reçut cette destination. Le signal est donné; le vaisseau force de voiles à travers les récifs et il échoue; des cris de joie éclatent sur les vaisseaux pavoisés du drapeau tricolore. « Continuez la manœuvre! » s'écrie Nelson avec le sang-froid d'une conviction profonde. Deux autres vaisseaux, serrant moins la terre, pénètrent dans la ligne; mais criblés par l'artillerie et la mousqueterie, ils sont forcés d'amarrer leur pavillon. « Continuez la manœuvre! » tel est encore le cri solennel de Nelson, et bientôt six vaisseaux anglais sont dans la ligne, tandis que l'amiral parcourt avec le restant de la flotte le devant de l'escadre républicaine: il la met ainsi entre deux feux. A la vue de ses signaux, *le Leander* perce le milieu de la ligne française et la coupe avec une

intrépidité sans égale. Alors c'est un immense combat : *l'Orient*, que commande l'amiral Brueys, noble navire, démâte les deux vaisseaux qui lui sont opposés ; mais l'amiral, blessé déjà, est pris à revers par un boulet, qui le coupe en deux ; le feu se communique par un baquet d'huile à l'immense bâtiment : qui n'a décrit cet incendie, ce volcan embrasé qui jette ses feux, cet effroyable coup de tonnerre de la sainte-barbe, éclatant avec un tel retentissement, que le combat reste suspendu pendant une heure ! La bataille dès lors se continue de la part des Français, sans ordre, sans précision, sans commandement ; des capitaines font sauter leur vaisseau, les autres le brûlent, pour qu'il ne tombe pas au pouvoir des Anglais ; quelques-uns se rallient au contre-amiral Villeneuve, avec le courage du désespoir ; le *Tonnant* seul, sous le capitaine Du Petit-Thouars, soutient le combat jusqu'au bout. Bientôt la rade d'Aboukir ne présente plus que des débris de la flotte d'expédition ; les rivages furent couverts de dépouilles et de cadavres, triste pâture des chacals.

C'était cette fatale nouvelle qui arrivait au Caire pendant la chaude journée du 6 août. Tout autre que Bonaparte aurait eu le désespoir dans l'âme : ce front d'acier en fut à peine atteint. L'amiral Brueys s'était sacrifié pour lui, afin d'assurer le retour de l'armée.

Bonaparte accepta sa nouvelle destinée avec une ferme et glorieuse résignation : tant que la flotte était là, l'espérance de revoir la patrie amollissait les cœurs et donnait quelque chose de provisoire à la conquête ;

puisque la fortune en avait décidé autrement, il fallait se soumettre et réaliser quelque chose de grand et de durable en Égypte. Dès ce moment, Bonaparte et l'armée s'habituent à l'idée de coloniser cette terre : on s'y acclimatera par le temps ; l'industrie fertilisera le Nil, au milieu d'une civilisation nouvelle ; quelques batailles purgeront l'Égypte des Mameluks ; le Caire sera la capitale, Alexandrie le port. A droite est la Syrie et Jérusalem ; il y a des populations chrétiennes qu'on peut soulever ; par la Syrie, on peut s'ouvrir une route même sur Constantinople, et de Constantinople, l'Adriatique n'est pas loin. L'Inde, la Grèce, la Syrie, voilà ce qui désormais occupe la vive et brillante imagination de Bonaparte ; il ne songe plus qu'accidentellement au retour dans la patrie, la mère commune : qui peut savoir ce que le destin lui réserve ? Comme Cortez, il lui faut un nouveau monde, car ses vaisseaux sont brûlés !

CHAPITRE LV.

MARCHE VERS UNE NOUVELLE COALITION DE L'EUROPE.

La Russie. — Mépris de Paul I^{er} pour la révolution. — Le congrès de Rastadt. — Protection russe sur l'Allemagne. — Intimité avec l'Angleterre. — Négociations avec la Porte Ottomane. — Traité de triple alliance entre la Turquie, la Russie et l'Angleterre. — Négociations à Vienne. — Tendance secrète de la cour d'Autriche. — Le prince Repnin à Berlin. — Arrivée de l'abbé Sieyès. — Départ de la flotte russo-anglo-ottomane. — Ordre du directoire pour des concessions à Rastadt. — Conférences de Seltz. — Discussions au parlement anglais. — Situation de M. Pitt. — Marche des Russes vers l'Allemagne.

Juin—novembre 1798.

La Russie n'avait jusqu'ici que moralement partagé les sacrifices et les périls de la coalition; la mort de Catherine II avait suspendu même l'exécution du traité de subsides et d'alliance qui mettait soixante mille Russes à la disposition de la pensée continentale. Dans les premiers moments du règne de Paul I^{er}, on s'était surtout occupé d'organiser le pouvoir et l'administration, d'apaiser les différends

avec la Perse; puis le nouveau czar, je l'ai dit, éprouvait d'abord une sorte de répugnance pour les projets politiques de sa mère; il suffisait que la grande Catherine eût arrêté une pensée diplomatique pour que l'empereur hésitât devant l'exécution. Peu à peu ces répugnances s'affaiblirent; Paul I^{er} comprit tout ce qu'il y avait d'immensité dans les projets de sa mère; sa loyauté chevaleresque entraîna même plus loin sa chaleureuse amitié pour les émigrés, et pour cette malheureuse famille de Bourbon qui l'avait si bien accueilli, lorsque jeune homme il visitait la France sous le titre de comte du Nord. Après les préliminaires de Léoben, l'armée de Condé cessant d'être à la solde de l'Angleterre, Paul I^{er} traita avec la plus haute distinction cette élite de gentilshommes qui passèrent à son service (1). Dans une lettre autographe au prince de Condé, le czar se complut à lui rappeler les nobles souvenirs de sa race et l'aimable hospitalité qu'il avait reçue à Chantilly aux vertes pelouses. Le directoire poursuivait la tête royale de Louis XVIII de Venise à Vérone, de l'Italie

(1) Voici l'ordre dans lequel le corps de Condé fut transporté par le Danube dans les États de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies.

Première colonne. — La légion de Roger de Damas; la brigade de hussards de Baschi, composée du régiment de Baschi et de celui de Carneville; le 2^e bataillon du régiment de Hohenlohe-infanterie. Total, officiers et soldats. 1187 h.

Deuxième colonne. — La brigade française composée des régiments d'infanterie de Damas, de Montesson, de Bardonneuche et de Lascaris; la brigade de hussards d'Étienne de Damas, avec le ré-

aux bords du Rhin avec une brutalité indicible; il ne souffrit même pas qu'il se reposât au château de Blankenbourg; à Louis XVIII errant Paul I^{er} offrit un noble asile, le palais de Mittau en Courlande, et la splendeur d'une dotation de deux millions de roubles assignés sur son trésor pour lui et sa maison.

C'était déjà manifester sa haine contre la révolution française que cette protection accordée aux princes de l'illustre race des Bourbons. La politique du czar ne se borna point là : vingt-deux vaisseaux de ligne déployèrent leurs voiles dans la Baltique pour protéger le commerce contre les déprédations des corsaires français; des ukases successifs ordonnèrent la levée de deux cent cinquante mille soldats, spécialement dans les provinces méridionales de l'empire, et l'on apprit que le czar avait appelé le vieux, l'intrépide Suwarow, pour lui confier un vaste commandement militaire. Contre qui allaient être dirigées les forces immenses de la Russie? La guerre contre la Perse était finie, on était en paix avec la Suède; la Porte Ottomane témoignait le plus vif désir d'un rapprochement, on avait dompté la Pologne. Évidemment

giment de Noinville; le régiment de cavalerie du Dauphin et le corps noble des chevaliers de la Couronne, formant un total, officiers et soldats, de 990 li.

Troisième colonne. — Le régiment d'infanterie des chasseurs nobles; les deux régiments de cavalerie nobles. Total : 1487 h.

Quatrième colonne. — Le quartier général de Son Altesse monseigneur le duc d'Enghien, commandant l'armée; le corps royal d'artillerie; les compagnies françaises, suisses; les grenadiers et l'ambulance. Total : 991 h.

la révolution française serait le but des efforts de la Russie qui mesurait de l'œil cet ennemi des couronnes. Paul I^{er}, dans son orgueil de souverain, se demandait comment cinq petits roitelets de bourgeoisie pourraient s'opposer à la toute-puissance d'un czar.

Le prétexte de l'intervention était déjà trouvé pour la Russie dans la clause du congrès de Teschen, qui l'établissait garante de la constitution germanique si étrangement bouleversée à Rastadt. La puissance qui cautionne un traité en diplomatie reste libre et maîtresse de son intervention, lorsqu'une des parties contractantes invoque cette garantie, et c'est ce qu'avait fait la Bavière en face du congrès de Rastadt; le ministre russe demanda donc à intervenir dans les transactions germaniques.

La marche de ce congrès se développait lentement à travers les difficultés de toute espèce; à mesure que les plénipotentiaires français obtenaient une concession, ils en imposaient d'autres plus impératives. Dans les dernières séances ils avaient demandé comme ultimatum les limites du Rhin, et on les leur avait accordées après de longs débats; maîtres de cette adhésion, ils exigèrent ensuite les têtes de pont, Kehl, Huningue, Cassel, la libre navigation du Rhin sur les deux rives, les îles grandes et petites, les démolitions de la haute forteresse d'Ehrenbreitstein, et par-dessus tout, ils demandèrent à se porter partie contractante dans l'acte fédératif de l'Allemagne, pour garantir les sécularisations et les indemnités. Ces

prétentions qui détruisaient l'ensemble du droit public germanique, excitèrent un sentiment unanime d'opposition, non-seulement parmi les électeurs, mais encore à Vienne, à Berlin (1), les deux cours qui avaient traité avec la république française à Bâle et à Campo-Formio. Ce fut précisément cette circonstance que saisit la Russie pour intervenir dans les affaires d'Allemagne en vertu des clauses du traité de Teschen; ses notes, adressées d'abord à l'Autriche, gardèrent plus de ménagements à l'égard de la Prusse : « Le czar s'étonnait que l'empire eût conservé l'espoir

(1) *Note du cabinet de Berlin, remise à la légation française à Rastadt.*

« Le roi a vu avec la plus grande surprise les prétentions aussi nouvelles qu'inattendues que la république française a formées depuis que les négociations ont été ouvertes sur ces deux bases, savoir : la rive gauche du Rhin et les indemnités, lesquelles prétentions consistent en ce que les dettes des États qui éprouvent des pertes sur la rive gauche, soient transportées sur la rive droite; que la noblesse immédiate de l'empire, qui perd sur la rive gauche, reçoive des indemnités; que toutes les îles du Rhin soient cédées, ainsi que différents postes militaires de ce côté du Rhin... Parmi toutes ces demandes, celle de la démolition d'Ehrenbreitstein a été surtout inattendue pour le roi; Sa Majesté se flatte cependant que la France changera de sentiment à cet égard, et qu'elle se désistara même d'une pareille prétention, si elle désire sincèrement de rester avec la Prusse sur le pied de l'amitié et de la bonne intelligence. En effet, demander la démolition d'Ehrenbreitstein et la conservation d'autres postes militaires sur la rive droite du Rhin, ce serait évidemment prendre une contenance offensive et menaçante contre le nord de l'Allemagne. Le roi est certainement bien éloigné d'entrer dans une nouvelle coalition contre la France; Sa Majesté aime aussi à croire que la république n'annoncera point ses vues inquiétantes par une contenance offensive. »

de traiter avec le pouvoir tyrannique et violent qui gouvernait la France. Quel gouvernement ce pouvoir avait-il respecté ? La Suisse, l'Italie, l'Espagne, étaient en complet bouleversement, et tout cela était l'effet de la désunion, de l'aveuglement du corps germanique. N'avait-on pas reconnu, d'ailleurs, l'impuissance de toute pacification avec la turbulente république ? »

Les notes de la Russie se résumaient en offrant à l'Autriche l'appui sincère et désintéressé de ses forces de terre et de mer pour ramener l'ordre et l'équilibre en Europe (1). C'était au moment de l'émeute des

(1) *Note du comte Rasumowsky au baron de Thugut.*

« Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, touché de la situation alarmante où l'empire germanique se trouve réduit par l'effet de sa désunion et de son aveuglement à poursuivre, par des négociations fallacieuses, la chimère d'une paix impraticable avec un pouvoir tyrannique, suborneur et perfide, déplore sincèrement que Sa Majesté Impériale et Royale apostolique ait été un moment entraînée dans un gouffre de traités dont il est impossible qu'elle se dissimule plus longtemps la profondeur. Tout n'est-il pas changé déjà autour de Sa Majesté Impériale et Royale depuis l'ineonçable transaction de Campo-Formio ? Signataire du traité, Bonaparte lui-même n'avait ni le pouvoir ni l'intention d'en être le garant. Qu'en est-il résulté autre chose que la preuve de l'inutilité et de l'impuissance de cette pacification ? A-t-elle pu mettre un terme aux empiètements du directoire ? Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, vivement animée du désir de rétablir l'équilibre de l'Europe, garante d'ailleurs de l'intégrité de l'empire germanique, s'empresse, dans des circonstances si alarmantes, d'offrir à Sa Majesté Impériale et Royale son intervention désintéressée, et, s'il était besoin, l'appui de ses forces de terre et de mer, de concert avec ses alliés. »

Viennois contre Bernadotte; M. de Thugut s'empresse de répondre confidentiellement « que le temps n'était pas loin peut-être où les offres de la Russie seraient acceptées avec joie par sa cour, nécessairement poussée à un conflit avec la France. » Le comte Rasumowsky annonça la prochaine arrivée à Vienne du prince Repnin, porteur des paroles confidentielles de l'empereur Paul I^{er} au sujet des affaires d'Allemagne, mais dans le fait chargé d'une mission intime pour une nouvelle coalition européenne.

En ce moment, à Saint-Petersbourg, une des négociations les plus extraordinaires se poursuivait par la médiation de lord Whitworth, l'ambassadeur britannique. Une maxime du vieux droit public européen considérait comme impossible l'alliance de la Porte et de la Russie dans leur position si antipathique au XVIII^e siècle; et cependant on était en voie d'une ligue militaire entre Paul I^{er} et Sélim. Qui avait préparé cet étrange rapprochement entre deux puissances constamment en guerre? la politique violente du directoire et l'habileté de l'Angleterre. Il était puéril de s'imaginer qu'il serait possible de persuader au divan que l'expédition d'Égypte était dirigée dans son propre intérêt et pour soutenir les droits du Grand Seigneur contre les beys : illusion qu'on devait regretter de voir partager par un esprit aussi sûr que celui de M. de Talleyrand. La note destinée au chargé d'affaires de France à Constantinople, Ruffin, à la tête de l'ambassade, après la mort du général Aubert-Dubayet, exprimait les plus singulières idées :

« C'était pour venger les outrages des beys et de leurs Mameluks que la république française envoyait une flotte en Égypte; on ne voulait qu'une réparation des avanies de notre commerce. Le directoire, jaloux de conserver les bons rapports d'amitié existant entre les deux nations, offrait son alliance la plus intime à la Porte; et l'expédition d'Égypte n'en était que la confirmation (1). »

Était-ce bien sérieusement que le ministre écrivait

(1) *Note de M. de Talleyrand au chargé d'affaires Ruffin à Constantinople.*

« Les papiers publics vous auront annoncé l'armement que l'on préparait à Toulon; il est destiné contre les beys d'Égypte et leurs Mameluks. Le directoire exécutif, instruit de tous les outrages dont on abreuve les Français, voyant que le gouvernement ottoman, dont on ne saurait suspecter la loyauté, n'est pas assez fort pour y mettre un terme, a été obligé de se charger de l'initiative. Le directoire espère que le châtiment des tyrans d'Égypte fera cesser les désastres et les avanies que nous essuyons en Syrie, à Alep et à Smyrne, et que cette conduite décidera le divan, une fois affranchi du joug des beys, à soutenir nos justes droits. Je ne puis cependant me dissimuler que cet événement fera une impression fâcheuse sur la Sublime Porte, bien que notre établissement en Égypte n'ait d'autre but que de conserver cette province et de la délivrer de l'insubordination des beys, aussi bien que de l'influence que les Anglais y ont acquise... Cette invasion, non d'une province ottomane, mais d'une province que des rebelles s'efforcent de séparer de l'empire, ne peut donner lieu à une rupture avec cette puissance, du moins le directoire exécutif ne le désire pas. Il est jaloux de maintenir et de cultiver avec la Porte les mêmes relations d'amitié et de bonne intelligence qui existent depuis longtemps entre les deux nations. Leurs intérêts respectifs commandent impérieusement leur union intime. La république est donc prête de s'unir de nouveau avec la Porte de la manière la plus étroite. »

de telles instructions à un chargé d'affaires auprès du divan, généralement composé d'hommes rusés et défiants? Pouvait-il espérer que la Porte subirait la perte de l'Égypte sans se plaindre? et n'avait-elle pas l'Angleterre et la Russie, toutes deux empressées de lui offrir appui et secours contre la puissance turbulente de la France? En outre, le divan venait de recevoir une dépêche de son ambassadeur à Paris, Seid-Aly-Effendi. M. de Talleyrand et le directoire avaient nié avec la plus insolente fourberie que la flotte de Toulon fût destinée à l'Égypte, tandis que Ruffin, le chargé d'affaires de France à Constantinople, justifiait l'expédition comme un fait très-favorable aux rapports des deux cabinets. Le divan se réunit sous des impressions de colère; Ruffin, sur la clameur populaire, fut renfermé aux Sept-Tours malgré la réclamation des ministres d'Espagne et de Hollande; la Grande-Bretagne prit toute puissance sur la Porte Ottomane, à ce point de préparer la triple alliance de la Russie, de la Porte et de l'Angleterre. La France fut dénoncée comme une puissance sans foi et sans loyauté.

Comment d'énergiques résolutions n'auraient-elles pas été prises, lorsque la glorieuse nouvelle de la victoire navale d'Aboukir arrivait aux Dardanelles? L'ambassadeur d'Angleterre, sir Spencer Smith, et le ministre russe, général Tamara, profitèrent de cette vive impression pour obtenir ce traité d'alliance contre la république française, qu'ils sollicitaient ardemment. Sélim, éclatant d'une noble impatience, envoya

deux cents sequins à chaque matelot blessé de la flotte anglaise, et Horatio Nelson, le glorieux amiral, reçut du Grand Seigneur une des aigrettes en diamants qui surmontaient le croissant impérial. Le chargé d'affaires français Ruffin, enfermé aux Dardanelles, n'eut plus de caractère diplomatique reconnu; on relégua en Asie le consul de Beauchamp, un des voyageurs les plus savants, les plus érudits, et que Bonaparte envoyait au grand vizir après la défaite de la flotte, pour proposer l'évacuation de l'Égypte et une alliance intime avec la république; arrêté par un navire anglais, Beauchamp fut obligé de livrer ses instructions, et l'on y trouva la preuve que Bonaparte, désespéré déjà dans sa conquête de l'Égypte, ne désirant qu'un prétexte pour l'abandonner, écrivait au grand vizir pour lui demander l'envoi d'un agent de la Porte au Caire, afin de traiter avec lui sur le sort de l'Égypte (1); démarche sans but qui constatait la faiblesse de l'expédition.

- (1) *Lettre de Bonaparte au grand vizir, datée du Caire
le 22 août 1798.*

« Je m'empresse de faire connaître à Votre Excellence l'intention où est la république française, non-seulement de continuer l'ancienne bonne intelligence, mais encore de procurer à la Porte l'appui dont elle pourrait avoir besoin contre ses ennemis naturels qui, dans ce moment, viennent de se liguier contre elle. Je prie Votre Excellence d'envoyer ici quelqu'un qui ait votre confiance, et qui soit muni de vos instructions et pleins pouvoirs, ou de m'envoyer un firman, afin que je puisse envoyer moi-même un agent pour fixer invariablement le sort de ce pays, et arranger le tout à la plus grande gloire du sultan et de la république française, son alliée la plus fidèle, et à l'éternelle confusion des beys et Mameluks, nos ennemis communs... »

Rien désormais ne retint plus le sultan dans ses desseins hostiles contre la France : l'Angleterre désirait la destruction de nos privilèges de commerce dans les Échelles, ils furent révoqués ; la plupart des négociants français établis en Syrie, à Smyrne, à Constantinople, furent arrêtés ; le grand vizir passait pour l'ami de la France, un acte violent de Sélim le relégua à Scio après une destitution éclatante (1). Un traité de triple alliance fut signé entre l'Angleterre,

(1) *La présente est adressée à vous, kaïmacan-Pacha*
(lieutenant du grand vizir).

« Lorsque le grand vizir, Yzzed-Méhémet-Pacha, obtint cette dignité, il reçut en même temps les ordres les plus positifs de veiller avec le plus grand soin à la défense du territoire ottoman. Malgré ces injonctions, on a lieu de se convaincre que, par des motifs d'intérêt personnel, qu'il a eus uniquement en vue, il a favorisé les desseins astucieux de Bonaparte, général des Français et mécréants, en n'en prenant aucune connaissance, tandis que son devoir lui imposait l'obligation de prévenir l'exécution de ces projets et d'en avertir à temps les habitants de l'Égypte... Nous avons en conséquence sur-le-champ déposé ledit Yzzed-Méhémet-Pacha de sa dignité de grand vizir, et nous avons nommé à sa place Youssouf-Pacha, gouverneur d'Erzeroum. Jusqu'à son arrivée, nous vous autorisons, vous, Mustapha-Bey, à gérer en attendant, près de notre Sublime Porte, les fonctions de kaïmacan. Ainsi, dans des conjonctures aussi critiques et dangereuses, le devoir le plus sacré pour tout vrai croyant est de combattre de toutes ses forces ces Français mécréants et parjures, et pour venger en même temps de la manière la plus éclatante l'injure que par cette agression ils ont faite à tous les musulmans... Nous aurons l'œil sur les efforts que vous ferez et auxquels nous nous confions. Puisse le Dieu tout-puissant accompagner nos entreprises de sa divine bénédiction et nous accorder le bonheur dans la défense de notre juste cause !

« Signé : SÉLIM. »

la Russie et la Porte ; et comme complément, la flotte de Sébastopol, franchissant le détroit, apparut toute pavoisée devant les tours de Constantinople en face de Bujukdéré ; les caons retentirent en signe d'allégresse, et la terre sacrée fut ainsi souillée par les infidèles. Que les temps étaient changés depuis les grandes guerres de Catherine II et le terrible siège d'Ismaïlow ! Ainsi la révolution française avait modifié toutes les traditions de l'Europe, rapproché les intérêts et les sentiments les plus antipathiques, à ce point que les pavillons russe et ottoman réunis allaient paraître sur le Bosphore dans la plus étrange alliance. C'est que lorsqu'une nation est sortie du droit public européen, il se forme contre elle les plus formidables coalitions, sans regarder les vieilles haines et les hostilités traditionnelles (1).

A Pétersbourg, les négociations diplomatiques prenaient une attitude plus énergique et plus franche depuis le succès de Nelson devant Aboukir ; l'Angle-

(1) *Extrait d'un rapport d'un agent secret de la cour de Berlin, résidant à Constantinople.*

« ...Si la Porte n'envoie pas encore de ministre permanent à Saint-Pétersbourg, ce n'est point qu'elle ne soit dans la plus parfaite intelligence avec cette cour impériale qui, depuis l'avènement de Paul I^{er}, a totalement changé de système à l'égard de la Turquie. Voici ce qui vient complètement à l'appui de cette assertion : M. de Kotschuhey, envoyé de Russie extraordinaire, vient de remettre au capitan-pacha, dont on connaît le crédit près de son souverain, une magnifique tabatière ornée de brillants et de miniatures très-artistement faites. C'est au nom de l'empereur de Russie qu'il lui a fait ce cadeau d'autant plus remarquable qu'on y voit entre autres, sur deux côtés différents, les pavillons russe et turc croisés

terre y avait comme ambassadeur un diplomate habile et de grande valeur, lord Whitworth, l'intermédiaire du plus large traité d'union. Rapprochés dans une alliance offensive et défensive contre la France, les deux cabinets réglèrent le contingent militaire; lord Whitworth offrit ses bons offices auprès des autres cours, afin d'étendre l'alliance à Berlin et à Vienne. D'où il résulta une longue série de traités : le premier, fort secret avec l'Autriche, fixait à soixante mille hommes le contingent russe marchant sur le haut Danube, dans l'hypothèse d'une guerre, et sous le commandement du feld-maréchal Suwarow; le second avec le roi des Deux-Siciles, pour une alliance défensive et offensive, et le troisième avec la Porte Ottomane dans les mêmes termes. Une dernière clause faisait espérer que la Prusse ne resterait pas étrangère à cette nouvelle prise d'armes, car la Russie stipulait, qu'en ce cas elle fournirait quarante-cinq mille hommes au cabinet de Berlin comme auxiliaires,

de façon à se surmonter alternativement l'un l'autre, en signe d'une parfaite égalité. Un autre phénomène, peut-être encore plus remarquable en ce genre, c'est qu'une frégate russe étant venue de la Crimée dans le canal, le capitain-pacha s'y rendit à bord, et y fut reçu avec tous les honneurs qu'un vaisseau ottoman pouvait rendre au grand amiral de l'empire. Il examina tous les détails de la construction de cette frégate, et après être resté quelque temps à bord, il en gratifia les trois officiers supérieurs de présents considérables. C'est à l'habileté de M. de Kotschubey que le czar sera redevable du rapprochement des deux empires si longtemps en guerre, et dans un état d'inimitié tel qu'il semblait impossible d'y faire succéder la bonne intelligence. Le capitain-pacha et le reis-effendi sont entièrement dans les intérêts russes... »

et que ce contingent serait soutenu par les subsides de l'Angleterre. Les choses marchaient ainsi droitement vers une coalition, où tous les intérêts les plus disparates entreraient par un mouvement de colère et de violence contre la république ; on verrait apparaître sous le même drapeau les Russes, les Turcs, les Anglais, les Napolitains, les Autrichiens même, mais ceux-ci moins immédiatement et avec plus de précaution, car l'espoir de paix n'était pas encore tout à fait éteint à Rastadt.

Afin d'avancer l'œuvre de cette coalition, le czar Paul désigna pour une ambassade extraordinaire à Vienne et à Berlin un des hommes les plus considérables de la cour, le prince Repnin, neveu du comte Panin, l'ancien favori de Catherine, ce même Repnin qui avait organisé la Pologne sous la domination russe. Tour à tour ambassadeur à Constantinople, signataire du congrès de Teschen, vainqueur du grand vizir Youssouf et négociateur de la paix de Yassy, nul n'avait eu une carrière plus longue, plus puissante ; un moment relégué par Catherine, le prince Repnin reprenait son crédit avec Suwarow, et le czar le désignait pour une mission extraordinaire en Allemagne, dans le but d'arrêter le plan militaire d'une campagne vigoureuse contre la république. L'ambassadeur extraordinaire devait visiter Berlin, afin de décider le cabinet à prendre une attitude digne de lui ; quelle que fût l'amitié personnelle du czar pour Frédéric-Guillaume, la conduite du cabinet prussien lui paraissait indigne : quelle était, en effet,

cette neutralité complaisante pour une république qui bouleversait tout? Où voulait en venir la Prusse avec son système de temporisation et de ménagement envers le directoire? Laisserait-elle l'Allemagne aux mains des révolutionnaires et du club des jacobins? C'était dans la pensée que la Prusse ne résisterait pas à ces instances, que le cabinet de Pétersbourg s'était engagé envers l'Angleterre à fournir quarante-cinq mille hommes comme auxiliaires à la Prusse, moyennant un subside de 50 liv. sterling par homme; ce contingent marcherait de concert avec l'armée prussienne sous les ordres du prince Repnin.

Toute l'Europe comprenait le rôle important de la cour de Berlin dans les négociations pour une campagne militaire; en raison de ce que ce cabinet se prononcerait pour un système de guerre, de neutralité ou d'alliance, les puissances coalisées auraient un plus grand développement de moyens et de forces supérieures dans la campagne: avec la coopération de la Prusse, on pourrait recouvrer le Rhin, les Pays-Bas, la Hollande, et entamer la France par tous les côtés, et à cet effet, le prince Repnin dut, après une courte résidence à Vienne, se rendre immédiatement à Berlin. Le roi Frédéric-Guillaume avait alors abandonné toute sa confiance au comte de Haugwitz, et en seconde ligne au baron de Hardenberg, qui tous deux partageaient l'opinion d'une neutralité absolue dans la guerre, si cette calamité se renouvelait encore en Europe. Par cette position de neutralité, la Prusse espérait conquérir une meilleure part d'influence en Alle-

magne; le ministre Caillard lui avait communiqué par ordre du directoire les articles secrets du traité de Campo-Formio, stipulés par l'Autriche et si opposés aux intérêts de la Prusse; cette communication avait jeté encore des éléments de discorde entre les cours de Berlin et de Vienne. Si l'on n'était certainement pas satisfait à Berlin de la tournure des conférences de Rastadt, on espérait, par la nécessité même où se trouvait la république française de caresser la neutralité prussienne, qu'une meilleure part serait faite à la Prusse en Allemagne, et le ministre Caillard favorisait cette préoccupation en offrant tour à tour le Hanovre, la Saxe et la sécularisation complète, toutes choses qui plaisaient à la Prusse.

Le directoire se flattait même qu'au moyen de ces offres si attrayantes il pourrait entraîner le cabinet de Berlin à une alliance offensive et défensive; et comme le but était grand, il songea à fortifier la légation, par ce qu'on appelait alors une tête de penseur : l'abbé Sieyès avait conquis sa renommée par une certaine roideur sentencieuse et méditative; son éducation cléricale lui avait donné une supériorité de lumières sur beaucoup de ces rustres et de ces ignorants des temps révolutionnaires; envoyé en Hollande, il avait fait une constitution, puis il s'était reposé comme Jéhovah : Sieyès serait donc bien placé à Berlin, ville scientifique, qui aime les têtes un peu pédantes et les intelligences spéculatives. Sous ce point de vue, il serait parfaitement accueilli; mais Berlin est aussi une cour d'aristocratie militaire, et y verrait-on un régicide avec

plaisir ? L'Europe entière savait que Sieyès avait voté la mort du roi Louis XVI « sans phrase. »

C'était donc personnellement un assez mauvais choix que celui de l'abbé Sieyès pour l'ambassade de Berlin : si cet esprit pédant et méthodique pouvait plaire à la portion professorale des universités, il blessait profondément le parti militaire et la bonne noblesse. L'abbé Sieyès, insistant pour être présenté au roi, venait lui offrir, d'après ses instructions, l'alliance la plus intime, la plus franche au nom de la république française. Le discours dont il accompagna la présentation de ses lettres de créance se ressentait de la morgue de sa vie entière : il parlait de sa moralité, de son caractère (chose dont parlent toujours ceux qui ont besoin de se justifier), de son opinion personnelle « pour l'alliance intime des deux nations, conforme d'ailleurs aux sentiments de Frédéric, grand parmi les rois, immortel parmi les hommes (1) : » L'opinion personnelle de Sieyès était qu'avec l'alliance de la Prusse, les destinées de l'Allemagne étaient désormais

(1) L'abbé Sieyès, dans son audience de réception, le 5 juillet, prononça le discours suivant ;

« Sire, la lettre de créance que j'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté exprime les sentiments qui animent le directoire de la république française envers votre personne. Elle annonce aussi les motifs qui l'ont engagé à me confier la mission importante et honorable que je viens remplir près d'elle. J'ai accepté cette mission, parce que je me suis constamment prononcé dans ma patrie, et au milieu de toutes les fonctions auxquelles j'ai été appelé, en faveur du système qui tend à unir par des liens intimes les intérêts de la France et ceux de la Prusse, parce que les instructions que j'ai

à l'abri de toutes les négociations diplomatiques et absorbantes de la maison d'Autriche. Telle fut la politique de l'abbé Sieyès à Berlin et de sa légation, composée de deux anciens chefs aux relations extérieures sous le comité de salut public, Otto et Sabathier; cette marche fut appuyée par Otto surtout, esprit, du reste, d'une grande habileté et l'homme de confiance de Robespierre pour les négociations au dehors, comme Clarke l'avait été de Carnot pour les opérations de la guerre.

Dès les premiers jours de son arrivée à Berlin, l'abbé Sieyès put s'apercevoir que, si l'on remplissait à son égard tout ce que l'étiquette impose, on n'allait pas au delà pour les actes de confiance et d'abandon. L'ambassadeur ne reçut que les visites obligées : la noblesse, le parti militaire se retirèrent de lui, et c'est ce qui donne à ses dépêches, adressées à M. de Talleyrand, ce caractère d'aigreur et d'animosité puériles sur l'esprit et le caractère de la cour de Berlin; il juge avec une sévérité dédaigneuse le roi, son ministère,

reçues étant conformes à mon opinion politique, mon ministère doit être franc, loyal, amical, convenable en tout à la moralité de mon caractère; parce que ce système d'union, d'où dépendent la bonne position de l'Europe et le salut peut-être d'une partie de l'Allemagne, eût été celui de Frédéric II, grand parmi les rois, immortel parmi les hommes; parce que ce système enfin est digne de la raison judicieuse et des bonnes intentions qui signalent le commencement de votre règne. Puissent les espérances de mon gouvernement n'être pas vaines, et mes sentiments, bien connus à cet égard, être regardés par Votre Majesté comme un titre de plus à la confiance de ses ministres ! »

les influences qu'exercent sur lui les conseillers intimes; il appelle, par le plus faux des jugements, les hommes d'État de la Prusse les Italiens de l'Allemagne. Ainsi, l'abbé Sieyès n'a pas réussi dans sa mission d'une alliance intime; par contraire, il se rapproche considérablement du duc de Brunswick, car il a toujours l'espérance d'en finir avec la révolution, par le chiffre anglais de 1688; il y a longtemps qu'il songe à terminer ce grand drame par un protectorat ou une monarchie constitutionnelle sous le duc de Brunswick, comme l'Angleterre avait fini le sien par l'avènement du prince d'Orange. Quant au but réel de sa mission, il est visiblement compromis (1) : l'alliance offensive de la république française avec la Prusse, contre la Russie et l'Autriche, ne sera point conclue; à peine pourra-t-on obtenir l'impartiale neutralité.

A ce moment, le prince Repnin, l'envoyé de Paul I^{er} à Berlin, s'agitait activement pour accomplir l'adhésion de la Prusse à la nouvelle coalition. Si l'on n'avait consulté que la noblesse belliqueuse, la mission du prince Repnin eût réalisé un plein succès. Jamais il n'y eut de légation plus splendide, plus populaire

(1) *Dépêche de Sieyès à M. de Talleyrand. (Juillet 1798.)*

« Le roi de Prusse ne veut se résoudre à rien, c'est-à-dire qu'il prend la plus mauvaise des résolutions, celle de n'en prendre aucune. Il est d'autant plus obstiné à vouloir ce qu'il s'est fourré dans sa tête de roi, qu'il ne se détermine point d'après les lumières les plus éclairées de son conseil. La haine de la révolution l'empêche de s'allier avec la France, quelque grands que soient les avantages que pourrait lui procurer cette alliance; d'un autre côté, la crainte l'empêche de se coaliser. »

parmi les gentilshommes : les jeunes seigneurs russes jetaient les frédéric d'or dans les fêtes, dans les jeux, et parmi eux, le jeune Wolkonsky, neveu de l'ambassadeur, se distinguait par ses prodigalités aventureuses.

Quand le prince Repnin s'adressait au parti militaire, au vieux maréchal de Mœllendorff, il trouvait concours et appui d'opinion et d'épée, mais il n'avait pas le même résultat auprès des ministres du cabinet et du comte de Haugwitz spécialement. Enfin, de concert avec l'ambassadeur d'Angleterre, le prince Repnin s'ouvrit sur la possibilité de reformer une coalition contre cette république qui troublait toute l'Italie, l'Allemagne et la Suisse. A ces propositions, le cabinet prussien répondit par un refus absolu, proclamant sa neutralité complète; alors le prince Repnin réduisit la question à la garantie de l'Allemagne, à la nécessité de la protéger contre les républicains par le concours de la Prusse, de la Russie et de l'Autriche, en vertu des stipulations de Teschen (1). Sur ce point,

(1) *Note du prince Repnin à M. de Haugwitz.*

« Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies n'ignore pas que ce fut dans l'espoir d'échapper aux conséquences d'une guerre fâcheuse qui mettait l'Allemagne en péril, que le prédécesseur de Sa Majesté Prussienne abandonna ses alliés en signant, à Bâle, un traité de neutralité qui devait être le terme des inquiétudes, des sacrifices et des dangers de la Prusse. Mais combien l'État du continent et surtout celui de l'Allemagne ne sont-ils pas aggravés depuis ? Rompant toutes les barrières, ne tenant aucun compte ni des traités, ni des engagements les plus sacrés, le gouvernement français est à la veille de traiter l'empire germanique comme il a

on s'entendit plus parfaitement avec la Prusse; il fut presque sous-entendu que si les plénipotentiaires français à Rastadt élevaient trop haut leurs prétentions sur la constitution germanique, on se concerterait pour repousser un système d'invasion et de trouble; origine d'une alliance dont les conséquences pouvaient être sérieuses pour la paix ou pour la guerre.

Dans ses dépêches à Saint-Pétersbourg, le prince Repnin exposa ainsi la situation des partis à Berlin : « Évidemment la noblesse et l'armée veulent l'alliance anglo-russe, et professent une sorte de mépris pour l'abbé Sicyès, le régicide ambassadeur de la démocratie; mais à Berlin, ce parti n'est pas tout : il existe une opinion mixte et tempérée dont le comte de Haugwitz est l'expression; celle-là, favorable à la France, ne voudra pas se départir de la plus parfaite neutralité. Le but de toute la diplomatie devrait dès lors être de remplacer le comte de Haugwitz, soutenu par le roi, si calme, si modéré; le mobile de ce change-

traité l'Italie et la Suisse. Négocier avec ce gouvernement, c'est reculer les difficultés et ne pas les résoudre. Que Sa Majesté Prussienne se reporte vers le passé pour mieux juger l'avenir! Que Sa Majesté Prussienne médite sur les terribles conséquences d'un danger si pressant! Les trois cent mille hommes, les dix millions de sujets, la fidélité des uns, la valeur des autres, les talents de ses généraux, la sagacité de ses ministres, ajouteraient un poids décisif dans la balance d'une ligue de sûreté; ce poids n'aurait pas celui d'un grain de sable, le jour où la Prusse verrait la révolution française se présenter de front contre la tardive résistance qu'aucun secours ne soutiendrait. Que la Prusse adhère à l'alliance dont la Russie et l'Angleterre forment le nœud, l'Autriche s'y joint à l'instant même, et l'Europe est sauvée. »

ment serait le maréchal de Mœllendorff, le vieux conseiller de l'armée prussienne, et le rival du duc de Brunswick, captivé par Sieyès (1). » Le cabinet de Pétersbourg ne désespérait pas de faire prononcer la Prusse pour une coalition, dès que l'alliance serait cimentée, et tout n'était pas fini : l'Autriche elle-même n'était point prête encore; signataire du traité de Campo-Formio, pouvait-elle se jeter immédiatement dans la guerre, et n'y avait-il aucun ménagement à garder ?

A quelques lieues de Strasbourg, dans la petite ville de Seltz, d'autres conférences étaient indiquées pour développer les clauses secrètes de la paix de Campo-Formio. Ces relations intimes avaient commencé entre M. de Cobentzl et le général Bonaparte après la campagne d'Italie, sur le pied de la confiance la plus abandonnée; c'est là qu'on avait ébauché les premiers éléments d'une nouvelle alliance entre la république et la maison d'Autriche. Tandis que l'abbé

(1) *Dépêche du prince Repnin à sa cour.*

« Sieyès est isolé à Berlin : on craint de l'approcher; sa réputation de muet ou plutôt sa taciturne éloquence, a excité les méfiances du cabinet. Il voit de temps en temps le ministre d'Espagne aussi taciturne que lui. Son mot de ralliement est *silence et profondeur*. Jamais homme d'ailleurs ne fut moins séduisant que ce Provençal, dont le pédantisme orgueilleux ne respecte l'orgueil de personne, dédaigne les bienséances, se croit dispensé d'adresse, et imagine que ses semblables doivent s'abaisser devant les hauteurs de son intelligence. Sa présence à Berlin a plus servi l'Europe que le directoire de la république française. Il paraît même que, par l'importunité et la valeur de ses notes, il s'est totalement aliéné le ministre des affaires étrangères, comte de Haugwitz, bien que ce ministre soit le plus invincible promoteur de la neutralité. »

Sieyès allait révéler à Berlin la possibilité de constituer un ordre monarchique ou dictatorial en France avec le duc de Brunswick à la tête, l'Autriche insinuait à Bonaparte la pensée de saisir un pouvoir fort à la place du directoire, en prenant fièrement l'épée de dictateur ou de protecteur dans ses mains victorieuses. Ces confidences avaient créé un grand rapprochement entre M. de Cobentzl et Bonaparte, et toutes les difficultés sur Venise et l'Adriatique se trouvèrent facilement résolues par l'influence du jeune général.

Après le départ de Bonaparte, l'Autriche offrit au directoire de continuer des communications diplomatiques qui pouvaient avancer les opérations du congrès de Rastadt. et M. de Cobentzl fut encore désigné pour ces conférences. Le directoire, à son tour, voulant pénétrer les intentions définitives du cabinet de Vienne, nomma pour négocier avec M. de Cobentzl, M. François de Neufchâteau, littérateur philosophique, faiseur de vers et de prose au temps de Robespierre, toutefois aux manières polies, douces, à la causerie remarquable. On se vit à Seltz pendant presque toute une saison, comme pour s'endormir réciproquement par la parole, car l'attention de l'Allemagne entière était portée sur Rastadt. C'est là que les plénipotentiaires de l'empire et de la république française cherchaient à s'entendre pour arrêter une nouvelle constitution germanique, établie sur les sécularisations des évêchés, et garantie par la France, l'Autriche et la Prusse.

M. Treillard, appelé au directoire, venait d'être

remplacé à Rastadt par l'abbé Roberjot (1), ancien curé comme l'avait été l'abbé Sieyès. Avant de quitter Paris, le directoire lui donna des instructions plus larges, plus complètes, et surtout moins impératives que celles qu'il avait confiées à M. Treilhard, car les relations diplomatiques s'étaient depuis sérieusement compliquées, et les dépêches devenaient fort inquiétantes. La cour de Prusse, avec une certaine allure de fierté et de hauteur, demandait qu'on en finit, à Rastadt, avec toutes ces exigences pour la rive droite du Rhin : la France, maîtresse de la rive gauche, ne devait plus rien exiger au delà, ni têtes de ponts, ni influence diplomatique sur la confédération. Dans le moment où la république avait tant d'intérêt à ménager la Prusse, l'abbé Roberjot avait ordre de tout céder, même les têtes de pont. On devait également apaiser l'Autriche, devenue depuis difficile, exigeante, dans les conférences de Seltz : le plénipotentiaire français présenterait donc une note dans laquelle, pour maintenir la bonne harmonie des cabinets, la république renonçait à Huningue, Cassel, Kehl, se bornant à la rive gauche du Rhin, comme frontière.

Ces concessions témoignèrent à l'Europe que la

(1) Claude Roberjot, né à Mâcon en 1753, était curé de cette ville lorsque la révolution éclata. Prêtre marié, il devint président du département de Saône-et-Loire, puis député suppléant à la convention, où il siégea après le 31 mai 1793. En octobre 1794, il fut nommé représentant du peuple près l'armée de Hollande sous Pichegru. Membre du conseil des Cinq-Cents, il en sortit en 1797, et fut envoyé, vers la fin de décembre, à Hambourg, en qualité de ministre plénipotentiaire près des villes hanséatiques.

France n'était point prête à la guerre, qu'elle se montrait modérée parce qu'elle était impuissante ; et l'on vit les troupes autrichiennes, devenues plus hardies, occuper spontanément le pays des Grisons (1), sous prétexte que les Français étaient maîtres de Genève et de Lausanne. L'Autriche avait-elle violé la neutralité helvétique ? Lorsque M. François de Neufchâteau s'en plaignit à M. de Cobentzl, il ne put obtenir qu'une réponse évasive, et le ministre ajouta : « On nous fait de grandes offres partout pour reprendre les armes contre votre république. Depuis la paix de Campo-Formio, que n'avez-vous pas fait pour briser la bonne harmonie ? Vous avez bouleversé l'Italie et la Suisse ; et nous, qu'avons-nous obtenu comme compensation ? Voyez et jugez. Dites à votre gouvernement

(1) *Dépêche confidentielle du comte de Lehrbach au baron de Thugut. (Rastadt, septembre 1798.)*

« Malgré toutes les bravades de la légation française, on voit percer le sentiment de la peur. Vous pouvez m'en croire : la déclaration de guerre de la Porte Ottomane, événement si inattendu, le parti non équivoque qu'a pris en même temps la Russie, le désastre de la flotte de Toulon, la dangereuse position de Bonaparte, le mauvais succès de l'expédition concertée pour l'Irlande, toutes ces circonstances réunies ont augmenté le désir de la paix du côté de la France. Les concessions faites à Rastadt en sont le premier fruit. N'allez donc pas vous relâcher au sujet des Grisons ; occupez même sans retard le pays, si vous voulez, en préservant le Tyrol, fermer une des portes de l'Italie et de la monarchie autrichienne. Ne craignez nullement de provoquer la guerre ; je sais positivement qu'on n'est point encore en mesure à Paris. Vite, occupez les Grisons, si vous voulez que l'Autriche reprenne son ascendant à Rastadt, en Allemagne et en Italie. »

qu'avec Mantoue, le Mincio, quelques fragments des légations papales, tout peut s'arranger; autrement nous sommes débordés. Est-ce que le directoire ne sait pas que les Russes sont à notre dos et nous pressent pour nous agrandir? »

La négociation pour une coalition nouvelle touchait alors à son terme, et M. Pitt put glorieusement ouvrir le parlement britannique. Le roi maladif, dans l'impuissance de s'adresser lui-même aux deux chambres, désigna une commission royale qui avec une joyeuse fierté annonça d'abord la mémorable victoire de Nelson sur la flotte française (1) « succès d'autant plus considérable qu'il détruisait les folles

(1) *Discours de la couronne à l'ouverture de la session*
(20 novembre 1798).

« Milords et Messieurs, les événements qui ont eu lieu dans le cours de cette année, et les succès signalés dont la bénédiction de la Providence a favorisé nos armes, ont amené les plus heureuses conséquences et essentiellement accru la prospérité et la gloire de notre patrie.

« La succession sans exemple de nos triomphes maritimes a reçu une nouvelle splendeur de l'action aussi mémorable que décisive, dans laquelle un détachement de ma flotte, sous les ordres du contre-amiral lord Nelson, a attaqué et presque entièrement détruit les forces supérieures de l'ennemi, fortifié par tous les avantages de sa position.

« Par cette grande et éclatante victoire, une entreprise dont l'injustice, la perfidie et l'extravagance occupaient l'attention de l'univers, et dont le but se trouvait particulièrement dirigé contre les plus précieux intérêts de l'empire britannique, a tourné, dès ses premiers pas, à la confusion de ses auteurs. Ce coup, porté au pouvoir et à l'influence de la France, a fait naître des circonstances dont l'avantage, développé par des efforts convenables de la part

espérances de l'ennemi pour l'amoindrissement du commerce anglais dans l'Inde; victoire qui avait fait naître des circonstances bien favorables pour la diplomatie britannique. » Et ici le discours parlait de la magnanimité de l'empereur Paul I^{er}, de l'alliance conclue avec la Porte Ottomane. S'il n'était rien dit

des autres puissances, pourra conduire à la délivrance générale de l'Europe.

« La sagesse et la magnanimité qu'a déployées si éminemment dans cette conjoncture l'empereur de Russie, la décision et la vigueur de la Porte Ottomane, ont montré que ces puissances sont pénétrées de l'importance de la crise actuelle, et leur exemple, ajouté aux dispositions presque généralement manifestées dans les contrées qui se débattent sous la tyrannie de la France, doit servir aux autres États d'encouragement décisif à adopter cette ligne énergique de conduite que l'expérience a prouvé être seule compatible avec la sûreté et l'honneur.

« L'étendue de nos préparatifs intérieurs, les démonstrations de zèle et de courage dans toutes les classes de mes sujets, ont détourné l'ennemi d'essayer l'exécution de sa vaine menace d'invasion sur les côtes de ce royaume.

« La rébellion d'Irlande qu'il avait fomentée, a été réprimée et abattue; le corps de troupes qu'il avait débarqué pour la soutenir, a été contraint de mettre bas les armes, et depuis, par la vigilance et la fermeté de mes escadres, les armements qu'il destinait au même but ont été pris ou dispersés. Les desseins et les principes de ceux qui, de concert avec notre ennemi invétéré, méditaient dès longtemps la ruine de notre constitution, ont été pleinement découverts, mis au jour, et leur trahison rendue manifeste à tous les yeux.

« Ceux qu'ils avaient égarés ou séduits, doivent maintenant se pénétrer de leurs devoirs, et la profonde impression des misères et des horreurs qu'ont enfantées ces perfides complots, gravera dans l'esprit de tous mes fidèles sujets la nécessité de persévérer à repousser avec fermeté toute attaque faite aux lois et au gouvernement légal de leur patrie. »

encore sur l'Autriche, c'est que rien n'était définitivement arrêté avec cette cour, et que les négociations avaient besoin du silence pour arriver à leurs fins. Dans tout ce discours de la couronne, on voyait éclater la plus vive satisfaction au cœur de l'homme d'État qui avait dirigé les affaires : les troubles de l'Irlande étaient apaisés, les craintes d'une invasion en Angleterre cessaient aussi ; les rebelles étaient dispersés ou exemplairement punis ; une nouvelle coalition allait éclater en Europe contre l'ambitieuse république.

Dans ces circonstances si heureuses pour la politique de M. Pitt, quelle serait l'attitude de l'opposition ? Ici une tendance particulière se manifesta parmi les whigs : jusqu'alors ils avaient fait l'éloge de la France, de son système, afin d'inviter les ministres à la paix ; dans cette session nouvelle, l'opposition renonça droitement à cette forme habituelle, car la France, depuis les menaces de descente et d'invasion en Angleterre, était demeurée fort impopulaire parmi les masses. Aux lords, le marquis de Lansdowne, un des chefs whigs, parla « de la violence des idées françaises et de la désorganisation de ce gouvernement qui croulait par tous les côtés ; était-ce pourtant un motif de payer une coalition contre lui, et dans quel dessein ? » — « Nous avons été joués, trompés par le continent (continua lord Holland, plus prononcé que le marquis de Lansdowne) ; est-ce que les péripéties de ce nouveau drame vont se reproduire encore ? » — « Nous avons été trompés en effet dans

nos espérances, répondit lord Grenville; mais les cabinets depuis se sont profondément éclairés : à quelle cause attribuer la détresse, les dangers, les humiliations de quelques puissances du continent, si ce n'est à l'erreur des paix partielles, illusoires, perfides? Elles ont pris leur source dans la désunion, et n'ont abouti qu'à accélérer la ruine des États assez aveugles pour s'y soumettre. Qu'ont produit l'isolement et l'égoïsme auxquels on voudrait nous entraîner? sinon les succès de la France dans l'art de diviser la force de ceux qu'elle redoutait : ils lui ont facilité la conquête des contrées assez imprudentes pour écouter des propositions fallacieuses d'accommodement et de neutralité. Que la France parvienne à se rendre maltresse du continent, nous sera-t-il jamais possible d'obtenir une paix sûre et honorable? » C'était voir de haut la question et pressentir la seule solution possible aux dangers de l'Europe, c'est-à-dire l'appel à l'union et à la force! L'adresse fut votée à la presque unanimité sous l'impression vive et profonde qu'avait produite la glorieuse campagne de Nelson.

Aux communes, M. Tierney attaqua violemment cette politique d'alliance continentale : « L'Europe pourrait sans doute briser la colossale république; mais je ne vois dans ce qu'on appelle *énergie* que des intérêts privés et des vues d'agrandissement; nulle part de plan systématique. La Prusse est en paix avec la France depuis trois ans; l'empereur ne dispute rien aux Français; le congrès de Rastadt ne

tend qu'à obtenir des conditions plus avantageuses sur les deux rives du Rhin ; la Russie se borne à des promesses de secours qui n'ont pas encore franchi l'enceinte de Pétersbourg ; le ressentiment fortuit de la Porte Ottomane ne peut être permanent. Une confédération générale pourrait seule être efficace, et quand elle aurait lieu, que doit-on en attendre, aujourd'hui que la France jouit d'un gouvernement établi et d'une puissance formidable ? Si les succès des Français ont été l'effet de leur tactique militaire et de leur courage, ces avantages ont-ils diminué ? S'ils provenaient des dissensions des puissances, quelle raison y a-t-il d'espérer d'elles plus de confiance et d'union ? Au lieu d'exciter l'Europe à opérer sa délivrance, l'Angleterre devrait attendre qu'elle déclarât vouloir être délivrée. Jusque-là l'Angleterre ne devrait s'occuper que de ses intérêts propres. »

« L'objet de la guerre, répondit le classique M. Canning, est la délivrance de l'Europe. Les circonstances peuvent faire varier la conduite à observer, mais le but de cette guerre n'en est pas moins positif. L'honorable membre a avancé que les anciens alliés de l'Angleterre l'ayant trompée, l'on doit attendre de nouveau la même infidélité ; et pourquoi ? De ce que la Prusse a abandonné ses engagements, s'ensuit-il que la Russie doive nous tromper ? Pourquoi la Turquie n'agirait-elle pas d'après les principes d'une politique aussi sage et aussi fidèle que les autres puissances ? Peut-on méconnaître le changement d'opinions qui s'est opéré en Europe, depuis les derniers

excès révolutionnaires de la France ? La révolution de la Suisse n'a-t-elle pas produit cet effet sur un grand nombre de personnes en Angleterre ? et dans ce cas , pourquoi cet événement n'aurait-il eu aucune influence sur l'esprit des ministres étrangers, des princes et de leurs sujets ? Pourquoi les Piémontais seraient-ils moins sensibles que nous aux insultes répétées des oppresseurs de leur monarque ? Se pourrait-il que le peuple de Vienne fût moins indigné que les Anglais de l'insolence de Bernadotte ? La révolution de Suisse, qui nous inspire une horreur si méritée , serait-elle moins détestée de ses malheureuses victimes ? Depuis quand regarde-t-on l'indépendance de la Hollande comme une chose indifférente pour l'Angleterre ? Depuis quand est-il devenu imprudent et impolitique d'engager l'Autriche à recouvrer les Pays-Bas ? Dans le cas où la paix eût été conclue à Lille , quelqu'un oserait-il assurer que l'expédition d'Égypte n'eût pas été exécutée ? Nous serions donc obligés aujourd'hui de recommencer la guerre à frais immenses , pour conserver notre commerce dans les Indes. A plus forte raison la délivrance de l'Égypte nous intéresse-t-elle en ce moment. » M. Canning, le vigoureux défenseur du ministère Pitt, eut la satisfaction de voir son opinion fortement appuyée par une immense majorité. Le parlement se montra large pour son vote de subsides, car il espérait une coalition et la délivrance de l'Europe.

M. Pitt venait de recevoir de lord Whitworth de grandes nouvelles : l'armée russe se mettait en mou-

vement, et déjà les têtes des colonnes franchissaient les frontières de Pologne; cent quinze mille hommes de magnifiques troupes seraient dans un mois sur toute la ligne du midi au nord de l'Allemagne (route de Berlin et de Vienne); les escadres russe, ottomane et anglaise attaqueraient l'Adriatique, Corfou, les Sept-Iles, et de là viendraient débarquer une armée turco-russe dans le royaume de Naples; en même temps l'Autriche promettait cent quatre-vingt mille hommes, dont cent mille en Bavière jusqu'au Rhin et la Suisse, et quatre-vingt mille en Italie réunis aux Russes s'avancant par marches forcées sur la Carinthie et Laybach; l'Italie était prête à se soulever contre l'oppression des Français, et avec elle la Suisse et le Piémont. Au nord, la Prusse résisterait-elle toujours aux offres de la Russie et de l'Angleterre, en s'exposant aux courroux des deux cabinets? De plus, un corps de trente mille Anglo-Russes débarquerait en Hollande, soulevée aux cris de *Vive Orange!* Dans ce plan si vaste on faisait entrer l'insurrection de la Belgique, de la Vendée, le soulèvement de la chouannerie; Paul I^{er} s'était prononcé pour la restauration de Louis XVIII. La Russie mettait en mouvement ses forces immenses, dans le but de rétablir l'ancienne organisation de l'Europe, un moment ébranlée par la révolution.

CHAPITRE LVI.

SITUATION DE L'ITALIE ; CHUTE DES DERNIÈRES ROYAUTÉS.

Les républiques italiennes. — La Transalpine et la Cisalpine. — La Ligurienne. — La Romaine. — Royaume du Piémont. — La propagande. — Occupation française. — Menées des ambassadeurs. — Les généraux. — Abdication de la maison de Savoie. — La Toscane. — Traités. — Concessions. — Situation du grand-duc. — Naples. — Esprit des nobles, — de la bourgeoisie. — Les lazzaroni. — Retour de Nelson. — Levées en armes. — Marche sur Rome. — Retraite des Français. — Campagne de Championnet. — Prise de Naples. — Héroïsme des lazzaroni.

Juillet 1798 — février 1799.

L'organisation que la conquête des Français avait donnée à l'Italie, était si singulièrement conçue, que nul ne pouvait croire à la durée d'un système si bizarrement échiqueté. Aux pieds des Alpes centrales, une république; à Turin, une monarchie, également flanquée de la république Ligurienne au midi; la Toscane, grand et noble duché sous le sceptre d'un archiduc d'Autriche; à ses côtés, la république romaine; puis,

au fond de l'Italie, et comme à l'extrémité de cette longue terre, Naples sous le gouvernement d'un prince de la maison de Bourbon ! Comment supposer une certaine durée à un amalgame si étrange de principes, de forces et d'opinions diverses ? C'était créer des hostilités constantes, profondes, animées ; et peut-être tel était le but secret du directoire, afin de dominer plus facilement la malheureuse Italie. Les rhéteurs et les savants avaient lu qu'au moyen âge, la rivalité des cités, des populations, avait déchiré le sein de la mère commune, et ils jetaient là encore de nouveaux ferments de discorde pour y assurer plus facilement leur domination.

Ce ce qu'on appelait à Paris les républiques italiennes n'étaient, à vrai dire, que des puissances serviles, obéissant aux caprices du gouvernement français ; le directoire, par ses commissaires, ses ambassadeurs, commandait en maître les changements dans les lois, dans les formes de la société, et jusque dans les autorités. Un exemple venait de s'en manifester au milieu de la plus puissante et de la plus étendue de ces démocraties, dont le siège était à Milan : deux républiques, la Transalpine et la Cisalpine, n'en formèrent plus désormais qu'une sur un seul ordre de M. de Talleyrand, et auprès de ce nouveau gouvernement le directoire nomma ambassadeur Fouché (de Nantes), l'habile observateur, qui voulut assurer quelque indépendance au nouvel État ; effort impuissant ! le directoire, jaloux de tout pouvoir, révoqua Fouché, et désigna pour le remplacer le

commissaire Rivaud, dévoué à ce système de gaspillage et de despotisme qui marquait l'occupation française. Antérieurement à Fouché, et sur un ordre singulier de M. Trouvé, commissaire du directoire, il y avait eu à Milan une révolution à la façon du 18 fructidor; dispersion des conseils, nullité des assemblées primaires, violence contre le directoire italien (1). A

(1) Voici le curieux extrait d'une lettre adressée le 15 fructidor, (1^{er} septembre 1798), aux deux conseils cisalpins, par l'ambassadeur français, M. Trouvé. Singulier temps que celui où M. Trouvé commandait à l'Italie!

« Une constitution trop souvent violée pour conserver quelque force; un gouvernement sans moyens, impuissant pour faire le bien et pour empêcher le mal; une administration ruineuse et mal entendue: un état militaire nul et excessivement coûteux; des finances dans un délabrement effrayant; point d'institutions républicaines; point d'éducation publique; de toutes parts de l'insubordination, de l'insouciance, des dilapidations impunies, en un mot la plus complète et la plus épouvantable anarchie, tel est le tableau que présente la république cisalpine.

« La république française, votre amie, n'a pu voir qu'avec effroi s'entr'ouvrir cet abîme. Vous êtes convenus de la grandeur des maux dont je vous ai tracé l'image; vous avez approuvé les dispositions salutaires que je vous ai indiquées, et cependant vous avez refusé d'en faire usage; vous ne vous êtes pas crus revêtus d'un pouvoir suffisant pour garantir la liberté de vos compatriotes; vous avez refusé l'honneur d'opérer vous-mêmes la régénération de votre patrie; eh bien! c'est la république française qui, par mon organe, se charge de la sauver des désastres dont elle est menacée.

« D'après cette détermination que vous m'avez forcé de prendre, citoyens législateurs, je vous déclare que je vais opérer des changements et dans votre constitution, et dans votre gouvernement, et dans votre législation, et dans votre administration intérieure. Ne croyez pas que ce soit porter atteinte à votre indépendance; n'est-

Gênes, même système impérial, accompagné des exigences d'argent et d'emprunt. A Rome, après l'invocation des mânes de Brutus et de Cassius, le gouvernement tomba aux mains d'un régicide, du nom de Bassal, dont l'ignoble dictature s'appesantit sur l'antique ville des Césars. Ainsi était la tactique républicaine en Italie : quelques têtes ardentes, désordonnées,

ce pas, au contraire, lui rendre hommage que de l'empêcher d'être compromise ?... »

En vertu de cette singulière doctrine, M. Trouvé imposait une constitution à sa manière.

« Milan, 15 fructidor an vi.

« Le conseil des Jeunes, nommé, assemblé et institué par l'ordre de la république française, au conseil des Anciens.

« Considérant que la république française qui, par le moyen du général Bonaparte, avait donné une constitution à la république cisalpine, a cru devoir, pour la conservation et la félicité de cette même république, la modifier dans quelques-unes de ses parties ;

« Considérant que cette même constitution modifiée a été reçue d'une manière plus authentique par les conseils législatifs, afin de la promulguer dans toute la république, a résolu :

« Art. 1^{er}. La constitution, remise d'une manière authentique par l'ambassadeur de la république française aux deux conseils législatifs, sera publiée dans toute la république.

« II. La constitution susdite est dorénavant la seule loi fondamentale de toute la république.

« Signé : SCARABELLI, président.

« Le conseil des Anciens, nommé, assemblé et constitué par l'ordre de la république française, approuve.

« Signé : STIRACELLI, président.

« Approuvé par moi, ambassadeur de la république française.

« Signé : Trouvé. »

avaient rêvé la liberté, et ils trouvaient en échange le plus dur, le plus triste des jougs de l'étranger ; le désordre imposait sa loi à un autre désordre ; l'avidité faisait du pillage un système.

La protection organisatrice de Bonaparte avait couvert le sceptre de la maison de Savoie, à la fin de la campagne d'Italie. Cette noble maison qui avait produit les prince Eugène, les Charles-Emmanuel, valait bien par son origine et son courage quelques républicains heureux dont la fortune secondait l'épée. Telle n'était pas depuis une année la politique du directoire, de ses généraux, de ses ambassadeurs, de ses commissaires. On a déjà exposé dans ce livre la manière de procéder des agents du directoire auprès des cours où ils résidaient ; si dans ces pays il y avait des brouillons, des agitateurs, ceux-ci trouvaient appui et protection auprès des ambassades françaises ; s'il réussissaient dans leurs complots, sans hésiter on reconnaissait la nouvelle révolution comme un fait accompli ; s'ils échouaient, et que le gouvernement légitime voulût agir pour la répression, alors l'ambassadeur lui imposait des amnisties, des pardons, et pour dire tout en un mot, l'impunité absolue des coupables, sans compter les petites espérances d'avenir pour la démocratie.

A Turin, le directoire avait désigné pour représenter la république le littérateur Ginguené, l'ami de Chénier, l'un des esprits gâtés par le XVIII^e siècle qui avaient pris en haine toutes les choses nobles, saintes, élevées. M. de Talleyrand l'avait choisi parce que, protégé par M^{me} de Staël et Benjamin Constant, il fal-

lait assurer à M. Ginguené une situation, et on l'avait envoyé à Turin avec sa femme, bourgeoise un peu ridicule, imposant son costume de grisette, sont pet-en-l'air, à la noble cour de Savoie : les gens mal appris croient se grandir toutes les fois qu'ils abusent de la force pour insulter les costumes et les manières d'un monde supérieur. Indépendamment des caprices de l'ambassadeur, il y avait encore à ménager, pour la cour de Savoie, l'autorité militaire des Français en pleine possession des forteresses de Coni, d'Alexandrie, de Tortone, et qui de là envoyaient leurs ordres à Turin ; cette autorité fantasque, tracassière, ne laissait aucune liberté aux gouverneurs civils des provinces : qu'elle fût exercée par les généraux Brune, Joubert ou Grouchy, c'était la même voix de commandement qui ne respectait ni le diadème flétri par les malheurs, ni la foi politique solennellement engagée dans les traités. Il n'y avait donc plus de chevalerie pour les vieilles traditions du passé !

Le royaume de Piémont se trouvait enlacé par deux républiques, la Cisalpine au nord et la Ligurienne au midi ; dans son sein, il existait un parti patriote et agitateur qui voulait suivre l'élan démocratique de l'Italie, secoué en cela par une propagande active, ardente, qui avait son principe et son origine à Milan, à Gênes. A chaque incident, une révolte éclatait dans une ville, dans une province du Piémont ; les rebelles, sûrs de l'impunité, trouvaient toujours asile dans les démocraties environnantes. Le gouvernement piémontais avait d'abord déployé une certaine ardeur de ré-

pression ; mais ambassadeurs , généraux de la république française intervenant sans cesse , exigeaient des amnisties (1), encourageaient sous main toutes les tentatives. Le marquis de Saint-Marsan se plaignait-il au nom du roi près du directoire ? M. de Talleyrand désavouait l'intervention républicaine , et les désordres recommençaient.

On en vint à ce point de désorganisation , que le roi demanda lui-même une garnison française dans la forteresse de Turin , afin d'apaiser les tumultes ; or , loin de donner aide à la royauté , les commandants de

(1) *Lettre patente du roi de Sardaigne , du 1^{er} juillet 1798.*

« Charles Emmanuel.

« Après tous les traits de clémence souveraine par lesquels nous avons déjà invité les transfuges et insurgents qui tentaient d'envahir nos provinces limitrophes , à rentrer dans leurs devoirs , nous nous sommes maintenant disposés , par égard particulièrement pour la république française , qui y a employé sa médiation , à leur accorder une amnistie complète et générale , avec les déclarations suivantes : c'est pourquoi , par les présentes , de notre certaine science et autorité royale , et de l'avis de notre conseil :

« 1^o Nous accordons une amnistie complète , entière et absolue à tous ceux indistinctement , tant sujets qu'étrangers , qui ont pris part , soit directement , soit indirectement , aux insurrections survenues dans nos États , on qui , par le passé , à cause de leurs opinions politiques , se sont trouvés enveloppés dans quelques procédures criminelles.

« 2^o En conséquence , les procès qui ont été formés , ainsi que les arrêts prononcés sur ces faits seront abolis ; on remettra d'abord en liberté ceux qui se trouvent arrêtés pour ces causes , et on se désistara pour tous indistinctement de toute procédure ultérieure. »

garnison fraternisaient avec le parti démocratique. Il faut lire, dans la correspondance confidentielle du général Grouchy avec le directoire, par quelle triste et perfide politique on parvint à briser le sceptre dans les mains d'une glorieuse race : il y eut de la brutalité et de la ruse à la fois ; et il fallait un étrange oubli de ce qu'on devait à l'illustration et au malheur pour se permettre une si triste conduite. Le roi abdiqua cette couronne qu'il ne pouvait plus porter sans honte ; un gouvernement provisoire fut créé à Turin, le parti de la république demeura maître de la situation et du pouvoir, comme à Rome, à Milan, à Gênes, pour un temps, hélas ! trop long ; le blason de Savoie, si noble, si glorieux, fut livré à la brutalité des rustres et des insolents (1) : situation au moins nette, car il vaut mieux l'abdication d'un pouvoir que son abaissement et sa honte ; il vaut mieux n'être plus rien, que d'exister sous des conditions humiliantes.

Ce qui se passait en même temps à Florence donnait la mesure de l'espèce de soumission que la répu-

- (1) *Au quartier général de Turin, le 20 frimaire an vii*
(10 décembre 1798).

Le général en chef ordonne que le présent acte soit imprimé dans les deux langues pour être publié.

« Art. 1^{er}. Sa Majesté déclare renoncer à l'exercice de tout pouvoir, et avant tout, elle ordonne à tous ses sujets, quels qu'ils puissent être, d'obéir au gouvernement provisoire qui va être établi par le général français.

« II. Sa Majesté ordonne à l'armée piémontaise de se regarder comme partie intégrante de l'armée française en Italie, et d'obéir à son général en chef comme à elle-même. »

blique française exigeait des princes, ses vassaux. Nul n'avait plus concédé que le grand-duc de Toscane, le premier des princes qui avait traité avec la république française et l'avait hautement saluée : quelle satisfaction lui accordait cette république en échange ? Les Français, maîtres du port de Livourne, poussaient leurs avant-postes jusqu'à Castel del Bosco, à quelques lieues de Florence. Dans la Toscane, comme dans le Piémont, il y avait un parti patriote, prêt à prendre les armes, secondé précisément par les demi-brigades sous le drapeau tricolore, qui demandaient sans cesse pourquoi l'exemple de Gènes, de Milan, n'était pas imité par le peuple de l'Étrurie.

Avec quelle hauteur le directoire ne traitait-il pas les envoyés de la Toscane ! Le comte Carletti (il y avait trois années déjà), fort partisan au reste des idées françaises, et représentant du grand-duc à Paris, avait demandé dans une lettre bien humble, bien abaissée (1), l'autorisation de faire une visite à

(1) *Lettre de M. de Carletti au ministre de l'intérieur*
(27 décembre 1793).

« Pardon, citoyen ministre, si je vous écris confidentiellement ces deux lignes. Dans l'instant, une heure et demie après midi, on vient de me dire que la fille de Louis XVI va partir. Je ne demande pas votre secret, je vous répète franchement le mien. Comme seul ministre étranger en France, qui représente un souverain parent de la susdite fille de Louis XVI, je crois que si je ne cherchais par des voies directes à faire une visite de compliments à la prisonnière illustre, en présence de tous ceux qu'on jugerait à propos, je m'exposerais à des reproches et à des tracasseries, d'autant plus qu'on pourrait supposer que mes opinions politiques

la fille de Louis XVI qu'on allait échanger (en 1795) contre MM. de Sémonville et Maret, livrés par l'Autriche. A la réception de cette lettre, le directoire prit

m'ont suggéré de me dispenser de cet acte de devoir. Au reste, quelle que soit votre détermination ou du gouvernement français, sur l'entretien que j'ai eu avec vous sur cet objet, je la respecterai sans murmurer, et je me permettrai seulement de faire connaître à qui il appartiendra, que je n'ai pas manqué d'insister, sans pourtant présenter aucune demande officielle.

« Recevez, citoyen, l'assurance de ma parfaite considération.

« CARLETTI. »

Arrêté du directoire exécutif concernant M. Carletti.

« Le directoire exécutif, après avoir pris connaissance d'une note de M. Carletti, ministre du grand-duc de Toscane près la république française, adressée au ministre de l'intérieur, en date du 29 novembre 1793, vieux style, répondant au 8 frimaire présent mois, par laquelle M. Carletti demande à rendre ses devoirs à la fille de Louis XVI avant son départ, arrête qu'à compter de ce jour, toute communication officielle cessera entre M. Carletti et le gouvernement français, et néanmoins que le ministre des relations extérieures continuera de communiquer avec la légation toscane, par l'organe du premier secrétaire de légation qui sera considéré comme chargé d'affaires pour tous les objets qui peuvent intéresser les deux nations. Arrête, en outre, que copie de la note de M. Carletti et de la réponse du ministre de l'intérieur, sera officiellement communiquée par le ministre de la république française au grand-duc de Toscane, en l'assurant que toutefois la démarche du gouvernement français est entièrement personnelle à M. Carletti; que le directoire espère qu'elle n'altérera en rien la bonne union et l'intelligence qui règne entre les deux gouvernements; que, de son côté, le directoire maintiendra religieusement le traité d'alliance et d'amitié qui existe entre la république française et Son Altesse Royale, et qu'enfin il verra avec plaisir que Son Altesse lui envoie tout autre ministre que M. Carletti pour continuer et resserrer les liens de cette alliance. »

un arrêté hautain, par lequel il cessait de reconnaître le comte Carletti comme envoyé de Toscane, lui enjoignant de quitter Paris sous trois jours : les régicides ne pouvaient souffrir un dernier hommage à la fille du roi qu'ils avaient égorgé. La Toscane obéit encore ; malgré cet outrage, un nouvel envoyé fut désigné pour Paris. C'étaient, à chaque événement, d'impérieuses exigences ; aujourd'hui, c'est Livourne qu'il faut livrer aux troupes républicaines ; demain, c'est un emprunt que la Toscane doit garantir ; les ports de l'Etrurie ne doivent plus désormais servir d'asile, même dans la tempête, aux vaisseaux anglais. Au moindre manquement à ces ordres formels, on menace d'une révolution violente, désordonnée. Jusqu'ici le grand-duc de Toscane avait tout souffert ; afin d'éviter une rupture avec la république française, il s'était même froidement posé avec l'antique famille autrichienne, dont il était un des plus illustres rejetons. Cependant le joug pèse et devient de plus en plus exorbitant ; le grand-duc armé, se rapproche secrètement de la cour de Vienne et des Anglais ; des événements nouveaux vont surgir pour l'Italie ; la Toscane seule est prête à fournir 15,000 hommes, si l'indépendance du pays éclate contre le joug des Français ; de grandes choses se préparent, et on le sait à Florence. N'y a-t-il plus pour elle d'espérance de recouvrer sa liberté ?

De Naples doit partir le mouvement qui menace la domination française en Italie. L'ambassadeur Garat avait prévenu le directoire, dans ses dépêches acadé-

miques, qu'il se passait quelque chose d'étrange à Naples : le roi semblait être animé d'une ardeur toute belliqueuse ; la reine Caroline, l'intelligence forte de cette cour, lady Hamilton, si ardemment passionnée, avaient pris la haute direction de la politique dans le gouvernement ; le ministre Acton, l'homme capable, ne s'était retiré que pour la forme ; lui seul était consulté pour les levées d'hommes, d'argent, et l'organisation militaire s'élevait déjà à quarante mille hommes actifs ; les troupes s'exerçaient comme si une campagne était imminente ; on passait journellement des revues sur la Chiaja ; le seul quartier d'infanterie et de cavalerie, à Portici, comptait cinq régiments au complet.

Quand l'ambassadeur avait voulu faire quelque observation, on l'avait écouté à peine ; ce n'était plus le même langage, la même soumission, les mêmes ménagements. M. Garat attribuait cette modification du système politique à certains rapports secrets et incontestables qui s'étaient engagés entre la reine Caroline et la cour de Vienne : les courriers se succédaient comme si quelque événement d'une nature grave allait éclater. Quelques jours après, la légation française fut témoin d'un spectacle d'ivresse et de triomphe, bien capable d'humilier un juste et noble orgueil de nationalité : le fort Saint-Elme signala une voile, puis deux, sous pavillon anglais, enfin le beau vaisseau de Nelson lui-même. L'amiral, vainqueur d'Aboukir, venait pour ainsi dire déposer sa couronne aux pieds de lady Hamilton, sa souveraine ; cet hommage chevaleresque produisit quelque chose de magi-

que et de triomphal sous le beau ciel de Naples, dans ce golfe peuplé des îles merveilleuses d'Ischia, de Procida, de Capri, et bientôt couvert d'une myriade de canots, de chaloupes pavoisées aux couleurs de Naples et d'Angleterre. La réception de l'amiral tint de la féerie; ce furent des bals, des fêtes splendides, depuis la délicieuse côte de Castellamare jusqu'à Pausicippe et Chiaja; Nelson en était partout le héros, et les Anglais furent accueillis par le peuple comme des libérateurs et des auxiliaires.

Qu'on s' imagine la position de M. Garat à Naples, en face de ces fêtes, à l'occasion d'une victoire anglaise; c'était une sorte d'outrage à sa mission. La république avait imposé au roi de Naples la condition essentielle de ne recevoir aucune voile de guerre britannique dans ses ports, et ici non-seulement les Anglais étaient reçus, mais on les fêtait comme des amis et des alliés; Nelson restait maître des affaires du royaume; la reine, si profondément ennemie des Français, dirigeait toutes les forces napolitaines contre eux. En réponse aux notes pressantes de l'ambassadeur, la cour de Naples se bornait à développer des moyens dilatoires et des explications qui n'en étaient pas : « Si les Anglais étaient entrés dans le golfe, c'est qu'ils avaient forcé les mûles : pouvait-on leur résister ? Si le peuple de Naples fêtait lord Nelson, est-ce qu'un gouvernement est maître de l'enthousiasme d'un pays ? » M. Garat vit sa contenance si difficile, qu'il demanda son rappel, et le directoire désigna pour le remplacer un autre régicide, Lacombe Saint-Michel.

Il se passait alors un fait insultant pour les couronnes; c'était comme une menace de destruction et de mort : le directoire partout ne désignait que des régicides pour représenter la république auprès des rois; ce pouvait être une raillerie atroce que la faiblesse subissait un moment, mais quand elle pouvait repousser cette insulte, elle n'hésitait jamais. Lacombe Saint-Michel (1), ancien officier du génie, écrivit de

(1) *Lettre de Lacombe Saint-Michel au marquis de Gallo, ministre des affaires étrangères à Naples (Rome, 20 septembre 1798).*

« Monsieur le marquis, nommé par mon gouvernement ambassadeur à la cour du roi des Deux-Siciles, différents obstacles m'ont empêché de m'y rendre jusqu'à ce moment, j'ai écrit de Gènes, le 18 fructidor dernier, au citoyen Lachaise, chargé d'affaires en mon absence; je connais son exactitude; s'il eût reçu ma lettre, il m'eût répondu à mon arrivée à Rome, ainsi que je l'en avais prié. J'ai donc lieu de croire que dans l'espace qu'elle a parcouru, ma lettre a été interceptée : je prends toutes les précautions pour que celle que j'ai l'honneur de vous écrire ne le soit pas; j'ose vous prier de faire remettre l'incluse au citoyen chargé d'affaires de la république française; elle a pour objet de vous prévenir officiellement de mon arrivée, et de demander les passe-ports d'usage, pour me rendre sans délai au poste qui m'a été assigné par mon gouvernement.

« Je vous prie, monsieur le marquis, d'agréer de ma part les sentiments de la plus haute considération.

« LACOMBE SAINT-MICHEL. »

« P. S. Si, malgré les précautions que je prends, ma lettre ne vous parvenait pas, ce que j'augurerais de votre silence, j'ai l'honneur de vous prévenir, monsieur le marquis, que, pressé d'obéir aux ordres du directoire exécutif, je me rendrai de suite à Naples, où rien qu'une force majeure ne peut m'empêcher d'arriver. »

Rome, d'un ton fort hautain, au ministre des affaires étrangères de Naples qu'il attendait un passe-port pour se rendre à sa destination ; que si on le lui refusait, il y irait néanmoins, parce qu'il en avait l'ordre, la force seule pouvant le repousser. A cette demande hautaine, on ne fit qu'une réponse évasive, et Lacombe Saint-Michel vint à Naples ; il put voir que les événements marchaient en dehors de l'influence française. Tout retentissait même du bruit d'une guerre forte et immédiate, secondée par toutes les puissances de l'Europe.

La cour de Naples venait de conclure une série de traités qui la faisaient entrer pleinement dans la coalition de l'Europe : l'un, avec la Russie, promettait appui dans la guerre ; l'autre, de subsides, avec l'Angleterre, lui assurait la protection de la flotte britannique ; le troisième enfin, antérieur et très-secret, avec l'Autriche alors en pleine paix avec la république française, stipulait néanmoins une alliance offensive et défensive (1). Naples, par un effort démesuré, portait son

(1) Le traité secret d'alliance de la cour de Naples avec l'Autriche fut signé à Vienne, le 19 mai 1798, par le baron de Thugut et le duc de Campo Chiaro : « L'Empereur et le roi ayant pris en considération la rapidité avec laquelle les événements se succèdent depuis quelque temps, la nécessité urgente de se prémunir contre les suites funestes de nouveaux troubles qui pourraient agiter l'Europe et l'Italie en particulier, LL. MM. Impériale et Sicilienne, réunies d'ailleurs par les liens du sang les plus étroits, ont cru devoir se concerter dans cette circonstance sur les mesures relatives au maintien de la tranquillité publique et à la sûreté commune de leurs peuples et de leurs États. » En conséquence les deux puis-

armée à 50,000 hommes; le trésor royal avait plus de 10 millions de ducats en espèce; on pouvait organiser des magasins, des parcs d'artillerie; la flotte anglaise protégeait les côtes, et un mouvement militaire autrichien, dans le Milanais et les légations, seconderait les efforts des Napolitains. On attendait à Naples l'officier supérieur que le conseil aulique considérait comme un habile organisateur militaire, le général Mack, qui déjà s'était mêlé à tant de plans de campagne; sa réputation l'avait précédé auprès du roi, et ce fut de concert avec Nelson, le chevalier Hamilton, et un émigré de distinction, le comte Roger de Damas, que les dispositions furent prises pour une guerre d'Italie.

sances s'engageaient à conserver sur pied, savoir : l'Empereur, soixante mille hommes dans l'Italie et dans le Tyrol, et le roi trente mille hommes sur les frontières du royaume les plus rapprochées des possessions autrichiennes. En cas de danger, le nombre des troupes stipulées devait être porté à quatre-vingt mille par l'Empereur, et à quarante mille par le roi des Deux-Siciles.

Le traité avec la Russie fut signé à Saint-Petersbourg, le 29 novembre, par le duc de Serra Capriola, et MM. de Bezborodko, de Kotschubey et Galitzin. Indépendamment de l'appui stipulé de la flotte russe unie à celle de la Porte dans la Méditerranée, Paul 1^{er} s'engageait à fournir au roi des Deux-Siciles un secours de troupes de terre, consistant en neuf bataillons d'infanterie, l'artillerie nécessaire et deux cents cosaques.

Celui avec l'Angleterre fut signé à Naples, le 1^{er} décembre, par le marquis de Gallo et le chevalier Hamilton. L'Angleterre s'engageait à entretenir dans la Méditerranée, jusqu'à la paix, une flotte supérieure à celle de l'ennemi. Le contingent maritime du roi de Naples était stipulé, et tout commerce avec la France était désor mais interdit à ses sujets.

Naples devait prendre l'initiative dans ce système d'indépendance, en marchant sur Rome, république éphémère, qui tomberait au premier son des cloches des basiliques. En même temps, une expédition anglo-napolitaine, débarquée au port de Livourne, soulèverait la Toscane; le grand-duc, à la tête de quinze mille hommes, joindrait ses troupes aux Napolitains. A peine aux frontières du Milanais, les Autrichiens apparaîtraient en ligne par une marche rapide sur l'Adige, et donnant ainsi la main aux Anglais de Livourne, aux Napolitains de Rome, et aux Toscans, on soulèverait les Piémontais, si mécontents des hauteurs militaires des Français. Ainsi l'Italie serait délivrée par l'impulsion généreuse de l'armée de Naples et l'appui de l'Autriche.

Ce vaste plan exigeait plusieurs conditions de succès, et par-dessus tout le concours actif, immédiat de l'Autriche; le général Mack, commandant supérieur de l'armée napolitaine, était bien envoyé par le cabinet de Vienne, mais ce n'était pas ici la guerre encore. L'Autriche avait des motifs pour retarder l'exécution de ses projets de campagne : elle espérait que, par la seule menace de la marche des Russes, elle amènerait le directoire à de grandes concessions en Italie, telles que l'abandon de Mantoue, du pays des Grisons; et depuis la chute de la maison de Savoie, elle souhaitait le Milanais en échange du Piémont, dont la république française aurait la souveraineté. A cet effet, M. de Thugut était venu à Naples pour retarder la marche des troupes royales, jusqu'à ce que la cour

de Vienne fût entièrement préparée; il vit la reine Caroline et lady Hamilton, pour leur communiquer confidentiellement les desseins de sa cour, et la nécessité d'un peu de patience; il trouva partout une exaltation immense, des folies chevaleresques de conquêtes et de combats, comme le soleil de Portici sait en inspirer. De jeunes princes napolitains, chevaliers de la reine, levaient à leurs frais des régiments de cavalerie; on voulait la guerre comme aux temps des tournois et des grandes joutes. Des renseignements positifs disaient le petit nombre de troupes françaises que l'armée napolitaine allait trouver devant elle : Rome n'était défendue que par deux divisions républicaines, et il n'y avait de force réelle que dans le Milanais; en opérant avec rapidité, on pouvait, à la faveur de l'insurrection surtout, accomplir une campagne avant même que les Français pussent se rallier et se reconnaître. Tel est en général l'esprit napolitain, bouillant, enthousiaste, et découragé au moindre revers. Les troupes, parfaitement organisées, comptaient malheureusement des officiers mous, corrompus par les doctrines républicaines, ou engagés dans de secrètes trahisons. Le roi commandait l'armée en personne; le général Mack dirigeait les mouvements de stratégie, et l'on ne pouvait lui refuser un certain génie militaire pour la conduite d'une campagne; il y avait du brillant souvent dans ses combinaisons, seulement il connaissait mal les troupes qui devaient exécuter ses ordres.

Le plan des Napolitains était d'envahir les États romains si étrangement organisés en république.

Leur armée était de cinquante mille hommes, formés en trois grandes divisions : la droite devait pénétrer par les Abruzzes, sous les ordres du lieutenant général Micheroux ; la gauche, sous le comte Roger de Damas (1), opérerait par Terracine ; le centre marchait par la grande route sur Rome, conduit par Mack lui-même ; artillerie, cavalerie, infanterie, tout était magnifique à voir, par la richesse et la somptuosité des costumes : il semblait que ce fût une forte armée destinée à traverser le monde.

Quelle résistance pourrait-elle trouver, au reste, en Italie ? La population était pour une insurrection contre les Français ; on avait blessé ses croyances, ses souvenirs, ses habitudes ; les soldats républicains violentaient le foyer domestique, et ils n'étaient plus en force pour comprimer la multitude même à Rome. Le général Championnet (2), caractère antique,

(1) Le comte Roger de Damas, né en 1763, fut inscrit, dès l'âge de douze ans, sur le contrôle des officiers du régiment du roi, dont son oncle était colonel. Après la paix de 1783, l'inaction où se trouvait la France le détermina à prendre du service en Russie, dans la guerre contre les Turcs, où il obtint la croix de Saint-George, et en 1787 le grade de colonel. En 1791, il vint offrir ses services aux princes français à Coblenz ; choisi par le comte d'Artois pour son aide de camp, il le suivit dans la campagne de 1792. En 1793, il reçut le commandement d'une légion de son nom. L'armée de Condé étant passée en 1796 à la solde de la Russie, il céda néanmoins aux instances du roi de Naples, qui lui offrait une division sous les ordres du général Mack.

(2) Jean-Étienne Championnet, né à Valence en 1762, s'engagea dans les gardes wallounes, et servit au siège de Gibraltar. A la révolution, il fut nommé commandant d'un bataillon de volontaires

commandait à seize mille soldats français, italiens ou polonais, dispersés dans l'aride campagne de Rome. Sous lui brillait un brave et digne divisionnaire, Macdonald, gentilhomme d'Écosse, d'une de ces illustres familles qui étaient venues chercher un refuge avec les Stuarts sur le sol hospitalier de la France. Singulière fortune pour lui que de se trouver au milieu des bandes démocratiques : un jacobite parmi les saints de Cromwell ! A Rome, il y eut donc un moment d'hésitation dans la petite armée républicaine. Championnet fit tirer le canon d'alarme ; le château Saint-Ange, approvisionné par des réquisitions immédiates, fut confié à un brave chef de bataillon du nom de Valterre, et le général se mit lui-même à la tête de sa petite armée.

L'aspect géographique du royaume de Naples suffit pour constater la position dangereuse d'une armée française à Rome, cernée et entourée par des colonnes ennemies. A sa droite vers l'Adriatique, le territoire napolitain déborde tout l'État ecclésiastique, et donne pour ainsi dire la main à la Toscane ; Rome est très-avancée au centre. Jamais donc la situation d'une armée n'avait été plus compromise que celle de Championnet. Protestant en vain contre l'irruption napolitaine, on lui répondit avec assez de hauteur : « Aucun traité ne reconnaît la république romaine ; le séjour

nationaux, qu'il conduisit à l'armée du Rhin, puis à celle de la Moselle sous Hoche. Il fut fait général de division, et fit partie de l'armée de Sambre-et-Meuse de 1794 et 1797. C'était un homme intègre et austère.

des Français sous le Capitole, l'expulsion du pape de ses États, sont des violations manifestes du traité de Campo-Formio; les Napolitains somment les Français d'évacuer Rome et de se retirer dans la Cisalpine; le roi de Naples n'occupera Rome que pour restituer la grande cité au saint-père (1). » Cette déclaration était

(1) *Proclamation du roi de Naples en entrant sur le territoire pontifical.*

« Ferdinand IV, par la grâce de Dieu, roi des Deux-Siciles, etc.

« Depuis le commencement des révolutions politiques qui ont détruit toute espérance de tranquillité dans diverses parties du monde, nous nous sommes appliqué à pourvoir avec soin à la sûreté de nos domaines royaux; nous en avons éloigné les séducteurs et leurs maximes pernicieuses; nous avons réorganisé et accru nos armées, resserré le nœud de nos alliances avec les puissances amies, stipulé un traité de paix avec la république française, épuisé tous les autres procédés pacifiques; et cependant nous nous trouvons dans la dure perspective d'un danger qui menace la paix et l'intégrité de notre territoire, résultat du bouleversement opéré dans le pays romain, qui touche nos limites, et des outrages qu'a essuyés la sainte religion catholique, outrages qui ont entraîné des discordes civiles, des déprédations et des scènes de massacre.

« Ces événements, réunis à l'invasion de Malte, qui est de notre mouvance royale; aux continuelles menaces d'une invasion prochaine de nos propres domaines, confirmées par les préparatifs militaires; enfin, aux mouvements de troupes destinées à révolutionner notre royaume de Naples, nous ont contraint à prendre des mesures plus efficaces encore pour éloigner de nos États les dangers qui les menacent. C'est pourquoi nous nous sommes déterminé à faire avancer notre armée royale dans l'État de Rome, partant où besoin sera, avec la volonté stable d'y rétablir la religion catholique, d'y comprimer l'anarchie, d'y terminer les désastres et les déprédations, d'y ramener la paix, et de le replacer sous le gouvernement régulier de son légitime souverain. »



appuyée sur un développement de forces trop considérables pour que le général Championnet osât d'abord la résistance ; il relut les instructions du directoire : en cas d'attaque subite des Napolitains , le général devait se retirer sur la république cisalpine , et là , s'appuyant sur le corps d'armée du général Joubert , il prendrait une forte initiative.

Cette retraite trop précipitée et trop décisive ne convenait pas à l'ardeur de l'armée française ; le général se contenta d'évacuer Rome. On vit donc sortir de la porte du Peuple les deux divisions françaises , fièrement , sans baisser la tête ; les débris de la république romaine , le sénat , les conseils , tout ce bagage de fonctionnaires improvisés , suivirent le général Championnet , et parmi ces enthousiastes républicains , deux jeunes princes , Santa-Croce et Borghèse , dont les magnifiques villas avaient servi aux fêtes , aux banquets de la nouvelle république. Le général Championnet n'alla pas au delà de Terni dans son mouvement rétrograde , position bien favorable , car elle commande à la fois à la Toscane , à l'État de l'Église et à Naples dont elle forme l'extrême frontière. A peine les derniers détachements des Français avaient-ils franchi la porte du Peuple , qu'on vit s'élever comme une noire poussière du côté du Vatican , au delà du Tibre ; des cris aigus se faisaient entendre , semblables au vent qui s'engouffre dans le Colisée , ou sous l'arc de triomphe de Titus au Campo-Vaccino. C'étaient les Transtévérins , si fidèles à l'Église , les vrais Romains qui brisaient les insignes de cette république imposée

par l'étranger ; en un moment, les armoiries du saint-père furent restaurées sur tous les monuments publics, et les Transtévérins purent saluer de leurs cris de joie l'armée napolitaine qui entraît dans Rome, rétablissant partout l'autorité pontificale. De temps à autre, et comme une dernière protestation de la valeur française, on entendait le canon du château Saint-Ange, qui faisait siffler quelques boulets sur le Tibre jusqu'à la Trinità-de'-Monti ou à la villa Borghèse, et semblait dire : « Attendez, tout n'est pas fini, la France est encore là. » Les Transtévérins restèrent maîtres de Rome, et des croix expiatoires s'élevèrent partout où le drapeau tricolore naguère se déployait au vent. De nouveaux cris de joie se firent entendre, lorsqu'on apprit que les Napolitains, unis aux Anglais, maîtres de Livourne, se portaient sur le flanc des Français concentrés à Terni.

C'est sur Terni, en effet, que les colonnes du général Mack allaient maintenant se déployer ; son plan vaste, parfaitement combiné, se résumait en cette seule stratégie : priver l'armée française de ses communications avec la haute Italie, empêcher sa jonction avec Joubert. En conséquence, sa droite se développa sur la route d'Ancône et de Macerata, tandis que sa gauche allait, par Cività-Vecchia et Sienne, donner la main à la division anglo-napolitaine débarquée à Livourne ; le centre prenait la route de Terni avec les meilleures troupes ; les Français étaient ainsi coupés par des forces trois fois supérieures. Mais il se fit des actes d'une si grande faiblesse ou d'une trahison si

manifeste dans le camp napolitain, que le petit corps français, retranché à Terni, put reprendre l'offensive et se porter sur Rome; on vit une seule demi-brigade faire mettre bas les armes à cinq mille hommes; ici l'héroïsme, là le découragement. Les généraux du roi de Naples perdirent la tête. Honte et flétrissure à de vieux noms qui firent d'étranges lâchetés! honneur au comte Roger de Damas, simple émigré, qui sauva sa division avec une persévérance, un courage admirable! Rome revit donc les Français, sa république, son sénat, ses tribuns, et les fêtes démocratiques recommencèrent au milieu des palais et des merveilles de la villa Borghèse. Le général Macdonald conçut une opinion si triste de cette armée de Naples, qu'il résolut de marcher sur San-Germano et Capoue, pour en finir avec ce gouvernement qui avait pris l'initiative contre Rome (1).

(1) Le roi de Naples, à l'approche des Français, s'empresse de s'adresser à ses bons sujets les lazzaróni. (19 décembre 1798.)

« Mes chers féaux et amés sujets,

« A peine ai-je vu que l'ennemi se dirigeait pour attaquer mes États, que je suis aussi venu au milieu de vous pour pourvoir énergiquement à votre défense, et disposer les moyens les plus efficaces pour conserver la religion, l'honneur, la vie, et vos propriétés. Je suis allé moi-même au-devant du danger pour vous éviter ces pertes que les ennemis de la religion et des trônes avaient dès longtemps décidées. Le salut commun dépend maintenant de vous, mes très-chers et fidèles sujets. L'ennemi n'est qu'en très-petit nombre; si vous le voulez, vous serez sauvés. Que tous ceux qui ont du courage, qui aiment Dieu et notre sainte religion et ce qu'ils possèdent, prennent donc les armes pour se défendre. Rappelez-vous que des

La population du royaume de Naples ne se compose pas d'une même classe, d'un même sang, d'une même nature de peuple; ce qu'il y a de national, d'inhérent au sol, de courageux, ce sont les *lazzaroni* et les paysans des Abruzzes; paresseux sous le soleil, il y a dans ces cœurs de l'enthousiasme, de la foi et un amour indicible du sol; les rocs des Abruzzes, les dalles de Sainte-Lucie, sont pour eux la patrie, forte image qui préoccupe leur sommeil et colore leurs rêves. La classe bourgeoise et commerçante de Naples compte un grand nombre d'étrangers, d'avocats, d'industriels actifs et surtout de chirurgiens, barbiers, tailleurs, un peu cosmopolites et jaloux des classes supérieures. La noblesse, comme l'aristocratie de l'Europe, s'était corrompue aux leçons du XVIII^e siècle, et parmi le clergé même, il y avait des partisans de la révolution française.

milices provinciales peu nombreuses, mais braves, levées à la hâte et tirées de la charrue, ont maintenu sur la tête de mon auguste père la couronne des royaumes qu'un ennemi habile et expérimenté voulait lui ravir. Jamais le Napolitain ne fut poltron; et aujourd'hui qu'il s'agit de la cause de Dieu, de votre roi et de la vôtre même, vous pourriez vous laisser vaincre! Non, mes amis, mes frères, non, ne vous faites pas illusion; si vous n'aeconrez pas pour vous défendre, vous perdrez tout, la religion, la vie; vous verrez déshonorer vos épouses, et vos filles, et vos sœurs. Levez-vous donc, mes fidèles sujets, armez-vous, défendez-vous; marchez bravement contre l'ennemi, empêchez-le d'entrer dans le royaume, ou faites qu'il y trouve la mort. Marchez, appelez à votre aide notre grand protecteur saint Janvier; ayez confiance en Dieu, qui protège toujours la cause pour laquelle chacun de vous doit combattre, à moins qu'il ne veuille renier sa foi. »

A Naples, depuis longtemps une conjuration révolutionnaire menaçait la royauté pour lui substituer la république parthénopéenne, mot antique qui plaisait aux fils de Procida. Ici, c'était l'avocat Fasuolo; là, le médecin Dominico Cirillo, le président Flavio Pirelli; dans la noblesse, les princes de la Rocca et de la Torrella; parmi le clergé, l'ardent franciscain Bellona, le curé de Procida; et pour que rien ne manquât à cette conjuration, des femmes même s'y étaient mêlées, telles que l'ardente duchesse de Casano-Serra, et puis Éléonora Francesca, poëte, improvisatrice, qui sur les rochers de Sorrente, de Capri, d'Ischia et de Pozzuoli, faisait entendre les mâles accents de sa muse républicaine; Éléonora l'inspirée, qui ceignait son front d'une couronne de buis sacré sur les ruines de Pompéi. Quand les Français, maîtres de Rome, déployèrent leurs colonnes sous le général Championnet au delà de Ponte-Corvo et de Gaëte, une terreur panique saisit la cour de Naples, et le roi hâta son embarquement. Nelson prit à son bord la royale famille, lady Hamilton, et Naples fut abandonnée aux partis qui allaient se heurter bientôt d'une manière sanglante.

Il y a chez toutes les nations une classe spécialement attachée au sol, c'est le peuple; il y souffre, il y meurt, mais il déteste l'étranger; il porte avec lui-même sa gloire, son honneur; il ne veut pas que ce sol sacré soit souillé par l'ennemi; la patrie fait peu pour lui, et il fait tout pour la patrie. Ainsi ce ne furent ni les nobles, ni la bourgeoisie, qui prirent les armes pour défendre Naples, mais les paysans des

Abruzzes et les lazzaroni ; l'insurrection gronda autour des Français, plus menacés peut-être alors qu'au moment où Rome tombait au pouvoir de quarante mille Napolitains de troupes régulières.

Qu'on se représente, en effet, les Abruzzes hérissées de paysans en armes, de bandes courageuses qui pillaient les équipages, attaquaient les soldats isolés, de manière à compromettre à chaque instant le salut de quelques mille hommes, en face d'une cité de deux cent cinquante mille habitants. Il fallut une grande audace à ces demi-brigades, conduites par Championnet et Macdonald, pour ne point se décourager, tandis que les paysans les harcelaient avec une indicible hardiesse, et que les lazzaroni, maîtres de l'arsenal, du fort Saint-Elme, parcouraient Naples effrayée de tant de désordres et d'excès. Si les bourgeois et les hommes de foi incertaine avaient capitulé à des conditions déshonorantes, il n'en était pas ainsi des lazzaroni : ils avaient pris les armes aux cris de *mort aux Français !* Le général Mack et son état-major, considérés comme traîtres, obligés de quitter la ville, demandèrent un asile au général Championnet lui-même. Depuis Pozzuoli jusqu'à Portici, sur cette longue ligne aux rivages de la mer, les lazzaroni, invoquant l'image vénérée de saint Jauvier, suivent armés de poignards, de stylets, de fusils, de pioches, la bannière du cardinal-archevêque qui peut à peine les apaiser ; ils élèvent des chefs parmi eux : le souvenir de Maziello et du roi de la mer n'est-il pas toujours vivant au milieu de ce peuple héroïque ? Un seul noble prend

quelque crédit auprès de ce peuple, c'est le prince Moliterno; il y a longtemps que les lazzaroni de la place Sainte-Lucie le connaissent pour un cœur ardent et courageux. Cependant le désordre était tel que le prince Moliterno eut peur et abandonna les lazzaroni : « Pourquoi, peuple, te fies-tu aux princes ? s'écria Poggio, le marchand de farine et de macaroni dans la via Portici; prends tes chefs parmi les tiens. » Et les lazzaroni élurent pour roi Michaelo, *il pazzo* (le fou), car c'était un railleur de puissance, un moqueur de princes, de grands et de nobles. Oh ! félonie et honte à Moliterno, qui trompe le peuple à la procession de Saint-Janvier ! Pourquoi, les cheveux épars, as-tu juré de défendre Naples ? Où cours-tu, traître et félon ? Au camp de Championnet, pour le supplier d'entrer dans la ville, afin de sauver la bourgeoisie que menacent les lazzaroni.

Les voici donc qu'ils s'avancent, les Français, par Portici : vous connaissez Naples et le Ponte della Maddalena; c'est par là que Championnet commence l'attaque, sous le feu du château et de la mousqueterie des lazzaroni ; six compagnies de grenadiers s'élancent et les débusquent. On n'est point à bout encore : au milieu de la ville, les meubles tombent par les fenêtres ; des barricades se forment, et partout des feux se croisent ; les Français s'arrêtent campés sur les bords de la mer, depuis la Chiaja jusqu'à Portici, long rivage si beau du golfe ; on tire sur eux de partout, des caves, du sommet des terrasses. C'est en assiégeant maison par maison qu'on arrive jusqu'à

la rue de Tolède, où le combat s'engage de nouveau : ce fier peuple qu'on ne peut soumettre par la force, on va le ramener par les sentiments religieux : ce ne sont pas les ignobles proclamations de Bassal qui soumettent les lazzaroni, mais, comme à Milan et à Paris, ce sont les paroles du cardinal-archevêque. Le combat avait duré soixante heures, et un *Te Deum* fut chanté pour la paix; quand dans ces églises inondées de peuple, le sang de saint Janvier est exposé, le général Championnet s'y rend à cheval; il entre dans les basiliques; lui et son état-major s'agenouillent à l'éclat de mille cierges; le peuple applaudit les Français; Éléonora Francesca improvise de beaux vers sur la république parthénopéenne, comme lady Hamilton en avait composé pour le héros d'Aboukir. Ainsi les femmes, dans les pays du Midi, régnaient toujours sur ces imaginations si vives, et Championnet put annoncer au directoire l'établissement d'une nouvelle république.

CHAPITRE LVII.

SITUATION INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE.

L'aristocratie de la révolution. — Besoin de consolider. — Les partis. — Les royalistes. — Les jacobins. — Le milieu. — Le directoire. — Les conseils. — Tendance républicaine. — Bruits de guerre. — Mesures. — Conscription. — Levées d'hommes. — Désordre. — Mesures de terreur. — Les otages. — Les impôts. — Responsabilité des communes. — Gendarmerie. — Gardes nationales. — Politique du directoire. — Attaque des clubs, — des journaux. — Changement de ministère. — Arrivée de Seyès. — Les politiques. — Fouché de Nantes. — Disgrâce de M. de Talleyrand. — Crise du 30 prairial. — Nouveau directoire.

Mars — juillet 1799.

Il n'y a pas de gouvernement ou de parti qui ne tende au repos. Après avoir combattu pour conquérir une situation, chacun veut s'y reposer à l'aise, et c'est la loi éternelle; d'où il arrive qu'après les révolutions même les plus violentes, il se forme un parti d'aristocratie ou de milieu, plus tenace, plus ardent d'ordre public que l'ancienne société : comme il tient la fortune ou le pouvoir depuis peu de temps, avec plus ou

moins de droit ou de justice, il a peur de les perdre; comme il a mesuré les chances et les périls des révolutions, il a peur de les voir se renouveler; enfin, moins il a de confiance dans l'avenir, plus il craint de remuer; il a le sentiment qu'il est dans une société de verre, et que le moindre mouvement peut tout briser. On était arrivé à cette situation après les crises directoriales : beaucoup de fortunes avaient été faites par bon nombre de révolutionnaires; les uns avaient les terres des émigrés, des châteaux à vil prix, des fonds publics, des actions sur les canaux, des places, des positions, et on ne se souciait pas de les lâcher; de sorte que cette aristocratie nouvelle, complètement satisfaite, avide de sécurité, se posait implacable envers tous partis qui espéraient quelque chose au delà, pour le triomphe de la révolution; *conserver la société*, s'entend pour quelques-uns dans le sens de conserver sa fortune, ce qui est plus prudent et moins patriotique. On avait donc atteint cette seconde période des révolutions, où s'éteignent les passions généreuses et où l'organisation peut commencer, parce que les têtes sont plus froides et les esprits plus timides; on court tout naturellement à la dictature d'un pouvoir fort, sans s'inquiéter de sa légitimité; le repos s'achète alors à tout prix, parce qu'il est un besoin.

Il restait en dehors de ce mouvement ce que le directoire appelait avec dédain les incorrigibles, les brigands, les scélérats, les enragés, fort joli vocabulaire dont toutes les polices se servent pour désigner les ennemis du pouvoir qui gouverne. A mesure qu'on

avait moins de foi dans l'avenir de l'autorité, on était plus hardi pour les complots, et les royalistes avaient fait succéder à la grande Vendée la chouannerie. Du point de vue de la police, la chouannerie était un brigandage ; au point de vue de l'histoire, c'était une association de hardis compagnons qui avaient juré haine, non-seulement à la révolution elle-même, mais encore à ses hommes, à ses propriétés, à ses ressources : nulle bataille rangée, nulle lutte sur un champ de guerre, mais des combats partout, des attaques aux caisses publiques, aux courriers d'argent, pillage des acquéreurs de biens nationaux, des autorités constituées, enlèvement des dépêches, toutes choses qui désorganisent un gouvernement et le font tomber à petit bruit. On avait en vain essayé de les confondre avec les chauffeurs, bande d'assassins qui désolaient les provinces, misérables sortis du bagne et envoyés par le directoire en Irlande, et que l'Angleterre avait rejetés sur nos côtes. Cette petite guerre de chouannerie s'était organisée sur la plus vaste échelle, non-seulement dans le Morbihan, le Maine et l'Anjou, mais sous d'autres dénominations elle s'étendait dans le Poitou, et au midi, jusque dans les Pyrénées. Le parti royaliste n'espérait plus rien que l'échafaud, et il s'armait spontanément : il ne faut jamais pousser une opinion au désespoir, car alors elle préfère la mort sur un champ de bataille.

Les jacobins n'étaient pas organisés en guerre civile, parce qu'ils avaient un pied encore dans le pouvoir, et que les partis ne recourent aux armes qu'à la dernière

extrémité : tant qu'ils ont espérance de la victoire par le jeu naturel des institutions, ils y demeurent, car ils sont moins exposés. Le 18 fructidor avait donné pleine satisfaction aux jacobins ; en vain on avait essayé de les chasser des affaires par de petits coups d'État ; ils y étaient revenus naturellement au moyen des élections ; les clubs, la majorité des Cinq-Cents, la presse leur appartenaient, et à l'aide de ces forces, ils agissaient. La politique du directoire avait été jusqu'ici de séduire quelques individualités révolutionnaires, et surtout de les briser, de les morceler, par des positions ; il en avait inondé la Hollande, la Belgique, l'Italie surtout, par des légations et des ambassades : on permettait la carmagnole à Naples, à Milan, à Rome, plus facilement qu'à Paris. Toutefois il est impossible de tellement satisfaire les individualités d'un parti, qu'il ne reste toujours une majorité en dehors : on ne corrompt pas plus une opinion qu'une croyance ; il y a des renégats, il n'y a pas d'abdication dans les masses. Les jacobins opéraient donc activement par les clubs, les conseils et les journaux, demandant avec instance des mesures fortes, considérables dans l'intérêt de leur parti. Ils avaient ce grand mot de salut de la patrie, qui fait toujours une impression si vive sur le peuple ; ils possédaient la partie dramatique des opinions, par laquelle on les mène, quand les intérêts ne sont pas plus puissants et plus forts.

Au sein de cette société, il s'était fait un parti de fatigués qui voulait mettre un point d'arrêt dans la lutte ; à prendre au fond, il se composait en ma-

jorité de révolutionnaires, mais de la nature de ceux dont j'ai parlé, qui, ayant acquis une existence inespérée, ne voulaient pas la compromettre par des hasards nouveaux. Autour d'eux s'étaient groupés la bourgeoisie, les commerçants, les propriétaires, tous les gens qui, jeunes, désirent réaliser une idée hardie, comme un moyen ou une satisfaction d'amour-propre, puis qui, parvenus à un âge avancé, la repoussent comme une tourmente. Ceux-là sont en grand nombre dans un pays et viennent en aide au pouvoir, quel qu'il soit; à ce moment de lassitude la dictature arrive à qui sait accorder protection aux intérêts, et c'est ce qui faisait attendre et souhaiter un pouvoir fort comme le Messie. Or, le directoire donnait-il ces garanties d'ordre et de stabilité? Sans remonter à la légitimité de son origine, voilà tout ce qui était demandé par la société épuisée; la liberté politique était pour elle fort indifférente; qu'il vint donc un dictateur moral ou militaire, on l'accepterait. Quand le peuple a exercé quelques jours sa souveraineté, il l'abdique avec un bonheur indicible; on dirait que sa couronne le fatigue. Le conseil des Cinq-Cents avait encore un peu de vie et d'activité politique; mais les opinions violentes de ses membres les plus hardis trouvaient-elles écho dans le pays? Aucunement; ils parlaient dans le désert, sans appui du peuple, sans correspondance d'idées et de paroles; leur voix importunait; on avait peur de ces discours fougueux, car on avait quelque chose à perdre. Allait-on encore mettre en question l'état social? Quand chacun dans la société est à la veille

d'une grande catastrophe, on craint les moindres secousses ; on n'est hardi que lorsqu'on a une conviction de sa force et de sa durée.

L'ambition humaine restait seule debout et puissante, car elle survit à la chute des opinions. Ainsi Bonaparte, à son départ de Paris, avait laissé de chauds amis qui célébraient sa gloire ; immensément riche depuis sa campagne d'Italie, il avait eu le soin de dissimuler sa fortune en la plaçant sur la tête de ses frères, de sa femme, qui tenaient de grands états de maison à Paris. Joseph recevait les Anciens, Lucien les jacobins des Cinq-Cents ; Joséphine caressait les fantaisies de Barras et les vanités niaises de Gohier ; on avait des créatures dans le directoire, au dehors. Il existait donc un parti Bonaparte comme un parti Bernadotte, Sieyès ou Barras ; les idées ayant été étrangement corrompues et dénaturées, il n'y avait plus d'autre moyen de se grouper et de se reconnaître que par quelques noms propres, et on les arborait comme étendards d'opinions.

Pour le succès de ces ambitions intimes et personnelles, on exploitait la force et l'action des partis ; ainsi, Lucien Bonaparte, à la tête des clubs, attaquait la portion molle, décousue du directoire, présentant son frère Napoléon comme l'espérance des patriotes, l'ami de Robespierre jeune, persécuté au 9 thermidor ; s'il avait osé le bonnet rouge, Lucien l'aurait mis sur sa tête ; il serrait la main à Destrem, à Garrau, à Aréna, chefs, dans le conseil des Cinq-Cents, du parti démocratique. L'abbé Sieyès conduisait surtout les aristos-

crates de la république, les fatigués enrichis, inquiets de leur position, qu'ils voulaient préserver des secousses populaires, tels que Boulay de la Meurthe, Français de Nantes, Berlier, Baudin des Ardennes, Cabanis, Regnier (1); ceux-là devaient aller à tout pouvoir conservateur, car après avoir acquis une grande fortune, une influence politique, il était fort naturel qu'ils eussent souci de la garder.

Le directoire, toujours composé de Barras, Rewbell, Merlin, Treilhard, Lareveillère-Lépeaux, se trouvait dans une grande crise : comme il avait préparé toute la politique extérieure, il en portait la responsabilité. Ses agents avaient remué étrangement l'Italie et l'Allemagne, à ce point de soulever le peuple contre la France : on voyait la guerre imminente et une coalition nouvelle, d'autant plus formidable à combattre, que les Russes paraissaient pour la première fois en ligne (2), et qu'ils seraient soutenus par l'Autriche. Le directoire, ainsi que tous les pouvoirs faibles, s'était fait déclamateur contre les cabinets; rien de plus puérilement fanfaron que ses notes sur Naples et le Piémont,

(1) Aussi presque tous furent les acteurs et les soutiens du 18 brumaire.

(2) Dès le mois de novembre, le directoire était instruit de la marche des Russes.

Dépêche confidentielle de Roberjot. (Rastadt, 1^{er} novembre 1798.)

« On ne peut plus douter de la marche du corps auxiliaire des troupes russes. Il y a longtenips qu'on l'a annoncé, mais toujours prématurément et sans réalité. J'ai à présent des avis certains et positifs que la première colonne s'est mise en marche le 26 octobre,

écrites dans le même langage injurieux contre les rois, qu'au temps du comité de salut public, avec cette différence que le comité, pouvoir d'énergie, faisait trembler par ses terribles menaces, et qu'on souriait lorsque des hommes, à la façon de Lareveillère ou de Merlin, menaçaient l'Europe de leur courroux. Les dépêches des agents secrets auprès des grandes cours présageaient des périls imminents. L'abbé Sieyès, qui pouvait facilement s'enquérir à Berlin, écrivait que l'Autriche était prête à se déclarer pour la coalition; cent mille Russes étaient déjà en marche; c'était tout au plus si l'on pourrait garantir la froide neutralité de la Prusse, qu'elle se ferait payer bien cher. Pou-
vait-on espérer une paix allemande au congrès de Rastadt, si brouillé déjà par tant d'exigences diverses? Dans ces circonstances si périlleuses pour la république, il fut arrêté une série de mesures destinées à la défense et à la protection du territoire.

L'armée n'était plus sur le large pied où elle se trouvait à l'époque du traité de Campo-Formio : l'élite des demi-brigades était en Égypte, et quarante mille

et qu'elle est entrée dans la Gallicie occidentale. On dit que le corps en mouvement s'élève à vingt-quatre mille hommes, dont une partie en troupes légères. Il est conduit par le prince Ferdinand de Wurtemberg, frère de l'impératrice de Russie, ayant sous lui le général comte de Rosenberg.

« L'avant-garde doit être rendue le 17 à Olmutz, en Moravie; mais là ne se borne pas le nombre des troupes qui sont en marche. On ne donne également avis que l'armée russe, sous la dénomination de troupes auxiliaires, est portée, par les conventions entre l'Autriche et la Russie, à soixante mille hommes.

vieux soldats enlevés aux meilleurs bataillons de l'armée, en avaient déjà considérablement affaibli le moral; la mort, les congés, les blessures l'avaient successivement réduite à un effectif d'environ cent soixante mille hommes, dont cinquante-cinq mille en Italie, au royaume de Naples, pour l'appui du nouveau système démocratique, trente mille sur le bas Rhin, vingt-cinq mille à la frontière suisse, vingt-cinq mille dans l'ouest, et le restant occupé dans l'intérieur à la répression des partis. Cet état militaire était évidemment au-dessous des forces qu'on devait opposer à une immense coalition qui jetterait trois cent mille hommes sur les frontières; il fallut nécessairement recourir à un grand mode de recrutement. Au temps de la république vigoureuse et forte, sous le comité de salut public, on agissait par voie de réquisition, et l'on voyait une glorieuse cohue accourir sous le drapeau; c'était de la violence organisée pour une crise, une sorte de presse pour l'armée de terre; l'impôt du sang n'était prélevé que pour le salut de la patrie, et dans les cas de nécessité absolue.

A ce principe, le général Jourdan, l'auteur de la nouvelle loi, substitue, comme le comte de Saint-Germain, une institution prussienne, la conscription: tout Français à sa vingtième année était soldat; de telle sorte qu'avec l'impôt d'argent, il y eut encore une contribution régulière d'hommes, et deux cent mille conscrits furent votés pour recruter les régiments. Cette loi, je le répète, entièrement germanique, transformait la nation en un véritable champ de

bataille : toute la fleur et l'énergie de la génération se portait vers l'état militaire ; grands et petits, intelligents ou brutes , tout devait abaisser la tête sous le même service ; or, si jamais un roi, un empereur conquérant, s'emparait de cette force immense, il épuiserait les générations comme les rois d'Égypte et d'Assyrie. La conscription fut votée, parce qu'elle était encore un hommage au principe d'égalité, triste et fatal niveau ! Heureusement pour les pouvoirs réguliers, on admit les remplacements, correctif d'une loi essentiellement démocratique et mortelle pour tout système de monarchie. Dans la marche des temps, le remplacement deviendrait le droit commun, et les services personnels, l'exception ; de sorte qu'on aurait encore des recruteurs, des racoleurs d'hommes, comme sous le vieux régime tant décrié. Les mots et les formes changent , mais les idées de société et de gouvernement varient peu dans la suite des siècles.

Avec une grande armée il fallait des ressources considérables dans les revenus publics , et le budget de l'année préoccupa le directoire et les conseils. Tout emprunt était désormais impossible ; après avoir épuisé les formes de crédit, il n'y avait plus que deux moyens pour l'État : la vente des biens nationaux et l'impôt. Il restait encore pour quinze cents millions de biens d'émigrés à leur valeur relative , ce qui supposait un prix immédiat de six cents millions ; on ordonna la vente de cent millions de ces biens payables par dixième de mois en mois ; les conseils s'occupèrent

exclusivement de fiscalité (1). La session de l'an VII est l'origine de toutes les lois d'impôts qui, développés ou agrandis, accablent notre génération; sous prétexte d'organiser la loi d'enregistrement, des hypothèques et du timbre, on cribla de droits exorbitants tous les actes de la vie, toutes les transactions de commerce et de justice, la transmission par décès, la vente, les héritages, les cessions de meubles ou d'immeubles. Des avocats, tels que Merlin, Berlier, Boulay,

(1) Voici le sommaire des lois les plus importantes. (Avril 1798 — août 1799.)

1798.

17 avril. — Loi relative à l'organisation et à l'augmentation de la gendarmerie nationale.

8 mai. — Arrêté concernant le timbre sur les cartes à jouer.

5 juillet. — Arrêté relatif aux sommes à payer à tous citoyens qui auront dénoncé, saisi et arrêté des émigrés.

10 août. — Loi qui maintient pour l'an VII l'état de l'armée sur le pied de guerre.

23 août. — Loi portant qu'il sera formé un nouveau département sous le nom de *département du Léman*, dont Genève sera le chef-lieu.

3 septembre. — Loi relative au mode de formation de l'armée de terre par la conscription militaire.

16 octobre. — Arrêté qui ordonne la formation de seize demi-brigades d'infanterie.

17. — Loi relative à une aliénation de domaines nationaux jusqu'à concurrence de cent vingt-cinq millions.

18. — Loi qui ordonne la perception d'un octroi pour l'acquit des dépenses locales de la commune de Paris.

22. — Loi qui maintient la contribution des patentes et en règle la perception pour l'an VII.

28. — Loi contenant répartition de la contribution foncière de l'an VII.

avaient mis la main à l'œuvre ; les monopoles, les impôts furent rétablis sur le sel, les tabacs, les cartes à jouer ; on imposa le luxe, les chevaux et les chiens, les voitures, les portes et les fenêtres, le mobilier, le personnel, tout ce qui était saisissable au toucher et à l'œil. On établit le privilège du trésor pour les contributions ; on régularisa ce principe, que l'État était le premier créancier de tous les propriétaires, de tous les commerçants, et que nul ne pouvait lui faire faillite, ni pour

29 octobre. — Arrêté portant que les individus natis de pays alliés ou neutres, qui feraient partie des équipages des bâtiments ennemis, seront traités comme pirates.

1^{er} novembre. — Loi sur le régime hypothécaire.

1^{er}. — Loi sur l'expropriation forcée.

3. — Loi sur le timbre.

12. — Loi portant établissement d'une taxe sur le tabac.

23. — Loi relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière.

24. — Loi portant établissement d'une contribution sur les portes et fenêtres.

1^{er} décembre. — Loi qui détermine le mode administratif des recettes et dépenses départementales, municipales et communales.

9. — Loi sur la poste aux chevaux.

12. — Loi sur l'enregistrement.

23. — Loi sur la répartition des contributions personnelle, mobilière et somptuaire.

1799.

17 février. — Loi qui ordonne la fabrication d'une monnaie de cuivre jusqu'à concurrence de dix millions.

27. — Loi relative à la perception des droits d'hypothèque.

3 mars. — Loi qui ordonne la perception pour l'an vu d'un supplément à la taxe établie sur les portes et fenêtres.

11 mars. — Loi relative à l'organisation de la conservation des hypothèques.

son corps ni pour son bien; le régime de la fiscalité enlaça toutes les existences. Les fermes du vieux régime ne furent plus rien à côté de ce système qui avait des myriades d'employés, de visiteurs, jusque dans le foyer domestique.

Ce n'était pas seulement à l'extérieur que la république était menacée, mais encore à l'intérieur : la prise d'armes des partis et une sorte d'agitation fébrile exigeaient des mesures répressives. La première

11 mars.—Loi portant établissement de droits de greffe au profit de la république, dans les tribunaux civils et de commerce.

28 avril. — Loi sur le tarif des douanes.

16 mai. — Loi qui ordonne une retenue sur le traitement des fonctionnaires publics.

25. — Loi qui ordonne la perception d'une subvention extraordinaire de guerre sur les droits d'hypothèque, d'enregistrement, de timbre, etc.

25. — Loi portant établissement d'une subvention extraordinaire de guerre sur la contribution foncière de l'an vii.

25. — Loi portant établissement d'une subvention extraordinaire de guerre, pour l'an vii, sur la contribution personnelle, mobilière et somptuaire.

25. — Loi portant établissement pour l'an vii d'une subvention extraordinaire de guerre sur les portes et fenêtres.

26. — Loi qui assujettit au droit de timbre les avis imprimés.

28. — Loi additionnelle à celle du 22 brumaire an vii, portant établissement d'une taxe sur le tabac.

28 juin. — Loi qui met les conscrits de toutes les classes en activité de service, et ordonne un emprunt de cent millions sur la classe aisée des citoyens.

12 juillet. — Loi sur la répression du brigandage et des assassinats dans l'intérieur. (Loi des otages.)

6 août. — Loi qui prescrit le mode d'exécution de celle du 10 messidor an vii, relative à un emprunt de cent millions.

de toutes fut l'agrandissement de la gendarmerie, ce corps vieux comme la monarchie, et dont le personnel s'élevait déjà à vingt mille hommes. On créa de nouveaux escadrons et régiments pour veiller sur les routes continuellement coupées par les courageux chouans, les chauffeurs et les compagnies organisées. On créa des corps de gendarmerie mobile; et par une loi subséquente la garde nationale dut former également des bataillons actifs pour veiller à la sûreté publique.

Il n'y avait plus de victoire sur l'ennemi, et en échange, on multipliait les mesures de police. On remit en vigueur la loi sur la responsabilité des communes, la plus sévère des mesures de sûreté locale, empruntée aux Saxons : tous les habitants répondaient du crime commis sur le territoire, ce qui appelait sur chacun la surveillance active, inquiète de tous, sorte de sainte-hermandad comme en Espagne au moyen âge. Mais la plus abominable de ces mesures fut la loi des otages, c'est-à-dire celle qui soumettait les parents d'émigrés à la responsabilité des événements, des dégâts, des désordres; le directoire pouvait les retenir comme suspects, leur faire fournir des cautions jusqu'à six mille francs, apposer le séquestre sur leurs biens, par le seul fait de la parenté d'un émigré, véritable loi des suspects. Lesprocéduriers de la révolution gouvernaient en s'affublant de l'énergie de 1793; or, on pardonnait beaucoup au comité de salut public, parce qu'il y avait de la grandeur dans sa cruauté, de la puissance dans ses desseins; mais ce petit conseil

de directeurs tracassiers et corrompus préparait une théorie étroite et persécutrice ; et les nations ne supportent pas un despotisme sans grandeur et sans dignité.

Cette situation explique les attaques puissantes, géminées, dont le directoire était l'objet, car nul parti n'avait foi en lui : les jacobins n'avaient pas confiance en son énergie, en son patriotisme pour une crise de guerre ; les royalistes le harcelaient incessamment, et les fatigués ne voyaient pas dans la composition actuelle du directoire des garanties pour ce repos tant désiré. Il arrive quelquefois que les conservateurs eux-mêmes attaquent le pouvoir ; c'est que ce pouvoir ne peut plus rien conserver. Ajoutez à cela les ambitions personnelles qui s'agitaient pour prendre place au directoire : les uns s'adressaient à Merlin, les autres à Lareveillère ou à Rewbell, et il y avait tant de moyens pour briser ces fragiles existences. Quels services avaient rendus ces hommes au pays ? où étaient leurs titres à la confiance pour disposer en maîtres de la fortune et de la sécurité de la France avec plus de pouvoir que Louis XIV ? Barras seul semblait garder, sinon l'estime, au moins la confiance des partis : on le savait homme de force, d'énergie dans les situations difficiles, avec une grande dextérité dans le caractère, une certaine nonchalance dans les moyens ; il arrivait à point pour frapper un grand coup, et en politique ces sortes de caractères attirent beaucoup vers eux ; ils inspirent sécurité à tous, parce qu'ils ont confiance en eux-mêmes. Aussi aimait-on

à se rapprocher de Barras, bon homme au fond, qui traitait un peu les affaires d'État dans les soupers, au milieu des chasses, des femmes et des bals.

On était d'accord sur un point, c'est qu'il fallait reconstituer le directoire, pour y placer des capacités plus considérables, des noms moins compromis, et qui pussent répondre aux nécessités de la situation. Avec l'esprit du directoire, il fallait essentiellement aussi modifier le ministère. Après les vives attaques de corruption dont M. de Talleyrand avait été l'objet, était-il possible de le garder aux affaires? La corruption est un des vices que le peuple pardonne le moins; il excuse les hommes sanglants, il méprise les existences corrompues; il ne les craint ni ne les respecte. En vain M. de Talleyrand avait essayé de se justifier par des mémoires écrits avec son esprit et son adresse habituels; il n'avait convaincu personne sur les affaires des États-Unis et du Portugal; on en revenait à cet adage : « Rarement la corruption s'adresse à vous quand elle vous sait incorruptible. » M. de Talleyrand avait montré peu d'habileté dans cette circonstance, car il s'était confié à des amis trop rapaces, trop abandonnés; à ce point compromis, il devait nécessairement donner sa démission du portefeuille des relations extérieures.

Alors arrivaient à Paris deux hommes fort importants dans toutes les crises révolutionnaires, l'abbé Sieyès et Fouché de Nantes. L'abbé Sieyès, tout gonflé de ses propres idées, accourait de Berlin, où, sans réussir complètement, il avait du moins remporté la

question de neutralité de la Prusse. Ce service, joint au rôle actif qu'il avait joué dans toutes les phases de la révolution, donnait à l'abbé Sieyès une telle prépondérance, qu'il lui fallait nécessairement une place dans la politique du pays; il l'avait promis à Berlin comme une garantie de la paix. Bien que l'abbé Sieyès eût été, avec l'oratorien M. Daunou, l'auteur de la constitution de l'an III, il commençait à comprendre toutes ses défectuosités, par l'action trop compliquée de tant de pouvoirs. Cette constitution établissait une lutte incessante, active, journalière, entre les corps organisés, le directoire, les conseils, les partis et la presse. Dès lors l'abbé Sieyès voulait la modifier en grandissant surtout l'action des sages, des vieux, des anciens, et en couronnant cet édifice par une ou deux unités gouvernementales; comme les fatigués de la révolution, il voulait en finir avec les tourmentes de la démocratie. Un sénat de sages, un corps législatif muet, un pouvoir unique, neutralisé, absorbé par le sénat, tout cela était tiré au cordeau dans sa tête, avec la rectitude et la ponctualité d'une règle mathématique; la constitution pouvait être dessinée, et il en avait dressé un beau tableau bien colorié. Avidé de domination, il n'aimait pas les pouvoirs partagés; s'il désirait une place au directoire, c'était la première, afin qu'une fois dans le sein du conseil, il pût le dominer par son influence, et briser la constitution de l'an III. Homme de cabinet, il lui fallait une épée soumise, obéissante, et de là son idée sur le consul militaire à côté du consul civil : il avait jeté les yeux à droite et

à gauche, et Joubert lui souriait comme une espérance. Joubert n'était pas jacobin comme Jourdan, ambitieux comme Bonaparte, il deviendrait soldat commode; une sorte d'Abner à côté de Joad, réminiscence de l'Écriture, car il y avait toujours du prêtre dans l'abbé Sieyès.

Fouché de Nantes, esprit éminent pour l'intelligence des partis, n'avait pas usé puérilement sa capacité à des théories qu'il croyait, au reste, fort ridicules dans un état social si mobile et si variable. Sa vie ayant été une longue suite d'expédients pour échapper aux situations délicates, il en avait pris une certaine indifférence de principes qui lui faisait s'accommoder avec les hommes et les choses depuis la république jusqu'à la monarchie. Toutefois, il avait cela de commun avec l'abbé Sieyès, qu'il ne croyait pas à la durée d'une constitution usée jusque dans ses ressorts les plus intimes; s'offrant néanmoins à servir le gouvernement dans les mains de Barras ou de Sieyès, peu importe, son intelligence facile se ploierait à tout; il avait montré une habileté remarquable de gouvernement à Milan, et opposé au directoire, il offrait maintenant de le servir. Fouché tenait le milieu entre Barras et Sieyès; avec Barras il était à l'aise; avec Sieyès il faisait semblant de l'écouter comme un oracle, et le raillait comme un rêveur. Tous deux membres du clergé, l'oratorien Fouché écoutait les prônes du curé de Fréjus.

La démolition devait commencer par le directoire, et les meneurs du mouvement savaient bien que la

plus parfaite concorde n'existait pas parmi les cinq petits roitelets. Barras, d'accord avec Sieyès et le conseil, travaillait à éliminer quelques-uns de ses collègues, et en tête Rewbell, le plus menacé, le plus attaqué. Je ne sache pas d'homme politique qui reçût des atteintes plus rudes, plus profondes que Rewbell; ce n'était pas seulement sous le point de vue de son incapacité politique qu'on frappait impitoyablement sur lui, mais encore à cause, disait-on, de sa corruption effrénée, de son immoralité de pillage (c'était le langage des pamphlets du temps). Je n'adopte jamais cette langue passionnée des partis qui va fouiller la vie privée. Il suffit d'ailleurs qu'on veuille perdre un homme pour l'insulter sans relâche; la justice, les partis ne la connaissent pas; et certes, si tout ce qu'on écrivait sur le directeur Rewbell était vrai, il n'y aurait pas eu assez de châtimens sur cette tête. On en voulait moins à lui qu'à sa place, et peut-être Barras, fort corrompu lui-même, avait besoin qu'on signalât un nom plus compromis que le sien pour diversion. On persuada même à Merlin de Douai qu'il fallait sacrifier Rewbell, son ami, comme un bouc émissaire devant l'opinion publique frémissante.

La place était promise à l'abbé Sieyès, qui fut élu membre du directoire par une forte majorité. Dès lors la constitution fut entamée et perdue. La première condition pour un pouvoir, c'est de ne jamais laisser pénétrer l'ennemi dans la place. Sieyès, profondément convaincu qu'il fallait modifier la constitution de l'an III, se trouva parfaitement posé pour y travail-

ler à l'aise ; une fois au directoire, alors seulement la crise devint violente et publique, car, de tous les directeurs, Sieyès ne ménageait que Barras ; il fallait expulser ces trois avocats, Treilhard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux, pour disposer en maître de l'autorité publique.

La guerre commença par la presse et les conseils, qui, attaquant le directoire, menaçaient sa responsabilité ; si la tribune et la presse n'ont jamais pu rien élever de stable, de glorieux, elles sont admirables au contraire pour détruire. L'opposition se manifesta par tous les côtés, d'autant plus vive, qu'à l'abri des principes, il se trouvait des ambitions d'hommes ; il est rare qu'un pouvoir soit démoli à coups de maximes ; il faut que derrière ce rideau, bon pour les niais, il se cache nécessairement des intrigues et des ambitions individuelles qui en fassent mouvoir tous les fils. Les passions actives seules sont fortes et les égoïsmes puissants ; un principe est en politique ce que souvent la probité est en affaire, une enseigne, une bannière. Il y avait donc des partis intéressés à briser le directoire. Les bonapartistes fougueux sous Lucien, unis provisoirement à Barras, à Sieyès, pour renverser Merlin, Treilhard et Lareveillère, dénonçaient à la tribune la détestable politique des directeurs, déclamations, hélas ! trop fondées ! De toutes parts on menace le directoire d'une accusation formelle ; Boulay de la Meurthe, Lacuée, jettent des paroles tellement significatives, qu'on ne peut plus hésiter. A ce moment, le directoire s'examine lui-même ; Barras, l'homme

fort, se joint à Sieyès, et laisse la crise éclater contre ses trois collègues qu'il méprise comme des avocats incapables : qu'est-ce que Treilhard pour la force de pensée ? que sont Merlin ou Lareveillère-Lépeaux comme têtes de gouvernement ? Une fois sacrifiés, il n'y aura plus que deux hommes puissants au directoire, Barras et Sieyès, caractères opposés et qui peuvent travailler à l'aise pour modifier la constitution en reformant le pouvoir.

Cette révolution trouvait nécessairement son appui dans les deux conseils : les jacobins avaient leur représentant dans Barras ; les fatigués, dans l'abbé Sieyès, et les bonapartistes voulaient se servir des uns et des autres. Lucien, de concert avec Boulay de la Meurthe, vint imposer les démissions impératives à Treilhard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux ; en échange, on promit de les laisser paisibles comme Rewbell, avec les économies qu'ils avaient faites, et cela sans accusation publique. Par ce moyen, la partie décousue du directoire sortait des affaires. Rewbell était le protecteur de tous ces commissaires désorganiseurs qui avaient ravagé l'Italie, tels que Rapinat (1), Bassal, Rivaud, Faypoult. Rewbell déplaçait souverainement à l'Europe, par ses manières, ses exigences brutales ; Merlin était le moteur de

(1) Rapinat surtout était vivement attaqué :

Le pauvre Suisse qu'on ruine
Voudrait bien que l'on décidât
Si Rapinat vient de rapine
Ou rapine de Rapinat.

toutes les lois de sûreté générale qui agitaient encore les familles ; Lareveillère avait blessé profondément la croyance religieuse par ses ridicules prétentions à régénérer le culte de la nature ; après avoir dépouillé le vénérable Pie VI de sa puissance, il l'avait trainé captif jusqu'à Valence, et le saint vieillard expirait (1), victime de ce fanatisme philosophique qui voulait éteindre la foi sur ce front chauve et blanchi. Le régicide Treilhard, homme dur, avait dépopularisé le pouvoir par ses mesures odieuses de fiscalité. Au 30 prairial, les conseils prenaient leur revanche sur le 18 fructidor : c'était par la force militaire que la journée directoriale s'était opérée ; Augereau, l'épée à la main, avait dirigé les grenadiers contre les Anciens et les Cinq-Cents, et les conseils dirigeaient aujourd'hui leurs messages contre le directoire ; revanche plus douce, dont il résultait néanmoins la mort de la constitution de l'an III. Quel était l'homme ou le parti qui ne l'avait point violée, cette constitution ? l'armée, le directoire, les conseils, chacun agissait contre elle. Et qui pouvait maintenant en assurer la durée ? Ne faisait-on pas une large part à l'abbé Sieyès rêvant un nouveau pacte social avec ses sages et son sénat ?

Tous les soins de Barras et de l'abbé Sieyès furent désormais appliqués au choix de leurs nouveaux collègues. Pour rester maîtres du pouvoir, il ne fallait point prendre des hommes trop importants, et néan-

(1) Pie VI mourut le 29 août 1799.

moins on avait besoin de caractères dessinés. Gohier (1) tenait beaucoup de Lareveillère-Lépeaux; mais il n'avait pas comme lui exercé le pouvoir pendant deux années, et par conséquent acquis une certaine autorité d'affaires et une théorie de persécution; il serait plus soumis à Barras et à Sieyès, par cela seul qu'il était moins initié et plus nouveau. Roger Ducos (2) était l'expression des esprits fatigués, qui devenaient fort actifs pour se donner un bon gouvernement; lui ne serait jamais un obstacle. Le général Moulins, gage donné aux jacobins, n'avait pas une importance assez considérable dans l'armée, comme Augereau, Jourdan, pour disposer des officiers et des soldats. Moulins appartenait à l'école de

(1) Louis-Jérôme Gohier, né en 1746, à Semblançay, fit ses études chez les jésuites de Tours et son droit à Rennes, où il devint avocat. Nommé, lors de la révolution, membre de la cour supérieure provisoire de Bretagne, il fut ensuite député à l'assemblée législative; n'ayant pas été réélu à la convention, il reçut le secrétariat général du ministère de la justice en octobre 1792, et remplaça Garat à ce département en mars 1793, qu'il quitta le 26 octobre 1793, pour être président du tribunal civil, puis du tribunal criminel de Paris, enfin, du tribunal de cassation, charge qu'il occupait lorsqu'il fut appelé au directoire.

(2) Roger Ducos, né en 1747, à Dax (Landes), où il était avocat, devint procureur syndic de la commune, et président du bureau de conciliation en 1789, puis fut élevé en 1791 à la présidence du tribunal criminel, et l'année suivante député à la convention nationale, où il vota la mort du roi. Après la chute de cette assemblée, il siégea au conseil des Anciens, jusqu'en 1798, car, bien que réélu, ce choix fut annulé. De retour dans son département, il y présidait le tribunal criminel, lorsqu'il devint membre du directoire.

Santerre, peu dangereuse en temps calme et régulier, parce qu'elle n'était pas assez influente sur le soldat pour espérer une révolution par l'épée.

A l'aide de ce changement concerté avec les conseils, l'abbé Sieyès espérait travailler à l'aise à sa constitution nouvelle. Je ne connais rien de plus puéril et de plus risible que les théoriciens de constitutions, et pour s'en convaincre, il ne faut que jeter les yeux sur ce brouillon que l'abbé Sieyès dessinait avec une complaisance extrême, et tout composé de ronds, de cercles, d'équerres, de lignes droites ou courbes : voyez-vous cette grande base indiquée par l'*A* ? c'est le peuple ; le *B*, c'est la liste des éligibles ; les *C* et les *D*, les électeurs communaux ; les *E*, les électeurs nommés par *A* (le peuple)(1) ; et ainsi d'autres balivernes, jusqu'à la belle étoile polaire, le grand électeur, qui, nommant tous les fonctionnaires, pouvait être absorbé à son tour par le sénat. Et c'étaient ces niaiseries pourtant qui avaient occupé la France depuis 1789 ; au lieu de la grande monarchie de Louis XIV avec ses lois, ses traditions, ses belles destinées, on avait des théoriciens à compas qui classaient le peuple par des règles de géométrie. Tout cela en face des dangers de la patrie, car la coalition se forme, les armées de l'Europe prennent les armes et vont bientôt menacer nos frontières.

(1) Ce beau tableau synoptique a excité l'admiration d'un historien de la révolution, qui l'a imprimé dans ses pièces justificatives.

CHAPITRE LVII.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES. CAMPOGNE AUSTRO-RUSSE.

Situation du congrès de Rastadt. — Ultimatum des plénipotentiaires français. — Plan de campagne du directoire. — Armée austro-russe. — Déploiement de l'armée de Jourdan. — Échec de Masséna. — Retraite de Jourdan. — Fin du congrès de Rastadt. — Catastrophe des plénipotentiaires. — L'Italie. — Retraite de l'armée de Naples. — Schérer. — Kray et Suwarow. — Évacuation de l'Italie. — Gènes et le Midi. — Macdonald à la Trebia. — Les Cosaques sur les Alpes. — Insurrection contre la république. — Chute des gouvernements éphémères. — Dessein de l'Autriche. — Dissension des cabinets russe et autrichien. — Situation militaire.

Mars—juillet 1799.

Les événements politiques qui agitaient le directoire et les conseils d'une manière si inquiète, si fatale, avaient surtout leur explication dans les revers déplorables de l'armée française : si l'on se pardonne beaucoup pendant la prospérité, on se jette les accusations et les insultes dans le malheur, et c'est le temps difficile pour les pouvoirs faibles, désordonnés, privés de la toute-puissance d'une opinion publique.

Une des plus déplorables périodes de la révolution française fut ce printemps de l'année 1799, date néfaste dans nos annales militaires, et tous pouvaient répéter ce triste chant : « Il n'est donc plus ce temps heureux de la patrie triomphante ! » Une rupture se préparait avec l'Autriche : le congrès de Rastadt, pris au sérieux dans l'origine, ne se développait que comme un moyen de préparer de part et d'autre les éléments d'une nouvelle campagne. On était parvenu à brouiller toutes les questions allemandes ; les plénipotentiaires républicains, demandant d'abord la rive gauche du Rhin, l'avaient obtenue ; puis des têtes de pont à Mayence, à Kehl, à Huningue, la démolition de la forteresse d'Ehrenbreitstein (alors au pouvoir des Français), et chacune de ces exigences était imposée comme un ultimatum de paix ou de guerre ; l'Autriche à son tour prenait possession militairement du pays des Grisons, en plein congrès. Si la guerre n'était pas déclarée, elle existait par le fait seul des armements et des réunions de troupes : les Russes, en pleine marche, avaient franchi déjà les frontières de l'Autriche ; les troupes impériales groupaient leurs masses au Rhin, en Suisse, en Italie, attendant le signal des batailles. A l'aspect de ces mouvements de stratégie, le directoire dut prendre une forte résolution de guerre.

Le but de toute campagne, un peu solidement concertée, devait être alors pour la république d'empêcher la jonction des Russes et des Autrichiens, et de marcher droit et vite dans l'exécution d'un plan militaire en Italie et en Allemagne. Les divers corps de l'armée

républicaine venaient d'être largement recrutés par la conscription, et le nouveau plan de campagne fut encore résolu sur des bases fort vastes. Presque certain de la neutralité prussienne, couvert par la Belgique et la Hollande, on n'avait point à s'occuper du bas Rhin jusqu'à Mayence; à moins que l'expédition anglo-russe, depuis longtemps annoncée, ne parût sur les côtes d'Anvers et de Flessingue, qu'avait-on à redouter sur le point nord? La ligne militaire des six armées directoriales ne devait commencer qu'à Mayence et se résumer en deux grandes masses. Le premier corps, qu'on nommait présomptueusement armée du Danube, devait agir immédiatement en Souabe et en Bavière, soutenu en cette opération par ceux d'Helvétie et les corps d'observation sur le Rhin; la seconde armée, désignée sous le titre d'armée d'Italie, devait rallier et soutenir les corps de Naples, du Milanais et du Piémont. Ces deux grandes masses, agissant ensuite avec simultanéité par le Rhin, les Alpes, le Tyrol, devaient se donner la main dans les États héréditaires de l'Autriche, renouvelant ainsi le plan de Carnot pour la campagne de 1796.

Par cela seul qu'il était trop vaste et que de nouvelles recrues n'avaient pas la fermeté de vieux soldats, ce plan se trouvait exposé à des mécomptes; il suffirait d'un échec sur un point de la ligne, pour que toute la campagne fût compromise; une seule de ces grandes ailes rompue, que deviendrait l'aigle immense qui déployait une fois encore son vol sur les trois Alpes juliennes, tyroliennes et helvétiques? La triste pré-

somption de tous ces plans de campagne de la république, c'était, à la manière romaine, de ne jamais prévoir les revers, et cependant l'expérience devait apprendre que le succès est capricieux. Le chant militaire et enthousiaste : « *La victoire est à nous !* » devenait une hymne rare sous nos tentes.

Le directoire n'avait pour commander ces armées qu'un petit nombre de généraux de distinction ; les grandes renommées militaires ne pouvaient plus conduire les légions à la victoire. Bonaparte, relégué en Égypte, et comme perdu pour l'Europe, se soutenait à peine dans sa colonie ; Pichegru, la plus large capacité stratégique pour conduire de grandes masses, était exilé à Sinnamary, par une mesure du directoire, et Moreau, disgracié complètement, était obligé de servir comme volontaire dans un des corps de l'armée d'Italie. Les directeurs, plus capricieux que Louis XIV et ses maîtresses, avaient des choix de prédilection ; le plus haut placé dans sa confiance, c'était Jourdan, si médiocre général en chef, brave de sa personne, mais incapable, imprudent et découragé tout à la fois, et c'est cependant Jourdan encore que l'on plaçait à la tête de l'armée du Danube, et sous lui étaient le corps d'Helvétie et celui d'observation sur le Rhin, l'un aux ordres de Masséna, l'autre commandé par Bernadotte : Masséna, fort remarquable stratège, improvisateur de victoire, rusé comme un Piémontais, avec le goût de rapine de toute l'armée d'Italie ; Bernadotte, aussi capable que lui, avec les mêmes conditions d'habileté et de finesse méridionales, né aux Pyrénées comme

Masséna dans les Alpes. C'était à Schérer que le directoire confiait le commandement en chef de l'armée d'Italie, et à ses côtés il plaçait des généraux de premier ordre, tels que Dessolles, Macdonald : l'un dirigeait le corps d'armée opérant sur Vérone, afin de prendre à revers le Tyrol par le lac de Garda; l'autre, depuis la destitution de l'austère Championnet, devait évacuer Rome, Naples, et couper l'armée autrichienne pour faire sa jonction avec Schérer (1) dans la haute Italie. Il y avait donc de très-bons officiers généraux, mais pas de chef d'armée de premier ordre. Je répète que dans les cadres de vieilles et bonnes troupes, il avait fallu incorporer des milliers de conscrits pour porter les corps au complet, et ceux-ci étaient loin d'avoir cette fermeté dans les rangs de la vieille armée d'Italie et d'Égypte, la plus solide infanterie du monde.

Indépendamment de l'insurrection nationale, qui

(1) *Lettre du directoire au général Schérer.*

« Le directoire exécutif, citoyen ministre, en vous appelant au commandement des armées françaises en Italie, n'a eu vue que de donner aux soldats républicains un chef digne de leur valeur. Ce n'est qu'à regret qu'il vous voit quitter le ministère, dans lequel vous avez rendu de véritables services; mais il sait que l'emploi que vous ambitionnez toujours le plus est celui dans lequel les circonstances du moment vous mettront en mesure d'être le plus utile à la patrie, et de soutenir avec le plus d'efficacité les intérêts de la liberté. Il compte sur le plus grand zèle de votre part dans l'exercice de vos nouvelles fonctions, comme vous devez compter sur la continuation de son estime, et sur son attention à vous fournir tous les moyens qui dépendront de lui pour seconder votre patriotisme et vos talents. »

partout seconderait les armées alliées, les Impériaux entraient en ligne sur de vastes proportions. Deux grandes masses étaient formées comme pour répondre à la stratégie des républicains ; l'archiduc Charles, l'éminent capitaine, opposé à Jourdan, déployait ses forces dans la Souabe et les Grisons jusqu'au Tyrol ; une seconde armée, et celle-ci devait opérer avec les Russes, se formait dans les environs du lac de Garda ; destinée d'abord au prince d'Orange, dont la capacité militaire avait brillé sur le plus vaste théâtre, elle fut confiée au général Mélas (1), d'origine morave, après la mort rapide, irréparable de l'héritier des Nassau. Mais après la jonction des Autrichiens et des Russes, l'armée combinée devait passer sous le commandement de Suwarow, dont la renommée retentissait en Europe ; alors seulement l'armée austro-russe d'Italie devait prendre une vigoureuse initiative ; on attendait partout dans les montagnes la fonte des neiges. En Allemagne, l'archiduc Charles, avec ses corps dispersés, ne croyait pas être prêt au combat avant la fin d'avril.

De part et d'autre, on espérait dans la longueur du congrès de Rastadt, lorsque tout à coup le directoire fit signifier son ultimatum au cabinet de Vienne ; il portait spécialement sur la marche des Russes, afin

(1) Le baron de Mélas, d'une famille originaire de Moravie, fit ses premières armes dans la guerre de sept ans, comme adjudant du feld-maréchal Daun. Général-major, puis lieutenant feld-maréchal, il commanda en 1794 sur la Sambre, dans le pays de Trèves ; en 1795, sur le Rhin, et l'année suivante, en Italie.

de les arrêter avant qu'ils ne prissent leur ligne. « Si les armées moscovites sont accueillies en Allemagne, disait le directoire, les généraux de la république ont ordre de pénétrer également sur le territoire de l'Empire, et dès lors ils traiteront en ennemies toutes les troupes qui s'opposeront à leur passage. » L'Autriche dut comprendre que c'était là une véritable déclaration de guerre, et un mouvement de concentration s'opéra dans les troupes impériales. Nulle réponse ne fut faite à l'ultimatum : la force de l'armée autrichienne n'était-elle pas précisément dans cette jonction de quatre-vingt mille Russes, opérant, de concert avec elle, contre l'ennemi commun ? On avait hâte d'en profiter.

Le 1^{er} mars, par un temps nébuleux, on vit défilér simultanément sur les deux ponts de Kehl et de Bâle des masses profondes (1) de cavalerie et d'infanterie ;

(1) *Note de la légation française à la députation de l'Empire.*

« Les soussignés, ministres plénipotentiaires de la république française pour la négociation avec l'empire germanique, ont reçu ordre du directoire exécutif de donner connaissance à la députation de l'Empire de la proclamation ci-jointe : ils s'en acquittent, en joignant à la présente note un exemplaire, certifié par eux, de cette proclamation et de l'adresse du général Jourdan à l'armée qu'il commande.

« Les soussignés sont chargés en même temps de déclarer qu'on ne doit voir dans cette marche de l'armée qu'une précaution commandée par les circonstances ; que le désir de la paix de la part du gouvernement français est toujours vif et sincère ; et qu'il persiste à la conclure avec l'Empire, en supposant toutefois que l'Empire se déclarera contre la marche des Russes.

« Bâstadi, le 11 ventôse an VII (1^{er} mars 1799) de la république française.

« Signé : BONNIER, JEAN DERRY, ROBERJOT. »

c'était l'armée du général Jourdan, destinée aux opérations de la Souabe; son centre fut placé à Willingen, sa droite aux villes forestières, célèbres dans les ballades allemandes; sa gauche enfin à Freudenstadt. Son but était de dominer la source du Danube et d'en maîtriser le cours, au milieu de ces montagnes noires, pays fertiles en grandes aventures au temps des chevaliers de Souabe. Pour seconder cette stratégie du général Jourdan, Bernadotte s'emparait de Manheim à la droite, et Masséna opérait à gauche dans les Grisons, tous deux, afin de se joindre à la grande armée, aux bords du poétique lac de Constance. En face de ce mouvement vigoureusement agressif, l'archiduc Charles dut un instant se replier : Ulm, dans sa position unique, couvrit sa droite; Feldkirch, mis en état de défense, protégea sa gauche, et par une marche aussi rapide que celle de Jourdan, il porta son centre à Memmingen. Ainsi, le 15 mars, les armées étaient en présence déjà, tant la campagne marchait avec activité! Les Français étaient flanqués par le lac de Constance et le Danube; les Autrichiens par Ulm et Feldkirch. Quelques attaques de troupes légères préludèrent à la grande stratégie (1); Masséna la com-

(1) A ce moment le directoire déclarait la guerre à l'Autriche.

Loi du 22 ventôse an vu (12 mars 1799).

Art. 1^{er}. Le corps législatif déclare que la république française est en guerre avec l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et avec le grand-duc de Toscane.

II. La présente résolution sera imprimée.

mença avec son intrépidité accoutumée. D'après le plan adopté, l'audacieux général devait forcer les Autrichiens à Feldkirch, pour opérer sa jonction avec Jourdan au lac de Constance, et prendre l'archiduc par le flanc : ses colonnes s'ébranlent, le feu de l'artillerie retentit; les Autrichiens se défendent à Feldkirch avec une immense bravoure, et les retranchements ne peuvent être emportés : six mille braves perdirent la vie, car Masséna faisait bon marché des hommes. Rassuré sur ce point, l'archiduc Charles prend à son tour l'initiative, et Jourdan, privé de Masséna, séparé de lui, se replie sur Égen. Dans une suite de combats, vigoureusement livrés ou soutenus, l'armée française est obligée de se retirer sur Stokach, laissant quelques-unes de ses colonnes opérer dans le Brisgau, tandis que Masséna, acharné sur Feldkirch, épuisé par de vaines attaques six fois répétées, est bientôt forcé de repasser le Rhin avec le reste de ses soldats.

A Stokach, pourtant, le général Jourdan offrit la bataille. On était au 25 mars; à la pointe du jour, l'armée française, glorieuse et fière, se mit en mouvement avec une ardeur telle que les avant-postes des Impériaux furent partout brisés : on aurait dit qu'officiers et soldats républicains, fatigués de reculer sans cesse devant l'ennemi, voulaient prendre leur revanche. Le mouvement rétrograde des Autrichiens enhardit et trompa Jourdan; il songe déjà à couper la retraite à l'archiduc; une forte division est lancée sur le flanc des Impériaux, et cette manœuvre affaiblit son centre;

L'archiduc Charles voit la faute, tire l'épée, se place à la tête des grenadiers hongrois, et marche droitement vers le centre, le refoule dans la plaine, bientôt inondée de cuirassiers autrichiens, forte cavalerie, aux chevaux lourds et pesants.

La bataille est perdue : la plaine est couverte de fuyards qui se retirent en désordre du côté de Schaffouse et de Tucklingen. Masséna, en pleine retraite, repasse le Rhin ; l'armée du Danube vient se poser au delà des Montagnes-Noires, et ce mouvement rétrograde entraîne encore deux autres inévitables retraites : l'armée d'observation du Rhin se place sous le canon de Mayence ; Lecourbe et Dessolles, qui, à travers les pics et les glaces, après des travaux inouïs, avaient gravi les Alpes juliennes pour dominer les défilés du Tyrol, sont forcés d'abandonner leur redoutable position, achetée par des torrents de sang. En quatorze jours, la campagne est compromise, les Autrichiens envahissent le Brisgau, le haut et le bas Rhin ; les troupes légères, les hussards, les pandours apparaissent aux environs de Seltz et de Rastadt, où se tenait encore un simulacre du fameux congrès.

Depuis un mois les hostilités avaient commencé dans toute l'Allemagne : il y avait eu des batailles données, des invasions de villes ; les armées autrichiennes, maîtresses du Rhin, se déployaient partout. D'où venait donc cette étrange sécurité des plénipotentiaires à Rastadt, et ces négociations, ces échanges de notes, comme si l'on était en pleine paix ? Pour l'Autriche

comme pour la France, le congrès était dissous : dès qu'il y avait guerre, l'assemblée des plénipotentiaires n'était plus, pour le cabinet de Vienne, qu'une conférence de simples particuliers sans caractère. C'est ce qu'avait exprimé la note du comte de Metternich, ministre impérial (1), adressée aux plénipotentiaires français, pour leur annoncer la rupture de toute négociation. M. de Metternich avait déclaré que la guerre existant de fait en Allemagne, il avait ordre de sa cour de ne plus prendre part à des négociations allemandes, désormais inutiles. Cette déclaration, datée du 8 avril, devait mettre un terme aux conférences; pourquoi

(1) *Note de Son Excellence le comte de Metternich aux ministres plénipotentiaires de la république française (8 avril 1799).*

« La guerre contre l'Allemagne existant de fait, malgré les protestations de la part du gouvernement français de son désir vif et sincère de la paix avec l'Empire; mais celui-ci n'ayant eu aucun égard à la convention, par laquelle on devait se prévenir de la rupture de l'armistice; une parfaite sécurité pour la correspondance nécessaire ne pouvait continuer, et la sûreté du lieu même où siège le congrès, laquelle, dans toutes les assemblées de cette nature, avait en tout temps été prise en considération particulière, n'étant pas moins menacée, au milieu du bruit des armes: le sousigné, en conséquence, a reçu ordre de Sa Majesté Impériale, comme chef suprême de l'Empire, de ne plus prendre part aux négociations de paix, vu que les circonstances et les rapports sous lesquels le congrès s'était réuni sont entièrement changés, et de faire part du contenu de cet ordre de Sa Majesté Impériale aux ministres plénipotentiaires de la république française.

« En exécutant cet ordre, par la présente déclaration, il assure les ministres plénipotentiaires de la république française de sa considération distinguée.

« Le comte de METTERNICH-WINNEBURG-BEILSEN. »

donc se continuaient-elles comme par le passé? La Prusse seule ne s'était pas retirée des conférences, dans le dessein de grandir toujours la situation de son cabinet en Allemagne en y prenant la haute main. Mais pour l'Autriche, je le répète, il n'y avait plus de plénipotentiaires à Rastadt; dès lors, l'armée impériale, s'avancant sur le Rhin en ennemie, pouvait prendre toute mesure d'initiative et de sécurité.

La circonstance de la note de M. de Metternich simplifie singulièrement la lugubre aventure des trois régicides à Rastadt. Les prétentions hautaines des citoyens Roberjot, Jean Debry et Bonnier avaient profondément aigri l'Allemagne; ils avaient montré une hauteur de forme, une morgue prétentieuse, capable d'irriter les esprits; et néanmoins dans cette situation, fâcheuse, les trois plénipotentiaires désiraient rester au congrès. Le baron d'Albini, ministre de la diète, par une condescendance qui jamais ne se démentit pour la France, avait demandé la neutralité de Rastadt; il fut répondu par le colonel autrichien, commandant l'avant-garde, que la sécurité de l'armée exigeait qu'il fût fait des patrouilles et jeté des postes en avant, et que ces mesures militaires seraient difficilement compatibles avec le séjour des négociateurs alors à Rastadt, car l'Autriche ne reconnaissait plus l'existence du congrès. Sur cette déclaration du colonel et sans autre garantie, Roberjot, Jean Debry et Bonnier se décidèrent à quitter Rastadt. A ce moment solennel, ils n'avaient plus aucun caractère diplomatique aux yeux des troupes autrichiennes; le colonel l'avait formelle-

ment déclaré au comte d'Albini (1), et celui-ci avait pu le communiquer aux plénipotentiaires français, désormais simples voyageurs soumis à toutes les chances de force et de violence militaires, et qui s'y exposaient volontairement en pays ennemis.

(1) *A Son Excellence le baron d'Albini, conseiller intime de Sa Majesté Impériale et ministre électoral de Mayence à Rastadt.*

« Je regrette beaucoup d'être, conformément à mon devoir, dans le cas de répondre à la lettre du 20, qui m'a été remise par M. le conseiller, baron de Munch, que dans les circonstances présentes de la guerre, où la propre sûreté tant du militaire que de la contrée même exige qu'il soit fait des patrouilles à Rastadt et dans les environs, il est impossible de faire aucune déclaration tranquillisante, relativement au maintien de la sûreté du corps diplomatique qui s'y trouve. Depuis le rappel de Son Excellence le plénipotentiaire impérial, nous ne pouvons plus, de notre côté, considérer Rastadt comme un lieu que la présence du congrès protège contre les événements hostiles, et cette ville elle-même doit, d'après cela, sentir la nécessité de se conformer, comme tout autre endroit, aux lois de la guerre.

« Au surplus, je prie Votre Excellence d'être assurée que hors le cas d'une nécessité imposée par les événements de la guerre, notre militaire se fera un devoir de regarder comme sacrée l'inviolabilité personnelle, et qu'en mon particulier, je m'efforcerai toujours de vous témoigner le profond respect avec lequel je suis de Votre Excellence le très-humble serviteur.

« *Signé : BARBACZY, colonel.* »

Le 28 avril 1799, les ministres français reçurent un billet du colonel du régiment des hussards autrichiens de Schezklér, ainsi conçu : « Ministres, vous concevez facilement que, dans les postes occupés par les troupes impériales, on ne saurait tolérer aucun citoyen français. Vous m'excuserez si je me vois obligé de vous signifier de quitter Rastadt dans les vingt-quatre heures.

« *Signé : BARBACZY.* »

Ceux qui ont traversé le pont de Kehl pour se porter sur la route d'Ettingen à Stuttgart, aperçoivent la petite ville de Rastadt; au dehors, à une lieue, est un bois vert, épais, comme ils sont tous en Allemagne, le pays forestier. Il n'est pas un voyageur français qui ne se fasse raconter à son passage l'assassinat des plénipotentiaires de Rastadt, cette lamentable histoire! C'était le 28 avril 1799; les Autrichiens tenaient la campagne tout autour; les hussards, les pandours visitaient les forêts, les passages, le mousqueton à la main, pour éclairer les routes du Rhin. Tout voyageur était arrêté, dépouillé. Les trois régicides, Bonnier, Jean Debry et Roberjot, quittèrent Rastadt à huit heures du soir, démarche imprudente au milieu des partis autrichiens qui traversaient la contrée en tous sens, avec le Rhin à droite et les forêts à gauche. A neuf heures, une patrouille de hussards entoure les voitures à l'entrée du bois; on demande en allemand les passe-ports : « Ministres de la république française ! » disent les envoyés avec fierté. — « Cela ne suffit pas; vos passe-ports, » répondent les hussards. — « Nous n'en avons pas besoin, » répliquent les plénipotentiaires avec la hauteur naturelle à ces âmes trempées dans l'esprit de révolution. « Alors nous vous arrêtons, » s'écria le capitaine. — « N'en faites rien, car nous opposerons la force à la force. » Et ils portent la main sur leur épée comme Bernadotte à Vienne, comme Duphot à Rome; à ce moment, les hussards frappent à coups de sabre Roberjot et Bonnier, qui sont laissés expirants sur la route. Jean

Debry, plus heureux, cacha sa tête sous un gros arbre et s'abrita. Les papiers de la légation furent enlevés et les voitures reconduites à Rastadt.

Ce mystère de la forêt a longtemps occupé les recherches historiques (1); on a défiguré l'événement pour lui chercher une cause politique et secrète. Ne serait-il pas plus simple de l'attribuer à un désordre d'avant-poste et de troupes irrégulières, ainsi que le définit le loyal archiduc Charles? On a accusé tout le monde de l'assassinat des plénipotentiaires, même le directoire; il y a eu des flétrissures jetées sur la reine Caroline de Naples, désireuse d'une rupture; et à quoi lui aurait servi cet acte, puisque la guerre était déclarée par le cabinet de Vienne? On a dit que l'Autriche voulait assassiner les plénipotentiaires pour reprendre

(1) Voici le récit autrichien du sinistre événement :

« Les ministres français avaient été sommés par l'officier autrichien commandant, qui avait pris poste à Rastadt, d'évacuer cette ville dans les vingt-quatre heures; ceux-ci répondirent avec dédain et hauteur, et résolurent de partir dans la nuit même, sans vouloir attendre l'escorte qu'on leur promettait pour le lendemain matin, et sans vouloir faire attention aux représentations que leur faisait l'officier autrichien sur les risques qu'ils couraient, des patrouilles à cheval battant le pays, et dont il leur était impossible de se garantir dans la nuit. Malgré ces observations dictées par l'humanité, les plénipotentiaires se mirent en route; arrivés à un petit bois près de Rastadt, ils furent arrêtés par un piquet de hussards de Schetzler, consistant en dix hommes; on leur demanda leurs passe-ports qu'ils refusèrent de montrer, en accompagnant leur refus de propos insolents. S'étant mis en défense, leur posture, leur refus, leurs injures irritèrent tellement les hussards, que les sabres se croisèrent, et dans ce conflit, provoqué par eux, les soldats commirent les meurtres en question. »

le secret des confidences qu'elle avait faites à la république française sur l'Allemagne, lors du traité de Campo-Formio : erreur encore, car les stipulations secrètes avaient été publiées par le directoire même, afin de séparer la Prusse de la coalition, et d'ailleurs, elle aurait pu faire enlever les papiers sans assassiner les plénipotentiaires !

Quant au directoire, disait-on, c'était pour ranimer la guerre plus violente, plus forte, qu'il avait jeté ces cadavres à la république : ce serait absurde, atroce de le supposer. La violence exercée sur les plénipotentiaires fut, je le crois, un de ces désordres de troupes légères qui ne respectent rien, et dont nul gouvernement ne peut être responsable dans les accidents de la guerre ; l'Autriche aurait pu arrêter les plénipotentiaires, mais les assassiner, ce n'est pas dans les mœurs du gouvernement impérial : s'il aime les précautions de police, il a horreur des violences sanglantes, et il évite les unes par les autres.

Au reste, jamais événement ne produisit une si vive, une si profonde sensation sur le corps diplomatique et l'Europe. Le directoire en fit l'objet d'un solennel message aux conseils, d'une adresse aux armées, qui furent appelées à la vengeance (1). Hélas !

(1) *Proclamation du directoire* (6 mai 1799).

« Français, vos plénipotentiaires à Rastadt viennent d'être massacrés de sang-froid par les ordres et par les satellites de l'Autriche... Vous avez là les plus horribles détails de cet assassinat, médité dans le silence du cabinet, préparé par la trahison, exécuté à la vue des membres du congrès, comme pour braver en eux

les jours étaient passés où la république triomphante donnait la loi à ses ennemis. Les désastres de l'armée d'Allemagne étaient accompagnés d'autres désastres sur cette terre d'Italie, témoin de tant de prodiges. Le plan de campagne du directoire, on l'a vu, divisait les forces de la France en deux grandes ailes : l'une opérant au delà du Rhin, sous Jourdan, appuyé par l'armée helvétique de Masséna, et le corps du haut Tyrol, sous les ordres de Lecourbe et de Dessolles. Schérer avait le commandement suprême de la seconde sous le nom d'armée d'Italie, à laquelle devait se joindre le corps de Macdonald, chargé de prendre les Autrichiens par le travers. Ce fut une marche admirable

toutes les puissances dont ils étaient aussi les représentants, et pour donner l'affreux signal d'une guerre d'extermination. Français, au récit de tant d'horreurs vous avez demandé vengeance : croyez qu'elle sera terrible. Ce n'est plus seulement la cause de la liberté qu'il faut défendre, c'est celle de l'humanité même, et dans cette lutte de la civilisation contre la barbarie, si l'indignation de l'Europe vous promet des auxiliaires, Français, c'est à vous de donner encore le glorieux exemple qui doit les rallier à votre cause. Jamais aucune atteinte portée au droit des gens n'a souillé vos succès, ni accompagné vos revers. Votre ennemi, au contraire, n'a cherché à réparer ses défaites que par des trahisons, et n'a célébré un succès éphémère que par des assassinats ; la persévérance de votre généreuse conduite rendra le contraste plus déshonorant pour lui. Marchez... Si les bataillons de l'Autriche n'ont point partagé son crime, ils refuseront de s'associer à des assassins, ils briseront leurs armes ; s'ils combattent, ils sont complices, un châtiment mémorable doit épargner au monde les attentats nouveaux que lui réserve l'association impie des monarques de Russie et d'Autriche, formée par l'ambition, cimentée par le crime, et qui, dans le délire de leurs projets, menace de bouleverser l'Europe. »

que celle de ce petit corps de Français, parti du beau golfe de Naples, au milieu de l'insurrection des montagnes, et traversant les Abruzzes, les États romains, jusque dans la Toscane, sans que nul osât s'opposer à sa marche ! Macdonald se repliait incessamment, division par division, cherchant ainsi à se mettre en communication militaire avec l'armée de Schérer, alors engagée avec les Autrichiens. Si Jourdan avait voulu surprendre l'archiduc par une attaque subite, hardie, vigoureuse, Schérer avait essayé le même combat contre les Autrichiens, que les Russes n'avaient pas rejoints encore ; les Impériaux étaient si peu préparés à cette irruption subite, que le général en chef Mélas, appelé au commandement, n'était point arrivé de Vienne ; les Autrichiens étaient aux ordres du baron de Kray, un des meilleurs officiers de l'armée impériale.

Les Français, maîtres de l'admirable place de Mantoue, pouvaient opérer à l'aise sur un si formidable appui. Schérer y groupait cinquante mille hommes de troupes mélangées. Les Autrichiens occupaient Vérone, non moins fort que Mantoue, appuyant leur gauche sur Porto-Legnago, et leur droite sur le lac de Garda ; très-inférieurs en nombre avant l'arrivée des Russes, ils ne comptaient pas plus de trente mille combattants. L'occasion était belle : Schérer avait dans son armée Moreau comme simple volontaire ; le choix unanime et enthousiaste de ses camarades lui confia le commandement de l'aile gauche. Schérer devait jouer une fausse attaque sur Porto-Legnago ; et l'attention des

Autrichiens une fois portée sur ce point, il marcherait droit sur Vérone, que Moreau prendrait en flanc. Malheureusement le général Kray devina cette intention, et la bataille foudroyante dura cinq journées meurtrières autour de ce lac de Garda qui vit tant de combats, pour vous disputer, nobles et belles sœurs, Mantoue et Vérone ! Les armées montrèrent une brillante valeur ; Moreau et Schérer lui-même, une admirable énergie de commandement ; on les vit tour à tour à Peschiera, à Porto-Legnago, à Magnano, à Castel-Novo, entre le Mincio et l'Adige ; l'Adige, semblable à un long serpent qui se roule au soleil dans les vertes montagnes du Tyrol. Le général Kray et les Autrichiens déployèrent une persévérance forte et même enthousiaste : maîtres du champ de bataille, ils forcèrent les Français à la retraite sur Brescia ; et dans cette retraite, il faut tenir compte au général Schérer de sa position difficile ; car les ordres du directoire l'obligeaient à rester en communication avec l'armée d'Helvétie et à prêter la main au corps de Macdonald, s'avancant à marches forcées de Naples et de Rome position complexe qui jetait quelque incertitude dans les mouvements de Schérer, obligé de se tenir incessamment entre la haute et basse Italie. Le général Kray en profita pour accepter cette longue bataille de cinq jours autour de Vérone : il lui fallait gagner du temps pour attendre les Russes qui devaient l'appuyer sous le feld-maréchal Suwarow. Cette jonction une fois opérée, l'ennemi prit une telle supériorité, que l'armée républicaine dut partout renoncer à l'initia-

tive. Schérer, rappelé par le directoire, céda le commandement à Moreau, et Suwarow mit tant d'activité et d'ardeur dans sa marche en avant, que huit jours après le quartier général de l'armée républicaine était porté de Brescia à Milan.

D'ailleurs, il y avait un aide puissant et fort pour l'ennemi, c'était l'insurrection : la domination française avait été si dure, si implacable! les autels renversés, les églises dépouillées, les monastères vides, tout cela attestait le passage du torrent démocratique. La franchise sauvage de Suwarow s'était adressée à la vieille société de l'Italie, à son peuple religieux; il promettait de restaurer ce que les républicains avaient renversé; et à ces promesses, la multitude se levait pour chasser les Français à coups de fourche; aux montagnes, aux cités, dans la Romagne, au Piémont, dans la Toscane, tout était en insurrection; et c'est poursuivi par le son lugubre du tocsin que Macdonald traversait Bologne, Parme, et atteignait Plaisance, lorsque le brave et noble général vit l'armée austro-russe de Suwarow, déployée sur la Trébia. Elle était bien supérieure, cette armée, aux corps républicains, épuisés par une marche de deux cents lieues à travers la révolte; et cependant l'ordre fut donné de percer cette ligne de fer pour retrouver les braves camarades que Moreau conduisait : Moreau et Macdonald, quels nobles noms de guerre! A la Trébia, la bataille fut perdue pour nous, car les Russes déployèrent cette fermeté, cette résignation de bravoure que rien n'entame; néanmoins la journée fut belle, glorieuse! Mac-

donald ne se retira qu'après les efforts les plus meurtriers ; et sa retraite fut plus magnifique encore que la bataille. Tandis que l'ennemi le croyait sur la route de Parme et de Toscane , Macdonald , par une contre-marche dérobée aux Austro-Russes au milieu des défilés du Taro , gagnait Sestri , et la route de Gênes désormais lui restait ouverte : c'était le but de tant d'efforts.

Rien dès lors ne pouvait résister à Suwarow (1). En vain Moreau , qui compte à peine un tiers numérique de troupes comparativement à l'ennemi, essaye d'admirables combats qui arrêtent çà et là les Austro-Russes (2) ; il est refoulé vers le Piémont, soulevé dans une insurrection terrible par les paroles de Suwarow. Au milieu de mai, les Russes saluaient le sommet des Alpes et les Cosaques insultaient le Dauphiné. Cette

(1) L'empereur Paul , en confiant l'armée austro-russe à Suwarow, lui écrivit :

« J'ai pris la résolution de vous envoyer en Italie au secours de Sa Majesté l'empereur et roi , mon allié et mon frère. Suwarow n'a besoin ni de triomphes , ni de lauriers. Mais la justice a besoin de Suwarow , et mes désirs sont conformes à ceux de François II , qui , vous ayant conféré le suprême commandement de son armée, vous prie d'accepter cette dignité. Il ne dépend donc que de Suwarow de se rendre aux vœux de la patrie et aux désirs de François II. »

(2) *Extrait d'une dépêche de sir Morton Eden à lord Grenville* (Vienne, 7 mai 1799).

« Un officier, arrivé hier ici de Milan , a rapporté que le général Suwarow avait forcé le passage de l'Adda , le 27 du mois passé , avait complètement battu l'ennemi , et établi son quartier général à Milan le 30. Par cette victoire , tout le Milanais est enlevé aux

marche rapide, infatigable de l'ennemi tenait non-seulement à son nombre, à la bravoure de ses troupes, mais encore à la réaction fatale de l'Italie contre l'occupation française ; elle témoignait du peu de force et de consistance de tous ces gouvernements improvisés, de ces républiques instituées par des programmes, à Rome, à Naples, à Milan, à Turin.

A mesure que l'ennemi se présentait, les arbres de la Liberté étaient brisés, comme si un ouragan eût soufflé sur leurs cimes agitées ; les gouvernements, pas plus que les constitutions de peuple, ne s'improvisent : il faut la sanction des âges pour que les lois se rattachent aux mœurs ; et, sauf pour quelques imaginations classiques, que signifiaient ces républiques romaine, parthénopéenne, ligurienne ou cisalpine ? Tout cela disparut donc pour faire place aux vieux gouvernements, aux idées antiques ; et c'est, pour ainsi dire, assis sur les ruines de ces gouvernements improvisés, que les Russes et les Autrichiens commencèrent à se diviser sur le but et le résultat de la campagne.

Plein de sentiments nobles et généreux, trop éloigné, d'ailleurs, du théâtre de la guerre pour profiter des conquêtes, Paul I^{er} a conçu la pensée d'une

Français, excepté le château de Milan, qui doit bientôt tomber aussi au pouvoir des alliés, la garnison n'excédant pas douze cents hommes, dont quatre cents seulement sont Français. Le désordre de l'ennemi dans sa fuite a été extrême, et on suppose qu'il se retirera sur le Pô. On dit qu'un autre corps de l'ennemi élève quelques ouvrages à Reggio et à Parme dans le dessein de couvrir Mantoue. »

restauration absolue et complète des vieux systèmes ; il a pris cet engagement avec Louis XVIII dans une sorte d'enthousiasme filial. Suwarow salue ce prince exilé dans sa retraite de Mittau du titre solennel de roi de France (1). La conséquence de cet acte pour l'Italie paraît fort simple : à Naples, restauration de la maison de Bourbon dans les limites de son territoire (l'empereur Paul ne met d'autre condition à cet avènement que la reconnaissance de son titre de grand maître de Malte, qu'il vient de recevoir avec respect par une élection de quelques chevaliers dispersés) (2) ; à Rome, rétablissement du pape avec les légations dans leur intégralité ; en Toscane, le grand-

(1) Voici les paroles de Suwarow à Louis XVIII.

« Le jour le plus heureux de ma vie, sire, sera celui où je répandrai la dernière goutte de mon sang pour vous mettre en état de remonter sur le trône de vos augustes ancêtres. Si le ciel épargne mes jours, il n'est pas impossible que je réussisse. »

(2) « Nous, Paul I^{er}, par la grâce de Dieu, etc., etc.

« En accédant au désir que les baillis, grand'eroix, commandeurs et chevaliers de l'illustre ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, du grand prieuré de Russie et autres réunis dans notre capitale, ont manifesté au nom de tous leurs confrères bien pensants, nous prenons le titre de grand maître de cet ordre, et renouvelons à cette occasion l'assurance solennelle, que nous avons donnée précédemment comme protecteur, non-seulement de maintenir intacts tous les établissements et privilèges de cet ordre illustre, tant pour ce qui concerne le libre exercice de la religion, et ce qui se rapporte à l'existence des chevaliers de la religion romaine, que pour la juridiction de l'ordre dont nous transférons le siège dans notre résidence ; mais encore d'employer constamment à l'avenir tous nos soins pour l'accroissement de l'ordre et son établissement dans

duc; en Piémont, le roi de l'antique maison de Savoie; et, pour tout résumer en un mot, la reconstitution de la vieille société dans ses mœurs, ses lois, ses principes politiques. L'empereur Paul, pleinement désintéressé, ne voulait aucune compensation territoriale pour la Russie : qu'avait-elle à faire dans le bassin des Alpes ? seulement la maison de France, une fois restaurée sur le trône, lui prêterait la main pour la question d'Orient.

Telles n'étaient pas, à beaucoup près, les intentions du cabinet de Vienne dans la grande campagne qu'il avait commencée; ses sacrifices depuis la guerre de 1792 avaient été immenses, et naturellement ils méritaient des indemnités. Ces indemnités, l'Autriche les recherchait en Italie : si dans ses périls personnels cette puissance avait appelé le concours des Russes, maintenant que le succès était obtenu, cette

un état respectable qui réponde au but salulaire de son institution, à sa durée et à son avantage.

« Nous renouvelons aussi l'assurance qu'en nous chargeant du gouvernement suprême de cet ordre, et en prenant l'obligation de faire tout ce qui dépendra de nous pour lui rendre les droits qui lui ont été enlevés injustement, nous ne sommes nullement intentionné, en notre qualité d'empereur de toutes les Russies, de former des prétentions sur quelque espèce de droit et d'avantage que ce soit, au détriment des autres puissances, nos amies ; mais, qu'au contraire, nous serons toujours disposé, avec un plaisir particulier, à concourir à toutes les mesures qui pourront consolider nos liaisons amicales avec elles.

« Notre bienveillance impériale, pour l'ordre en général, et pour chacun de ses membres en particulier, restera invariable.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 13 novembre 1798. »

coopération ne lui paraissait plus essentielle, et l'Autriche voulait prendre la haute main dans un traité; elle ne partait pas, elle, du principe de *restauration*, mais du principe de *compensation*. Ses liens de famille avec Naples lui faisaient un devoir de sanctionner le retour de la dynastie de Ferdinand et de Caroline surtout; mais là se bornait son système de restauration absolue; l'invasion des Français avait fait table rase de la souveraineté des papes et de la royauté piémontaise, et n'y avait-il pas ici des moyens de compenser ses pertes? Non pas que l'Autriche voulût briser la papauté, ni altérer sa prépondérance; sa population catholique en eût été trop profondément affectée; mais Rome possédait des légations bien désirables pour le système autrichien en Italie: Ancône, en face de Trieste, ajoutait une grande force à la défense de ses possessions sur l'Adriatique. L'Autriche voulait se réserver la possibilité de se faire céder quelques cités importantes.

Quant au Piémont, le cabinet de Vienne espérait compléter son système milanais, à l'aide des forteresses d'Alexandrie, de Coni, désormais appelées à protéger cette terre contre la *furia francese*. « L'Autriche n'avait pas renversé la royale maison de Savoie cette maison ne devait-elle pas ses malheurs à ses propres fautes? Pourquoi avait-elle quitté l'alliance austro-sarde en 1796? Si elle avait été dévorée, à qui devait-elle s'en prendre? Pourquoi se séparait-elle de l'Autriche, son intime alliée? Il fallait donc prendre des mesures pour couvrir désormais l'Italie

au moyen d'un système purement autrichien, de précaution et de compensation. » Ainsi le but diplomatique des deux cours de Pétersbourg et de Vienne était essentiellement contradictoire : l'un reposait sur le culte des vieux droits et des souverainetés antiques; l'autre, sur le meilleur système pour préserver l'Italie d'une nouvelle invasion des Français, et le plus profitable aux intérêts de la maison d'Autriche. Il y avait de la chevalerie dans la pensée de Paul I^{er}; il y avait de la prévoyance et un peu d'égoïsme dans le système autrichien, plus profondément mêlé aux intérêts matériels.

Il résultait même de cette diverse manière de voir et de juger le but de la guerre une différence essentielle dans le plan d'opération : le génie de Suwarow, toujours dessiné pour les choses vives, inspirées, voulait s'élancer droit vers les Alpes, et de là pénétrer en France à vol d'oiseau sur Paris. Mélas et Kray, d'après les instructions de leur gouvernement, n'avaient pas le même dessein; car, qu'importait à l'Autriche que ce fût un roi, une république qui régnât en France? Elle n'avait pas à s'en mêler; sa pensée n'était que de se donner de solides et vastes frontières, s'inquiétant peu que la France fût régie par un directoire ou par un dictateur, pourvu qu'on laissât le drapeau impérial flotter sur les Alpes. Son dessein était de se consolider par une bonne ligne en Italie, et pour cela elle assiégeait les places fortes, entourant de ses divisions à la fois Mantoue, Alexandrie et Ancône; elle s'occupait bien moins de soute-

nir la marche en avant des Russes que de l'exécution d'un plan de conquête durable et forte. Déjà le traité de Campo-Formio lui avait donné Venise; la guerre aidant, elle aurait Alexandrie et Tortone, avant-postes de Milan. Ceci jetait de la froideur, de la discorde entre les généraux russes Suwarow, Korsakow, et les généraux autrichiens Kray et Mélas, et même avec l'archiduc Charles. Ensuite les Russes, si fermes, si solides sur le champ de bataille, traitaient avec une sorte de raillerie les Autrichiens, qui cependant devaient avoir leur part de gloire : les nations slave et allemande n'avaient aucune sympathie; c'était avec peine qu'on les retenait sous un commun drapeau. Les Russes se trouvaient, par rapport aux Autrichiens, comme étaient les Prussiens dans la campagne de 1794, des auxiliaires mécontents qui ne demandaient qu'un prétexte pour se séparer d'une cause tout allemande.

Hélas ! dans cette triste période qu'étaient devenues les gloires de la république française ? où étaient ses armées, ses généraux ? Combien la situation n'avait-elle pas changé depuis Campo-Formio ! La réaction allait commencer contre elle : naguère ses drapeaux se montraient jusqu'au golfe de Tarente, et il n'avait fallu que deux mois à peine pour les ramener aux Alpes ; les Cosaques apparaissaient dans le Dauphiné, triste présage pour d'autres temps ! Ces conquêtes immenses, rapides, à la façon d'Alexandre ou de Tamerlan, ne sont pas les plus durables ; ce qui marche si vite tombe plus vite encore. Y avait-il une véritable pensée

politique dans ce système de conquête et de violence qui renversait tous les gouvernements de l'Italie pour substituer de nouvelles mœurs, des lois antipathiques aux habitudes de tout un peuple? Que pouvaient être toutes les utopies philosophiques au milieu de populations religieuses? Les Français avaient pillé et ravagé l'Italie; on les chassait par l'insurrection; c'était justice, car pourquoi lui aviez-vous arraché ses parures, ses riches objets d'art et ses pompes religieuses? Pourquoi une soldatesque effrénée avait-elle insulté le pape, ce symbole de l'unité catholique? Pourquoi des juifs rapaces avaient-ils fouillé au trésor de Notre-Dame-de-Lorette? L'Italie se vengeait par la révolte. Respectez les mœurs d'un peuple si vous voulez qu'il vous obéisse : il n'y a pas de plus terrible vengeance que celle d'une nation qu'on a froissée par l'abus de la force; une multitude qui sonne le tocsin est terrible quand elle a Dieu et son droit pour elle. L'Italie et l'Espagne ont donné aux conquérants de terribles leçons!

CHAPITRE LIX.

DÉVELOPPEMENT DE LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE ; CHUTE DE TIPPOO-SAËB.

Résolution de Bonaparte après la destruction de la flotte. — Organisation de l'Égypte. — Esprit de colonisation. — Respect pour la Porte. — Firman de guerre. — Desaix dans la haute Égypte. — Révolte du Caire. — Bonaparte à Suez. — Rapports avec Tipoo-Saëb. — Pacification de la haute Égypte. — Idée sur la Syrie. — Intervention des Anglais. — Population. — Projet sur les chrétiens, — sur le royaume de Jérusalem. — Les juifs. — Les cophtes. — Les chrétiens. — Siège de Saint-Jean d'Acre. — Bonaparte. — Retraite de l'armée. — Caractère de fermeté et d'insensibilité. — La Porte et les Anglais. — Débarquement en Égypte. — Bataille d'Aboukir. — Bonaparte quitte l'Égypte. — Kléber général en chef. — Menaces de l'Angleterre contre Tipoo-Saëb. — Résistance. — Prise de Seringapatam. — Domination de l'Inde. — Départ d'une expédition anglaise pour Suez.

Août 1798—septembre 1799.

Au moment surtout où les premières lances des Cosaques apparurent aux montagnes du Dauphiné, on dut voir l'immense faute que le directoire avait com-

mise par l'expédition d'Égypte ; la victoire avait aveuglé cette génération gigantesque qui ne croyait rien d'impossible : s'élancer vers l'Orient à vol d'oiseau, du Delta traverser la mer Rouge pour détruire la puissance anglaise dans l'Inde, tout cela était des jeux d'enfants pour ces imaginations romanesques. Si les braves demi-brigades étaient restées en Italie sous les armes, est-ce que jamais l'Autriche aurait reparu sur de nouveaux champs de bataille ? Cette élite des armées d'Italie et d'Allemagne, ces divisions Kléber, Desaix, Régnier, étaient les troupes les plus solides ; avec elles, la victoire n'aurait jamais quitté nos drapeaux ; mais ces soldats étaient sur des sables brûlants à plus de mille lieues de la patrie. La mer, avec ses périls, couverte de vaisseaux ennemis, la séparait du rivage regretté.

Après la première et lugubre impression produite par la destruction de la flotte dans la rade d'Aboukir, il se fit au sein de l'armée d'Égypte un singulier retour vers la force et l'énergie : les âmes pusillanimes sont découragées par quelques coups de fatalité ; dans les cœurs hauts et superbes, il se fait une réaction de puissance qui les mène encore à de grandes choses après les grandes épreuves. Comme il n'y avait plus d'espérance d'un prompt retour dans la mère patrie, toute la force d'esprit de ces hommes se porta vers l'organisation de l'Égypte (1). S'il n'y a pas dans le

(1) Bonaparte rendit une suite de décrets pour l'organisation de l'Égypte.

Ordre du 20 fructidor an vi (6 septembre 1798). — « Il sera

caractère français la persévérance qui conserve, il y a cette merveilleuse improvisation qui crée des féeries. Le Caire, siège du gouvernement de l'armée, devint le séjour de prédilection pour le général en chef; ces palais des beys, ces jardins aux mille jets d'eau sous les palmiers, furent partagés entre les officiers supérieurs, et l'armée recut des cantonnements sous les vastes tentes. Le Caire eut son institut, ses assemblées savantes, ses jardins publics, ses bals, ses distractions; l'Égypte fut divisée en provinces, je dirai presque en départements, tant alors tout se faisait sur un même modèle! L'esprit éminemment organisateur de Bonaparte avait créé une légion nautique avec les débris malheureux de la flotte, il établissait des régiments maltais; les enfants des Égyptiens commen-

ténu, le 20 vendémiaire (12 octobre), une assemblée générale de tous les notables des quatorze provinces. Une députation sera composée de trois hommes de loi, trois négociants, trois fellahs, cheiks et chefs d'Arabes.

Ordre du 22. — « Tous les jeunes mamelucks, ayant plus de huit ans et moins de seize, tous les garçons qui étaient esclaves noirs ou blancs, qui étaient restés esclaves noirs ou blancs, qui appartenaient aux mamelucks du même âge, qui ayant d'abord été délaissés se trouvent dans ce moment chez différents particuliers, seront, cinq jours après la publication du présent ordre, restitués et déposés chez le commandant de la place.

« Le commandant de la place les mettra en subsistance dans les corps qui forment la garnison de la place, et enverra l'état desdits esclaves à l'état-major général, qui les incorporera dans les différents corps de l'armée, à raison de neuf par bataillon et quatre par escadron.

Du 24. — « Le général en chef ordonne que tous les militaires, maltais, partis de Malte avec l'armée, et qui l'ont rejointe depuis

çaient à servir dans ses rangs, avec des compagnies de cophtes, au teint basané, et quelques noirs de la Nubie; le vide des rangs que laissait la mort était rempli, et jamais l'armée d'Égypte n'avait été plus belle. L'administration, confiée à des cheicks et à des imans gagnés aux Français, maintenait une sorte d'obéissance à ces hommes prodigues que la victoire avait tant grandis; eux seuls étaient les intermédiaires entre les conquérants et le peuple.

Avec ce peuple, Bonaparte se servait toujours d'une langue ardente, colorée, pour l'enthousiasmer et le séduire; il savait les sentiments de respectueuse soumission que les enfants du prophète conservaient envers la Porte, et chacune de ses paroles révélait des idées de paix et d'alliance intime avec le sultan. Il

qui se trouvaient soit à Alexandrie, soit ailleurs, sous divers prétextes, aient à se rendre à Rahmanié, pour rejoindre la légion maltaise qui s'y organise.

Du 30. — « Il sera établi dans chaque chef-lieu de province de l'Égypte un bureau d'enregistrement où tous les titres de propriété et les actes susceptibles d'être produits en justice, recevront une date authentique, etc., etc. »

— « Tous les habitants de l'Égypte porteront la cocarde tricolore; tous les gens employés à la navigation du Nil porteront le pavillon tricolore.

« Les généraux, les commandants des provinces, les officiers français, à dater du 1^{er} vendémiaire, n'admettront plus aucun individu du pays à leur parler, s'il n'a la cocarde. Les membres seuls du divan pourront porter sur l'épaule un châle tricolore. Au 1^{er} vendémiaire, le pavillon tricolore sera arboré sur le plus haut minaret du château du Caire, et sur les plus hauts minarets des chefs-lieux des provinces. »

avait orné les mosquées de ses mains ; des lampes d'or étaient suspendues aux plafonds de marbre , et il aimait à s'entretenir avec les cheicks et les imans , avec une parole inspirée qui allait si bien à son imagination méridionale : « L'ami du prophète désigné pour délivrer l'Égypte des mamelucks , il voulait être le protecteur de l'islamisme , » espérant ainsi effacer le caractère de la conquête chrétienne , toujours odieuse aux musulmans.

Cependant , lui était-il possible de cacher longtemps la vérité ? La Sublime Porte , éclairée par la Russie et l'Angleterre , venait de publier un hattî-schériff adressé à tous les peuples de sa domination , pour leur dénoncer les projets destructeurs et anarchiques des Français ; le sultan les signalait « comme une nation impie , brisant tous les liens qui unissent les hommes , la religion , l'autorité royale , les rapports de la famille ; maintenant ils venaient ravager l'Égypte , comme ils avaient bouleversé l'Italie ; aux saints et vrais croyants il appartenait d'en délivrer le monde (1). » Après ce

(1) *Hattî-schériff de la Porte Ottomane.*

« Au nom du Dieu élément et miséricordieux. Gloire au Seigneur maître des mondes ! Salut et paix à notre prophète Mahomet , le premier et le dernier des prophètes , à sa famille et aux compagnons de sa mission !

« Le peuple français (Dieu veuille détruire leur pays de fond en comble , et couvrir d'ignominie leurs drapeaux !) est une nation d'infidèles obstinés et de scélérats sans frein. Ils nient l'unité de cet Être suprême qui a créé le ciel et la terre ; ils ne croient point à la mission du prophète destiné à être l'intercesseur des fidèles au jugement dernier , ou , pour mieux dire , ils se moquent de toutes les religions ; ils rejettent la croyance d'une autre vie , des récompenses

manifeste, la Porte donnait copie de la déclaration de guerre qu'elle publiait contre la république française. En vain le général Bonaparte avait-il traité de faux documents inventés par les Anglais, et de relations mensongères, ces actes de la Porte, les fidèles musulmans ne s'y trompaient pas ; des notions précises sur Constantinople arrivaient au Caire et à Alexandrie par la Syrie, si souvent visitée par les Anglais ; les pèlerins, les Arabes, les Juifs eux-mêmes, transmettaient fidèlement les nouvelles et les ordres du divan. Quand la guerre avec la Porte fut publique, alors le général

et des punitions ; ils ne croient ni à la résurrection des corps, ni au jugement dernier, et ils pensent qu'un aveugle hasard préside à leur vie et à leur mort, qu'ils doivent leur existence à la pure matière, et qu'après que la terre a reçu leur corps, il n'y a plus ni résurrection, ni compte à rendre, ni demande, ni réponse.

« En conséquence, ils se sont emparés des biens de leurs propres temples ; ils ont dépillé les croix de leurs riches ornements ; ils ont chassé, proscrit leurs pasteurs, leurs prêtres, leurs religieux.

« Un de leurs principes diaboliques est de souffler partout le feu de la discorde, de mettre la désunion parmi les souverains, de troubler les empires, d'exciter les sujets à la révolte par des écrits mensongers et sophistiques, dans lesquels ils disent avec impudence : « Nous sommes frères et amis, les mêmes intérêts nous unissent, et « nous professons la même religion que vous. »

« Toutes les nations européennes ont été alarmées de leur audace et de leurs forfaits, et alors ils se sont mis à aboyer comme des chiens, à hurler comme des loups, et, dans leur rage, ils se sont jetés sur tous les royaumes et sur toutes les républiques, pour détruire leurs religions et leurs gouvernements, pour enlever leurs femmes et leurs enfants. Des rivières de sang ont abreuvé la terre, et les Français ont enfin réussi dans leurs criminels desseins, à l'égard de quelques nations qui ont été forcées de se soumettre.

« O vous donc, défenseurs de l'islamisme, ô vous, héros protec-

Bonaparte ordonna que les chiffres et les armoiries du sultan fussent brisés ; le drapeau tricolore dut partout remplacer l'aigrette, le croissant et la queue des pachas ; l'Égypte fut considérée comme une colonie française soumise à l'administration militaire et à la vigoureuse organisation du général en chef.

Deux conditions essentielles devaient accomplir la colonisation française de l'Égypte : la ruine des mamelucks et quelques victoires décisives sur la Porte ; ces motifs déterminèrent les deux expéditions simultanées de la haute Égypte et de la Syrie. Ce fut un

teurs de la foi ; ô vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui croyez à la mission de Mahomet, fils d'Abda-Allah, réunissez-vous et marchez sous la protection du Très-Haut. Ces chiens enragés s'imaginent sans doute que le peuple vrai croyant ressemble à ces infidèles qu'ils ont combattus, qu'ils ont trompés, et à qui ils ont fait adopter leurs faux principes. Mais ils ignorent, les maudits, que l'islamisme est gravé dans nos cœurs, et qu'il circule dans nos veines avec notre sang. Nous serait-il possible d'abandonner notre sainte religion, après avoir été éclairés de la divine lumière ? Non, non, Dieu ne permettra pas que nous soyons un instant ébranlés. Nous serons fidèles à la foi que nous avons jurée. L'Éternel a dit dans le livre de la vérité : « Les vrais croyants ne prendront jamais les infidèles pour « amis. » Soyez donc sur vos gardes, méfiez-vous des pièges et des embûches qu'ils vous tendent, et ne soyez point effrayés ni de leur nombre, ni de la forme de leurs vêtements.

« Dans peu, des troupes aussi nombreuses que redoutables s'avanceront par terre, en même temps que des vaisseaux aussi hauts que des montagnes couvriront la surface des mers. Des canons qui laissent l'éclair et la foudre, des héros qui méprisent la mort pour la cause de Dieu, des guerriers qui, par zèle pour leur religion, savent affronter le fer et le feu, vont se mettre à leur poursuite. Il vous est, s'il plaît à Dieu, réservé de présider à leur entière destruction. Comme la poussière que les vents dispersent, il ne restera

poétique et merveilleux spectacle que de voir les vieilles demi-brigades s'engager sous l'intrépide Desaix dans ce pays mystérieux qui cache les sources du Nil. Ce qui étonne surtout, ce ne sont pas ces batailles brillantes d'une noble infanterie contre les mamelucks de Mourad-Bey, caracolant autour des carrés sur les bords du Nil ou au milieu des sables ; ce qui surprend, ce qui éblouit, c'est ce courage, cette énergie qui pousse une poignée d'hommes jusqu'au mystérieux temple de Dendarah et aux cataractes. Laissez marcher ces hommes, ils toucheront au

plus aucun vestige de ces infidèles, car la promesse de Dieu est formelle. »

Bonaparte fit faire des proclamations par les cheicks pour désavouer ce hattî-schériff du sultan :

« O vous, musulmans, habitants des villes et places frontières, ô vous, habitants des villages, fellahs et Arabes, sachez qu'Ibrahim-Bey et Mourad-Bey ont répandu dans toute l'Égypte des écrits tendant à exciter le peuple à la révolte, et ils ont fait entendre frauduleusement et malignement que ces écrits venaient de Sa Majesté Impériale. Les Français ont été de tout temps les amis des musulmans, et les ennemis des idolâtres et de leurs superstitions. Ils sont les amis et les fidèles alliés de notre seigneur le sultan ; ce qui est la cause de la haine qui existe entre eux et les Russes, qui méditent la prise de Constantinople. Les Russes désiraient s'emparer de Sainte-Sophie et des autres temples dédiés au culte du vrai Dieu, pour en faire des églises consacrées aux exercices profanes de leurs perverses croyances ; mais, s'il plaît au ciel, les Français aideront notre seigneur le sultan à se rendre maître de leur pays et à en exterminer la race.

« Nous vous invitons donc, habitants de l'Égypte, à ne point vous livrer à des projets de désordre, de sédition et de révolte. Ne cherchez pas à nuire aux troupes françaises : vous attireriez sur vous la mort et la destruction. »

royaume de Sennaar qui livre ses noirs esclaves à l'Égypte ; Desaix a presque atteint l'Abyssinie, peuple de vieux chrétiens, sous un roi doux, inoffensif, car la croix l'a civilisé.

Si Desaix est aux sources du Nil, Bonaparte va visiter Suez, la fontaine de Moïse, les flots de la mer Rouge, tout ce pays qui parle vivement à notre imagination, familiarisée avec les souvenirs de l'Écriture. Là, il contemple les effets du mirage, les ras de marée, qui expliquent le passage de Moïse et la catastrophe du Pharaon. Dans les longues nuits étoilées, sous un ciel pur, les pieds dans le sable, le front trempé de rosée, il médite sur les temps antiques et sur les noms immenses qui s'offrent à lui dans l'histoire de ces contrées. Ce voyage à Suez cache un but politique : Suez est un point central, intermédiaire ; il reçoit tous les navires de la mer Rouge, sorte de station tout à la fois pour l'Inde et la Syrie. Le but primitif de l'expédition n'a-t-il pas été de frapper un grand coup contre les établissements anglais dans l'Indoustan ? De Suez et à la face de la mer Rouge, Bonaparte dicte une lettre courte et solennelle, destinée à Tip-poo-Saëb ; il lui annonce son arrivée et ses succès en Égypte : bientôt il lui tendra la main par la Syrie et la mer Rouge ; le grand problème de l'union entre la Méditerranée et l'Inde sera résolu ; le chemin commercial des anciens, avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, est retrouvé. Ainsi Bonaparte se complait à ces grands rêves, avant d'entreprendre l'expédition de Syrie.

Au Caire, le gouvernement s'organise dans des plans actifs d'administration. Deux journaux écrits en langues française et arabe font connaître chaque jour la volonté du général ; pour accroître sa renommée, des cophtes habiles lui supposent des conversations et lui attribuent des phrases inspirées. S'il va visiter les pyramides, aussitôt on écrit dans le *Courrier de l'Égypte* une conversation colorée qu'il a eue avec les imans, les muftis ; Bonaparte n'en a pas dit un mot, mais il faut le grandir poétiquement, et les cophtes du *Courrier de l'Égypte* sont spirituels et adroits.

Afin de gagner l'esprit des musulmans, le chef de l'armée promet même de professer l'islamisme et de le faire embrasser par toute son armée : la religion n'est-elle pas un moyen de conquête ? Et c'est encore un gentilhomme (car ces fous-là sont toujours en avant !) qui prend le turban et se fait circoncire : M. de Menou, divisionnaire de l'armée républicaine, va se nommer Abdallah ; cela lui plaît, comme un caprice de l'époque de Louis XV, et le voilà dans un sérail et à la mosquée. Bonaparte ne se fait pas musulman, mais il trace le plan d'une immense mosquée, il s'entretient avec les cheicks pour savoir si la circoncision est indispensable au vrai croyant. La fête de Mahomet arrive, il veut que son armée la célèbre tout entière par des salves d'artillerie ; il fait lui-même l'ouverture des écluses du Nil avec la même solennité que sous les pharaons, et toujours le journal du Caire lui fait dire des mots, lui attribue des sentences orientales qui se répandent parmi les populations. Cependant il gagne peu l'esprit de l'isla-

misme, si séparé de la civilisation chrétienne. On avait promis au peuple un dégrèvement d'impôt, une amélioration à ce despotisme des Mameluks; mais les besoins de l'armée n'ont pas permis de tenir cette parole; l'esprit du fisc est partout, jusque dans l'enregistrement des titres de propriété. Les savants ont donné à l'Égypte les poids et les mesures de France, l'unité de temps, et avec ces coutumes odieuses aux vrais croyants, les timbres, les hypothèques, toutes les lois de la fiscalité qui accompagnent les conquêtes de la république.

Les savants firent un grand mal à cette colonisation de l'Égypte, parce qu'ils voulurent imposer les lois et les habitudes de la patrie aux Musulmans, et avec cela les idées philosophiques du XVIII^e siècle. L'armée se serait fort bien passée des traductions de *la Jérusalem* par M. Parceval-Grandmaison, des explications de physique, de mathématiques de MM. Monge et Berthollet, et de ces fouilles d'antiquaires à Denderah qui produisirent un fort médiocre ouvrage sur les annales d'Égypte, en arrière par la pensée et les recherches, résumé d'une érudition superficielle qui entassait les siècles des Pharaons sur des monuments de l'époque romaine. Deux hommes seuls rendirent d'immenses services à l'armée, ce furent MM. Larrey et Desgenettes : ceux-là veillèrent aux besoins des soldats, pour les préserver de la soif, ou pour les guérir de la peste, en leur prodiguant les nobles soins de l'humanité attentive et de la science éclairée. Il y avait un instinct chez le soldat qui lui faisait

détester les savants, ces chercheurs de fouilles qui ne songeaient qu'à découvrir quelques folles impiétés contre Dieu, quelques arguments contre l'Écriture. Cependant, l'institut d'Égypte tenait ses séances dans la ville du Caire, au milieu des jardins fleuris, sous les orangers, les palmiers, les jujubiers. Bonaparte, assidu aux réunions, dissertait sur les questions de sciences, de mathématiques, de physique, souvent avec bonheur, toujours avec autorité et assurance; son but, en multipliant ces assemblées scientifiques, était de constater, pour ainsi dire, la pleine sécurité de l'établissement colonial dans l'Égypte : un général qui s'occupait de dissenter sur la tragédie ou sur la *Jérusalem Délivrée*, était donc bien sûr de sa domination. Il faut lire le *Courrier de l'Égypte* dans les derniers jours qui précèdent la grande insurrection du Caire; ce ne sont qu'annonces de fêtes aux jardins publics, que dissertations sur le zodiaque ou les Pyramides, la sépulture des Pharaons (1).

L'insurrection éclatait menaçante au Grand-Caire, et bientôt devait s'étendre sur toute l'Égypte; le prétexte était la dureté de l'impôt, et le mobile général cette haine profonde que la domination chrétienne inspire partout aux enfants du prophète. A un signal

(1) Il est reconnu aujourd'hui que les conjectures sur l'Égypte, avancées par la commission des savants, et que leurs recherches sur les zodiaques sont dénuées de fondement; les hypothèses, renouvelées de Dupuis et de Volney, sur les temples, ont été démolies par les recherches modernes et positives de Champollion : tous ces monuments appartiennent à l'époque romaine.

donné, le peuple prend les armes : voyez-vous cette multitude soulevée, ces noirs de Nubie, à l'œil éclatant et farouche, cet Arabe bruni sous son burnous blanc, ce Turc, ce Mameluk au large cimenterre, le fellah, paisible cultivateur dans la campagne ? Armés de piques, de lances, de fusils au canon effilé, ils courent dans les rues étroites du Caire, où la poussière brûlante s'élève en tourbillons. Les soldats français sont égorgés çà et là sans pitié. Le canon gronde, l'armée se réunit et accourt de ses tentes ; le général Dupuis est blessé à mort, l'aide de camp Sulkowsky tombe percé de mille balles ; ce peuple, le front brûlé par le souffle du simoun, se précipite en flots dans la grande mosquée.

Là, s'accomplit ce massacre si terriblement reproduit par Gros : la mosquée est large, ses minarets élancés ; le parquet de marbre est foulé par des myriades de fellahs, de Nubiens, de Tures ou de Mameluks. Que leur importe la mort, quand la sainte maison de Dieu est souillée ! Ils se précipitent avec intrépidité sur les troupes républicaines qui les repoussent, la baïonnette au bout du fusil, ou le sabre à la main. Nul quartier à ceux qui ont égorgé des soldats et des frères. C'est quelque chose qui ressemble à la prise de la grande mosquée de Jérusalem par les croisés, sous Godefroy de Bouillon. Quand on a beaucoup souffert, on est désireux de se venger ; la mosquée, inondée de sang, fut brûlée par l'artillerie, et l'ordre rétabli par d'implacables exécutions. On plaça le Caire sous la protection d'une grande citadelle ;

les rues furent coupées par des postes, et la force des armes rétablit un moment la soumission aux lois du vainqueur.

Le génie de Bonaparte avait facilement compris l'origine de cette insurrection; elle venait de Constantinople, et les ordres secrets du sultan l'avaient inspirée. Le droit chemin d'Égypte pour les troupes ottomanes, c'était la Syrie; maîtres d'Alexandrie, les Français n'avaient à craindre les débarquements des Turcs ou des Anglais que par Saint-Jean-d'Acre. Desaix, vainqueur de la haute Égypte, était remonté jusqu'aux cataractes; et Mourad-Bey, refoulé sous sa tente, dans le désert, faisait paître ses chevaux à Élouah, non loin de la montagne de fer et de sable; sur ce point, on était raffermi. Pour compléter la domination des Français en Égypte, et repousser les Turcs, Bonaparte résolut son expédition en Syrie. En possession des bouches du Nil, de Belbéis et de Mansoure, la cité tristement célèbre par la captivité de saint Louis, il traverse le désert qui sépare le Caire de Gaza, et cette petite armée de douze mille hommes (1) commence une campagne en Sy-

(1) *État du corps d'armée de Syrie.*

Division Kléber,	2,349	hommes.
Bon,	2,449	
Launes,	2,924	
Reynier,	2,160	
Cavalerie,	800	
Génie,	340	
Artillerie,	1,385	
Report	12,407	

rie (1). Au but politique et militaire de couvrir l'Égypte, se mêlait encore le dessein de soulever les populations contre la Porte. Si, sur les bords du Nil, la population chrétienne et cophte, trop abaissée, pouvait à peine porter secours à l'armée, à moins de remonter jusqu'à l'Abyssinie par le Nil, à travers le Sennaar, il n'en était pas ainsi dans la Syrie : deux croyances comptaient là une nombreuse population, les juifs et les chrétiens. Avec cet esprit d'incrédulité et de guerre profonde contre le christianisme, qui distinguait le directoire, il avait fait assembler la synagogue à Paris quelque temps avant l'expédition d'Égypte ; il lui avait demandé si le rétablissement du temple

A reporter :	12,407
Guides à pied et à cheval,	400
Dromadaires,	88
	12,895 hommes.

(1) Avant de commettre aucune hostilité, Bonaparte écrivit à Djézzar, pacha de Saint-Jean-d'Acre :

« Je ne veux point te faire la guerre ; mais il est temps que tu t'expliques. Si tu continues à donner refuge sur les frontières de l'Égypte à Ibrahim-Bey, je regarderai cela comme une marque d'hostilité et j'irai à Acre.

« Si tu veux vivre en paix avec moi, tu éloigneras Ibrahim-Bey à quarante lieues des frontières de l'Égypte, et tu laisseras libre le commerce entre Damiette et la Syrie.

« Alors, je te promets de respecter tes États, de laisser la liberté entière au commerce entre l'Égypte et la Syrie, soit par terre, soit par mer. »

Djezzar renvoya sans réponse l'officier chargé de cette lettre, et fit jeter dans les fers tous les Français qui étaient à Saint-Jean-d'Acre.

serait appuyé par toutes les synagogues, et si cela surtout procurerait de l'argent.

Quel argument contre le christianisme une telle résolution n'allait-elle pas fournir à Lareveillère-Lépeaux ! Le Christ avait dit que la synagogue, comme le Juif errant, resterait dispersée, et l'on allait restaurer ce temple de Jérusalem ! Bonaparte avait adopté cette idée avec enthousiasme ; lui, admirateur des vieux temps, avait lu qu'Alexandre le Grand avait rendu le temple aux Juifs, et que l'empereur Julien avait essayé le rétablissement de Jérusalem : imiter ces deux renommées, c'était hautement se poser en histoire. Ensuite, le mont Liban, la Syrie, étaient remplies de populations chrétiennes, de coptes, de sectateurs de saint Jean, de sabéens, qui tous pouvaient se lever fièrement pour la cause de l'indépendance. La croix serait-elle toujours insultée ? Est-ce qu'on courberait toujours la tête sous le cimetière musulman ? Les Druses formaient une population fière et armée dans les fertiles montagnes du Liban, et à tous les temps, les catholiques s'étaient adressés aux consuls français pour la protection accordée au nom du saint-sépulcre.

Le bruit de cette expédition de Syrie était parvenu à la Porte Ottomane, qui en éprouva quelque effroi. Les pachas de Syrie avaient plus d'une fois lutté contre les populations des Druses de la montagne ; s'il paraissait une armée de Français au delà de Saint-Jean-d'Acre, l'insurrection gagnerait toute la Syrie, Damas, Alep, Tripoli, et puis viendrait le tour des populations

grecques de Smyrne et de Pergame. Ces dangers, les ambassades anglaise et russe les avaient exagérés, afin d'entraîner la Sublime Porte à un mouvement d'énergie. Deux expéditions furent résolues : on enverrait des renforts aux garnisons ottomanes de Gaza, Jaffa, Saint-Jean-d'Acre et Tripoli, et une flotte anglo-ottomane serait directement dirigée vers les embouchures du Nil, pour amener un soulèvement de la population musulmane contre les Français. A cet effet, l'escadre anglaise demeurait à l'entière disposition de la Turquie ; une petite flottille, sous les ordres du commodore Sidney Smith, cinglait déjà devant la côte de Syrie. Ardente existence, que celle de Sidney Smith, prisonnier au Temple, hardiment délivré par de faux actes de police, et maintenant en pleine manœuvre pour résister à l'invasion des républicains en Syrie. Avec lui étaient deux Français, qui l'avaient suivi comme officiers de troupes ; l'un, bon gentilhomme, camarade d'école du jeune Napoléon Bonaparte (tous deux pensionnaires du roi), se nommait Phélippeaux (1), et

(1) La vie aventureuse de M. de Phélippeaux est fort curieuse.

Le Picard de Phélippeaux, né en 1768 en Poitou, était fils d'un officier de Fleury (infanterie) qui le laissa orphelin encore enfant ; de l'École militaire de Pont-le-Voy, il passa en 1783 à celle de Paris, qu'il quitta en 1785 pour entrer sous-lieutenant au régiment d'artillerie de Besançon. En garnison à Paris en juillet 1789, il commandait une batterie destinée à dissiper les attroupements sur la place Louis XV ; il émigra en 1791, se rendit à l'armée de Condé avec laquelle il fit les campagnes de 1792, 93 et 94 dans la compagnie noble d'artillerie, puis débarqua en Vendée. Nommé en août 1796 adjudant général, il leva un corps de royalistes, et fut fait

était un remarquable ingénieur ; l'autre était un officier de Royal-artillerie, M. Tromelin, depuis appelé à un haut grade dans l'armée. M. de Phélippeaux avait mission de mettre Saint-Jean-d'Acre en état de défense. Saint-Jean-d'Acre, l'ancienne Ptolémaïs des croisés, avait soutenu plus d'un siège ; comme les cités un peu fortifiées des côtes de Syrie, elle avait gardé ses murailles plates et flanquées de tours crénelées, blanches et rayonnantes sous le soleil, telles que les pèlerins et les croisés les avaient trouvées au XIII^e siècle, et telles qu'on les voit reproduites sur les vieux manuscrits ; c'étaient de faibles moyens de défense pour les temps modernes, quand le canon brise des pans entiers de murailles ; mais les Turcs, derrière les brèches, se défendaient merveilleusement, tête à tête, le sabre au poing ; ils avaient pour pacha, à Saint-Jean-d'Acre, un homme terrible dans ses résolutions, Djeddar, dont la renommée retentissait au loin ; et puis, ils étaient appuyés par la marine de sir Sidney Smith, et les deux officiers, de Phélippeaux et de Tromelin. On pouvait donc se défendre à l'abri des fortifications.

prisonnier le 12 juin suivant ; envoyé à Bourges, pour y être jugé, il parvint à s'évader, et ne quitta cependant la France qu'après le 18 fructidor, pour aller rejoindre l'armée de Candé près du lac de Constance ; il ne la suivit pas en Russie et revint à Paris, où par son activité intelligente il délivra sir Sidney Smith de la tour du Temple. Arrivé à Londres, il reçut le grade de colonel, puis s'embarqua avec Sidney Smith, chargé d'un commandement dans la Méditerranée, qui lui confia la défense de Saint-Jean-d'Acre. Il y mourut quelques jours après la levée du siège, d'une maladie épidémique, à peine âgé de 31 ans.

A travers le désert, sur les côtes arides, Bonaparte s'avancait hardiment. La peste, comme le cavalier noir du désert, venait d'atteindre quelques-uns de ses soldats; elle faisait peur à tous sous ce ciel brûlant comme une fournaise. A Gaza, les républicains pénétrèrent sans résistance; c'est la porte de Jérusalem et la ville sainte; là, Bonaparte promet aux juifs de rétablir leur temple et leur nation, mais tout dépend de Saint-Jean-d'Acre : si cette ville est prise, la prophétie de Jésus-Christ sera vaine, les sacrifices recommenceront dans la maison sacrée. Marchez ! marchez ! le Christ sera plus fort que les hommes, et Saint-Jean-d'Acre arrêtera Bonaparte ! De Gaza on s'avance sur Jaffa, par la route que suivit Richard Cœur-de-Lion; l'antique Joppé voit des massacres horribles : la garnison, composée de janissaires, est brisée sans pitié sous les baïonnettes sanglantes : deux mille Osmanlis ont capitulé et déposé les armes. Que signalent ces coups de feu répétés, ce cliquetis de baïonnettes ? c'est le glas lugubre qui annonce que ces prisonniers sont massacrés par ordre de Bonaparte. L'armée prenait ainsi d'impitoyables et sanglantes habitudes : serait-ce que quand on souffre beaucoup on a le cœur dur pour les autres ? Le soldat versait ce sang à flots, les barbares se heurtaient contre les barbares : les bulletins de Bonaparte peuvent-ils nous parler encore de la cruauté de Djezzar ? A Jaffa, comme si la Syrie, fille au teint hâve et amaigri, se vengeait de ses souffrances, la peste éclata dans quelques bataillons; il y eut là le premier hospice des pestiférés et des aveu-

gles, nouveau souvenir de saint Louis et des croisades. Le beau talent de Gros a poétisé encore le triste tableau des pestiférés de Jaffa, de ces vieux soldats au visage livide, au front découronné, se réveillant pour saluer le général qui vient les visiter. Bonaparte ne toucha aucune plaie, ne brava aucune contagion comme on l'a dit; une préparation chimique l'avait garanti ainsi que tous ceux qui l'accompagnaient, et pourquoi l'en blâmer? un général en chef se doit à son armée, pourquoi braver la mort par de puériles fanfaronnades et compromettre le salut de tous pour une satisfaction d'amour-propre?

On était au 18 mars, temps où le vent d'équinoxe souffle encore aux rades de Syrie; le général espérait que la grosse mer empêcherait l'escadre anglaise d'approcher de Jaffa: sir Sidney Smith brava tout, et Saint-Jean-d'Acre fut en état de défense (1). Un premier assaut est commandé par Bonaparte sans grosse artillerie; une cité presque ouverte va-t-elle résister

(1) Bonaparte, prêt à foudroyer Saint-Jean-d'Acre, écrivit au pacha Djezzar.

« Depuis mon entrée en Égypte, je t'ai fait connaître plusieurs fois que mon intention n'était pas de te faire la guerre, que mon seul but était de chasser les Mameluks. Tu n'as répondu à aucune des ouvertures que je t'ai faites. Les provinces de Gaza, de Jaffa, de Ramleh sont en mon pouvoir. J'ai traité avec générosité celles de tes troupes qui se sont mises à ma discrétion, j'ai été sévère envers celles qui ont violé le droit de la guerre; mais quelles raisons ai-je d'ôter quelques années de vie à un vieillard que je ne connais pas? Que sont quelques lieues de plus à côté du pays que j'ai conquis? Et puisque Dieu me donne la victoire, je veux, à son exemple, être

à ceux qui ont assiégé Mantoue ? La baïonnette des grenadiers vient s'émousser contre le damas des janissaires et les boulets lancés par les larges gueules des canons de 24. Un second assaut est ordonné, et voici sur la montagne des myriades de Turcs qui s'étendent jusqu'à Nazareth, la ville de la Vierge ; il faut les repousser ; la bataille se donne et la victoire est à nous.

Mais Saint-Jean-d'Acre, quelle est donc cette main invisible qui te défend ? Soixante jours de siège devant une ville presque ouverte, et quels assiégeants ! Des morts partout ! généraux, officiers, tombent criblés de balles ; et après tout cela il faut lever le siège à la hâte. Comme l'empereur Julien, Bonaparte a promis de restaurer le temple de Jérusalem après la victoire pour jeter une insulte au Christ, et Dieu ne veut pas que les paroles de Jésus soient vaines. Saint-Jean-d'Acre pris, les portes de Jérusalem s'ouvriraient sans doute ; cela ne doit pas être, et la ville résiste avec un indicible acharnement. La campagne de Syrie fut ainsi

clément et miséricordieux, non-seulement envers le peuple, mais encore envers les grands. Redeviens mon ami, sois l'ennemi des Anglais et des Mameluks, et je te ferai autant de bien que je t'ai fait et que je peux te faire de mal. Envoie-moi ta réponse par une personne revêtue de pleins pouvoirs. Il suffira qu'elle se présente avec un drapeau blanc. J'ai donné ordre à mon état-major de t'envoyer un sauf-conduit que tu trouveras annexé à cette lettre. »

Djezzar répondit : « Je ne t'ai point écrit parce que je ne veux entretenir aucune communication avec toi. Tu peux marcher sur Acre quand tu voudras. Je suis prêt à te recevoir, et je m'enfermerai sous les ruines de la place. »

perdue : que de souffrances au désert ! que de cruautés impitoyables ! car le cœur se durcit par ses propres douleurs ; oui, l'opium fut jeté dans le breuvage des frères, des camarades, pour abrégér leurs douleurs ; oui, nul blessé ne fut transporté à travers le désert, ils moururent au loin dans un sommeil d'hôpital, et quand Bonaparte a commandé des choses si épouvantables, il se révèle immense par la bataille d'Aboukir.

Au loin on a vu poindre des voiles nombreuses ; du vieux port d'Alexandrie, on a pu distinguer le drapeau ture, la queue des pachas unie au pavillon anglais qui ombrage les chaloupes canonnières ; le soleil est brûlant, la mer calme, et bientôt des milliers de rames agitent et brisent les flots ; les chaloupes portent toute une armée de janissaires, sous le pacha de Romélie, Mustapha, le plus remarquable des généraux de la Porte Ottomane. Mourad-Bey, prévenu dans le désert, doit servir de cavalerie à ces janissaires, troupes solides et irrégulières avec leur long fusil, leur cimetière étincelant. La position que Mustapha choisit suppose une forte intelligence du champ de bataille : il se retranche dans la presqu'île d'Aboukir, attendant que Mourad-Bey se joigne à lui, avec sa brillante cavalerie, ses Mameluks intrépides, et tombe sur les ailes des Français.

Cette jonction, Bonaparte doit l'éviter ; du pied des Pyramides, d'où quarante siècles le contemplant, sous l'ombre de l'immense sphinx de granit, le général médite la destruction de Mourad-Bey et une belle bataille contre les janissaires ; puis traversant le désert,

le voilà avec ses braves divisions en face de la rade d'Aboukir, triste souvenir de la flotte détruite et qu'il veut enfin effacer ! L'armée turque s'est postée dans la presqu'île, les janissaires se placent derrière les murailles comme à Saint-Jean-d'Acre, parce qu'ils peuvent là se défendre le cimenterre aux dents et le long fusil aux mains ; leur artillerie est considérable et bien dirigée par les officiers anglais. A la vue du camp des janissaires, Bonaparte improvise son ordre de bataille : l'infanterie attaquera de front les retranchements, tandis que la cavalerie de Murat, les hussards, les dragons d'Égypte les prendront à revers. Murat fut admirable dans sa belle charge contre les tentes de Mustapha ; on aurait dit des prouesses de chevaliers au temps des croisés ; on se battit corps à corps, et Mourad baissa son damas devant le fier cavalier du Quercy.

La masse des janissaires, refoulée vers la mer, fut engloutie, quelques-uns seulement regagnèrent les chaloupes canonnières, mais l'Égypte fut pour le moment préservée ; Mourad était rejeté dans le désert et les janissaires dans les flots.

Sous le bruit et l'éclat de cette bataille d'Aboukir, Bonaparte prépara son départ pour la France ; les Anglais, qui voulaient délivrer l'Égypte à tout prix, lui avaient fait connaître tous les détails des événements de la patrie, la marche des coalisés, les batailles perdues. Sir Sidney Smith parlait déjà de capitulation, et on peut en voir les traces dans les instructions (1)

(1) *Instructions de Bonaparte à Kléber :*

« ... Si, par des événements incalculables, toutes les tentatives

que le général en chef donne à Kléber en quittant l'Égypte ; il y prévoit une éventualité de négociation et la nécessité impérieuse de rendre l'Égypte à la Porte Ottomane. L'espérance d'avenir et de force n'est plus dans cette armée : l'Égypte fut perdue du jour où l'on prévint la possibilité de l'abandonner, et cela vint après l'inutile tentative contre Saint-Jean-d'Acre. On y était arrivé plein d'espoir et de jeunesse, on s'en retirait avec quelques rameaux d'or enlevés à l'arbre de la vie. D'où vient néanmoins que toute cette armée se souvint de l'Égypte comme d'une de ces choses qui font palpiter le cœur ? C'est qu'on y avait aimé, combattu, souffert ensemble à l'âge de vingt ans ; c'est que ce ciel bleu, cette poussière blanchâtre, la solennité du désert, l'aspect du Delta, ce Nil, ces cataractes, les Pyramides, les nations mortes, les ruines sous les sphinx, tout cela ne se retrouvait plus dans la vie régulière d'Europe au milieu des palais ; quand on reconnaissait un soldat d'Égypte dans les

étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucune nouvelle de France ; et si, cette année, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte et vous tuait plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celle que les événements de la guerre vous occasionneraient journellement, je pense que, dans ce cas, vous ne devriez pas vous hasarder à soutenir la campagne prochaine, et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte Ottomane, quand même l'évacuation de l'Égypte en devrait être la condition principale.

«...Vous savez, citoyen général, combien la possession de l'Égypte est importante pour la France. L'évacuation de cette belle province serait un malheur d'autant plus grand, que nous la verrions passer en d'autres mains européennes. »

rangs pressés de la vieille armée, on aimait à l'interroger, parce que l'âme humaine se complait à retrouver la mélancolique mémoire des poétiques choses du passé.

Au fond, l'expédition d'Égypte accomplit la décadence de notre système commercial dans le Levant et la ruine même de nos espérances sur l'Inde. Il est curieux de voir que le but de cette campagne était de détruire la puissance anglaise dans la presqu'île du Gange, et l'expédition de Bonaparte, au contraire, la grandit et la consolida.

Le comte de Mornington (depuis lord Wellesley), gouverneur général de l'Inde, avait appris que Tippoo-Saëb s'était mis en relation avec l'île de France et que des officiers français étaient passés à son service. La haine profonde, puissante, que Tippoo portait aux Anglais n'était point ignorée de la grande compagnie anglaise. A la nouvelle de ses relations avec les Français et des préparatifs hostiles de Tippoo, le comte de Mornington écrivit au sultan pour le détourner de toute alliance avec cette nation qui n'avait plus ni roi, ni religion, ni morale. Tippoo-Saëb répondit d'une manière évasive (1), avec le peu de franchise qui distingue

(1) *Tippoo-Saëb au comte de Mornington :*

« Votre Excellence me marque qu'elle n'ignore point les relations que j'ai avec les Français, ces irréconciliables ennemis de la puissance britannique; qu'elle ne saurait être indifférente aux engagements que j'ai pris avec eux. Voici à quoi toutes nos relations se réduisent. Il existe dans les États que Dieu a bien voulu me confier, une tribu marchande qui s'occupe uniquement de trafiquer par terre et par mer. Un bâtiment de cette tribu ayant exporté du riz

les puissances asiatiques quand elles traitent avec les infidèles : « Le sultan n'avait pas demandé le secours des Français; quelques intrigants avaient employé son nom; si quelques républicains étaient venus dans l'empire, c'était sans son aveu; pouvait-il empêcher le commerce avec les étrangers? » Le comte de Mornington fit semblant de se contenter de ces explications; puis il réunit les cipayes réguliers, les régiments européens, dans le dessein de briser ce sultan de Mysore, qui, depuis Hyder-Aly, tendait la main aux Français, pour reconstituer leur grande puissance dans l'Inde. Après quelques démonstrations pacifiques, le lieutenant général Harne se mit à la tête d'un beau corps de cipayes et d'Européens avec les troupes du

dans l'île de France, une quarantaine d'individus français et hommes de couleur s'embarquèrent avec eux et virent dans mes États pour y chercher de l'emploi; ceux qui consentirent à prendre du service restèrent, les autres furent renvoyés au delà des frontières, et j'ai lieu de croire que ces misérables (car les Français sont remplis d'artifice et de mauvaise foi) ont répandu des bruits faibles et propres à rompre la bonne intelligence entre mes États et les possessions de Sa Majesté Britannique. »

Les Anglais, ayant intercepté une lettre de Bonaparte, surent à quoi s'en tenir sur les protestations de Tippoo-Saëb.

« Bonaparte, au puissant et magnifique sultan Tippoo, notre illustre et grand ami.

« Vous avez appris mon arrivée sur les bords de la mer Rouge, avec une nombreuse et invincible armée, pour vous délivrer du joug des Anglais. Je saisis cette occasion pour vous témoigner le désir d'avoir des nouvelles de votre situation politique par la voie de Mascate. Je vous engage à m'envoyer à Suez ou au Caire une personne intelligente et sûre, avec laquelle je puisse conférer. Que le Très-Haut accroisse votre puissance et détruise vos ennemis! »

Nisam et du Décan, si hostiles au Mysore (c'est par ces jalousies que les Anglais ont dominé l'Inde), et ces 37,000 hommes se portèrent sur Seringapatam. L'intrépide Tippoo n'attendit pas les Anglais, et avec ses brillants cavaliers, il s'élança sur la route de Bombay pour opérer une diversion.

Là, se montra, pour la première fois, dans une belle résistance, un jeune officier, major déjà, le jeune Wellesley, depuis duc de Wellington. Bonaparte commençait sa carrière de gloire poétique en Égypte, tandis que Wellington était dans l'Inde, et ces deux grandes existences, à seize ans de là, devaient se rencontrer sur le champ funèbre de Waterloo. Cette guerre magique de l'Inde finit par la prise de Seringapatam et la mort de Tippoo-Saëb, l'ennemi de la puissance britannique. La peinture anglaise a reproduit la série de ces victoires sur la dynastie du Mysore; le palais d'Apsley-House est tapissé de ces souvenirs de la jeunesse et de la gloire du duc de Wellington : ici le siège de Seringapatam : voyez ces officiers à l'épée sanglante : le lieutenant général Baird, longtemps prisonnier de Tippoo-Saëb, a de vieilles injures à venger ; à ses côtés brille le jeune major Wellesley, qui conduit les cipayes et l'infanterie écossaise; le sultan Tippoo et ses fils défendent la brèche et les hautes murailles couvertes de canons formidables, avec une indicible intrépidité. Bientôt le tableau change : les Anglais ont pénétré dans la ville, au milieu du peuple agenouillé; le sultan, sur son cheval fougueux, combat à outrance; blessé à mort, ses serviteurs forment comme un mur

de cadavres autour de lui. Maintenant s'offre le spectacle douloureux des fils, des femmes, des esclaves de Tippoo-Saëb, vêtus de blanc, le front abaissé dans la poussière : image de l'Inde vaincue, enchaînée par la puissante Angleterre !

Ainsi, le but que se proposait le directoire par la conquête de l'Égypte, loin d'être atteint, tournait précisément au profit des intérêts commerciaux et politiques des colonies anglaises dans l'Inde. Un seul ennemi existait encore capable de combattre dans la presqu'île la puissance britannique, et cet ennemi, Tippoo-Saëb, était brisé par un grand mouvement militaire. Nul ne pouvait plus disputer à l'Angleterre la domination de l'Inde, depuis le Gange jusqu'à Bombay. Cette puissance fut alors tellement assurée, que lord Wellington put détacher un corps de troupes régulières de cipayes, dont la destination fut hardie et bien étrange : il partit de Calcutta dix-huit mille hommes environ qui se renforcèrent encore à Madras de deux régiments européens ; les navires de transport les conduisirent à Bombay, à la face du golfe Persique ; là, recrutée d'artillerie, cette petite armée dut se diriger vers le détroit de Babelmandel, le golfe Arabique, et la mer Rouge jusqu'à Suez, afin d'attaquer les Français en Égypte, de concert avec les troupes de la Porte, qui devaient les prendre par Alexandrie et la rade d'Aboukir.

Cette mystérieuse expédition détermina la chute de notre colonie d'Égypte, fondée avec tant d'éclat par des prodiges de valeur. L'Angleterre conquit la suprématie dans la Méditerranée et dans l'Inde ; elle eut

Malte d'une manière permanente et solide, comme l'Autriche avait obtenu Venise par le traité de Campo-Formio ; elle brisa nos comptoirs dans le Levant, notre influence à Constantinople ; elle rendit impossible ce beau projet de Louis XVI, qui, à l'aide de Tippoo-Saëb, voulait opérer dans l'Indoustan la même révolution qui avait arraché les colonies de l'Amérique septentrionale à l'Angleterre. C'est ainsi qu'en nous privant de nos alliances, en brusquant toutes les idées politiques et toutes les traditions de la vieille diplomatie, la révolution avançait les projets des ennemis de la grandeur française. Il ne tint même qu'à des combinaisons du hasard que l'Égypte ne tombât au pouvoir de l'Angleterre, et que cette puissance n'eût enfin, comme le disent aujourd'hui des diplomates, la clef de ses magasins dans la poche.

CHAPITRE LX.

FIN DE LA PÉRIODE DIRECTORIALE.

Agrandissement du parti des fatigués. — Craintes des aristocrates de la révolution. — Sieyès. — Barras. — Projets d'en finir avec la république. — Fouché. — M. de Talleyrand. — Divers projets. — Dictature prussienne. — Négociations de Barras avec Louis XVIII. — Les amis de Bonaparte. — Progrès de Suwarow en Italie. — Moreau. — Bernadotte. — L'abbé Sieyès et Joubert. — Bataille de Novi. — Mort de Joubert. — Jourdan. — Augereau. — Projet de déclarer la patrie en danger. — Harangue de Sieyès contre les jacobins. — Mesures répressives de Fouché contre les clubs et la presse. — Le directoire. — Dissensions des Russes et des Autrichiens, — Campagne de Suisse. — Masséna. — Les Anglais en Hollande. — Le général Brune. — Orages et menaces d'un coup d'État. — Espérance de la force. — Arrivée de Bonaparte.

Juillet—octobre 1799.

Lorsque les opinions arrivent à un certain degré de lassitude dans un pays, les affaires de l'extérieur l'occupent moins que sa propre situation intérieure, dont il veut sortir à tout prix. Les fatales défaites des armées, la perte de la flotte d'Aboukir, l'évacuation

complète de l'Italie, ces tristes nouvelles arrivées coup sur coup n'étaient, pour ainsi dire, que des accès dans l'étrange agitation des partis qui tourmentait la France, et alors, le plus puissant de ces partis, le plus exigeant de tous, était celui des fatigués, parce que le moindre bruit l'importune, le moindre propos l'irrite : il est despotique, impérieux ; il veut qu'on en finisse, parce qu'il a peur, et, à ce parti, je l'ai déjà dit, se joignait celui des aristocrates de la révolution, qui, fort contents de leurs profits, ne voulaient plus être troublés dans leur jouissance : est-ce que l'abbé Sieyès, pauvre curé de Fréjus avant 1789, à la *portion congrue*, ne devait pas se trouver parfaitement satisfait de sa position, de son énorme fortune ? Ambassadeur à Berlin, membre du directoire à cent mille francs de traitement ! Et le comte de Barras, officier rouge, capitaine à un millier d'écus, devenu possesseur de Gros-Bois comme un prince du sang de France, avec ses maîtresses, ses piqueurs, ses mentes, ne devait-il pas croire que tout était parfait autour de lui, et son gouvernement admirable ? Tous ces gens-là s'absorbaient désormais dans une seule pensée, celle de conserver leur position intacte, et de la préserver de toute nouvelle révolution. De là leur acharnement contre ce qui remuait avec trop d'indépendance et d'émotions généreuses : puisqu'ils étaient satisfaits, qui osait ne point l'être ? Autour d'eux se groupait le parti des intérêts composé de tous ceux qui, ayant fait leur affaire, voulaient en jouir, et ils commençaient à être fort nombreux.

Cet état de la société, Fouché l'avait très-bien compris en entrant au ministère de la police, et cette lassitude, il voulait la mettre au service d'un pouvoir qui, tout en maintenant les résultats acquis de la révolution, l'empêcherait de *marcher au delà*, expression qui, détachée de toute poésie, voulait dire seulement : « Nous avons fait notre fortune, nous serons hostiles à quiconque voudra la troubler : si ce sont les jacobins, nos anciens amis, nous les traiterons d'anarchistes; si ce sont les royalistes, dont nous avons pris les biens et dont nous singeons les principes, ce seront des brigands : de sorte, qu'avec ce petit balancement et quelque expression de patriotisme, nos positions, nos fortunes seront sauvées (1). » Au temps de la jeunesse des sociétés, lorsque les partis sont fringants, vivaces, fanfarons, les fatigués n'ont pas beau jeu : on les raille, on les étouffe; mais quand on vieillit, on se fait sage, et les aristocrates de la révolution avaient derrière eux toute la coterie des intérêts repus et des intérêts alarmés. C'est ce qui faisait à l'intérieur la puissance de l'abbé Sieyès, et à l'extérieur le crédit de l'ancien évêque d'Autun, M. de Talleyrand : ils voulaient finir l'un et l'autre la révolution, tout en l'exaltant. Barras, au fond, plus révolutionnaire que Sieyès et M. de Talleyrand, était un peu dégoûté de cette vie incessamment active, où l'on jouait sa tête et son pou-

(1) La plupart des hôtels même de grands seigneurs avaient été donnés aux favoris du directoire ou achetés à vil prix. L'usage des nombreux domestiques recommença, et les *officieux* (nom donné en 1794 aux laquais) s'étaient multipliés.

voir chaque jour; il aimait l'argent, et, si on lui arrachait l'autorité, la source en serait aisément et promptement tarie. C'était donc par des mobiles divers que ces quatre hommes politiques, l'abbé Sieyès, Fouché, M. de Talleyrand et Barras marchaient au même but, et voulaient faire une bonne fin.

Ces temps-là sont merveilleux pour les négociations de partis, et ils font parfaitement deviner leur dernier mot dans la situation des affaires publiques. L'abbé Sieyès proclamait avec une certaine solennité de paroles que la constitution de l'an III avait fait son temps, et qu'il fallait arriver à un ordre de choses qui placerait le pouvoir dans les mains des sages et des fatigués (le conseil des Anciens). L'activité, la vie lui faisait peur. Il avait dit à Berlin qu'il fallait en France une tête et une épée: une tête, vous le devinez bien, c'était la sienne, qui se proclamait la première, la plus forte dans sa solennité pédante; quant à l'épée, il revenait avec complaisance à la pensée d'un étranger, du duc de Brunswick, d'un prince de Prusse, d'un chef de principauté allemande, comme un souvenir de Guillaume III en Angleterre. Moins ce prince connaîtrait la France, plus il serait soumis à sa direction absolue; l'épée serait subordonnée à sa pensée. C'était parfaitement calculer son jeu, en rapport avec sa vanité. Sieyès caressait l'idée primitive de la révolution, quand elle se détacha du duc d'Orléans pour s'offrir au protectorat du duc de Brunswick.

Barras, dans son besoin de repos, prêtait l'oreille à d'autres propositions. La pensée des Russes et de

Paul I^{er}, dans cette campagne, était essentiellement bourbonnienne, c'est-à-dire favorable à la restauration de Louis XVIII. Cette manifestation de principes bien connus avait donné de la force et de la vie au parti royaliste, et il s'agitait partout à Paris, dans les provinces : il est certain que, dans cette circonstance, Louis XVIII et son cabinet songèrent qu'il existait à Paris un gentilhomme, le comte de Barras, tête de plaisirs, à bout des affaires, à la veille d'être expulsé du pouvoir, et qui, moyennant sûreté et indemnité, pourrait aider un mouvement de restauration. En conséquence, des propositions durent lui être faites dans ce sens par M. Guérin de Saint-Tropez, ancien officier de marine, son ami, et par ce hardi libraire de Neuchâtel, Fauche-Borel, qui déjà s'était ouvert à Pichegru. Il existe un rapport du marquis de la Maisonfort au roi, sur les négociations très-avancées avec le directeur Barras, qui « consentait, disait-il, à rétablir la monarchie en la personne de Louis XVIII (1). » Dans

(1) Le marquis de la Maisonfort adressa un rapport à Louis XVIII sur le but et l'importance d'une négociation avec Barras : « Sire, il est impossible qu'il se présente jamais une chance plus avantageuse pour Votre Majesté ; ce n'est plus une misérable conspiration qui se trame par des particuliers sans moyens, sans alentours, sans connaissance du flux ou reflux des factions ; c'est le chef du gouvernement, c'est l'homme presque assis à votre place qui vous l'offre ; c'est celui des cinq qui a le plus d'énergie, celui qui, dans ce moment, a le plus de prépondérance, celui qui, dans le partage du pouvoir, a la surveillance de tous les complots et la grande police de la république ; celui enfin contre lequel on ne peut rien, et que Carnot dédaigna sottement au 18 fructidor ; au milieu de quatre avocats, c'est un gentilhomme, et, quoi qu'on en dise, attaché à des

les lettres patentes, le roi engage sa parole de s'interposer entre tous tribunaux qui voudraient connaître des opinions et des votes du comte Paul de Barras, et de plus il lui assure douze millions de livres pour l'indemniser de sa position politique.

L'existence de la négociation est incontestée; ces lettres patentes, contre-signées du comte de Saint-Priest, sont en original; sous la seconde restauration,

sentiments monarchiques, parce que, en sa qualité de gentilhomme, il les a sucés avec le lait de son enfance. Sire, Barras est l'homme le plus commode à récompenser; il ne veut imiter Monek que par l'action qu'il fit; il n'en veut pas les récompenses. La raison lui dit qu'il serait une monstruosité dans votre cour; il ne songe donc à y conserver ni place, ni crédit, ni honneur; il veut seulement sûreté et indemnité. Un des plus grands avantages du plan de Barras, sire, c'est qu'il veut en finir avec la république, il veut que vous en finissiez avec la révolution. Il ne passera pas comme le feraient l'avocat Merlin, le théophilanthrope Lareveillère, l'atrabilaire Rewbell, le diplomate Treilhard, à vous faire cinq cents pages de constitution, il veut que vous soyez roi sans préambule et sans restriction.»

Les lettres patentes du roi, datées du 8 mai 1799, portaient : « Que le général Paul de Barras consentait à rétablir la monarchie en la personne de Louis XVIII, et que l'on se chargeait en échange de satisfaire aux deux premières conditions en faveur de M. Paul de Barras, savoir sûreté et indemnité, en engageant la parole sacrée de s'interposer entre Paul de Barras, et tout tribunal quelconque qui voudrait connaître de ses opinions et de ses votes, et d'annuler par son pouvoir souverain toute recherche à cet égard. Le roi lui promettait, en outre, une large indemnité, évaluée à une somme au moins de 12 millions de livres tournois, équivalente à deux années de ses bénéfices dans les fonctions de directeur. On n'y comprenait pas deux millions distribués à ses coopérateurs, sans compter les sommes nécessaires aux frais du mouvement à effectuer dans Paris. »

Barras les invoqua hautement. Depuis on les a niées ; il a été dit que Barras communiqua, en se moquant, la négociation royaliste à ses collègues, et que les registres secrets du directoire en font mention, comme de toutes les affaires générales. Barras en put dire quelques mots, afin de ne pas trop se compromettre par une trahison ouverte et absolue ; mais la partie secrète de l'arrangement ne fut connue que du comte de Barras, de M. de Saint-Tropez, de Paul I^{er}, du roi Louis XVIII et du comte de Saint-Priest. Bonaparte en eut, sous le consulat, quelque intelligence, lorsqu'il s'écria : « Si j'avais su ces négociations, j'aurais fait fusiller Barras avec les lettres patentes de Louis XVIII attachées sur sa poitrine. » On ne sait pas assez tout ce que peut oser un esprit qui se dégoûte des affaires et qui est menacé d'en perdre la direction ; or, le comte de Barras en était là !

Fouché et M. de Talleyrand n'en étaient pas précisément au dégoût, mais aux moyens de garder une position acquise ou de grandir même celle qu'ils s'étaient faite. Ils connaissaient les projets du comte de Barras et de l'abbé Sieyès, l'un voulant appeler Louis XVIII, l'autre espérant créer le protectorat du duc de Brunswick et rétrograder à la campagne des Prussiens en 1792, idée fixe de Sieyès. C'était méconnaître les changements de fortune arrivés dans l'armée : lorsqu'il y avait des généraux aussi considérables que Moreau, Bernadotte, qui pouvait songer encore au duc de Brunswick ou à tout autre prince allemand ? C'était bon à l'époque du médiocre mar-

quis de La Fayette ou du maréchal Luckner. Depuis, avec les grandes renommées que la république avait glorieusement jetées au monde, elle n'avait pas besoin d'étranger : que l'on créât un pouvoir fort, il y aurait toujours une épée pour le saisir avec hardiesse. M. de Talleyrand lui-même ne jugeait pas alors dans de meilleurs termes la restauration royaliste de Louis XVIII ; s'il y avait lassitude d'anarchie et de désorganisation, il n'y avait pas un véritable retour vers le vieil ordre de choses : trop d'intérêts étaient engagés dans la révolution française, pour l'abandonner sans combattre. Louis XVIII tout seul, ce n'était pas un danger ; mais il reviendrait avec l'idée dont il était la représentation, et cette idée faisait peur : est-ce que le parti royaliste tiendrait compte des faits accomplis, et resterait-il dans les limites de la sagesse ? C'est ce qui rattachait la coterie des compromis, des fatigués, des ambitieux, à tout homme hardi, sorti des rangs de la révolution, assez fort et assez ambitieux pour saisir puissamment la dictature. Aussi les frères, les amis de Bonaparte, trouvaient-ils un concours facile pour la réalisation de leur idée favorite de placer le pouvoir suprême aux mains de Napoléon : « Quel dommage qu'il fût en Égypte ! disaient-ils ; quelle perte on avait faite là ! s'il était à Paris, est-ce que la patrie eût jamais été exposée à de si grands périls vis-à-vis des partis et des étrangers ? »

La marche des alliés était rapide, menaçante, et les frontières n'étaient même plus assurées. Suwarow

assiégeait Tortone et Alexandrie ; ses troupes légères apparaissaient en Provence et en Dauphiné ; l'archiduc Charles , bien que malade , promettait également une vive et puissante coopération en Franche-Comté avant la fin de la campagne , et la Saône et le Rhône étaient le rendez-vous de deux grandes armées. En face de Suwarow , Moreau organisait un beau corps de résistance , et les soins de Bernadotte , ministre de la guerre , avaient porté à cinquante mille hommes l'armée républicaine , si profondément affaiblie sur les Alpes.

Il fallait enfin reprendre une forte initiative contre l'ennemi et jeter quelque éclat sur la république humiliée , pour ensuite saisir le pouvoir à l'intérieur avec fermeté. On n'avait qu'à choisir entre Moreau , Bernadotte et Joubert. Mais Moreau , si remarquable à la tête d'une armée , était mou , incertain , sans résolution politique dans un mouvement d'intérieur ; jamais il ne serait assez assoupli sous la volonté de Sieyès ; et au cas où le directeur appellerait le duc de Brunswick au protectorat , pourrait-il compter sur l'appui de Moreau ? C'eût été là évidemment une fausse idée. Bernadotte était lui-même trop lié au parti jacobin pour servir de pivot à une combinaison d'ordre et de dictature au profit d'un étranger ou de tout autre chef de guerre qui tuerait la république. Il ne restait donc plus que Joubert en position de devenir le général de predilection de Sieyès , parce qu'il était souple , obéissant , et avec cela ambitieux d'obtenir une position militaire de première ligne. Joubert était un

esprit de même nature que Hoche, Marceau, tant aimés du directoire parce qu'ils abaissaient l'épée devant la toge, toujours prêts à servir la politique et la police des cinq rois, sortes de caractères commodes qui plaisent aux pouvoirs. Joubert, jeune homme à imagination vive et ardente, s'était placé sous les inspirations de Sieyès, qui le nomma au commandement de Paris; le directeur daigna lui-même préparer son mariage avec M^{lle} de Montholon, et on le réservait, à son retour de quelques grandes expéditions, pour accomplir, sous la protection de l'abbé Sieyès, une révolution purement politique qui aurait brisé les éléments démocratiques de la constitution de l'an III, et tout centralisé dans les mains des vieillards et des fatigués, avec l'abbé Sieyès, M. de Sémonville, Talleyrand et Fouché, pour chefs.

Joubert partit donc pour l'armée d'Italie alors groupée autour de Gènes, sous le commandement provisoire de Moreau. L'esprit d'obéissance et de modestie du général républicain était tel que, plus âgé que Joubert, avec une capacité bien autrement remarquable, Moreau accepta du service sous ses ordres, et la campagne s'ouvrit par la triste et glorieuse bataille de Novi (1). L'armée républicaine occupait les belles

(1) *Extrait du rapport adressé au directoire par le général Suchet, chef de l'état-major de l'armée d'Italie.*

« Après avoir, dès son arrivée, reconnu la position des troupes et réglé les dispositions, le général Joubert s'est déterminé à tenter un effort vigoureux pour débloquer Tortone et faire entrer l'armée dans la plaine. Il avait fortement et amicalement invité le général Moreau à ne point le quitter sans l'avoir aidé à combattre et à vain-

positions, illustrées par la campagne de 1796 sous Bonaparte; mais la victoire n'était plus avec ces invincibles légions, et Suwarow opposait son génie et son infatigable activité à la hardiesse des généraux de la république. L'armée de Naples avait fait sa jonction avec celle de Joubert, et quarante-cinq mille hommes purent se réunir sous le même drapeau pour com-

ere. Le général Moreau s'empressa de répondre à cette confiance par un dévouement également généreux.

« Le général Joubert, à la tête d'une partie de l'armée formant l'aile gauche, s'est porté de Savone par les montagnes du Mont-Ferrat et la vallée d'Acqui, vers Capriata et Novi, tandis que le général Saint-Cyr, qui commandait la droite, débouchait par la Bocchetta pour se joindre aux mêmes points. Le général Moreau et le général Dessolles marchaient avec cette colonne; quelques reconnaissances et des combats assez vifs précédèrent, les 13 et 14, la bataille qui devait avoir lieu entre les deux armées réunies en présence. Le 14 août au soir, arriva au camp ennemi la plus grande partie des troupes autrichiennes occupées jusqu'alors au blocus de Mantoue, si prématurément rendue; ainsi donc, dans un moment décisif, l'armée austro-russe acquit une supériorité de forces qui ne permettait plus d'attaquer.

« Le 15, dès la pointe du jour, a commencé la bataille de Novi; l'ennemi a attaqué en force et avec impétuosité notre gauche. L'affaire s'engageait à peine, lorsque le général Joubert s'est précipité pour animer de sa présence une charge à la baïonnette. Il guidait nos soldats, à cheval, au milieu de son état-major, criant : « *En avant! en avant!* » lorsqu'une balle l'a frappé au flanc droit, et a pénétré jusqu'au cœur. Il est tombé, faisant signe de la main et s'écriant encore : « *Marchez toujours!* » Il a survécu à peine d'un instant; à six heures du matin il avait cessé de vivre. On a continué à se battre jusqu'au soir. Le général Moreau commandait, se livrait aux dangers, avait un cheval tué sous lui, une balle perçait ses habits, effleuraient son flanc gauche, et les cris des soldats ne pouvaient le retenuir... »

battre les ennemis. Alors on vit descendre des montagnes les Austro-Russes sous les ordres de Suwarow, Mélas, Kray et Bellegarde, forte armée, d'un tiers plus considérable que les légions de Joubert. L'ordre de bataille de Suwarow est encore conservé, et sa simplicité est digne de remarque; le voici : « Kray et Bellegarde attaqueront la gauche, les Russes le centre, et Mélas la droite; » puis s'adressant à ses soldats glorieusement fanatisés par ses paroles, Suwarow ajouta : Dieu veut, le czar ordonne, et Suwarow commande que demain l'ennemi soit vaincu, » sorte d'allocation qui rappelait le *Dieu le veut* des croisés au ^xⁱ^e siècle. Dans cette bataille de Novi, toutes les troupes furent vigoureuses et ardentes. Le général Kray, débouchant sur la gauche avec les Autrichiens, s'empare des hauteurs; bientôt il en est délogé par une ardente charge au pas de course, où le général Joubert, atteint d'une balle au côté, tombe, se roule, et expire en prononçant quelques paroles fières et patriotiques. Moreau prend le commandement de l'armée, et Suwarow attaque le centre, mais en vain; les baïonnettes se croisent, le sang coule à flots, jusqu'à ce que Mélas, tournant la droite des Français, détermine la retraite. La bataille de Novi n'eut rien de bien décisif; mais elle fut une nouvelle preuve de l'énergie des républicains qui ne furent pas entamés. Moreau, si admirable dans les retraites, sauva une fois encore l'armée de France.

Sous le point de vue politique, cette bataille de Novi fut bien plus sérieuse et importante : l'abbé

Sieyès avait mis toute son espérance dans Joubert et dans la victoire; Joubert tombait sur le champ de gloire et la bataille était perdue; dès lors comment songer à une réaction de gouvernement, quand on n'avait plus l'épée pour agir? Le parti jacobin avait mille motifs pour demander que le gouvernement déployât une immense énergie, car les périls de la patrie étaient grands. L'archiduc Charles était en pleine marche dans la Suisse; une armée anglo-russe venait de débarquer en Hollande, où l'insurrection grondait déjà; la Belgique était soulevée: or, qui pouvait sauver la France, si ce n'est un de ces efforts terribles, semblable à ce qui s'était passé à l'époque énergique du comité de salut public? A cet effet, les jacobins s'agitaient partout, dans les clubs, aux conseils, dans les journaux, demandant que la patrie, déclarée en danger, recourût aux moyens extrêmes du comité de salut public. Cette opinion, puissante aux Cinq-Cents, avait pour chefs militaires Augereau et Jourdan, et pour meneurs les plus hardis patriotes. L'abbé Sieyès avait pour appui le conseil des Anciens, expression des fatigués, et puis tous ceux-là qui voulaient en finir avec une crise d'anarchie.

Une telle situation avait rapproché Barras de Sieyès, parce que l'un et l'autre avaient peur des jacobins pauvres, purs, fiers et indomptables. Arrivés à la période du repos, tous deux craignaient de voir leur existence compromise par de nouveaux orages. Les partisans de Bonaparte s'étaient également unis à

Sieyès contre la proposition d'Augereau et de Jourdan pour déclarer la patrie en danger, mesure des jacobins, rejetée par une forte majorité : ce fut un premier triomphe pour les opinions modérées. Aussi, lorsque le président du directoire, Sieyès, prononça la harangue du 10 août, il n'hésita point à attaquer de front le parti jacobin, désigné par l'épithète générale d'anarchiste (1). Ce fut pitié de voir des régicides parler de la dignité et de la légitimité du pouvoir, et les émeutiers, les insurgés de 1792 appeler l'ordre et la soumission du peuple; mais ce langage devait plaire aux intérêts alarmés, se groupant autour de tout ce qui avait les apparences de la force.

La harangue de l'abbé Sieyès, au 10 août, produisit une immense effervescence au sein du parti jaco-

(1) *Extrait du discours de Sieyès pour l'anniversaire du 10 août.*

« ... Gardez-vous de regarder comme des républicains ceux qui ont vu dans le renversement d'un trône, non pas le moyen d'établir un gouvernement nouveau désiré par la nation, mais le droit de renverser dans tous les temps tout ce qui embarrasserait leur ambition individuelle; ceux qui pensent qu'affermir est toujours une lâcheté, détruire toujours une gloire; qui, ennemis effrénés de tout ce qui est ordre ou même apparence d'ordre, veulent gouverner par des cris et non par des lois; qui déchireraient de leurs propres mains le gouvernement qu'eux-mêmes auraient formé, parce qu'un gouvernement, fût-il leur ouvrage, ne pourrait jamais accomplir à leur gré tous les projets de leur avidité, tous les délires de leurs fureurs!... Non, ce ne sont point des républicains, ceux qui ne savent que recueillir, échauffer, soulever les mécontentements contre l'ordre établi, ceux qui, dans d'autres temps, crurent que pour gouverner il fallait punir de mort quiconque osait ne pas être content; ceux qui craignent la paix, qui redoutent la victoire, qui calculent sur nos revers pour l'accroissement de leur influence;

bin ; car ce que les partis sentent le mieux, ce sont les injures et les menaces sans mesures de répression. Non-seulement dans le conseil des Cinq-Cents il y eut des explications hautement demandées, mais la presse et les clubs retentirent d'actes d'accusation contre ce directoire qui préludait à un coup d'État. Les journaux flétrirent la politique de l'abbé Sieyès avec un acharnement indicible, les deux clubs du Manège et de la rue du Bac proclamèrent l'insurrection comme le plus sacré des devoirs, et ce fut alors que sur la proposition de Fouché, ministre de la police, et à la suite d'un rapport fort étendu sur les dangers de l'anarchie, on prit la résolution de fermer les clubs et

ceux qui espèrent dans les dissensions intérieures, ne sont heureux que par les haines, dénoncent avec audace devant la multitude, et frémissent lorsqu'il faut signer une dénonciation ; qui, toujours affamés de vengeance, s'irritent des lenteurs salutaires que la loi commande, et pour sauver l'innocent et pour atteindre plus sûrement le coupable ; qui, par le délire de leurs provocations, portent l'épouvante chez le citoyen paisible, tarissent les sources de la richesse publique, frappent de mort le crédit, anéantissent le commerce, paralysent tous les travaux ; qui parlent sans cesse des malheurs et accroissent à plaisir le nombre des malheureux, se disent les amis du peuple et ne savent que l'exaspérer au lieu de le servir, s'enflamment contre l'ennemi extérieur, et sont bien décidés à ne pas le combattre... Mais, que tardé-je à le dire ! leur but n'est certes point la justice : ce qu'ils veulent, c'est enivrer le public de défiance ; c'est porter la confusion et le découragement dans les esprits ; c'est pousser les Français au désespoir ; c'est maltraiter tout dans le trouble ; c'est gouverner, en un mot, à quelque prix que ce soit. Français, vous savez comme ils gouvernent ! » C'est le plus curieux manifeste des hommes fatigués ; c'est le régieide qui veut se faire roi.

de supprimer les journaux trop hostiles au directoire. Quand vous voulez faire réussir une idée de violence et de pouvoir absolu, mettez-la sous la protection d'une tête révolutionnaire, nul ne les comprend mieux et ne les exécute avec plus de fermeté. Fouché n'était pas un homme de liberté, mais un esprit d'autorité, et les coups d'État lui allaient bien ; il possédait même l'art admirable de justifier merveilleusement les plus arbitraires mesures par des pensées d'ordre public et de bonheur pratique ; sa capacité consistait surtout dans l'intelligence active et profonde des passions de parti ou de la lassitude de la société, et il était convaincu qu'en ce moment on pouvait tout oser parce que le pays était fatigué de tout.

Les choses ainsi préparées à un coup d'État, l'abbé Sieyès put en disposer tous les éléments à l'aise, et dessiner niaisement sa constitution sur le papier, avec les ronds et les équerres dont j'ai parlé : un grand électeur, un grand juge (c'était un peu l'idée de Pache et de la conspiration communale contre Robespierre); un consul pour la guerre (c'était le protectorat offert au duc de Brunswick ou à tout autre prince d'Allemagne, et en désespoir de cause à un général français); un conseil des anciens ou sénat (lui-même n'était-il pas vieux déjà, au moins par ses idées?); un corps législatif muet et votant en silence sur des rapports (Sieyès, importuné de l'activité et de la vie du conseil des Cinq-Cents, voulait en finir avec la parole); un tribunal bien épuré représentant la démocratie; puis des listes de notables pour créer et satisfaire l'aristocratie

de la révolution, et une hiérarchie d'assemblées électorales pour lier et annuler en définitive cette souveraineté du peuple au nom de laquelle on s'était tant de fois armé.

Ce travail, l'abbé Sieyès le poursuivait silencieusement depuis son ambassade de Berlin; il fallait d'abord en faire pénétrer l'esprit dans le directoire même, et ce n'était pas la chose la moins difficile. Barras n'avait qu'une idée, qu'un sentiment, c'était un dégoût profond des affaires, sentiment qui saisit souvent les hommes politiques, quand ils ne veulent plus à aucun prix d'un pouvoir qui les fatigue. Esprit essentiellement pratique, il avait un profond mépris pour les théoriciens à la façon de l'abbé Sieyès, qui encadrent incessamment les idées ainsi que les pièces d'un échiquier; mais, comme lui, il sentait la nécessité impérieuse d'en finir avec tout provisoire de gouvernement; il adoptait un changement constitutionnel, même le projet de Marat et de Pache, un grand juge, un consul militaire; et, à tout prendre, les jacobins acceptaient une dictature pourvu qu'elle fût dominée par leurs principes et dirigée par leurs hommes. Roger-Ducos, sans opinion au directoire, suivait l'impulsion mitoyenne de Sieyès et de Barras; le général Moulins correspondait à la fraction ardente, accusatrice, qui poursuivait Sieyès dans les Cinq-Cents; Gohier, sorte de niais révolutionnaire, restait attaché à la constitution de l'an III, qu'il disait admirable, surtout dans ses fêtes et ses processions. On en était là, en présence des périls de la patrie et

des nécessités d'une position militaire désespérée.

Nous avons déjà développé dans ce livre les deux systèmes qui semblaient dominer les intentions des alliés. Le czar Paul, animé des sentiments les plus généreux, les plus désintéressés, avait conçu la pensée d'une restauration de dynastie et de principes sur les anciennes bases : ainsi rétablissement du roi de Naples, du souverain pontife, de l'ordre de Malte, du grand-duc de Toscane, de la maison de Savoie, du prince d'Orange en Hollande, et, comme condition essentielle, restauration de Louis XVIII en France. Ce système chevaleresque, motivé sur l'amour des vieilles choses, n'était point partagé par le cabinet de Vienne, qui fondait sa politique sur le principe des indemnités : ainsi, la ligne de frontière des États autrichiens devait s'agrandir d'Ancone sur l'Adriatique, de Ferrare et de Bologne, au préjudice du pape ; celle du Milanais, des cités d'Alexandrie, de Tortone, prises sur le Piémont, et de plus, des indemnités dans le duché de Salzbourg et la Bavière.

Dans cette pensée, les Autrichiens ne se souciaient nullement de voir les Russes en Italie ; ils conseillaient à Suwarow de se porter en Suisse pour seconder le mouvement offensif de l'archiduc Charles contre Masséna, se défendant comme un admirable chef de guerre dans les montagnes et les défilés de la Suisse, car, depuis trois mois, cette terre, autrefois neutre et tant respectée, était devenue le théâtre d'une vaste stratégie. Ce qu'on s'explique à peine, c'est qu'après la victoire de l'archiduc Charles contre le général en

chef Jourdan, les Autrichiens se fussent arrêtés en Souabe, tandis que l'armée vaincue, dissoute, éparpillée, courait au delà du Rhin. On attribue ces retards, ces hésitations à la maladie dont l'archiduc fut atteint : la tête souffrait, et tout le corps en ressentit la malheureuse influence ; mais devait-on suspendre toute opération ultérieure et contenir soixante et dix mille hommes, conduits par des chefs habiles ? Il y eut donc des motifs secrets pour comprimer cette marche en avant des Autrichiens, et ces motifs furent que le cabinet de Vienne ne voulait pas une campagne d'invasion contre la France, parce qu'elle lui paraissait inutile ; tout à fait opposé en cela aux vues des Russes de Suwarow, avides de marcher sur Paris pour y opérer une restauration : l'Autriche faisait de ce point une question purement accessoire.

Les Russes embarrassaient les Autrichiens en Italie, et, d'après les insinuations et les conseils de l'Autriche, Korsakow, le plus présomptueux des généraux moscovites, passa les Alpes pour déployer ses colonnes dans les environs de Zurich. Sur ce noble théâtre se donnèrent ces combats si glorieux pour les républicains, harcelant et brisant le général russe, colonne par colonne. Ce fut Bernadotte qui dicta tous les mouvements stratégiques de cette campagne, qui fut un de ses titres de gloire. Ce qu'on ne sait pas assez, c'est que Masséna, indolent, paresseux, entouré de femmes gracieuses, eut besoin d'être excité, aiguillonné, destitué même par le directoire, pour reprendre sa vigueur. Ici on escalade le mont

Saint-Gothard ; là , on prend des villes , des glaciers , des pics : on dirait une guerre d'aigles ou de faucons aux serres éperonnées. Mais qui peut expliquer l'inaction de l'archiduc Charles, laissant battre les Russes, tandis que deux de ses divisions pouvaient rétablir l'égalité, la balance des forces et donner la victoire aux alliés ? C'est que , il faut bien le dire , le cabinet de Vienne était fort aise de voir les idées, les plans de la cour de Petersbourg et les forces russes en dehors de toute action politique et militaire : on s'en était servi pour assurer l'évacuation de l'Italie par les Français, pour gagner les batailles ; mais maintenant qu'on voulait négocier, l'influence de Paul 1^{er} était de trop. On ne faisait pas écraser les forces de Suwarow, mais on les laissait exposées aux coups de Masséna. Les soldats autrichiens étaient d'ailleurs fort blessés des manières et du ton hautain de Korsakow (1), qui traitait d'un air cavalier le plus grand des tacticiens du temps moderne, l'archiduc Charles, et l'on vit plus d'un sourire sous les tentes autrichiennes, à l'aspect de ces leçons données par Masséna au présomptueux Korsakow.

Si les Russes, braves et courageux soldats, étaient sacrifiés en Italie à la politique habile et profondément égoïste du cabinet de Vienne, ils étaient égale-

(1) Korsakow poussa la jactance jusqu'au ridicule ; l'archiduc Charles lui désignant les points les plus nécessaires à garder, lui dit : « Il faut ici un bataillon. — Oui, j'entends, une compagnie. — J'ai parlé d'un bataillon. — Fort bien ; un bataillon autrichien ou une compagnie russe. »

ment joués par les Anglais dans leur expédition contre la Hollande et les Pays-Bas. Dès l'origine des négociations, un traité de subsides avait été conclu entre la Grande-Bretagne et la Russie; par ce traité, on stipulait qu'une escadre anglaise, jointe à six vaisseaux russes, transporterait sur les côtes de la Hollande une armée composée de vingt-cinq mille Russes et quatorze mille Anglais ou Hanovriens : le but de cet armement était d'amener un soulèvement des Pays-Bas en faveur de la maison d'Orange, et si l'on pouvait déterminer la Prusse à se jeter dans la coalition, la république française était prise par toutes les frontières. La pensée anglaise qui dirigeait cette expédition ne sympathisait nullement avec la manière dont Paul I^{er} envisageait la situation extérieure. Le but du czar était d'éteindre et de briser la révolution française, et l'on venait de voir cette intention hautement se montrer dans son manifeste contre l'Espagne, manifeste qui menaçant le cabinet de Madrid, comme fauteur des principes révolutionnaires, s'exprimait avec indignation même contre la Prusse. Or, l'Angleterre, pas plus que l'Autriche, ne faisait de cette question de dynastie un but de campagne et de guerre : une restauration n'était pour elle qu'accessoire; ce que M. Pitt désirait surtout, c'était de rétablir l'indépendance de la Hollande (1), en arrachant

(1) *Proclamation du général Abercromby.*

« Le lieutenant général Abercromby, à qui Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne, l'ancien allié des Provinces-Unies, a confié le commandement d'un corps de troupes anglaises destiné à affranchir

Anvers et la flotte des Pays-Bas à la république française. De là cette mollesse d'opérations du duc d'York, qui, sans perdre réellement une bataille, se retire par une capitulation soudaine : l'amirauté s'est emparée de dix navires de haut bord au nom du prince d'Orange ; elle les détient en garantie pour augmenter la flotte britannique ; le cabinet de Londres ne craignait la Hollande que comme puissance coloniale et maritime unie à la France, elle vient de lui arracher ses plus riches possessions de l'Inde et de s'emparer

lesdites provinces, a reçu l'ordre de Sa Majesté de faire la proclamation suivante, contenant ses intentions et celles des rois et princes souverains ses alliés :

« Ce n'est pas comme ennemis, c'est comme amis et libérateurs, que les troupes anglaises entrent sur le territoire des Provinces-Unies. Cette démarche n'a d'autre but que de délivrer les habitants de ces contrées, jadis libres et heureuses, de l'oppression sous laquelle elles gémissent, de protéger leur culte contre l'intolérance persécutrice de l'incrédulité et de l'athéisme, de soustraire leur administration à la violence que lui font éprouver l'anarchie et la rapacité, et de les rétablir en possession de leur liberté et de leur indépendance antiques, étroitement liées aux privilèges de cette constitution pour laquelle leurs ancêtres ont combattu et vaincu sous la bannière des princes d'Orange ; privilèges dont la jouissance a été pour ces provinces une longue source de prospérités, sous les auspices de l'amitié et de l'alliance de la Grande-Bretagne.

« Sa Majesté ne doute pas qu'empressés de reconquérir tous ces grands avantages, les habitants des Provinces-Unies ne ramènent dans leur sein, et avec un égal succès, le courage et le dévouement de leurs ancêtres. La main de la Providence a déjà paru dans l'affranchissement d'une grande partie de l'Europe de ces mesures dans lesquelles elle avait permis qu'ils fussent passagèrement enveloppés par les armes et par les promesses de la France républicaine. »

de sa flotte : que sera donc désormais la Hollande dans les mains de la France ? Ce but atteint, pourquoi continuer la campagne ? Serait-ce pour restaurer la maison de Bourbon ? mais M. Pitt ne dépenserait pas pour cela un homme ni une livre sterling ! C'est parce que le but de la campagne est fini que le duc d'York signe une inconcevable capitulation avec le général Brune : les Anglais se rembarquent après avoir perdu seulement quelques mille hommes. La Prusse, d'ailleurs, ne s'est pas déclarée, et que peut-on faire au nord de la Belgique sans ce cabinet ? Les Russes ont donc été pris pour dupes par les Autrichiens et les Anglais ; et l'on peut désormais s'expliquer comment Paul I^{er}, dans son caractère loyal et son ardente colère, tendit plus tard les mains à Bonaparte en abandonnant la politique des cabinets de Londres et de Vienne.

Les succès décisifs de Masséna et de Brune avaient rendu un peu de courage à l'abbé Sieyès et aux meneurs d'un mouvement de réaction vers l'unité : à Novi, ils avaient perdu l'espérance ; à Zurich et en Hollande, ils la recouvraient. Masséna et Brune, franchement républicains, n'étaient pourtant pas les hommes qu'il fallait dans la pensée de Sieyès. A vrai dire même, ils se rapprochaient de Jourdan et d'Augereau, liés au parti jacobin. La presse et les clubs venaient d'être réprimés par Fouché, et les fatigués pouvaient manœuvrer plus à l'aise. Que l'abbé Sieyès rêvât un mouvement, un coup d'État, c'était chose publique et presque avouée ; il fouillait partout pour chercher

un homme, et lui-même s'essayait à monter à cheval. Sa combinaison prussienne lui plaisait considérablement comme théorie : le duc de Brunswick lui paraissait l'homme indispensable ; mais comment persuader aux masses que l'auteur du fameux manifeste de Champagne était le seul homme capable de gouverner la France ? Il avait tâté Barras, par l'intermédiaire du député Chazal, sur cette combinaison, et Barras avait répondu qu'il fallait essayer toutes choses et tout le monde, avant de songer à une idée aussi impopulaire.

Dans les mouvements de révolution, les hommes sont tout, les institutions peu de chose. Sieyès pouvait rêver à l'aise un grand électeur, un consul, un sénat, mais toute la question se réduisait à ceci : quel serait le grand électeur ? quel serait le consul ? qui composerait le sénat ? On ne pouvait se dissimuler qu'il n'y eût partout un indicible désordre dans le gouvernement et l'administration. Si l'on était un peu sorti de la crise de guerre, à l'intérieur le spectacle était triste et le gouvernement profondément découragé : il n'y avait plus de finances ; l'emprunt forcé sur les fiches, levé comme une contribution de guerre, ne rentrait pas ; la loi sur les otages troublait la société et les familles ; la guerre civile s'agrandissait dans toutes les provinces ; on fusillait des émigrés, des prêtres, et les chouans incendiaient les villages, pillaient les caisses publiques. On appelait de toutes parts la dictature pour mettre un terme à ce désordre ; la constitution de l'an III, tant de fois violée, n'exis-

tait plus : nul ne la respectait. Dans cet affaissement de tous les esprits, on attendait un homme, une épée pour en finir. Quel que fût cet homme, les intérêts, les esprits fatigués, viendraient à lui, car il est des temps où la dictature morale et matérielle est un bienfait, et quand elle est venue, on la soutient.

La France attendait, espérait donc, lorsqu'un coup de télégraphe apporta cette nouvelle : « Le général Bonaparte est débarqué à Fréjus et se met en route pour Paris. » Ici commence la vaste histoire du consulat et de l'empire, tableau si large et si plein. L'auteur de ce livre a la conscience d'y avoir consacré une longue et sérieuse étude dans un ouvrage spécial, publié il y a quelques années : *L'Europe pendant le consulat et l'empire de Napoléon* (1).

(1) Un volume in 8°, ou six volumes in-18 ; Bruxelles, 1843, Hauman et C^e.

RÉSUMÉ.

1789—1799.

Le temps que ce travail historique vient de parcourir est habituellement désigné sous le nom de période révolutionnaire, car au consulat et à l'empire de Bonaparte commence une reconstruction forte du pouvoir et du principe d'autorité. Ce n'est pas dire pour cela que la révolution soit finie, elle est encore partout, dans les idées du gouvernement comme dans les lois de la famille et l'organisation sociale; mais les jours de désordre matériel sont à leur fin, une dictature armée se lève comme la dernière expression du principe posé en 1793.

Quand une période est ainsi complète, lorsqu'il a été possible de la pénétrer dans son origine et de la suivre dans son développement, on est appelé à la juger, car nul temps n'est assez fier de lui-même, assez souverain, assez exclusif, pour dédaigner les examens de l'histoire. La révolution française a été certes bien encensée, bien adulée; on lui a fait des sacrifices humains pour l'apaiser, et cependant elle ne peut prétendre au privilège de l'inviolabilité : elle

qui a jugé les rois refuserait-elle de se laisser juger à son tour ?

Dans l'analyse philosophique d'un système, on doit se décider d'après les résultats qu'il a produits : il en est des théories d'un peuple comme des constitutions, lettres mortes sur le papier ; les bienfaits acquis peuvent et doivent seuls être acceptés. Or, pour un gouvernement comme pour une société, tout se résume à quelques larges et puissants rapports de force, de morale, de bien-être qu'il faut pénétrer et saisir. A ce point de vue, je vais apprécier la période révolutionnaire sans enthousiasme et sans haine.

Assurément, nul pouvoir n'a plus abusé des principes de force, et pourtant nul pouvoir ne fut plus facilement brisé : il suffisait de ce qu'on appelait dans la langue du temps *une journée* pour renverser la tyrannie de la veille, pour édifier le pouvoir du lendemain ; c'est qu'il n'y avait dans ce pouvoir aucun principe d'antiquité et de paternité. L'autorité royale, sous la vieille monarchie, se liait à un culte de famille, à un prestige saint et sacré, et avec cela un gouvernement est facilement obéi. Plus le respect religieux est grand, moins il est nécessaire de tyrannie, et cela est si vrai, que le plus parfait modèle d'asservissement moral de la volonté, c'était le lien monastique, où l'abbé exerçait la dictature par la seule parole. Ainsi, je crois que le principe révolutionnaire, tout en nécessitant la dictature la plus absolue, a corrompu la pensée morale du pouvoir : il ne s'agit plus désormais que de la force pour constituer un droit et de la vic-

toire pour la légitimer, et ce serait plus qu'une erreur que de rattacher jamais la forme monarchique à cette fatalité d'une loi de nécessité et de sang.

Dans les théories administratives, la révolution a substitué la centralisation active, incessante, aux formules provinciales de la vieille monarchie. De là naît une obéissance plus symétrique, plus exactement encadrée; mais il y a une plus grande masse de souffrances individuelles, des cités qui s'effacent, des centres de localité qui disparaissent. On administre plus pour le pouvoir que pour les individus: avec la centralisation, il n'y a pas de guerre civile possible, mais il y a des révolutions qui, par un coup de télégraphe, obtiennent plein succès: impôts, revenus, services, tout se perçoit au profit de la capitale, ce cœur immense, appelé à tout absorber. Autrefois les provinces s'administraient elles-mêmes; la révolution les fit administrer par le système des départements, qui n'est à vrai dire qu'une superposition de la conquête sur le sol des vieilles nationalités.

Dans les relations à l'extérieur, l'isolement fut complet par la proclamation de ce seul principe: qu'il fallait répandre les idées révolutionnaires en Europe. Pouvait-il subsister encore, ce vieux et beau système diplomatique de Henri IV, de Louis XIV, quand chaque gouvernement légitime était menacé dans son existence? Point d'alliés, car nous les brisions par nos exigences et de mauvais principes; point de neutres, car nous pillions tous les pavillons; plus de peuples affectionnés, car nos armées, comme des torrents,

ravageaient tout en Italie, en Suisse, en Allemagne. Y avait-il une diplomatie traditionnelle possible avec les maximes développées par la révolution française ? Son résultat a donc été de nous mettre en état de défiance vis-à-vis de tous les gouvernements, de briser les anciens rapports et d'anéantir toute notre importance, car l'isolement, pour une nation, quelque puissante qu'elle soit, c'est la faiblesse : la diplomatie n'est-elle pas instituée précisément pour créer et grandir les rapports essentiels des peuples et des gouvernements ?

La force des États (et Rome républicaine en est l'éternel souvenir) ne peut subsister qu'à l'aide d'un puissant principe religieux qui maintienne et fortifie les esprits. Or, la révolution persécuta la religion pour la jeter hors de la loi, comme si elle n'en avait que faire ; et cela fut une des plus lamentables aberrations des temps révolutionnaires. Mais elle n'en fut pas seule coupable : le XVIII^e siècle avait préparé ce mépris pour les idées religieuses, et la révolution en hérita sans rien mettre à sa place que la raillerie orgueilleuse de toute croyance positive. Si le dédain pour les choses saintes démoralisa le peuple au temps de l'empire et sous la restauration, il faut s'en prendre à la constituante et à la législative, à ce travail coupable du pouvoir pour bouleverser tous les principes de moralité, pour égarer la conscience du peuple par de fausses doctrines.

A la religion positive, on voulut substituer les vagues règles d'une morale indépendante de toute sanction :

il y eut un code de vertus républicaines pour la vieillesse, les femmes, les époux, la jeunesse. Les uns restèrent fermes, superbes, dans le matérialisme du baron d'Holbach, les autres allèrent droit à la sensibilité de Rousseau, à ce culte vague de la nature, à ce panthéisme, indifférent pour les penseurs, cruel pour les pauvres. Hélas ! qui compensera les inflexibles inégalités ? Que de temps et d'efforts il faudra pour relever l'édifice des croyances perdues ! C'est le seul fleuron qui restait à la couronne du peuple, et on le lui a arraché.

Sans religion point de famille, et la profanation du toit domestique fut une des conditions les plus fatales de l'esprit révolutionnaire : le mariage put être brisé par le divorce ; le consentement des deux époux suffisait pour détruire ce que le christianisme avait déclaré inviolable comme un sacrement. Plus de morale avec le divorce, plus d'autorité paternelle avec l'abaissement de la majorité des fils, plus de transmission des droits et des devoirs de la famille sans l'ainesse ! Le Code civil est peut-être ce qui conserve le plus d'empreintes de la révolution française : quand il fut rédigé, Bonaparte, tout préoccupé de sa réorganisation politique, ne prit pas assez de garde aux lois civiles, et la révolution y conserva ses principes et ses positions. Toutefois, les lois de l'empire, plus encore que celles de la restauration, furent comme une lutte vigoureusement engagée contre le Code civil ; car dès que Napoléon voulut constituer une monarchie, il modifia les lois de la famille qui en sont le fondement : à Rome, la lo

politique des Douze Tables n'était-elle pas une loi domestique?

Ce fut surtout la propriété qui subit la plus rude atteinte : je ne pense pas qu'il y ait jamais eu d'époque où les lois éternelles du sol aient été plus profondément ébranlées. Sous le vieux régime, les confiscations étaient rares et généralement odieuses ; elles étaient exceptionnellement appliquées à quelques individus. A partir de 1792, la propriété est plus fragile qu'un meuble, plus fusible qu'une pièce de monnaie : on se joue du principe de confiscation, on ne l'applique plus à quelques proscrits, à quelques familles, mais à des classes entières ; on le justifie par la nécessité du temps. La république, comme un farouche despote d'Orient, dispose de toutes les propriétés, et sur un signe elle s'en empare et les confisque sans sourciller ; quatre milliards de biens d'émigrés sont engloutis pour soutenir la guerre : quel respect voulez-vous désormais que l'on garde pour la propriété individuelle ? Et avec cette violation constante, il y eut un mépris plus profond encore pour la vie et la liberté humaine : le sang coule à grands flots, le peuple n'en a plus horreur, l'échafaud devient un jouet pour la multitude, et le code peut à son gré multiplier la peine de mort. Il le faut bien pour réprimer les passions mauvaises : plus un peuple a de morale et de foi, moins il faut de police et de peines. Les sociétés arriveront à ce point où la moitié du pays comprimera l'autre ; quand un principe ne contient pas le peuple dans la voie de l'obéissance, il faut nécessairement

une compression par les armes et les châtimens.

Cette grande mutation de la propriété fit la force momentanée de la révolution : elle créa une classe de petits propriétaires en France, colons attachés au sol, qui cultivent pour vivre à peine, payer l'impôt et voir leur patrimoine accablé par l'hypothèque, puis morcelé encore à leur mort et entièrement dévoré par les procès. Si la loi de l'agrégation ne se plaçait pas à côté de celle du morcellement, pour la corriger, que deviendraient les immenses forêts, les verts pâturages où bondissent les cavales et se nourrissent les bœufs? La révolution ne brisa pas la féodalité, elle n'existait plus depuis Richelieu ; seulement, elle tua les rapports de la grande propriété et de la petite, la hiérarchie des rangs, la protection des riches envers les pauvres. Il se fit des spoliations inouïes : les rentes foncières (prix du sol) furent éteintes ; les redevances (prix du sol également) furent supprimées. Y eut-il pour cela plus de bonheur? Les obligations du citoyen devinrent immenses : à la milice, si rarement convoquée sous l'ancien régime, on substitua l'impitoyable conscription et le dixième de guerre. La terre la plus durement inféodée payait sept pour cent, en 1785 ; postérieurement elle dut payer jusqu'à dix-sept pour cent ; le papier marqué à deux sols fut remplacé par le timbre à quinze centimes et le timbre proportionnel. On eut les droits réunis, l'enregistrement, les droits de succession qui dévorèrent les patrimoines ; le peuple s'habitua sans murmurer à toutes ces servitudes ; il avait peur de la force et il redoutait moins le fisc que

cette souveraineté du désordre, enfantée par la terreur.

A l'aurore de cette révolution, on abolit les maîtrises et les corporations; l'ouvrier fut libre de produire, libre de s'établir dans la plus active concurrence; et cette liberté relâcha les ressorts de la surveillance : on produisit mal et trop. La corporation du vieux régime était à la fois un secours pour l'ouvrier, un appui, une voie de moralisation. Est-ce que toutes les agrégations d'hommes n'ont pas besoin d'une loi commune qui les protège? En créant trop d'isolement et d'individualité, vous laissez l'ouvrier sans garantie, sans secours, sans responsabilité. Les anciens corps de métiers avaient leurs statuts au moyen âge, sous la bannière et le patron; si le travailleur était malade, s'il souffrait dans sa famille, tous lui prêtaient aide et secours : où s'adressera-t-il aujourd'hui quand tout reste froid et muet autour de lui? Un faible droit de maîtrise était payé, est-ce qu'on ne l'a pas remplacé par l'exorbitante annuité de la patente? Avec cent livres une fois données et son chef-d'œuvre, on pouvait avoir étal et marchandises, tandis que la révolution fit un impôt de ce qui entraînait dans les masses de secours pour la communauté.

C'est une question terrible que cette condition que la révolution française a faite à l'ouvrier inflexiblement attaché à la machine qui tourne pour lui comme la fatalité : il faut bien que cette plaie soit saignante, car elle agite toutes les imaginations, elle laisse bien des nuits sans sommeil. Que fera-t-on de l'ouvrier?

Que deviendra ce paupérisme qui grandit et se lève comme le fantôme des songes? Le moyen âge et la religion avaient résolu la question du travail et du paupérisme qui se lient plus qu'on ne croit l'un à l'autre. L'ouvrier était corporé; l'ouvrage également réparti entre la terre et la manufacture; il y avait épuration de mœurs par les éternelles lois de l'Église, secours mutuel contre tous, limitation du nombre. L'institution des couvents pourvoyait au paupérisme. Il y avait moins de prolétaires, parce que la population n'allait pas si activement des extrémités au centre, des membres au cœur. La province était un gouvernement à part; la ville une administration séparée. La révolution a changé tout cela. Comme les fortunes sont moins grandes, tous travaillent et peu consomment : il faut des hommes de loisir pour aider les hommes de labeur; les produits subissant une diminution incomparable de prix, les salaires ont dû étrangement souffrir; la vie dans les villes est devenue chère, les impôts pesants, et le prix du travail moindre. Marche donc, pauvre ouvrier, autour de la manufacture : tu y as été enchaîné tout enfant, tu y demeureras attaché jusqu'à ce qu'on te jette au rebut, et après, l'hôpital à peine s'ouvrira pour toi! Tu n'auras pas la religion pour te consoler, on l'a arrachée de ton cœur; le monastère pour te recevoir et te secourir, on a pillé ses biens! Souffre donc sans relâche, sans repos, ou bien des gens te diront : Révolte-toi, renverse une société où tu n'as pu te placer! Ces séducteurs s'inquiéteront moins de toi que

ces religieux doux et paternels, qui n'avaient que la pensée de te secourir et de te consoler.

Le vice de la révolution fut de matérialiser ainsi le cœur de l'ouvrier, sans lui donner un bien-être plus réel, une existence rendue plus supportable par l'aisance; pour l'occuper, il fallut incessamment lui créer des œuvres extraordinaires et le condamner à ces travaux publics qui conduisent nécessairement la société au despotisme des Pharaons ou des Romains, c'est-à-dire à la construction des pyramides ou des voies publiques par des esclaves, soldats et peuple. Il y eut désormais tendance, plus qu'on ne le croit, à cet état social d'un pouvoir militaire et matérialiste. Tous suent, tous travaillent incessamment, sans relâche, sans consolation, sans légende pour colorer la vie. Les deux questions du paupérisme et du travail, je le répète, sont terribles dans leurs mystères : la lutte sera immense, on pourra la retarder par des sacrifices, des tempéraments, mais elle doit se décider. Voyez comme tout s'annonce : on parle de régler le gouvernement de la démocratie, d'organiser le travail; or la démocratie, c'est la dislocation, le débordement des passions, des instincts du peuple, et vous voulez préparer ce fatal gouvernement! Le travail ne peut s'organiser qu'en en faisant un devoir par la religion, et une corporation par la loi catholique; mais vous avez détruit la banquette, l'oratoire du saint, et le pieux dénombrement des confréries!

L'égalité de tous devant la loi, résultat de la révolution, n'a été en définitive que l'oppression du haut et

du bas de l'échelle sociale par la classe moyenne. Dans les lois politiques de la révolution, tout se décidant par les voix, la loi qui exclut la multitude et ne fait entrer que pour une voix égale la propriété, la fortune, l'intelligence, crée essentiellement la domination d'un seul intérêt, la classe moyenne : les sommités ne sont plus vis-à-vis d'elle que dans une situation abaissée. Les conseils municipaux, les assemblées de départements donnés à l'élection ne laissent aucune place pour la grande propriété; la fatale égalité jette l'autorité et la délibération publique en des mains souvent oppressives pour la fortune et l'intelligence. La démocratie a voulu réaliser ce problème d'une société sans aristocratie, en brisant les choses héréditaires, les traditions du passé, et en reniant les ancêtres du pays.

Rien n'a été plus profondément remué que l'éducation publique depuis la révolution de 1789 : quels ont été ses institutions, la force de ses enseignements, et les sujets éminents qu'elle a produits ? Une éducation se compose de religion, de morale, de science et d'instruction élémentaire; et sous ce point de vue, rien ne pourrait se comparer au vieux régime avec ses corporations, ses frères des écoles chrétiennes, ses pères de l'Oratoire et les jésuites. La révolution créa l'indifférence religieuse dans les écoles : on ne s'occupa que comme accessoire de la foi intime de l'élève, de ce qui le fait chrétien, et par conséquent citoyen honnête et paisible. La morale fut un sujet vague, une formule de sentiment, une théorie

tiède, sans devoir ; et quant à l'enseignement, même dans le programme écrit de l'abbé Grégoire, il est au-dessous des études de Rollin, de Nicolle, des méthodes analytiques des jésuites et de Port-Royal. Avec une grande ostentation de principes, la révolution fit peu pour l'enfant ; elle le voua en esclave à sa patrie, et les asservissements de la pensée à la république développent peu les facultés intelligentes de l'homme.

Il serait pourtant injuste de méconnaître que la révolution a perfectionné le matériel de la vie humaine, par l'application des sciences aux usages journaliers de l'homme. Toutes les facultés s'étant portées vers les sciences, il en est résulté une masse considérable de résultats : on a produit à meilleur marché ; les vêtements ont été plus généralement répartis ; il a été fait des découvertes dans les sciences positives ; la chimie, l'analyse, les mathématiques ont simplifié la mécanique. Mais le génie humain a été si loin, qu'il a créé des machines qui appellent par le besoin trois millions d'âmes, femmes, enfants, hommes faits, à servir comme esclaves autour d'une roue ou d'un balancier marchant incessamment comme le sablier des heures. Plus donc ce génie mécanique se perfectionnera, plus la servitude des individus à la machine deviendra inflexible. Il y a devant nous une émancipation inconnue, terrible, qui éclatera comme la révolte des serfs et des pastourels au moyen âge : est-ce que la féodalité des manufactures n'existe pas ? Les hauts barons de l'industrie portent aussi la tête fière ;

quelle différence existe-t-il entre le contre-maitre et le majordome du vieux donjon féodal ? Pour arrêter tout cela, il n'y a qu'une force possible, c'est le principe religieux et une longue éducation morale dans la société ; la science de l'homme n'est grande que lorsqu'il inscrit le nom saint de Dieu sur le frontispice du temple. Toutes vos froides et philanthropiques institutions resteront inutiles devant la terrible nécessité de l'avenir, si la foi de l'ouvrier ne vient à votre aide.

Ce n'est pas la révolution qui donna l'essor au commerce ; elle le brisa dans des émotions incessantes. Qu'on songe à ce que devint le crédit dans la période que j'ai parcourue : les fonds publics cotés de huit à dix-sept francs, les banqueroutes, les dépréciations d'assignats, de mandats territoriaux, tel est le tableau de cette époque au point de vue financier : est-ce qu'il pouvait y avoir des transactions possibles encore avec cette étrange mobilité de toutes les valeurs ? L'agiotage et les fournitures furent les deux seules branches actives des transactions jusqu'au consulat, qui ne fut, à vrai dire, qu'une reconstruction commerciale et statistique de la vieille société. Quand on suivra attentivement les lois et les actes de la période consulaire, on verra qu'ils se rapprochent considérablement des actes de l'administration de Turgot et des économistes. Nul commerce maritime pendant la révolution, si ce n'est la course et un système de piraterie. Et les colonies, que sont-elles devenues avec toutes les théories d'émancipation et de liberté de la classe noire ou de l'égalité des

hommes de couleur ? La révolution enleva par ses principes tous les éléments de la fortune et de la confiance générale ; comme elle ne respecta rien, la sécurité publique en fut profondément ébranlée.

L'esprit humain engagé dans des voies aventureuses produisit une littérature singulièrement empreinte de l'esprit du temps. Quand le front est en feu, on s'occupe peu d'études sérieuses et des progrès de l'intelligence. A la philosophie qui dominait le XVIII^e siècle d'une manière si absorbante, on substitua la discussion politique, c'est-à-dire une certaine manière de raisonner qui se rattacha tout entière à la marche du gouvernement et des lois. Comme on n'avait plus le temps d'élever de grands ouvrages, on se réfugia dans les journaux, feuilles éphémères où tant d'esprit vint s'engloutir. C'est la révolution qui a créé le journalisme ; elle ne le perfectionna pas à ce point d'en faire une littérature, mais il dut les remplacer toutes : quelle œuvre un peu grandement littéraire sortit de la pensée révolutionnaire ? Ce terrible événement s'empreint à tout, à la tragédie, aux poèmes, aux vers comme à l'histoire ; tous les livres deviennent des productions de circonstance, et cet esprit s'infiltra même dans les arts, car l'école de David est-elle autre chose que la révolution en images ? Les toiles les plus remarquables, les groupes de marbre les mieux modelés, comme les tragédies de Chénier, perdent de leur valeur si on les détache de la pensée politique qui les a produites : ces œuvres ne vivent que par le souvenir de la révolution. Ces froides académies exci-

tent-elles une autre émotion que la pensée de nos troubles publics ? Non, la révolution française laissera peu de trace de son passage dans les arts comme dans les lettres ; pour les productions de l'esprit, elle ne fut pas une époque.

Le temps que je viens de parcourir n'est pas absolument dominé par la même tendance et ne subit pas toujours la même direction. Ni les constitutions, ni les lois, ni les pouvoirs ne se ressemblent dans leurs créations et dans leurs actes. La plus folle de ces constitutions est évidemment celle de 1791, parce qu'elle est la plus naïvement désordonnée ; nul ne peut nier la source d'où elle vient : c'est le résumé de toutes les idées décousues du XVIII^e siècle. L'école anglaise obtient le roi constitutionnel avec la responsabilité des ministres, la liste civile et la liberté de la presse ; les Américains, l'unité d'une chambre sans l'aristocratie ; les amis de Turgot, les assemblées départementales élues et libres ; les jansénistes, la constitution civile du clergé, presque séparée du pape ; et les philosophes enfin, la déclaration des droits de l'homme. Tout cela est bien sans doute ; mais lorsqu'il faut mettre tous ces ressorts en jeu, lorsqu'il faut appliquer ces principes si différents à la société et à ses habitudes, il en résulte partout une anarchie profonde : à côté de l'assemblée s'élève la commune ; les départements ne veulent point obéir, mais délibérer ; toutes ces idées se heurtent et s'entravent les unes par les autres. C'est la confusion et l'anarchie dans la source même du pouvoir.

La constitution de 1793 est une large et vigoureuse organisation de la démocratie, sans crainte, sans hésitation : le peuple est partout, car l'école de Robespierre domine. C'est une contrefaçon du *Contrat social* de Rousseau, destinée à garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles : il n'y a de supériorité que les vertus et les talents ; la souveraineté est dans le peuple, une, indivisible et inaliénable ; quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est un devoir ; tous les citoyens sont admis dans les assemblées primaires, afin d'élire un député par 40,000 citoyens ; les assemblées primaires choisissent les électeurs pour le corps législatif, un et permanent, et cette assemblée désigne elle-même le conseil exécutif ; l'administration est également élue par le peuple : districts, communes, départements, tout est en action, en mouvement. C'est la démocratie avec ses orages si menaçants que la convention est obligée de décréter la suspension de l'acte constitutionnel avant même qu'il soit mis en action. Dans cette constitution, il n'y a plus ni école anglaise, ni école américaine ; on est remonté au système de Rousseau, au principe de la société native et sauvage.

A cette organisation démocratique succède la constitution de l'an III, qui est également un mélange de toutes les idées : comme on a eu peur du peuple, on veut le mettre hors de cause tout en le ménageant. Si l'on maintient la souveraineté de la multitude, on l'affaiblit, on la morcelle : l'école anglaise domine par la division des conseils qui ne sont que les deux cham-

bres, sous d'autres dénominations, avec un pouvoir centralisé dans le directoire. On n'ose point arriver encore à l'unité administrative, à un système de fonctionnaires uniques sous leur responsabilité. C'est une constitution enfantée par la peur, une œuvre de timidité dont le perfectionnement se trouve, pour ainsi dire, dans la neutralisation des pouvoirs les uns par les autres; c'est le marchepied de la dictature consulaire, qui se place la tête haute sur la société, entraînant tous les pouvoirs secondaires dans sa sphère d'action.

Ces institutions furent le produit successif d'assemblées politiques que l'histoire a jugées à travers les idées et les partis. La constituante fut le résultat d'un grand mouvement plus philosophique encore que politique; avec les apparences d'une certaine unité de vue, elle contenait dans ses nuances diverses tous les éléments de la vieille société : le clergé brillant, l'honneur chevaleresque, le courage aventureux de l'armée, un peu de conservation bourgeoise, la noblesse de province, les parlementaires, les savants, les gens de lettres, le XVIII^e siècle avec sa politesse de formes, son audacieuse manière de discuter les questions. Tous les actes de la constituante furent empreints de ces tendances. Il y a certes de l'esprit hardi, impétueux, dans ces masses de lois qui portent la date de l'assemblée nationale; les opinions, les préjugés mobiles et divers, même les jalousies de la gentilhommerie de province contre la cour, s'y reflètent; c'est une vieille querelle qui date de Charles VII. Tout en déplorant le mal que

ces théories ont pu faire, on se complait à ces débats, à ces luttes, parce qu'elles sont généreuses, désintéressées comme la société qui s'en va : les uns jettent leurs titres de noblesse, les autres leur fortune, leur épée, leur vie à l'aventure ; on a des passions sans cupidité, sans idées sanglantes : on s'imagine que le genre humain va se régénérer : on rêve un bonheur inconnu.

La triste réalité arrive avec la législative. Toute la classe moyenne est dominée par un esprit de jalousie, des passions mauvaises, et une certaine crainte, une peur qui l'entraîne. Nul ne reste avec son caractère, dans cette assemblée tristement célèbre ; nul ne vote selon sa conviction : les républicains n'osent s'avouer, les monarchistes craignent de se donner comme les défenseurs du trône de Louis XVI ; et cette assemblée se laisse enfin dominer par le parti de la Gironde, qu'on a, je crois, appelé le parti des républicains honnêtes ; mais y avait-il de la probité à démolir ce qu'on avait juré de respecter ? Ce trône, occupé par le plus noble et le plus saint des rois, qui l'a brisé ? La Gironde ne fut-elle pas la main secrète qui dirigea le 10 août à propos d'une question ministérielle ? Y avait-il là de la probité ? En politique, il ne suffit pas de dire qu'on a été faible, il faut encore ne pas justifier un crime au nom de sa pusillanimité ; et tel fut le caractère de la législative. Là, tout, même le parti monarchique, s'empreint de dissimulation et d'un certain manque de franchise : on n'ose pas son opinion, ou si on l'ose, c'est avec une phraséologie précautionneuse qui la tue.

C'est ce qui rend si profondément dramatique la convention nationale : chacun y est pour lui-même; il y a une indicible franchise qui résulte de ce que tous viennent solder leur compte; c'est une confession permanente *in articulo mortis*, où l'on dit la vérité en face de l'échafaud, et ces dévouements-là ont toujours quelque chose de sincère. Ensuite, je l'ai dit, la convention n'est pas une assemblée, mais un gouvernement; c'est quelque chose de fort, d'uni, qui marche vigoureusement dans un but de nécessité inflexible; loin de tuer l'autorité dans le pays, elle la constitue forte dans la voie d'une vigoureuse démocratie : en un mot c'est un pouvoir.

Les deux conseils qui lui succèdent ne peuvent pas être jugés dans leur ensemble, parce que, renouvelés fractionnellement, ils ne purent suivre une tendance particulière. Dans l'origine, ils continuent le système de la convention; mais bientôt la réaction commence, et alors l'esprit antirévolutionnaire y pénètre et s'y infiltre profondément; puis les coups d'État brisent deux ou trois majorités, de sorte qu'il ne reste plus dans les conseils qu'une réunion de fatigués, d'assouplis, un petit nombre de jacobins parleurs, et si peu appuyés par l'opinion, que Bonaparte peut les faire jeter par les fenêtres, à Saint-Cloud. Les assemblées se sont usées dans le cours de la révolution : elles ne durent jamais longtemps en France, parce qu'on s'aperçoit aussitôt qu'elles n'améliorent rien et que le pays est poussé par elles dans la pénurie et les troubles politiques. Le 18 brumaire est le dernier terme

de l'action des parleurs; un corps législatif muet, un tribunal bientôt supprimé, un sénat qui délibère en secret, voilà le résultat définitif de la crise révolutionnaire qui se développe pendant dix ans.

L'histoire des partis offre dans cette période un intérêt puissant encore, car ils se transforment tout en se perpétuant. A l'origine de la révolution, une sorte d'unanimité nationale éclate pour demander une réforme; il se manifeste un besoin d'innovation; la société mal à l'aise veut changer. Nul ne peut nier que le mouvement de 1789 n'ait un caractère national, avec de l'entraînement, de l'enthousiasme; on ne trouve même pas encore de partis organisés : en présence d'une immense majorité qui appelle à grands cris des changements, il n'y a qu'une faible minorité pour la résistance. Naguère il y avait trois ordres dans l'État, ils disparaissent dans ce nivellement. Les partis ne se montrent que lorsque la victoire de la révolution est complète : à ce moment, les vainqueurs se divisent. On parle peu de république à l'origine des états généraux, et cependant toute l'éducation est républicaine; on se groupe autour de la monarchie constitutionnelle, et sauf quelques esprits bientôt dépassés, nul n'en veut. On ne saurait dire toute l'influence des idées genevoises dès le principe de la révolution française, dirigée par les esprits étroits de cette république que Voltaire a tant raillée : Genève a toujours considérablement agi sur la France depuis le xvi^e siècle.

Au début, tous ces partis se cachent sous les dénominations infiniment modérées d'amis de la consti-

tution et de défenseurs de la liberté nationale ; mais avec les succès on a plus de hardiesse, et alors on prend le titre de Cordeliers ou de Jacobins, comme au temps de la Ligue. La véritable énergie est dans ces deux clubs qui se disputent quatre ans la victoire ; tous les autres ne sont que des réunions de beaux parleurs sans action sur les masses. Il y a cela de particulièrement remarquable dans le club des jacobins que chaque parole est un acte : demande-t-on une mesure ? elle est accomplie ; une insurrection ? elle gronde ; un homme est-il dénoncé, il est essentiellement proscrit. Le club des jacobins est un véritable gouvernement, et c'est ce qui fait sa puissance. Les cordeliers sont aussi énergiques ; mais leur tendance est plutôt de frapper sans mesure, des'insurger tumultueusement, que de diriger et de gouverner la révolution : voilà toute la différence entre Robespierre et Danton, entre Saint-Just et Camille Desmoulins. E c'est précisément cet art d'organiser qui élève les jacobins ; il fallait qu'il y eût un caractère bien vivace dans ce parti, pour que la lutte contre lui ait été si longue : elle a duré vingt ans, elle se continue encore. Cette opinion n'existait pas seulement en France, elle se liait à toute l'Europe ; elle luttait partout avec vigueur. Bonaparte l'appelait une maladie interne, et il avait raison, car elle l'a tué à la longue : à la fin de sa vie politique en 1815, il retrouva encore contre lui es vieux débris du parti jacobin.

En dehors de ce parti, la république n'avait plus aucune force. Les monarchistes constitutionnels se font

fédéralistes, à l'imitation des États-Unis; mais quelle puissance peut jamais résulter du morcellement? Rien de plus inconséquent que les girondins, si mal dénommés les hommes d'État de la révolution : singuliers hommes d'État, qui n'ont jamais pu être eux-mêmes, ni s'arrêter, ni marcher! Ils avaient un talent de tribune incontestable; de leur bouche découlaient des phrases parfaitement écrites, imagées à la manière antique; mais où était leur capacité? Dumouriez ne leur appartient pas essentiellement, et ce fut leur seule tête intelligente; leur ministère est le plus pitoyable de tous; c'était une mauvaise queue de Mirabeau. Qu'est-ce que Clavières, Roland, Servan, et toutes ces médiocrités que ce parti pousse à la tête des affaires? Quant à la tribune, ils pouvaient être de grands rhéteurs, mais ils ne purent jamais rien entraîner, rien dominer. Un seul mot de Robespierre ou de Marat les abîmait.

C'est qu'en révolution, si la parole peut servir l'action, l'action est tout et produit tout; en ces temps, l'éloquence est un glaive qu'il faut savoir montrer à ses adversaires pour s'en faire redouter. Aussi les débris des girondins se rallièrent-ils parfaitement au gouvernement consulaire, tant ils craignaient les idées d'agitation! Il ne resta d'eux aucune forme sociale, aucun principe de gouvernement. Bonaparte eut peur des jacobins, il s'en servit et les brisa; je ne sache pas qu'il ait fait autre chose que de prendre en pitié les opinions de la Gironde; et quant aux monarchistes, il ne s'en inquiéta guère : de plein droit, ils étaient à lui.

L'histoire du parti royaliste est plus curieuse encore durant cette grande crise. A l'origine, il se divise comme toujours; une de ses fractions court, ainsi que les huguenots du ^{xvii}^e siècle et le Condé de la Fronde, chercher asile au delà du Rhin, et c'est ce qui forme l'émigration. Ne demandez pas compte de son motif : les royalistes vont là, parce que c'est une mode et qu'il en résulte une certaine manière de se distinguer; ils ne croient pas possible qu'un gentilhomme puisse se courber sous les mains qui gouvernent. L'autre portion du parti royaliste, qui reste dans le royaume, se divise encore en constitutionnels et en admirateurs du vieux régime. Que de projets dans toutes ces têtes ! Avec un esprit prodigieux, on manque d'intelligence et de conduite; sous la constituante, on ne déserte point l'assemblée, on s'y pose en minorité avec quelque courage et sous les coups de l'opinion; la belle époque de la discussion royaliste est celle de Maury et de Cazalès, parce qu'elle est prévoyante, courageuse, et qu'à chaque moment elle est menacée par la multitude attroupée. Cet éclat s'efface sous la législative : le parti alors est beaucoup plus en dehors qu'en dedans; il ne s'agit plus de quelques menaces lancées contre lui, mais on l'emprisonne, on le proscriit, on le massacre; puis lorsqu'on le pousse à bout, il arbore l'étendard de la révolte. On ne trouve plus un seul royaliste dans la convention : la plupart sont en armes dans les départements, et s'insurgent contre l'énergique pouvoir conventionnel. Après cette crise, on voit reparaitre les roya-

listes à travers la réaction thermidorienne ; gens d'esprit , électeurs , spirituels causeurs de salon , ils dominent les bals , les soirées , les modes. La France est toujours pour eux une si belle chose , un territoire si aimé , qu'un grand nombre d'émigrés rentrent et commencent ainsi l'action intérieure. Ils avaient espéré dans la Vendée ; ils conspirent maintenant avec une indicible légèreté contre le pouvoir jusqu'à ce que la révolution s'en débarrasse par des coups d'État. Ce parti est vivace comme les jacobins , parce qu'il se rattache à une idée nette , incontestée , et pour laquelle tous sont prêts à sacrifier leur vie. Il y a toujours quelque chose de prodigieusement fort dans ce qui est sincère. Si on veut bien réduire à leur juste proportion les luttes de la révolution française , on ne trouvera de partis réels que les jacobins et les royalistes , les blancs et les bleus : Bonaparte , qui connaissait parfaitement la révolution , l'a dit plusieurs fois , et lui pourtant avait rêvé une immense et loyale fusion de partis.

En écrivant l'histoire de la révolution , on a beaucoup accusé les noms propres , on a flétri les caractères. J'en trouve évidemment d'odieux , de sanglants , de corrompus , comme toujours lorsqu'on remue la lie des sociétés. Mais ces hommes s'appartenaient-ils tous ? étaient-ils libres dans leurs idées et leurs mouvements ? et aux temps agités , n'est-on pas poussé aux extrêmes par un indicible entraînement ? Il faut donc moins accuser les caractères que les époques , les hommes que les idées : quand les passions s'émeu-

vent, on est entraîné à des actes désordonnés par une main invisible, et alors c'est à qui marchera le plus vite et le plus violemment. Voyez même cette longue galerie d'hommes qui se vautrent dans le sang; s'il peut y avoir quelques hypocrites, quelques scélérats qui se plaisent à jouer avec des têtes humaines, la majorité ne présente que des fanatiques enivrés de certaines idées, de théories philosophiques que tout un siècle a jetées au monde. La réforme de Luther produisit les mêmes excès; plus d'une contrée en Allemagne ou en Hollande subit le gouvernement unitaire des anabaptistes, et l'histoire de ce temps fait frémir. Pour ces époques où les cœurs brûlent, il faut beaucoup d'indulgence, car nul ne s'appartient.

Toute la classification sociale disparut dans ce grand mouvement. Qui pourrait suivre l'histoire du clergé depuis la constitution civile, œuvre du jansénisme, jusqu'au concordat de 1802? La plupart de ceux qui se séparaient alors de l'idée ecclésiastique pour se jeter dans la révolution, furent poussés jusqu'au bout; nul ne le voulait sans doute, mais qui peut répondre de sa peur ou de l'entraînement de ses passions? Est-ce qu'on s'imagine que Gobel, l'évêque constitutionnel de Paris, voulait aller jusqu'à son abjuration, ou que l'abbé Grégoire souhaitait de rompre avec le pape en lui jetant la tête d'un roi? Quand une fois on eut prêté serment à la constitution civile, on fut entraîné plus loin; on favorisa le mariage des prêtres, et quelques-uns subirent un fatal penchant pour la liberté et la vie domestique; une foule de religieux se mon-

trèrent parmi les plus ardents révolutionnaires ; on y compta des capucins, des chartreux et des oratoriens surtout. Ce fut aux abbés que la révolution dut presque toujours ses constitutions politiques. Le clergé non assermenté fut admirable de constance et de dévouement, et l'on peut dire qu'il expia les fautes de quelques membres du haut épiscopat par le martyre. Aux jours les plus néfastes de la révolution française, jamais un seul moment les sacrements de l'Église ne furent refusés ; il y eut toujours des prêtres pour bénir et des fidèles pour prier. On courait aux curés non assermentés et proscrits, parce que les catacombes nouvelles leur prêtaient une sainteté mystérieuse, et que la religion a besoin de se glorifier par les confesseurs et les martyrs. Quand il s'agit de reconstituer le clergé en France, ce fut une entreprise immense, et il fallut la main ferme et puissante de Bonaparte pour assouplir tant de volontés diverses qui manquaient d'appui et de direction. L'œuvre la plus difficile de l'époque consulaire, ce fut le concordat, parce qu'il touchait à la conscience, aux idées, à l'éducation ; il fallut toute la ténacité de Bonaparte et l'angélique caractère de Pie VII pour obtenir la réédification de l'Église.

Avec le clergé, la noblesse disparut aussi, et moins encore la noblesse que l'esprit gentilhomme. Ce ne fut pas le sacrifice fait sur l'autel de la patrie de tous les vieux titres et parchemins qui brisa l'ancienne chevalerie ; en ce cas l'écusson d'honneur serait resté debout : ce fut cet esprit de vertige qui, pendant le

xviii^e siècle, avait éteint l'idée de supériorité et de devoir dans les classes privilégiées. Rien de plus morcelé que la noblesse pendant la révolution ; on trouve une multitude de gentilshommes , l'épée au poing , défendant la république ; il y en a presque autant qu'au delà du Rhin sous le prince de Condé ; d'autres viennent saluer Barras , et un plus grand nombre encore le consulat. Cette dispersion de la noblesse amena son affaiblissement et ensuite sa ruine comme corps : la vanité survécut seule dans quelques fortunes nouvelles.

Tous ces flots de parvenus, j'en excepte ceux que l'épée a élevés ou que le mérite a anoblis , la plupart vieux fils de jacobins, ne sont-ils pas affublés de couronnes ducalcs ? Ils ne vous ont même pas respectés, nobles titres de marquis et de vicomte, que l'empire n'avait point osé placer dans son cadre héraldique ! Plus fiers que les Montmorency , les Saint-Pol ou les Armagnac, il ne leur a pas suffi de s'emparer des vieux fiefs : hiboux de nuit, ils sont venus couvrir dans le nid du faucon ; eux qui ont brisé les nobles armoiries, ils s'en sont fabriqué de toutes les couleurs, ils se sont blasonnés sur toutes les coutures ; l'un a des meutes un peu efflanquées dans un tout petit parc, et il joue le lord des trois royaumes ; l'autre s'armorie du bas en haut de sa maison et singe les tapis blasonnés à la Louis XIV ; celui-ci fait hennir des chevaux de race dans ses écuries, revêtu de l'armet d'une noble chevalerie : ils ont tout pris aux gentilshommes, excepté leur sang, leur générosité de race et leur histoire.

Il fut fait de grandes choses par les armées de la république, et la postérité doit les admirer. Le soldat surtout, qui est peuple, se dévoua aux idées de patrie avec un courage digne des plus beaux temps. Mais il résulta de là une nouvelle puissance dans la société : ce fut la domination soldatesque, plus fière, plus hautaine peut-être que l'esprit gentilhomme; les traîneurs de sabre firent une classe à part, insupportable aux grandes intelligences et aux belles manières. S'il y avait quelque chose de légèrement impertinent dans les formes dédaigneuses des cheveu-légers et des mousquetaires, il y eut quelque chose de maussade, de brusque, de despotique dans ces physionomies demi-sauvages des officiers républicains, qui imposaient la loi aux masses, comme Bonaparte au 13 vendémiaire, et Augereau au 18 fructidor; gens qui n'avaient d'autres justifications que la force. Cette classe se continua un peu avec des habits plus brillants sous le consulat et l'empire. Parcourez les galeries historiques de Versailles, voyez ces glorieux soldats de la république : quelles physionomies sans distinction, même parmi ceux qu'on appelle les beaux, sans en excepter Murat à la coiffure papillotée (1). Je ne sais si le mot *pékin* était beaucoup plus élevé que celui de *manant* en usage au temps de la féodalité, et si à tout

(1) Le roi de Naples actuel, souverain plein d'esprit et de bon goût, a fait la malice de laisser le portrait de Murat (roi de Naples), peint en 1809, dans une des galeries du château de Portici. Je ne sache pas de physionomie plus commune : c'est la figure d'un vendeur d'orviétan. Mazaniello est magnifique à côté de lui.

prendre il ne valait pas mieux la suzeraineté d'un baron féodal, que celle d'un général plein de mépris pour tout ce qui ne portait pas l'habit militaire.

L'administration gagna-t-elle beaucoup dans le passage du vieux régime à la révolution française? Il y eut d'abord la théorie de la séparation des pouvoirs, car il fallait tout séparer, tout classer dans un ordre mathématique; et tel fut en effet la tendance du XVIII^e siècle. Mais cette prétendue séparation des pouvoirs ne fut-elle pas la domination suprême de l'administration sur la justice, de l'autorité ministérielle sur les tribunaux, tyrannisés par les conflits? Qu'on se souvienne de ce qu'était la magistrature sous la vieille monarchie, et ce qu'elle fut pendant la révolution, jusqu'au 18 brumaire, avant que Bonaparte n'eût ramené parmi elle les vieilles mœurs et les vieux noms. Sous l'antique monarchie, la magistrature formait un corps; la vie de magistrat était un sacerdoce pour ces races qui se léguaient de père en fils le devoir de rendre la justice à tous. Quelles idées surgirent pendant la révolution? on créa les mobiles tribunaux de districts et de départements; la magistrature ne forma plus une classe dans la société, elle dut abdiquer son rang, sa dignité solennelle.

Bientôt cette justice ne suffit plus : la constituante institue le jury, pour l'accusation, pour le jugement; la multitude pénètre dans le sanctuaire des lois avec confusion. Les théories de M. Thouret bouleversent la hiérarchie des magistrats. A mesure qu'on s'avance

dans les voies de la révolution, on multiplie les juridictions extraordinaires par les hautes cours d'Orléans et de Vendôme. Puis, arrive le tribunal révolutionnaire qui frappe de toutes parts à coups redoublés; quand il tombe devant ses propres excès, cet exécration tribunal est remplacé par les commissions militaires. Le gouvernement des soldats a sa tyrannie; il faut qu'elle s'exerce dans sa plénitude : arrière donc tout obstacle, on vous saisit, et, dans les vingt-quatre heures, un roulement de tambour et quelques balles en ont fini avec un beau nom, la plus jeune et la plus belle existence. Les temps révolutionnaires habituèrent la génération aux mesures de proscription générale; on se voua à l'échafaud, au bannissement, à la déportation et à la confiscation. Je relisais dernièrement un décret abominable par sa prévoyance même : les enfants des condamnés, après la confiscation des biens, devaient être mis aux Enfants-Trouvés ou aux hospices; c'était le même système qui avait confié Louis XVII à Simon. Cette époque pourtant, on l'a exaltée comme une période de progrès et de civilisation morale!

Ce *Bulletin des Lois*, si volumineux, contient-il, dans les dix années qui séparent la révolution de 1789 du consulat, quelques-uns des beaux principes qui vivent à travers les âges? c'est une collection de mesures étranges, arbitraires, comme si une conquête barbare eût renversé notre vieille civilisation. Et cela s'explique, puisque la révolution elle-même n'a apporté qu'une couche de barbarie sur les an-

ciennes mœurs et les lois de nos ancêtres. Les seules dispositions qui méritent quelques éloges sont toutes empruntées aux économistes du XVIII^e siècle, ou bien à l'administration de Louis XVI. Les cartons des ministères étaient au pouvoir des comités et du directoire ; ils purent y lire les projets de diplomatie et de guerre, depuis le commencement même du système de Henri IV et de Louis XIV ; et il y avait là de larges mesures d'administration et d'organisation publique. Est-ce qu'on s'imagine que tout fut improvisé par le génie de la victoire depuis 1792 ? Il existait une nation française avant la prise de la Bastille : cette nation avait eu un gouvernement fort et sage, avec une pensée persévérante et d'avenir, comme on en voit aujourd'hui dans toutes les monarchies européennes. La diplomatie formait une science et une tradition : ce que Richelieu avait voulu, Louis XVI le voulait encore ; le plan des ancêtres devenait une loi pour les successeurs. Richelieu avait écrit qu'il fallait à la France la Flandre, la Lorraine, l'Alsace, la Savoie et les Pays-Bas même : une partie de ces idées s'était réalisée déjà par la réunion ou par la conquête, l'autre se serait nécessairement accomplie avec la vieille monarchie sans la tourmente de 1789.

Dans tout cela que nous a fait gagner la révolution ? Où sont les conquêtes réelles qu'elle nous a laissées ? Elle a débordé, et le fleuve s'est remis dans un lit plus étroit. Elle a joué ; les dés ont été pour elle pendant quelque temps, et contre elle ensuite. Sous le système des Bourbons, nous n'étions pas allés à Vienne, mais

on n'était pas venu à Paris ; nous avons fait des conquêtes sans envahir à la manière des barbares ; nous ne nous étions pas jetés en fous sur l'Europe, mais l'Europe n'était pas venue chez nous. Il y eut des représailles : nous avons laissé des traces orgueilleuses de notre passage partout, et les rues de Paris ont été sillonnées par les canons ennemis ; la révolution a eu ses victoires et aussi ses revers. Il s'est formé un art de guerre nouveau, une tactique inconnue ; mais si cette tactique a eu ses intrépidités, elle a eu également ses folies ; si elle a été merveilleuse dans ses succès, elle a été profondément abaissée dans ses malheurs.

Prenez une carte d'Europe : voyez ce que nous sommes et ce que sont les autres nations ! voyez même la monarchie de Louis XVI avec ses colonies, comparée à la France telle que la révolution l'a laissée, et ajoutez à ce tableau la position que les cabinets ont prise par rapport à nous ! La croix de Malte se mêlait aux fleurs de lis ; la tour des Castilles, l'écusson de Naples, aux fleurs de lis ; nous avions par alliance le Piémont ; par les subsides, la Suède, le Danemark et la confédération germanique ; en Italie, nous avions les Bourbons de Parme, et notre roi très-chrétien était le fils aîné de l'Église, le protecteur du Saint-Sépulcre et des populations de la Syrie. Étudiez la carte de l'Inde, et suivez la campagne du bailli de Suffren : que de nobles villes sont disparues ! Que de pavillons anglais flottent au vent ! Au reste, je l'ai dit, c'est moins par les pertes que la révolution nous a fait



subir, que par les agrandissements de nos voisins , qu'elle a fait notre condition pire que sous le règne de Louis XVI.

Je ne sache même pas si , lorsque la génération éclairée viendra juger le mouvement révolutionnaire, elle pourra y trouver une amélioration pour la race humaine. Si elle a exposé de grandes théories humanitaires , quelle a été l'exécution ? quel enseignement nous révèlent les monuments législatifs de cette époque ? La religion exilée faisant un grand vide , on dut la remplacer par les froides pratiques d'humanité ; on proclama l'émancipation des noirs , c'est-à-dire l'oppression des blancs et la tyrannie des hommes de couleur ; l'égalité de tous , et cela produisit la supériorité de la classe matérielle , égoïste et bourgeoise sur les intelligences et les sentiments généreux. Les devoirs du citoyen se multiplièrent sans que le sentiment de patrie pût grandir. Par le jury , on fit intervenir souvent les passions et l'ignorance dans les jugements des hommes ; par les élections politiques , on jeta une agitation sourde , perpétuelle dans les esprits ; par une presse libre , on enleva au gouvernement l'énergie et la force silencieuse qui réalise les grands projets ; par la conscription , on fit passer sous le glaive commun tous les hommes , sans distinction de sang , d'intelligence , d'instruction , et d'origine. Il n'y eut pas jusqu'à l'idée de M. de La Fayette , la garde nationale , qui , appliquée dans le rigorisme de l'égalité par la classe moyenne , ne devint un instrument fâcheux au milieu d'un gouvernement qui doit disposer de toutes

les forces publiques et qu'on ne laisse pas libre dans le choix de ses officiers.

Le premier souci de l'époque qui va commencer, la pensée exclusive de Bonaparte au consulat, est de faire bon marché de toutes ces théories d'assemblée et d'institutions démocratiques. Le 18 brumaire fut une journée de dictature; il n'y eut plus d'autre pouvoir que le consul, et cela dut être ainsi : il fallait nettoyer les écuries d'Augias. On remarquera que Bonaparte se proclama le plus puissant adversaire des idées de 1789, si antipathiques à toute espèce de gouvernement. Avec Bonaparte, plus de presse séditieuse, car le jour où un gouvernement veut agir, il ne faut pas qu'on le surveille, qu'on le harcelle par des piqures d'épingle; plus d'assemblées délibérantes avec la publicité : le tribunal ne vit qu'un jour, et il le frappe; car pourrait-il concevoir le projet d'une régénération sociale, si chacun de ses actes était discuté, épilogué, rejeté par ces hommes? Comme le consul sait le prix de l'opinion publique, il ne veut pas qu'on la travaille contre lui. Les élections le gênent, l'étouffent; il les réduit dans la propriété, et il les conduit de telle sorte qu'il obtient pour le corps législatif les esprits les plus sages et les plus sérieux des départements. Toutes ces administrations locales et turbulentes, il les proscriit en désignant un préfet; les tribunaux, il les réduit à la justice, et les compose de magistrats de son choix; l'armée, il la commande et la mène à la victoire; la garde nationale, il l'abolit, car il est assez fort pour s'en passer, et assez prévoyant pour savoir que, née

avec l'idée de 1789, elle en conserve l'esprit. Il veut faire du gouvernement partout, et il n'oublie qu'une seule chose, c'est que la révolution s'est infiltrée dans le code civil, et il n'ose pas l'en chasser. Là est la plaie profonde qu'il veut guérir peu à peu par les majorats, la noblesse, et les grands fiefs qu'il reconstitue.

Je considère le consulat et l'empire de Napoléon comme une lutte de la dictature militaire contre l'esprit de la révolution. Cette lutte est longue, la dictature triomphe; mais aussi elle a ses excès : la conquête, la guerre, tels sont ses éléments de mort. La conquête, comme une soif insatiable, ne peut être satisfaite; quand on a la source d'un fleuve, on veut avoir son embouchure; une frontière, on a besoin de la protéger par une autre; la ligne de Flandre n'est couverte que par la Belgique, la Belgique que par les Bouches du Rhin, et les Bouches du Rhin que par l'Elbe. Cela fait qu'on a Hambourg d'un côté, et Venise de l'autre. Et pour garantir ces conquêtes, on va guerroyer à Vienne, à Berlin, à Moscou, où l'on s'engloutit dans un grand naufrage.

FIN.



—

PUBLICATIONS

DE LA

Société Belge de Librairie



Ouvrages du même auteur.

- CAPEFIGUE. Histoire constitutionnelle de France. 4 vol. in-18.
- Histoire des Juifs au moyen âge. 2 vol. in-18.
 - Histoire de France, sous Philippe-Auguste. 15 ouvrages couronné par l'Institut de France. 5 vol. in-18.
 - Histoire de la Ligue et de la Réforme. 8 vol. in-18.
 - Richelieu, Mazarin, la Fronde et le siècle de Louis XIV pour faire suite à l'histoire de la Ligue. 8 vol. in-18.
 - Le gouvernement de juillet, les partis, et les hommes politiques, 1850 à 1855. 2 vol. in-18.
 - Louis XIV, son gouvernement et ses relations diplomatiques avec les États de l'Europe. 6 vol. in-18.
 - Même ouvrage. 1 beau vol. in-8° à 2 col.
 - Philippe d'Orléans, régent de France, 1714-25. 2 vol. in-18.
 - Hugues Capet et le troisième race, jusqu'à Philippe-Auguste. 4 vol. in-18.
 - Philippe d'Orléans, régent de France, Hugues Capet et le troisième race, jusqu'à Philippe-Auguste. Histoire philosophique des Juifs au moyen âge. 1 grand vol. in-8° à 2 col.
 - L'Europe pendant le consulat et l'empire. 3 vol. in-8° à 2 col.
 - Même ouvrage. 20 vol. in-18.
 - Les Cent-jours. 3 vol. in-18.
 - Charlemagne. 3 vol. in-18.
- CAPEFIGUE et le comte DE CAZES. Histoire de la restauration et des causes qui ont amené la chute de la branche aînée des Bourbons. 2 vol. in-8°.



A. FANDIVIGLIO
RESTAURO
ROMA

